MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE

TOME I

AVRIL 2011

Québec

5

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
1	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2010 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.	1
2	Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2010 concernant le TASER.	2
3	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	7
4	Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011 indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	43
5	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.	47
6	Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.	51
7	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les quatre années précédentes.	55
8	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2009-2010 et pour 2010-2011.	59
9	Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2010-2011.	63
10	Liste de tous les sondages commandés en 2010-2011, en incluant les coûts.	65
11	État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2010-2011.	67
12	Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	71
13	Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de nouvelles législations fédérales, ventilation par projet de loi adopté incluant les projets de loi C-25 et C-59.	165

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
14	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc)	169
15	Unité anticorruption : a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs; b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2011-2012; c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC; d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC; e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête.	173
16	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011, et prévisions pour 2011-2012.	177
17	L'investissement pour la période 2010-2011 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2011-2012.	
18	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2011, répartis par districts et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.	
19	La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2011.	
20	Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2011.	
21	La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2010-2011 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2010 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.	
22	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2010-2011.	
23	Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)	

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
24	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2010-2011, ainsi que les augmentations prévues.	
25	Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé au cours des prochaines semaines.	
26	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010-2011.	
27	Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, par région.	
28	Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	179
29	Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2009-2010 et 2010-2011.	183
30	Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.	
31	Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2009-2010 et 2010-2011.	
32	Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc)	
33	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2010-2011.	185
34	Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011.	189
35	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou par programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	193
36	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	211
37	Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.	215
38	Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.	219
39	Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.	223

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
40	Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2010-2011.	227
41	Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	231
42	Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	235
43	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	239
44	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	243
45	Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011 ventilés par établissement.	249
46	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par région administrative.	253
47	Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.	257
48	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	261
49	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2009-2010 et 2010-2011.	265
50	Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2010-2011.	269
51	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.	271
52	Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	305

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
53	Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010-2011.	309
54	Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.	313
55	Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.	317
56	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	321
57	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	325
58	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.	327
59	Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2011-2012.	343
60	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.	347
61	Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.	351
62	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2010-2011, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	355
63	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2010-2011.	357
64	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.	361
65	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010 et 2011 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	365
66	La liste des enquêtes terminées en 2010-2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).	369

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
67	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	373
68	Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le bureau du Coroner en chef à tous les coroners pour la période 2010-2011.	377
69	Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.	397
70	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	401
71	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2010-2011 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	405
72	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2010-2011 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	409
73	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	413
74	État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.	419
75	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2010-2011.	423
76	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.	427
77	Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2010-2011.	431
78	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2011, par catégorie et par origine.	435
79	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	437
80	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.	431
81	La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2010-2011, incluant leur CV, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	445
82	La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2010-2011, (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience).	451

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
83	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2010-2011.	455
84	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.	459
85	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.	481
86	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.	485
87	Liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.	489
88	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	493
89	Détails des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.	497
90	Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.	501
91	La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.	505
92	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011.	509
93	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	513
94	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	517
95	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2010-2011.	521
96	Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	525
97	Budget alloué par la Société des bingos du Québec pour la création du Kinzo en 2010-2011.	529
98	La liste des voyages effectués par le directeur général de la Société des bingos du Québec en 2010-2011, en incluant les coûts.	533

N°	ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012 TABLE DES MATIÈRES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS	PAGE
99	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2010-2011.	537
100	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011 ainsi que le résultat de la décision.	541
101	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2010-2011.	545
102	Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2010-2011.	549
103	Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2009-2010 et en 2010-2011.	553
104	Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	557
105	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier et par région en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	561
106	Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par corps policier et région.	565
107	Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier autochtone en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	569
108	Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	573
109	Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	577
110	Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires et permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012. Ventiler par établissement de détention.	581
111	Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.	585

N°	NOUVELLES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2E GROUPE D'OPPOSITION	PAGE
4	Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	591
5	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 en comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.	593
6	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.	595
8	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits par le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	597
9	Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant : a) les frais de déplacement; b) les frais de représentation; c) les frais de repas; d) les frais de voyage; e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.	601
10	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.	603
11	Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets : a) la date des rénovations; b) la liste des rénovations; c) le coût des rénovations; d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.	607
12	Liste détaillée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	611
13	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 : a) la liste de tous les concours et tirages effectués; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.	613

14	Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 : a) le nom de toutes les campagnes; b) le coût de ces campagnes; c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par la campagne.	617
18	Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2010-2011 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2011-2012.	623
19	Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.	627
23	Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.	631
26	Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2003 : a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police; b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation; c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.	635
27	Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir a) la description des actions posées, pour chaque phase; b) les coûts engendrés, pour chaque phase; c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne téléphonique sans frais.	639
31	La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec (SQ), leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations ou bonis prévus.	649
34	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2011.	
35	L'investissement pour la période 2010-2011 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2011-2012.	
37	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et les montants facturés à chacune d'elle pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.	651
40	Au 31 mars 2011, ventilation par postes des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.	665
42	La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2010-2011 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2011-2012.	

47	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	
48	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.	667
49	Le nombre d'effectifs (policiers et civils) au 31 mars 2011, répartis par corps de police municipal.	673
55	La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011.	677
64	Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	681
65	Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	685
68	Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci et les salaires donnés aux détenus.	695
69	Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels pour la période 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.	701
70	Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.	705
71	Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.	709
73	Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programmes, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.	713

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

1. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés depuis le 31 mars 2010 concernant la régionalisation, la déconcentration des effectifs et programmes du ministère et/ou des organismes relevant de celui-ci.

(AUCUN)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

2. Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2010 concernant le TASER.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ PROTECTION – 01.04

QUESTION 2 : Copie des études, scénarios et/ou analyses réalisés ou obtenus depuis le 31 mars 2010 concernant le TASER.
- *The Robert Dziekanski Tragedy, Braidwood Commission of the Death of Robert Dziekanski*, 20 mai 2010 (rendu public le 18 juin 2010), Colombie-Britannique, Canada (http://www.braidwoodinquiry.ca/report/P2Report.php) - *Training Bulletin 17.0-01 TASER X26 ECD and Cartridge Inspection*, Taser International Inc., Department of Training, 6 décembre 2010, Arizona, États-Unis (http://www.taser.com/training/Pages/TrainingResources.aspx)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

3. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.
Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011 dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité interministériel de communication / l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption	Le sous-comité interministériel de communication a été créé dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption. Il répond à un besoin exprimé par le comité de réalisation de l'Initiative. Il vise à faire valoir l'action concertée du gouvernement du Québec en matière de lutte contre la malversation et la corruption.	• Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire • Ministère du Conseil exécutif – Secrétariat à la communication gouvernementale • Ministère des Finances • Ministère de la Justice • Ministère de la Sécurité publique • Ministère des Transports • Ministère du Travail • Revenu Québec • RBQ • CCQ • Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication et d'un plan de communication. Les travaux sont suspendus depuis l'automne 2010 en raison de la préparation de l'UPAC

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011 dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de communication sur les risques naturels	Assurer la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de communication. Plus spécifiquement, assurer la planification et la réalisation des moyens et des outils de communication prévus par la stratégie de communication, en fonction des priorités d'action; assurer la cohérence et la complémentarité des actions de communication ministérielles; consigner et faire le suivi des actions de communication gouvernementales et ministérielles.	MAMROT, MRNF, MDDEP, MTQ, MCE, Services Québec, MSP	100 000 $	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité conjoint du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur la modernisation des soins de santé dans les établissements de détention	Effectuer des travaux afin que les soins de santé physique et mentale soient dispensés par les intervenants du MSSS dans les établissements de détention.	MSP, MSSS	Aucun	Travaux en cours.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relative à la prestation des services de main-d'œuvre pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MESS	MSP, MESS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.
Comité interministériel sur le suivi de l'entente du MSP et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) relative à l'accès, en établissement de détention, à des services éducatifs pour la clientèle contrevenante adulte.	S'assurer de l'application de l'entente intervenue entre le MSP et le MELS.	MSP, MELS	Aucun	Application de l'entente. Rédaction et suivi du plan d'action découlant de l'entente.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Groupe-conseil stratégique sur la gestion de l'incarcération des membres de groupes criminels	Analyser les requêtes des avocats de cette clientèle et coordonner les interventions (partager l'information avec les administrateurs des établissements de détention et les bureaux de plaideurs).	MSP, Directeur des poursuites criminelles et pénales et Services correctionnels du Canada.	Aucun	Assurer la cohérence des décisions rendues sur ces requêtes.
Comité sur l'incarcération des personnes détenues en vertu de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés	Négocier une entente concernant la garde de personnes gardées par les Services correctionnels du MSP à la demande de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).	MSP et ASFC.	Aucun	Entente à venir. Il s'agit de permettre aux Services correctionnels du MSP de mieux gérer les places en détention et de recevoir une compensation financière adéquate.
Comité *Programme de surveillance accrue* (PSA)	L'objectif principal est de réunir les représentants des différentes parties impliquées dans le PSA afin de régler les problèmes opérationnels découlant de l'application du programme et de l'évaluer.	MSP, corps de police de Montréal, Longueuil, Québec, Sherbrooke, Laval et Directeur des poursuites criminelles et pénales	Aucun	Élargissement du programme afin de rehausser le niveau de surveillance de certains contrevenants dans la communauté et ainsi contribuer à augmenter le sentiment de sécurité de la collectivité.

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité d'implantation du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 pour la réinsertion sociale des personnes contrevenantes	Prendre les décisions propres à s'assurer le succès de la mise en œuvre du plan et s'assurer de l'implication des organisations tout au long de sa réalisation. Voir aussi au respect des échéanciers et des résultats atteints par rapport aux indicateurs préétablis.	Services correctionnels du MSP, MELS, MESS, MSSS	Aucun	L'implantation des mesures du plan d'action est réalisée en fonction des échéanciers prévus.
Comité de gouvernance Percé	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant la réouverture de l'Établissement de détention de Percé et la prestation du programme d'évaluation et de traitement des délinquants sexuels.	Services correctionnels du MSP, MSSS	Aucun	Ouverture de l'Établissement de détention de Percé
Comité de travail sur les libérations par erreur	Analyser la situation et proposer des solutions afin d'éviter les libérations par erreur.	Services correctionnels du MSP, MJQ	Aucun	Travaux en cours
Comité directeur – Projet de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales	Prendre les décisions et déterminer les orientations concernant les projets de construction, d'agrandissement et de rénovation des infrastructures carcérales.	MSP et SIQ	Aucun	Travaux en cours (en continu)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité consultatif sur la statistique policière	1. Conseiller le ministre en élaborant et transmettant des avis et des recommandations sur toute question relative à la statistique policière; 2. Recommander la constitution, s'il y a lieu, de groupes de travail en vue d'étudier certaines questions spécifiques, visant notamment l'amélioration de la qualité de la statistique policière; 3. Assurer le lien avec le Centre canadien de la statistique juridique et le Comité des informations et statistiques policières (POLIS), par l'entremise de l'agent de liaison du ministère.	MSP Sûreté du Québec Association des directeurs de police du Québec SPVQ Service de la protection des citoyens de Laval SPVM	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité des efforts de lutte contre le crime organisé – sous-comité sur la circulation illégale des armes à feu	1. Définir le contenu d'un éventuel cadre de collecte de données systématique sur les armes à feu recouvrées au Québec et émettre des recommandations concernant son exploitation et ses modalités de gestion; 2. Proposer un projet de procédures visant à uniformiser les pratiques de gestion des armes à feu au Québec en prescrivant notamment les modalités relatives à l'identification, l'expertise balistique et le dépistage.	MSP Service du renseignement criminel du Québec SQ SPVM GRC ADPQ Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité interministériel sur les gangs de rue	Assurer le suivi de la réalisation des mesures du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue 2007-2010 et établir un mécanisme d'échange, de veille et de diffusion d'information sur les tendances observées.	MSP, MSSS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, MELS, ministère du Conseil exécutif - Secrétariat à la jeunesse, MESS, MJQ, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Agence des services frontaliers du Canada, Centre national de prévention du crime, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, Fédération des comités de parents du Québec, Fédération des commissions scolaires du Québec, Centres jeunesse de Montréal, Institut universitaire, Ville de Montréal, Service du renseignement criminel du Québec, Association des directeurs de police du Québec, SQ, Service de police de la Ville de Montréal, Service de police de la Ville de Québec, Service de protection des citoyens de Laval, Service de police de Gatineau	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité interministériel de soutien aux différents programmes de financement en prévention de la criminalité	Favoriser la concertation interministérielle en matière de prévention de la criminalité et soutenir le ministère de la Sécurité publique dans la gestion des différents programmes de financement destinés à la prévention de la criminalité et assurer une meilleure gestion des demandes de soutien financier en évitant le dédoublement des procédures et des analyses à effectuer.	MSP, ministère de la Santé et des Services sociaux, MELS, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille et des Aînés, ministère de la Justice, Secrétariat aux affaires autochtones, Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité permanent sur les poursuites policières	Faire un suivi de toutes problématiques concernant les poursuites policières et formuler les recommandations appropriées.	MSP ENPQ, ADPQ, SPVM, SPVQ, SQ, Service de police de Rivière-du-Loup, Régie intermunicipale de Thérèse-De Blainville, Service de police de l'agglomération de Longueuil.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Élaboration d'un formulaire de rétroaction. Amorce de travaux visant à réaliser un modèle d'intervention propre aux poursuites policières
Comité sur le fonds des services policiers municipaux	Analyser la proposition soumise par la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec et en mesurer l'impact fiscal pour le gouvernement du Québec, le cas échéant. (lien avec le Conseil sur les services policiers du Québec)	MSP • Union des municipalités du Québec • Fédération Québécoise des Municipalités • FPMQ • Ville de Montréal • MAMROT	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux suspendus

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de mise à jour de la réforme de l'organisation policière	Le mandat de ce comité est de superviser les travaux relatifs à l'analyse de la qualité et de l'efficacité des services policiers dispensés au Québec. À cet effet, le comité doit valider : ➢ l'analyse de l'atteinte de certains objectifs de la réforme de l'organisation policière au Québec de 2001; ➢ les états de situation produits notamment au regard : • du seuil de population à desservir; • du partage des équipements, locaux ou espaces; • de l'offre de services (détention et transport de prévenus); • du partage de l'expertise; ➢ les recommandations et le suivi.	MSP FQM MSP APPQ FPMQ ADPQ FPPM SPVM Ville de Montréal UMQ SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité d'harmonisation des activités policières	En tant que forum privilégié constitué d'experts de la gestion policière représentant tous les niveaux de service : • Analyser et formuler des recommandations aux autorités ministérielles concernant les demandes formulées par les municipalités et par les corps de police qui concernent : o Les demandes d'offre de services de détention ou de services de transport de prévenus; o Les demandes d'utilisation commune d'équipements, de locaux ou d'espaces; o Les demandes d'offre d'un service de niveau supérieur; • Assurer le suivi et la mise à jour du Guide d'application du Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence; • Analyser toute autre disposition à la demande du sous-ministre associé à la Direction générale des affaires policières.	MSP Corps policiers (niveau 1 à 5) SQ ENPQ ADPQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de suivi de l'application des niveaux de service	Recevoir et traiter les différends des corps de police municipaux à l'égard de l'intervention de la Sûreté du Québec sur leur territoire dans le cadre de l'offre d'un service supplétif ou supérieur. Recevoir et traiter les différends de la Sûreté du Québec à l'égard d'interventions des corps de police municipaux qui se font à l'extérieur du cadre de leur niveau de service qu'ils doivent respecter. Traiter les problématiques opérationnelles rencontrées dans l'application des niveaux de service. Recommander des modifications au guide d'application des niveaux de service, le cas échéant.	MSP SQ ADPQ Représentant syndical concerné	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Groupe de travail sur les interventions dynamiques	À partir de l'identification et de l'analyse d'au moins dix perquisitions dynamiques majeures qui ont eu lieu au cours des deux dernières années au Québec, des règles de pratiques existantes, ainsi que des travaux du comité d'harmonisation sur les niveaux de services, le mandat consiste à : ➢ analyser les motifs qui justifient une intervention dynamique (circonstances, critères, etc.); ➢ réviser les méthodes d'évaluation des niveaux de risque (développement d'un outil d'évaluation); ➢ réviser les formulaires pour l'obtention des mandats de perquisition (informations à fournir pour l'obtention d'un mandat de perquisition sans l'obligation de s'annoncer); ➢ identifier les niveaux d'autorité au sein des organisations policières devant autoriser une intervention dynamique; ➢ déterminer la formation des policiers habilités à effectuer une intervention dynamique et revoir les méthodes de formation tant sur le plan de l'évaluation que de l'intervention; ➢ revoir l'équipement nécessaire à la réalisation et à l'identification des policiers lors de ces opérations; ➢ envisager la diffusion des travaux du comité à l'intention des organisations policières.	MSP SPVM SPVQ SPCL	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Groupe de travail sur les besoins de main-d'œuvre policière	Au cours des dernières années, certains corps policiers ont affirmé éprouver des difficultés en matière de recrutement et de rétention de leur main-d'œuvre policière. En raison de l'absence de données détaillées sur le sujet, le Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers a décidé de former un groupe de travail ayant pour mandat de développer une méthodologie appropriée afin de documenter la problématique de la main-d'œuvre policière au Québec.	MSP, MELS, SPVM, SQ, ENPQ,SPVQ ADPQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur la prévention du VIH et des hépatites B et C	*Premier volet : récupération sécuritaire des seringues usagées* Analyser les impacts de la demande du MSSS liés à la récupération des seringues usagées. Identifier des solutions pour récupérer de façon sécuritaire les seringues usagées. Formuler des recommandations sur l'implantation des solutions qui auront été identifiées. *Deuxième volet : réflexion sur une cohérence entre les actions policières et les interventions de santé et de services sociaux auprès des personnes qui font usage de drogues par injection.* Identifier les besoins de collaboration du MSSS. Trouver des solutions aux problématiques identifiées. Identifier, s'il y a lieu, les ajustements qui pourraient être apportés aux méthodes d'intervention des policiers pour assurer une meilleure cohérence entre les actions du MSSS et des différents corps policiers. Formuler des recommandations.	MSP SPVM, MSSS, SQ, Service de police de la Ville de Granby Service deprotection des citoyens de Laval Service de police de la Ville de Terrebonne Service de police de police de Saint-Jean-sur-Richelieu MSSS, ADPQ Service de police de la Ville de Québec	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Projet-pilote concernant l'accessibilité à certains renseignements du CRPQ	Analyser les demandes d'accès au CRPQ provenant de la SAAQ et du MRNF. Compléter les projets d'entente à la suite de l'analyse des recommandations de la SQ concernant l'accès. Produire deux bilans intégrés (MSP, SQ, MRNF/SAAQ) et les présenter aux autorités du MSP. Présenter les projets de protocole d'entente.	MSP SAAQ MRNF SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Protocoles d'entente en préparation.
Plan de lutte contre l'intimidation envers les groupes de femmes	Coordonner un comité de suivi pour la mise en place de ce plan de lutte à l'intimidation.	MSP SCF Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec; L'R des centres de femmes du Québec; Sûreté du Québec; SPVM SPVQ SRCQ ADPQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sur les pratiques policières	Mettre à jour le *Guide de pratiques policières*	MSP ADPQ, ENPQ, DPCP, SPVQ, Service de police de la Ville de Granby, SQ, SPVM, Service de police de Terrebonne, MJQ, Service de protection des citoyens de Laval.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Approbation des pratiques
Comité de suivi pour la communication des inconduites policières	Effectuer le suivi de la procédure pour la communication des inconduites policières.	MSP, ADPQ, DPCP SPVM, SPVQ, SQ,	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Comité directeur sur la divulgation de la preuve	Établir une entente entre le DPCE et les corps de police concernant le partage de renseignements aux fins de l'exercice des poursuites criminelles et pénales	MSP, ADPQ, SPCL, DPCP Service de police de la Ville de Sherbrooke SPVM, SPVQ, SQ, SPAL (Service de police de l'agglomération de Longueuil)	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité provincial de filtrage	Effectuer un suivi sur les différentes problématiques qui peuvent survenir au cours de l'application des processus de filtrage.	MSP MELS ADPQ Corps policiers de niveau 1 à 5. SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Groupe de travail sur les défibrillateurs externes automatiques (DEA) dans les voitures de patrouille	Évaluer la possibilité d'intégrer des DEA dans les voitures de patrouille.	MSP MSSS, ADPQ, SQ, SPVM, SPVQ, Service de protection des citoyens de la Ville de Laval, Service de police de la Ville de l'Assomption, Service de police de la Ville de Rivière-du-Loup, Service de police de la Ville de St-Jérôme.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de concertation en matière de capacité de conduite affaiblie	Améliorer et harmoniser les pratiques policières. Favoriser la concertation entre les partenaires pour accroître l'efficacité des actions. Assurer une communication efficace et une diffusion à l'ensemble des intervenants. Coordonner l'application de nouvelles mesures ou de réformes en matière de capacité de conduite affaiblie avec alcool et drogue. Émettre des avis et proposer des recommandations.	MSP ENPQ, LSJML, MJQ, DPCP, SQ, SPVQ, SPVM, ADPQ, SAAQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Réalisation de travaux visant les modifications au Code de la sécurité routière (CSR) et au Code criminel et les divers projets de loi touchant la capacité de conduite affaiblie. Divers sous-comités mis sur pied concernant, entre autres, les pratiques policières, l'entrée en vigueur du projet de loi C-2 touchant la capacité de conduite affaiblie avec drogue, son application et la formation d'agents évaluateurs. Travaux concernant les appareils de détection d'alcool (ADA), l'alcootest, la communication de la preuve, les techniciens qualifiés alcootest, la formation des policiers et la Table québécoise de la sécurité routière.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Conseil sur les services policiers du Québec	• Donner son avis au ministre sur toute question relative aux services policiers au Québec, plus particulièrement sur : 1. les besoins de la population; 2. l'orientation des services policiers en fonction des priorités pour chacun des domaines de pratique policière ainsi que de l'évolution, de l'organisation, de la distribution et de l'harmonisation de ces services; 3. l'adaptation de tels services face aux besoins en émergence, aux réalités nouvelles et aux standards de qualité. • Donner son avis sur toute question que le ministre soumet au Conseil. • Faire des recommandations dans le cadre des responsabilités qui sont confiées au Conseil.	MSP Union des municipalités du Québec Ville de Montréal Nations autochtones du Québec Sûreté du Québec Service de police de la Ville de Montréal Service de police de la Ville de Québec Corps de police de niveaux 1, 2 et 3 Association des chefs de police des Premières Nations du Québec Association des directeurs de police du Québec École nationale de police du Québec Association des policières et policiers provinciaux du Québec Fraternité des policiers et policières de Montréal Fédération des policiers et policières municipaux du Québec Centre international pour la prévention de la criminalité	S/O	En continu

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de concertation sur la formation des futures policières et des futurs policiers du Québec	Le Comité de concertation assure l'arrimage et la complémentarité entre les différents programmes de formation policière au Québec, en vue de favoriser la meilleure adéquation possible entre l'offre de formation et les besoins qualitatifs et quantitatifs de main-d'œuvre. Il a aussi pour mandat de traiter des objectifs des programmes de formation, du profil de compétences ainsi que des mécanismes permettant de répondre aux besoins d'effectifs policiers, et ce, dans le contexte des programmes menant au diplôme d'études collégiales (DEC) ou à une AEC en Techniques policières ainsi qu'au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie (PFIPG) de l'École.	MSP MELS ENPQ Établissements d'enseignement collégial (public) offrant le programme de techniques policières Établissements d'enseignement collégial (privé) offrant le programme de techniques policières Association des directeurs de police du Québec Sûreté du Québec et Service de police de la Ville de Montréal.	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité sectoriel du milieu policier sur le profilage racial	Participer au suivi de la mise en place des mesures du plan d'action gouvernemental *La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013* qui concernent la prévention de la discrimination et du profilage racial dans les organisations policières; Constituer une plate-forme d'échanges de bonnes pratiques et de réseautage pour le milieu policier; Faire connaître les meilleures pratiques liées aux stratégies de prévention, de sensibilisation et de suivi du profilage racial et illicite qui puissent être adaptées aux particularités de chaque milieu desservi par les corps de police; Favoriser la collaboration policière, par l'échange, dans l'élaboration de leurs politiques et orientations internes en matière de profilage racial (voir projet de loi 16); Développer une expertise sur le profilage racial; Conseiller le MSP en matière de profilage racial.	MSP SQ Service de police de la Ville de Montréal Service de police de la Ville de Longueuil Service de protection des citoyens de Laval Service de police de la Ville de Gatineau Commissaire à la déontologie policière École nationale de police du Québec Association des directeurs de police du Québec	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Prix de reconnaissance en police communautaire	Évaluer les dossiers de candidatures pour le prix de reconnaissance en police communautaire	MSP ENPQ Réseau Intersection UMQ FQM CIPC Récipiendaire en titre du prix	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Sélection du récipiendaire du prix de reconnaissance en police communautaire

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

ACCES Alcool - Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal de boissons alcooliques au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite d'alcool et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP, ADPQ, DPCP MFQ, RACJ RQ, SAQ SPVM, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Voir résultats à la question 58.
ACCES T*abac* - Comité tactique	Suivre l'évolution du commerce illégal du tabac au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada ARC, GRC MFQ, MSSS RQ, SPVM, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Voir résultats à la question 58.
ACCEF - Comité de planification et de suivi	Suivre l'évolution des crimes économiques et financiers au Québec. Déceler les stratagèmes de commerce illicite du tabac et coordonner les mesures gouvernementales pour les contrer.	MSP AMF DPCP MFQ RQ SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours
Projet *Nocturne* – Comité de suivi	Assurer le suivi du projet *Nocturne* en révisant les procédures et les outils disponibles et en proposant des améliorations	MSP, Corporation des propriétaires de bars, SQ, SPVM, SM	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Initiative de lutte contre la malversation et la corruption - Comité directeur	Définir les orientations de l'Initiative de lutte contre la malversation et la corruption.	MSP CCQ DPCP MAMROT MTQ RBQ MFQ Ministère du Travail RQ SCT, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Deux rencontres en 2010-2011
Initiative de lutte contre la malversation et la corruption - Comité de réalisation	Documenter les stratagèmes de malversation et de corruption. Proposer des solutions pour prévenir, détecter et réprimer ce type de criminalité.	MSP Bureau de la concurrence du Canada CCQ DPCP MAMROT MTQ RBQ MFQ Ministère du Travail RQ, SCT, SQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Huit rencontres en 2010-2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité de coordination des efforts de lutte contre le crime organisé (CELCO)	Orienter et coordonner les efforts de lutte contre le crime organisé au Québec. Assurer la liaison avec le CNC	MSP ADPQ Agence des services frontaliers du Canada GRC MJQ MRQ Service correctionnel du Canada SPVM SPVQ SQ SRCQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement (contribution de 10 000 $ du gouvernement du Canada)	• Échange régulier d'information et concertation entre les partenaires québécois. • Projets et/ou stratégies communes en matière de lutte contre la criminalité organisée.
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Échanger, de manière régulière, sur les façons de faire des différents ministères et organismes (M/O) et partager de l'information, entre autres, nominative, sur des cas réels de fraude et sur les nouveaux *modus operandi* utilisés par les fraudeurs. Proposer les mesures appropriées.	MSP DEC MESS MICC RAMQ RRQ SAAQ SQ MRQ CSST	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Équipe intégrée sur les menaces à la sécurité de l'information gouvernementale (EIMSIG)	Assurer une vigie en matière de menace à la sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer la connaissance de la situation des incidents de sécurité de l'information gouvernementale. Améliorer le partage de renseignements et l'action concertée entre les organisations concernées.	MSP SQ CSPQ (CERTAQ) (Collaboration ponctuelle avec le MSG)	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	▪ Développement et mise en œuvre du Programme sur la sûreté des infrastructures stratégiques ▪ Projet pilote sur le signalement des incidents suspects.
Groupe intégré sur la sûreté des infrastructures (GISI)	Échanger du renseignement sur les tendances en matière de terrorisme et sur les autres types de menaces intentionnelles susceptibles de cibler les infrastructures stratégiques ainsi que sur des incidents suspects, et communiquer rapidement en situation d'urgence, c'est-à-dire lors de menaces spécifiques ou lors d'incidents internationaux qui peuvent avoir des répercussions sur la protection des infrastructures.	AMT Bell Canada HQ MTQ SPVM SQ STM	Aucun budget spécifique de fonctionnement.	▪ Développement et mise en œuvre du Programme sur la sûreté des infrastructures stratégiques ▪ Projet- pilote sur le signalement des incidents suspects.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ)	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDÉIE, MESS, MRNF, MSG, MSSS, MTQ, Services Québec, SHQ, SQ, Coroner, CSST, MCCCF, MELS, MFQ, MJQ, MTRAV, RBQ, SAA, STQ, MCE, MRI, MRQ et SCT.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité de sécurité civile du Québec (CSCQ)	Orienter et approuver la planification gouvernementale en sécurité civile.	MSP, MCE, Services Québec, MRNF, SQ, HQ, MESS, MAPAQ, MTQ, MDDEP, MSSS, MAMROT, MRI et MSG.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Table des responsables de missions	Développer de manière concertée les missions du PNSC.	MSP, MDÉIE, MAPAQ, Services Québec, MDDEP, HQ, MRNF, SQ, SHQ, CSPQ, MSSS, MESS, MAMROT, MTQ, SCT et Coroner.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de planification – pandémie d'influenza	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de pandémie d'influenza. Mise a jour du PGPI à la suite de la pandémie de grippe A (H1N1).	Coroner, MCE, CNT, CSST, MAPAQ, MAMROT, MDÉIE, MELS, MESS, MFA, MJQ, MSSS, MSP, MTQ, SCT, Services Québec, SQ.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Sous-comité de l'OSCQ de planification – inondations	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas d'inondations.	MSP, MDDEP, HQ, CEHQ, MSSS, MAMROT, MTQ, SHQ, MRNF, SQ.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur le rétablissement à la suite d'un sinistre	Concevoir et planifier la démarche du rétablissement dans une perspective à court et à long terme visant la restauration des conditions sociales, économiques, physiques et environnementales.	MSP, CSPQ, HQ, MAMROT, MAPAQ, MDDEP, MDEIE, MESS, MFQ, MRNF, MSSS, MTQ, SCT, SHQ, RBQ, Services Québec, SQ, UQAM.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ de planification – conditions hivernales extrêmes	Planifier la réponse gouvernementale concertée en cas de conditions hivernales extrêmes.	MSP, MTQ, SQ, HQ, MSSS, MELS, Services Québec, MRNF, MESS.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.				
Comité ou groupe de travail	**Mandat**	**Représentants MSP et autres**	**Budget**	**Résultats**
Sous-comité de l'OSCQ de résilience des systèmes essentiels	Encadrer la démarche visant à augmenter la résilience des systèmes essentiels au Québec.	MSP, MSSS, SCT, MESS, MDÉIE, MAPAQ, SHQ, SIQ, Services Québec, MDDEP, CEHQ, MAMROT, MRNF, HQ, MFQ,CSPQ, SQ, MTQ.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
			Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Sous-comité de l'OSCQ sur les services d'urgence en milieux isolés	Augmenter la desserte des services d'urgence en milieux isolés.	MSP, MTQ, SQ, MSSS, MRNF, CSST MDDEP, SÉPAQ, SAAQ, MAMROT.	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité interministériel de prévention, sous-comité de l'OSCQ (CIP)	Rendre compte à l'Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ) de la mise en œuvre du cadre de prévention adopté par le gouvernement. Approuver les stratégies de mise en œuvre du cadre de prévention et s'assurer de la cohérence gouvernementale à cet égard. Dégager les ressources nécessaires en fonction des besoins initiaux et de l'évolution de la situation.	MSP, MRNF, MTQ, MDDEP, MAMROT	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Sous-comité sur les coûts des sinistres	Convenir des modalités de suivi des dépenses relatives aux sinistres majeurs en vue d'optimiser les réclamations au fédéral.	MSP, MFQ, MSSS, SCT, MTQ, MDÉIE	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité d'experts sur l'érosion côtière	Fournir des conseils et des recommandations scientifiques en matière d'érosion et de submersion côtière au comité de direction en prévention (CDP).	MSP, MTQ, MDDEP, UQAR, Université de Sherbrooke, Pêches et Océans Canada, Environnement Canada, Ouranos	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité sur le risque d'inondation dans la région de Montréal	Faire l'état de la situation des problématiques des risques fluviaux dans la grande région de Montréal au regard des inondations en eaux libres, avec embâcles et frasil. Développer un programme d'études des risques fluviaux permettant de mesurer les impacts et anticiper les mesures d'atténuation des risques.	MSP, MDDEP, CEHQ, MAMROT, Ouranos	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de pilotage du Plan de mesures d'urgence nucléaire externes à la Centrale Gentilly 2 (PMUNE-G2)	Planification des mesures d'urgence pour faire face à un accident potentiel à la Centrale Gentilly 2.	MSP, ASSS, MAPAQ, MDDEP, MTQ, Services Québec, SQ – MESS, Hydro-Québec	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité interministériel sur les risques technologiques (CIRT)	Assurer la concertation interministérielle dans la gestion des risques technologiques, notamment en ce qui concerne la planification des mesures d'urgence, la communication des risques à la population et l'aménagement du territoire, et fournir des outils aux municipalités pour les aider à assumer leurs responsabilités dans ce domaine.	MSP, MDDEP, MAMROT, MSSS	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité d'expertise sur les glissements de terrain	Développer et mettre en place de nouveaux outils pour la gestion du risque de glissement de terrain à l'intention des municipalités, notamment par la production et la révision de cartes de zones exposées aux glissements de terrain, ainsi que par l'élaboration d'un cadre normatif pour le contrôle de l'utilisation du sol dans ces zones.	MSP, MTQ, MAMROT, MRNF	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité sur les résidences de personnes âgées – plan de sécurité incendie	Examiner la problématique liée à l'élaboration et à l'implantation des plans de sécurité incendie pour les résidences pour personnes âgées, proposer et convenir de solutions visant à accroître significativement la sécurité de ces personnes dans le cadre de la certification.	MSP, MSSS, RBQ (Ville de Montréal et l'ACSIQ)	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité de travail sur les alarmes non fondées	Réduire substantiellement l'occurrence et les conséquences négatives des alarmes d'incendie non fondées.	MSP, RBQ (et plusieurs partenaires extérieurs)	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité directeur en prévention (CDP)	Assurer le bon fonctionnement opérationnel de l'ensemble des projets du Cadre de prévention des principaux risques naturels. Adopter les planifications annuelles par aléas devant être réalisés dans le cadre de prévention.	MDDEP, MSP, MAMROT, MTQ, MRNF, MSG	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité de travail sur l'aménagement du territoire	Consulter les ministères sur le développement d'outils cartographiques et normatifs utilisés aux fins d'aménagement du territoire et d'urbanisme (en lien notamment avec le Cadre de prévention des principaux risques naturels).	MSP, MAMROT, MDDEP, MRNF, MTQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité civile	Aviser le MSP sur toute question relative à la sécurité civile, plus particulièrement sur les grandes orientations dans le domaine, les besoins des intervenants en matière de soutien à la gestion des risques, les enjeux associés à la sécurité civile ou à l'organisation et au fonctionnement des organisations de sécurité civile, les stratégies de promotion et de mobilisation de la société civile, etc.	MSP, SQ, MAMROT (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Question 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2010-2011, dont fait partie le ministère et /ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Comité technique de sécurité publique / gaz de schiste	Apprécier les risques associés aux technologies d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste au Québec et d'émettre des recommandations pour la gestion de ces risques.	MSP, MDDEP, MAMROT, MSSS, MTQ, MRNF, MAPAQ	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité consultatif en sécurité incendie	Analyser toute question relative à la sécurité incendie, plus particulièrement sur les grandes orientations en matière de sécurité incendie, les besoins de la population, les enjeux associés à la sécurité incendie ou à l'organisation et au fonctionnement des services municipaux de sécurité incendie, aux problématiques particulières de lutte contre les incendies et autres sinistres, etc.	MSP, ÉNPQ, MAMROT, RBQ (et plusieurs organisations des milieux associatif et municipal)	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité interministériel de rétablissement	Le Comité interministériel doit coordonner l'action des ministères et organismes concernés par la préparation et la mise en œuvre des plans d'action et de projets de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, MRNF, MAPAQ, Tourisme, Services Québec, MSSS	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours
Comité régional rétablissement	Le Comité régional de rétablissement a pour mandat d'harmoniser en région les différentes activités gouvernementales de rétablissement.	MSP, MTQ, MAMROT, MDDEP, MDEIE, MRNF, MAPAQ, Tourisme, Services Québec, ASSS	Aucun budget spécifique de fonctionnement	Travaux en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

4. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer :
a. la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de fin de leur mandat incluant leur rémunération;
c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV;
d. leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Question 4 : Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2010-2011, indiquer : a) la liste des employés et/ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur CV; d) leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

Régie des alcools, des courses et des jeux : A, B, C) voir la réponse aux questions 90 et 91
D) 28 667 $

Commission québécoise des libérations conditionnelles : A, B, C) voir la réponse aux questions 80 et 81
D) 165 492 $

Commissaire à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 69 et 70
D) - Le Commissaire : 7 360 $
- Le Commissaire adjoint : 917 $
- La Commissaire adjointe : 1 485 $

Comité à la déontologie policière : A, B, C) voir la réponse aux questions 75 et 76
D) 38 827 $

Bureau du coroner : A, B, C) voir la réponse aux questions 63 et 64
D) 9 742 $

Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du conseil des ministres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

5. Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 5 : Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.

Au ministère, 76 employés ayant un statut d'occasionnel n'ont pas été renouvelés durant la période de référence.

Ils se répartissent ainsi dans les secteurs d'activités :

Bureau du sous-ministre	2
Direction générale des services correctionnels - DGSC	49
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie - DGSCSI	1
Direction générale des services à la gestion - DGSG	2
Direction générale des affaires policières - DGAP	9
Commission québécoise des libérations conditionnelles - CQLC	1
Commissaire à la déontologie policière - COMMIS DP	2
Bureau du coroner - BC	3
Régie des alcools, des courses et des jeux - RACJ	7
TOTAL	**76**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

6. Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 6 : Pour l'année 2010-2011, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.
Au cours de lannée concernée, sept (7) employés ont été congédiés. Un (1) à la Direction générale des affaires policières (DGAP), quatre (4) à la Direction générale des services correctionnels (DGSC) et deux (2) à la Régie des alcools, des courses et des jeux.

SOURCE : SAGIP

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les quatre années précédentes.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2010-2011 et comparaison avec les quatre années précédentes.

Année budgétaire	Occasionnel	%
2010-2011	753	14
2009-2010	719	13
2008-2009	654	13
2007-2008	577	12

SOURCE : SAGIR

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

8. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2009-2010 et pour 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2009-2010 et pour 2010-2011

Entités	Période de référence 2009-2010 Occasionnels			Période de référence 2010-2011 Occasionnels		
	Nb d'employés occasionnels en poste au 31-03-2010	Nb d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage	Nb d'employés occasionnels en poste au 31-03-2011	Nb d'employés occasionnels devenus permanents	Pourcentage
Bureau sous-ministre	14	0	0,00%	15	5	33,33%
Bureau du coroner	12	0	0,00%	12	0	0,00%
Commissaire à la déontologie policière	2	0	0,00%	2	1	50,00%
Comité de déontologie policière	0	0	0,00%	0	0	0,00%
Commission québécoise des libérations conditionnelles	6	0	0,00%	4	3	75,00%
Direction générale des affaires policières	82	18	21,95%	89	23	25,84%
Direction générale des services correctionnels	380	14	3,68%	386	76	19,69%
Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie	72	0	0,00%	69	5	7,25%
Direction générale des services à la gestion	37	0	0,00%	40	3	7,50%
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	32	0	0,00%	38	2	5,26%
Régie des alcools, des courses et des jeux	82	1	1,22%	91	7	7,69%
Indéterminés				7	0	0,00%
TOTAL	**719**	**33**	**4,59%**	**753**	**125**	**16,60%**

NB: Le mot permanent tel qu'utilisé dans ce contexte signifie que l'employé est maintenant un employé, à tout le moins temporaire en vue d'une permanence.

Source : Les données ont été extraites de SAGIR pour le nombre d'employés occasionnels et de SAGIP pour le nombre d'employés à caractère permanent.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

9. Prévisions budgétaires du ministère pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2010-2011.

(LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

10. Liste de tous les sondages commandés par le ministère en 2010-2011, en incluant les coûts.

(AUCUN SONDAGE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

11. État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – **01.05**

Question 11 : État de situation sur la stratégie du ministère au regard de l'érosion des berges et ventilation des sommes consacrées au problème pour 2010-2011.

Les pourparlers entrepris par le ministère avec le milieu municipal, visent à retenir les solutions pour contrer l'érosion et s'inspirent d'une stratégie convenue avec les quatre autres ministères signataires du cadre de prévention, soit le MTQ, le MAMROT, le MRNF et le MDDEP. Celle-ci privilégie le retrait progressif des résidences et infrastructures menacées, réservant l'option des ouvrages de protection dans les cas d'exception. Cette orientation aura pour effet d'éliminer le risque à la source, de diminuer les coûts potentiels des solutions et d'éviter à l'avenir les coûts récurrents d'entretien ou de remise en état.

La ventilation des sommes consacrées au problème de l'érosion des berges en 2010-2011 auprès des municipalités pour :

	Dépenses réelles au 31 mars 2011
Analyse de risque	1 694 444 $
Analyse de solution	4 633 $
Mise en œuvre de solution	5 519 590 $
Total	7 218 667 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

12. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Accent formation 2000***					**Type:** Externe			
34268 Prise de notes, procès-verbal, compte-rendu		2010/06/16	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	1 003,22 $
Total du fournisseur						**2**	**4 j 0 h**	**1 003,22 $**
Fournisseur : ***ACGRH (Ass. des cons. gestion des ress. humaines)***					**Type:** Externe			
34547 Distanciation psychologique		2010/10/27	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 3,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***ACSIQ***					**Type:** Externe			
34040 Congrès Association chefs sécurité incendie Qc		2010/05/22	Réalisée	non		2	6 j 0 h	1 640,00 $
Total du fournisseur						**2**	**6 j 0 h**	**1 640,00 $**
Fournisseur : ***ACTI-COM***					**Type:** Externe			
34722 Prise de notes performantes pour comptes-rendus		2010/05/05	Réalisée	oui		1	0 j 6 h	406,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 6 h**	**406,00 $**
Fournisseur : ***ACUQ - Association des centres d'urgences 911***					**Type:** Externe			
34686 Prog. Prévention et règlement conflits		2010/05/05	Réalisée	non		1	0 j 0 h	42,18 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 0 h**	**42,18 $**
Fournisseur : ***Adecco Services-conseils***					**Type:** Externe			

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Adecco Services-conseils*					**Type:** Externe			
34278 7 clés de la mobilisation		2010/06/02	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	5,00 $
34279 Transfert, partage et acquisition de connaissances		2010/05/31	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	5,00 $
Total du fournisseur						**2**	**0 j 6 h**	**10,00 $**
Fournisseur :*AFI*					**Type:** Externe			
33923 Word intermédiaire		2010/05/18	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	306,95 $
34276 Excel intermédiaire		2010/06/10	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	313,48 $
34281 PowerPoint base		2010/07/14	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	308,60 $
34673 Excel 2001 M-1 Base		2010/08/24	Réalisée	non		10	20 j 0 h	990,00 $
34694 ACCES		2010/12/06	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	460,00 $
34819 Excel intermédiaire		2010/11/08	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	230,00 $
34820 Word intermédiaire		2010/11/16	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	230,00 $
Total du fournisseur						**17**	**32 j 0 h**	**2 839,03 $**
Fournisseur :*Agence de santé et des services sociaux*					**Type:** Interne			
35079 Journée régionale en violence		2010/05/06	Réalisée	oui		1	1 j 2 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 2 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Agilent technologies*					**Type:** Externe			
35243 Formation DRS/AMDIS + Chemstation		2011/01/19	Réalisée	oui		5	6 j 0 h	5 143,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Agilent technologies***					**Type:** Externe			
Total du fournisseur						**5**	**6 j 0 h**	**5 143,00 $**
Fournisseur : ***American academy of forensic sciences***					**Type:** Externe			
34487 Congrès annuel de l'AAFS		2011/02/21	Réalisée	oui		3	0 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**3**	**0 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***American society of questioned document examiners***					**Type:** Externe			
34868 Colloque annuel American Society of Document Exam		2010/08/28	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	2 020,60 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 0 h**	**2 020,60 $**
Fournisseur : ***APSSAP***					**Type:** Interne			
33916 Une attitude, ça se change		2010/04/15	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
34919 Ergonomie		2010/11/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	37,50 $
35000 Comité de soutien en sécurité		2010/12/10	Réalisée	non		7	6 j 1,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**9**	**8 j 1,5 h**	**37,50 $**
Fournisseur : ***Ass. sur l'accès et la protection de l'information***					**Type:** Externe			
34092 Congrès - Association sur l'accès et la protection		2010/04/20	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	620,00 $
34728 Accès à l'info. et protection rens. pers. congrès		2010/04/20	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	650,00 $
Total du fournisseur						**2**	**6 j 0 h**	**1 270,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Association de géomatique municipale du Québec***					**Type:** Externe			
33920 Colloque AGMQ 2010		2010/04/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
34444 Colloque Rendez-vous OSGéo-Qc et Vision Géo.		2010/06/15	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	600,00 $
Total du fournisseur						**3**	**7 j 0 h**	**600,00 $**
Fournisseur : ***Association des chefs de services d'incendie du Québec***					**Type:** Externe			
34032 42e congrès annuel ACSIQ 2010		2010/05/22	Réalisée	non		1	3 j 0 h	842,00 $
Total du fournisseur						**1**	**3 j 0 h**	**842,00 $**
Fournisseur : ***Association québécoise de prévention du suicide***					**Type:** Externe			
34545 Congrès - Ass. Québ. Prévention du suicide		2010/10/26	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	759,35 $
Total du fournisseur						**1**	**3 j 0 h**	**759,35 $**
Fournisseur : ***Asted inc***					**Type:** Externe			
34199 PUBMED Formation continue		2010/04/30	Réalisée	non		1	1 j 0 h	119,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**119,00 $**
Fournisseur : ***Barreau du Québec***					**Type:** Externe			
34080 Droits à l'égalité et accommodements raisonnables.		2010/06/18	Réalisée	non		2	0 j 3 h	9,75 $
34108 Pas dans ma cour: comportements à éviter…		2010/06/09	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	9,75 $
34137 Déjeuner causerie - Tribunaux administratifs		2010/04/20	Réalisée	non		3	1 j 2 h	330,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Barreau du Québec***						**Type:** Externe			
34360	Rôles et responsabilités des administrateurs		2010/09/02	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	0,00 $
34361	Pratiquer au Québec et en France		2010/09/10	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
34429	Expertise vue par le juge et l'avocat		2010/09/24	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 $
34436	Pratique du droit au Québec comparé avec la France		2010/09/10	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
34437	Écoute électronique en droit criminel, code criminel		2010/09/17	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 $
34514	L'arrêt Dunsmuir - des changements en profondeur		2010/10/06	Réalisée	non		1	0 j 2 h	62,90 $
34515	2e Colloque - Assoc. Juristes Italo-canadiens Qc		2010/10/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	150,00 $
34516	Les véhicules procéduraux en droit criminel		2010/10/18	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	71,76 $
34518	Justice participative - psychologie des pers. Diff.		2010/10/27	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	71,76 $
34519	Nouveau règlement sur la comptabilité		2010/10/27	Réalisée	non		3	1 j 3,5 h	0,00 $
34538	Ordonnance d'emprisonnement avec sursis		2010/10/08	Réalisée	non		2	0 j 3 h	0,00 $
34581	Nouvelle tendance en gouvernance		2010/11/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	256,92 $
34649	Qualification au barreau		2010/11/26	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 $
34800	Cadre juridique harcèlement psycho. travail		2010/11/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	256,92 $
34801	Législation et poursuites antigangs		2010/11/26	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	94,79 $
34802	Jurisprudence Cour d'appel et Cour Suprême		2010/12/08	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	94,79 $
34803	Le secret professionnel		2010/11/08	Réalisée	non		1	0 j 2 h	71,00 $
34804	La fraude d'identité		2010/11/08	Réalisée	non		1	0 j 2 h	71,00 $
Total du fournisseur							**29**	**13 j 1,5 h**	**1 551,34 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *BELL CANADA*					**Type:** Externe			
34225 Téléphonie IP		2010/04/21	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	52,14 $
34420 Téléphonie IP		2010/09/09	Réalisée	non		8	3 j 3 h	0,00 $
34421 Télphonie IP		2010/09/10	Réalisée	non		19	8 j 5 h	0,00 $
34422 Téléphonie IP		2010/09/13	Réalisée	non		14	5 j 4 h	0,00 $
34423 Téléphonie IP		2010/09/14	Réalisée	non		12	7 j 1 h	0,00 $
34729 Téléphonie IP		2010/06/11	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 $
34739 Téléphonie IP		2010/06/11	Réalisée	oui		1	0 j 2,5 h	0,00 $
34989 Téléphonie IP		2010/06/10	Réalisée	oui		17	7 j 2 h	0,00 $
34991 Téléphonie IP		2010/06/14	Réalisée	oui		20	9 j 0 h	0,00 $
35046 Téléphonie		2010/10/05	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 $
35048 Téléphonie		2010/10/04	Réalisée	non		8	3 j 3 h	0,00 $
Total du fournisseur						**102**	**46 j 5,5 h**	**52,14 $**
Fournisseur : CARRA					**Type:** Interne			
33966 Session de préparation à la retraite		2010/05/18	Réalisée	non		1	3 j 0 h	384,18 $
34138 Cours de préparation à la retraite		2010/05/10	Réalisée	non		1	3 j 0 h	486,39 $
34513 Session de préparation à la retraite		2010/09/29	Réalisée	non		1	3 j 0 h	330,00 $
34682 Préparation à la retraite		2010/10/13	Réalisée	non		1	6 j 6 h	16,50 $
34986 Session de préparation à la retraite		2010/05/17	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 $
35034 Retraite		2010/10/05	Réalisée	non		2	6 j 0 h	60,72 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : CARRA					**Type:** Interne			
35145 Préparation à la retraite		2010/11/08	Réalisée	non		1	3 j 3 h	505,47 $
Total du fournisseur						**8**	**28 j 2 h**	**1 783,26 $**
Fournisseur :*Captain-english*					**Type:** Externe			
34548 Anglais - Captain English		2010/10/27	Réalisée	oui		1	2 j 1 h	110,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 1 h**	**110,00 $**
Fournisseur :*CARRA*					**Type:** Interne			
34462 Session de préparation à la retraite		2010/09/07	Réalisée	non		1	3 j 0 h	11,55 $
34544 Session de préparation à la retraite		2010/10/26	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	0,00 $
34754 Session de préparation à la retraite		2010/11/09	Réalisée	non		2	6 j 0 h	160,29 $
Total du fournisseur						**4**	**12 j 0 h**	**171,84 $**
Fournisseur :*CEGEP DE RIMOUSKI*					**Type:** Externe			
34042 Rédaction de synthèse		2010/05/20	Réalisée	non		2	2 j 0 h	240,00 $
35330 Atelier de rédaction de synthèse		2010/05/20	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	14,30 $
Total du fournisseur						**4**	**4 j 0 h**	**254,30 $**
Fournisseur :*CEGEP DE SAINT-JÉRÔME*					**Type:** Institutionnelle			
35141 Intervention physique (TIP) - moniteur		2010/12/08	Réalisée	non		1	9 j 1 h	1 122,82 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***CEGEP DE SAINT-JÉRÔME***						**Type:** Institutionnelle		
Total du fournisseur						**1**	**9 j 1 h**	**1 122,82 $**
Fournisseur : ***CEGEP DU VIEUX-MONTRÉAL***						**Type:** Externe		
34480 Cours de physique mécanique		2010/08/21	Réalisée	oui		1	90 j 0 h	178,00 $
Total du fournisseur						**1**	**90 j 0 h**	**178,00 $**
Fournisseur : ***Établissemente de détention de Montréal***						**Type:** Interne		
33772 Intégration à la tâche		2010/04/09	Réalisée	non		11	13 j 5 h	0,00 $
33941 Intégration à la tâche (infirmerie)		2010/05/05	Réalisée	non		3	2 j 2 h	0,00 $
34184 Intégration à la tâche		2010/06/14	Réalisée	non		21	24 j 4 h	0,00 $
34213 Intégration à la tâche		2010/07/02	Réalisée	non		4	8 j 0 h	0,00 $
34260 Intégration à la tâche		2010/07/29	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34398 Intégration à la tâche		2010/08/09	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34400 Bench test annuel des apria		2010/09/13	Réalisée	non		7	16 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**49**	**66 j 2 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Établissemente de détention de New Carliste (A.S.C.)***						**Type:** Interne		
34383 Armes à feu - Requalification		2010/09/02	Réalisée	oui		4	4 j 1,5 h	460,49 $
Total du fournisseur						**4**	**4 j 1,5 h**	**460,49 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *Établissement de détention de Québec*					**Type:** Interne			
34924 Tech.d'intervention physique - Moniteur TIP		2010/12/07	Réalisée	non		1	3 j 3 h	451,69 $
34925 Techn. d'intervention physique - Moniteur TIP		2010/12/12	Réalisée	non		1	5 j 5 h	451,70 $
Total du fournisseur						**2**	**9 j 1 h**	**903,39 $**
Fournisseur : *Établissement de détention de Sherbrooke*					**Type:** Interne			
34907 Test - Requalification armes		2011/01/10	Réalisée	non		4	9 j 0 h	320,00 $
Total du fournisseur						**4**	**9 j 0 h**	**320,00 $**
Fournisseur : *Établissement de détention de St-Jérôme*					**Type:** Interne			
33978 Armes à feu-Requalification		2010/04/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33979 Armes à feu-Requalification		2010/04/05	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,09 $
33980 Armes à feu-Requalification		2010/04/06	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33981 Armes à feu-Requalification		2010/04/07	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33982 Armes à feu-Requalification		2010/04/08	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33983 Armes à feu-Requalification		2010/04/13	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33984 Armes à feu-Requalification		2010/04/14	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33985 Armes à feu-Requalification		2010/04/19	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33986 Armes à feu-Requalification		2010/04/20	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33987 Armes à feu-Requalification		2010/04/21	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33988 Armes à feu-Requalification		2010/04/22	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
33989	Armes à feu-Requalification		2010/04/26	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33990	Armes à feu-Requalification		2010/04/27	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33991	Armes à feu-Requalification		2010/04/28	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33992	Armes à feu-Requalification		2010/04/29	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
33993	Armes à feu-Requalification		2010/05/04	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33994	Armes à feu-Requalification		2010/05/05	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33995	Armes à feu-Requalification		2010/05/10	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33996	Armes à feu-Requalification		2010/05/11	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
33997	Armes à feu-Requalification		2010/05/12	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33998	Armes à feu-Requalification		2010/05/13	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
33999	Armes à feu-Requalification		2010/05/17	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34000	Armes à feu-Requalification		2010/05/18	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34001	Armes à feu-Requalification		2010/05/18	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34002	Armes à feu-Requalification		2010/05/20	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34003	Armes à feu-Requalification		2010/05/25	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34004	Armes à feu-Requalification		2010/05/26	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34005	Armes à feu-Cours de base-Théorie		2010/05/27	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	167,50 $
34006	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/05/31	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34007	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34008	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
34009 Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/03	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34010 Armes à feu-Cours de base-Théorie		2010/06/04	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	167,50 $
34011 Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/07	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34012 Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/08	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34013 Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/09	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34014 Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/10	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34015 Armes à feu-Pratique suite à un échec		2010/06/15	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34016 Armes à feu- Reprise qualif. suite à un échec		2010/06/16	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34017 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/04/02	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34018 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/04/23	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34019 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/04/09	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34020 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/04/30	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34021 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/05/21	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34207 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/06/04	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34208 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/06/24	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34209 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/05/14	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34210 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/06/11	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34211 Armes à feu- Reprise qualif. suite à un échec		2010/06/21	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34214 Armes à feu-Pratique suite à un échec		2010/06/22	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34215 Armes à feu- Reprise qualif. suite à un échec		2010/06/23	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34216	Armes à feu-Pratique suite à un échec		2010/06/29	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34217	Armes à feu-Reprise qualif. suite à un échec		2010/06/30	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34218	Armes à feu-Pratique des moniteurs		2010/07/05	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	417,59 $
34262	Jumelage -Comité du C (permission de sortie)		2010/05/27	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34263	Jumelage -Agent de liaison CQLC au pavillon F		2010/04/13	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 $
34264	Jumelage -Agent de liaison CQLC au pavillon F		2010/04/19	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
34265	Jumelage -Agent de liaison CQLC au pavillon F		2010/05/06	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34266	Jumelage -Formation sur la LSCQ		2010/04/12	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34269	Intervention d'urgence (ECIU)		2010/06/15	Réalisée	non		13	14 j 6 h	0,00 $
34270	Intervention d'urgence (ECIU)		2010/07/29	Réalisée	non		9	5 j 1 h	0,00 $
34275	Jumelage -Agent de liaison CQLC - Refresh		2010/08/02	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34310	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/06	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34311	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/06	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34312	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/07	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
34313	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/13	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34314	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/13	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34315	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/14	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
34316	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/20	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34317	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/20	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34318	Remise 42 heures-Fouilles		2010/04/21	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
34319 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/04/27	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 $
34320 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/04/27	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34321 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/04/28	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34322 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/04	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
34323 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/04	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34324 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/05	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34325 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/11	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34326 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/11	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34327 Remise 42 heures-Loi d'accès		2010/05/12	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 $
34328 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/18	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 $
34329 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/18	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
34330 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/19	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34331 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/25	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34332 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/25	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34333 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/05/26	Réalisée	non		15	5 j 2,5 h	0,00 $
34334 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/06/01	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34335 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/06/01	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
34336 Remise 42 heures-Prév.+règl.conflits+harcèlement		2010/06/02	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34337 Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/08	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34338 Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/08	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34339	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/09	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34340	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/15	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34341	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/15	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34342	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/16	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 $
34343	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/22	Réalisée	non		2	0 j 4 h	0,00 $
34344	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/22	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34345	Remise 42 heures-Intervention en périphérie		2010/06/23	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
34346	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue		2010/08/31	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34347	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue		2010/08/31	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34348	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue		2010/09/01	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34583	Armes à feu-Cours de base-Théorie		2010/09/03	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	167,50 $
34584	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/09/07	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34585	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/09/08	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34586	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/09/13	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34587	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/09/14	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34588	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/09/16	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34589	Armes à feu-Pratique		2010/09/15	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34590	Armes à feu-Pratique		2010/10/04	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34591	Armes à feu-Pratique		2010/10/05	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34592	Armes à feu-Pratique		2010/10/06	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
34593 Armes à feu-Pratique annulée		2010/10/07	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	388,99 $
34594 Armes à feu-Pratique annulée		2010/10/13	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	388,99 $
34595 Armes à feu-Pratique annulée		2010/10/12	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	403,29 $
34596 Armes à feu-Pratique des moniteurs		2010/10/14	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	417,59 $
34597 Armes à feu-Pratique		2010/10/11	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34598 Armes à feu-Pratique		2010/10/25	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34599 Armes à feu-Pratique		2010/10/27	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34600 Armes à feu-Pratique		2010/10/26	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34601 Armes à feu-Pratique		2010/10/28	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34602 Armes à feu-Pratique		2010/11/01	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34604 Armes à feu-Pratique		2010/11/03	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
34605 Armes à feu-Pratique		2010/11/04	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34606 Armes à feu-Pratique		2010/11/09	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34607 Armes à feu-Pratique		2010/11/10	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34608 Armes à feu-Pratique		2010/11/15	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	431,89 $
34609 Armes à feu-Pratique		2010/11/16	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34610 Armes à feu-Pratique		2010/11/17	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34611 Armes à feu-Pratique		2010/11/18	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34612 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/10/08	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34613 Armes à feu-Administratif-formateur		2010/09/17	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
34614	Armes à feu-Administratif-formateur	2010/10/29	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34615	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/07	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $
34616	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/07	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34617	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/08	Réalisée	non		14	5 j 0 h	0,00 $
34618	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/14	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
34619	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/14	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34620	Remise 42 hr-Progr.surveill.accrue et gang de rue	2010/09/15	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34621	Remise 42 hr-Prévention du suicide	2010/09/21	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 $
34622	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/09/21	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34623	Remise 42 hr-Doc.légaux, C-24, libération par erreur	2010/09/22	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 $
34624	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/09/22	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34625	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/09/28	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34626	Remise 42 hr-Prévention du suicide	2010/09/28	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
34629	Remise 42 hr-Doc.légaux, C-24, libération par erreur	2010/09/29	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34630	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/09/29	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 $
34631	Remise 42 hr-Prévention du suicide	2010/10/05	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $
34632	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/10/05	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
34633	Remise 42 hr-Doc.légaux, C-24, libération par erreur	2010/10/06	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 $
34634	Remise 42 hr-Rapports à la CQLC	2010/10/06	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
34635	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)	2010/10/12	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34636	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/12	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34637	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/13	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34638	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/19	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
34639	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/19	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34640	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/20	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
34641	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/26	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
34642	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/26	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34643	Outil actuariel(LS/CMI) -ERB(éval.risque & besoin)		2010/10/27	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
34708	Armes à feu-Pratique		2010/11/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34711	Armes à feu-Pratique des moniteurs		2010/11/25	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	417,59 $
34712	Armes à feu-Pratique		2010/11/30	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34713	Armes à feu-Pratique		2010/12/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34714	Armes à feu-Cours de base-Théorie		2010/12/02	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34715	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/12/06	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34716	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/12/07	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34717	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/12/08	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34718	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/12/09	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
34750	Armes à feu-Administratif-formateur		2010/12/08	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
34751	Armes à feu-Administratif-formateur		2010/11/25	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34756	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/09/20	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34757	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/09/23	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34758	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/09/28	Réalisée	non		3	2 j 2 h	0,00 $
34759	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/09/30	Réalisée	non		2	1 j 5 h	0,00 $
34760	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/10/01	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34761	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/09/24	Réalisée	non		3	2 j 2 h	0,00 $
34762	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/15	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34763	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/16	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34764	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/17	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34765	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/18	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34768	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/19	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34771	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/04	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34772	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/05	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34774	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/08	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34775	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/09	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34776	Jumelage -Remplacement temporaire de chef d'unité		2010/11/10	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34777	Jumelage -Effets personnels		2010/12/01	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34779	Jumelage -Effets personnels		2010/12/06	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34780	Jumelage -Effets personnels		2010/12/07	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34781	Jumelage -Comité du pavillon F		2010/08/05	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34782	Jumelage -Transferts-Refresh		2010/08/09	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34783	Jumelage - Admission du palais de St-Jérôme		2010/10/04	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
34784	Jumelage - Pavillon C - Classement		2010/10/25	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
34785	Jumelage - Pavillon C - Classement		2010/10/18	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34786	Jumelage - Pavillon C - Classement		2010/10/20	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34787	Jumelage - Pavillon C - Classement		2010/10/22	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34788	Jumelage - CQLC		2010/09/13	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
34789	Jumelage - CQLC		2010/10/19	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34790	Jumelage - CQLC		2010/10/26	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34791	Jumelage - CQLC		2010/10/12	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
34920	Intervention d'urgence (ECIU)		2010/07/29	Réalisée	non		10	5 j 5 h	0,00 $
34921	Intervention d'urgence (Examen ECIU)		2010/08/11	Réalisée	non		3	1 j 2 h	0,00 $
34922	Intervention d'urgence (ECIU)		2010/11/11	Réalisée	non		11	12 j 4 h	426,17 $
34923	Intervention d'urgence (ECIU)		2010/12/02	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	389,40 $
34926	Techn. d'intervention physique (TIP)		2010/12/09	Réalisée	oui		10	11 j 3 h	329,17 $
34927	Techn. d'intervention physique (TIP)		2010/12/20	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	314,10 $
34928	Techn. d'intervention physique (TIP)		2010/12/21	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	296,47 $
34929	Techn. d'intervention physique (TIP)		2010/12/22	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	317,29 $
34930	Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/01/06	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	364,40 $
34931	Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/01/07	Réalisée	oui		10	11 j 3 h	393,30 $
34932	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/27	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
34933	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/27	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 $
34934	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/28	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34935	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/28	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34936	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/29	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34937	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/29	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34938	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/30	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34939	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/09/30	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34940	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/10/01	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34941	Programme protection respiratoire (APREA)		2010/10/01	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34942	Remise des 42 heures-Thérapie de la réalité		2010/11/24	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
34943	Remise des 42 heures-Gestion du stress		2010/11/30	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
34944	Remise des 42 heures-Dominances cérébrales		2010/11/30	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34945	Remise des 42 heures-Violence		2010/12/01	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
34946	Remise des 42 heures-Gestion du stress		2010/12/07	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34947	Remise des 42 heures-Schéma relationnel		2010/12/07	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
34948	Remise des 42 heures-Toxicomanie		2010/12/08	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34949	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/05	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
34950	Plan d'intervention correctionnel		2010/12/06	Réalisée	non		12	17 j 2,5 h	0,00 $
35255	Armes à feu-Administratif-formateur		2010/12/13	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35256	Armes à feu-Administratif-formateur		2010/12/17	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
35257 Armes à feu-Administratif-formateur		2011/01/21	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35259 Intervention d'urgence (ECIU)		2011/01/19	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	414,40 $
35261 Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/01/14	Réalisée	oui		8	9 j 1 h	364,40 $
35262 Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/01/14	Réalisée	oui		7	8 j 0 h	375,50 $
35269 Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/02/04	Réalisée	oui		10	11 j 3 h	393,00 $
35275 Techn. d'intervention physique (TIP)		2011/02/03	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	353,70 $
35281 Armes à feu-1re Pratique		2011/01/11	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35282 Armes à feu-2e Pratique		2011/01/12	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35283 Armes à feu-1re Pratique		2011/01/17	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35284 Armes à feu-Reprise		2011/01/18	Réalisée	oui		2	2 j 2 h	460,49 $
35285 Armes à feu-Pratique		2011/01/24	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35286 Armes à feu-Pratique		2011/01/25	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	514,49 $
35287 Armes à feu-Pratique		2011/01/26	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35288 Armes à feu-Pratique		2011/02/01	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35289 Armes à feu-Pratique		2011/02/02	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
35290 Armes à feu-Pratique		2011/02/07	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
35291 Armes à feu-Pratique		2011/02/08	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35292 Armes à feu-Pratique		2011/02/09	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35293 Armes à feu-Pratique		2011/02/10	Réalisée	oui		5	5 j 5 h	460,49 $
35294 Jumelage -Comité du C (permission de sortie)		2011/02/09	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***						**Type:** Interne			
35295	Jumelage -Contrôle principal		2011/02/01	Réalisée	non		3	10 j 2 h	0,00 $
35296	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/01/19	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
35297	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/01/26	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
35298	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/01/31	Réalisée	non		2	3 j 3 h	0,00 $
35299	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/02/04	Réalisée	non		2	1 j 5 h	0,00 $
35300	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/02/07	Réalisée	non		2	10 j 6 h	0,00 $
35301	Jumelage -Gestion des sentences (chef d'unité)		2011/02/16	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
35379	Armes à feu-Pratique		2011/02/16	Réalisée	oui		4	4 j 4 h	446,19 $
35381	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/04	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $
35382	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/11	Réalisée	non		7	2 j 0 h	0,00 $
35383	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/18	Réalisée	non		4	1 j 1 h	0,00 $
35384	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/19	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
35385	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/04	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
35386	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/18	Réalisée	non		5	1 j 5,5 h	0,00 $
35387	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/11	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
35388	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/12	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 $
35389	Remise des 42 heures-Motivation du personnel		2011/01/12	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
35390	Appareil Rayon x		2011/01/25	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $
35391	Appareil Rayon x		2011/01/25	Réalisée	non		9	3 j 1,5 h	0,00 $
35392	Appareil Rayon x		2011/01/26	Réalisée	non		11	3 j 6,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de St-Jérôme***					**Type:** Interne			
35396 Appareil Rayon x		2011/02/01	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
35397 Appareil Rayon x		2011/02/01	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
35398 Appareil Rayon x		2011/02/08	Réalisée	non		5	1 j 3 h	0,00 $
35399 Appareil Rayon x		2011/02/09	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1431**	**1116 j 6 h**	**47 283,87 $**
Fournisseur : ***Établissement de détention de Québec (A.S.C.)***					**Type:** Interne			
33860 Armes à feu - rétention et OC		2010/04/12	Réalisée	non		9	13 j 5 h	0,00 $
33861 Armes à feu - rétention et OC		2010/04/15	Réalisée	non		10	15 j 1 h	0,00 $
33862 Armes à feu - rétention et OC		2010/04/27	Réalisée	non		8	15 j 3 h	0,00 $
33863 Armes à feu - rétention et OC		2010/04/28	Réalisée	non		5	9 j 0,5 h	0,00 $
34823 Armes à feu - Cours de base		2010/09/13	Réalisée	non		7	40 j 0 h	0,00 $
34825 Armes à feu - Pratique		2010/09/20	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34826 Armes à feu - Pratique		2010/09/21	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34827 Armes à feu - Pratique		2010/09/22	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34828 Armes à feu - Pratique		2010/09/02	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34829 Armes à feu - Cours de base		2010/09/27	Réalisée	non		5	28 j 4 h	0,00 $
34830 Armes à feu - Coaching et reprise d'examen		2010/10/05	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
34831 Armes à feu - Pratique		2010/10/06	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 $
34832 Armes à feu - Pratique		2010/10/07	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de Québec (A.S.C.)***							**Type:** Interne		
34833	Armes à feu - Qualification		2010/10/12	Réalisée	non		7	4 j 0 h	0,00 $
34834	Armes à feu - Qualification		2010/10/13	Réalisée	non		9	5 j 1 h	0,00 $
34835	Armes à feu - Qualification		2010/10/14	Réalisée	non		8	5 j 1 h	0,00 $
34838	Armes à feu - Qualification		2010/10/15	Réalisée	non		4	2 j 6 h	0,00 $
34839	Armes à feu - Qualification		2010/10/18	Réalisée	non		5	3 j 3 h	0,00 $
34842	Armes à feu - Rétention et rappel OC		2010/10/25	Réalisée	non		6	6 j 2 h	0,00 $
34844	Armes à feu - Rétention et rappel OC		2010/10/26	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
34846	Armes à feu - Rétention et rappel OC		2010/10/27	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 $
34848	Armes à feu - Rétention et rappel OC		2010/10/29	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
34954	Armes à feu - Coaching et reprise d'examen		2010/11/02	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34955	Armes à feu - Coaching et reprise d'examen		2010/11/03	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34956	Armes à feu - Pratique		2010/11/04	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34957	Armes à feu - Qualification		2010/11/05	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34958	Armes à feu - Pratique		2010/11/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34959	Armes à feu - Pratique		2010/11/09	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34960	Armes à feu - Pratique		2010/11/10	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34961	Armes à feu - Pratique		2010/11/11	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34962	Armes à feu - Pratique		2010/11/15	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34963	Armes à feu - Pratique		2010/11/16	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34964	Armes à feu - Pratique		2010/11/17	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention de Québec (A.S.C.)***					**Type:** Interne			
34965 Armes à feu - Pratique		2010/11/19	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34966 Armes à feu - Pratique		2010/11/22	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34967 Armes à feu - Pratique		2010/11/24	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34969 Armes à feu - Pratique		2010/11/26	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34970 Armes à feu - Cours de base		2010/11/29	Réalisée	non		4	22 j 6 h	0,00 $
34971 Armes à feu - Cours de base		2010/12/06	Réalisée	non		4	22 j 6 h	0,00 $
34972 Armes à feu		2010/05/07	Réalisée	non		0	0 j 0 h	438,75 $
Total du fournisseur						**219**	**340 j 5,5 h**	**438,75 $**
Fournisseur : ***Centre de formation court terme planifié syst.***					**Type:** Externe			
34382 Élaboration du plan d'intervention correctionnel		2010/11/02	Réalisée	oui		55	165 j 0 h	15 810,94 $
Total du fournisseur						**55**	**165 j 0 h**	**15 810,94 $**
Fournisseur : ***Centre de formation patronale-syndicale***					**Type:** Externe			
34460 Droit du travail 2010		2010/11/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	475,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**475,00 $**
Fournisseur : ***CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE***					**Type:** Externe			
34376 Prévention du suicide		2010/04/13	Réalisée	oui		9	30 j 6 h	2 209,09 $
34916 Prévention du suicide-base de crise		2010/12/13	Réalisée	oui		9	41 j 1 h	2 920,84 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Centre de prévention du suicide***					**Type:** Externe			
34917 Prévention du suicide - base de crise		2010/12/13	Réalisée	non		11	16 j 0 h	2 138,96 $
Total du fournisseur						**29**	**88 j 0 h**	**7 268,89 $**
Fournisseur : ***Centre des services partagés***					**Type:** Interne			
35102 ATE-11 Bonnes pratiques SAGIR		2010/12/06	Réalisée	non		3	1 j 3,5 h	53,92 $
Total du fournisseur						**3**	**1 j 3,5 h**	**53,92 $**
Fournisseur : ***Centre d'exp. délinquance jeunes diff. comportement***					**Type:** Externe			
34109 Gangs et délinquance - séminaire		2010/06/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	5,50 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**5,50 $**
Fournisseur :***Centre hospitalier***					**Type:** Institutionnelle			
35042 Outils de dépistage		2010/11/24	Réalisée	non		13	5 j 4 h	0,00 $
35043 Outils de dépistage		2010/11/19	Réalisée	non		9	3 j 6 h	0,00 $
Total du fournisseur						**22**	**9 j 3 h**	**0,00 $**
Fournisseur : Centre jeunesse					**Type:** Externe			
34393 Vie Séminaire gangs et délinquance		2010/06/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Centre québécois de leadership*					**Type:** Externe			
33918 Petits déjeuners de leadership		2010/04/23	Réalisée	oui		2	0 j 4 h	110,00 $
35003 Petits déjeuners de leadership		2010/06/29	Réalisée	oui		2	0 j 4 h	110,00 $
Total du fournisseur						**4**	**1 j 1 h**	**220,00 $**
Fournisseur :*CIRCQ*					**Type:** Externe			
33943 Présentation du PECH		2010/04/01	Réalisée	non		5	2 j 1 h	5,00 $
Total du fournisseur						**5**	**2 j 1 h**	**5,00 $**
Fournisseur :*CISCO*					**Type:** Externe			
35157 Téléphonie IP		2010/10/07	Réalisée	non		6	2 j 4 h	0,00 $
35158 Téléphonie IP		2010/11/02	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 $
Total du fournisseur						**7**	**3 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*CIVAS Estrie*					**Type:** Externe			
34106 Colloque - Croire au possible c'est...		2010/05/17	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	395,65 $
35185 Colloque - Croire au possible c'est...		2010/05/17	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	487,99 $
Total du fournisseur						**2**	**6 j 0 h**	**883,64 $**
Fournisseur :*CLSC des faubourgs*					**Type:** Externe			
35189 Prévention suicide-perfectionnement		2010/11/10	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	691,60 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *CLSC des faubourgs*					**Type:** Externe			
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**691,60 $**
Fournisseur : *COG*					**Type:** Interne			
34036 Formation urgence environnement		2010/04/01	Réalisée	non		1	0 j 6 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 6 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Collège de Maisonneuve*					**Type:** Institutionnelle			
34194 InDesign base (Mac)		2010/04/21	Réalisée	oui		2	7 j 0 h	680,00 $
34195 Photoshop base (Mac)		2010/04/23	Réalisée	oui		1	13 j 0 h	340,00 $
34483 Introduction au système Mac OS		2010/10/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	120,00 $
35244 InDesign intermédiaire		2011/03/12	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**6**	**25 j 0 h**	**1 140,00 $**
Fournisseur : *Collège Montmorency*					**Type:** Institutionnelle			
34267 Hygiène&salubrité alimentaire-MAPAQ		2010/06/10	Réalisée	oui		5	5 j 2,5 h	900,00 $
Total du fournisseur						**5**	**5 j 2,5 h**	**900,00 $**
Fournisseur :*Conférences des juges administratifs du Québec*					**Type:** Externe			
34578 Le rôle du juge en présence partie non représentée		2010/11/19	Réalisée	non		2	1 j 0 h	150,00 $
Total du fournisseur						**2**	**1 j 0 h**	**150,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *Conseil du Trésor*					**Type:** Interne			
35427 Suivi des entités consolidées (COF)		2011/01/12	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 $
35429 Crédits détaillés (CD)		2011/01/13	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**2**	**0 j 6 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Conseil exécutif*					**Type:** Interne			
35121 Interface politico-administratif		2010/09/30	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Contech*					**Type:** Externe			
33919 Analyse de la valeur		2010/04/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	525,00 $
35147 Développement durable		2011/02/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	550,00 $
35150 À la conquête de ses habiletés de leadership		2011/01/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	550,00 $
35151 Événements bâtiments 2010		2010/10/27	Réalisée	oui		5	2 j 3,5 h	10,20 $
Total du fournisseur						**8**	**5 j 3,5 h**	**1 635,20 $**
Fournisseur : *Contrôleur des finances*					**Type:** Interne			
34394 Indicateurs de performance: Établissement		2010/05/04	Réalisée	non		1	1 j 0 h	40,40 $
34445 Formation sur la politique de financement		2010/09/09	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 $
34447 Politique de financement des services publics		2010/07/08	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 $
34746 Inscription du budget et des opérations budgétaires à SAGIR		2010/11/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	31,30 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Contrôleur des finances***					**Type:** Interne			
35002 Inscription du budget & des opérations budgétaires		2010/10/22	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 $
35004 Comptabilité par activités		2010/12/08	Réalisée	non		2	4 j 0 h	5,00 $
35117 Les crédits : assouplissement budgétaire		2010/10/27	Réalisée	non		1	0 j 6,5 h	0,00 $
35118 Normes comptables du secteur public		2010/12/14	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 $
Total du fournisseur						**10**	**9 j 5 h**	**91,00 $**
Fournisseur : ***CRAIM - MM***					**Type:** Externe			
33809 Amoniniac		2010/05/13	Réalisée	non		1	2 j 0 h	100,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 0 h**	**100,00 $**
Fournisseur : ***Crim information***					**Type:** Externe			
34035 Langage SQL - base		2010/04/12	Réalisée	non		1	2 j 0 h	625,00 $
34821 Assurance qualité		2010/11/17	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	680,00 $
34841 Présentation APEX 4.0		2010/11/22	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**4**	**5 j 0 h**	**1 305,00 $**
Fournisseur : ***Centre des services partagés du Québec***					**Type:** Interne			
34087 SAGIR - Flux de travail et règles de vacances		2010/06/11	Réalisée	non		2	0 j 5 h	10,40 $
34568 Forum de la fonction publique du Québec en Estrie		2010/11/03	Réalisée	non		2	2 j 0 h	60,00 $
34744 Journée des acquisitions		2010/10/27	Réalisée	non		2	2 j 0 h	134,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Centre des services partagés du Québec***					**Type:** Interne			
34814 Journée des acquisitions		2010/10/27	Réalisée	non		3	3 j 0 h	432,00 $
34818 SAGIR		2010/10/12	Réalisée	non		1	2 j 3,5 h	0,00 $
34837 Petits déjeuners de leadership		2010/11/05	Réalisée	non		2	0 j 4 h	110,00 $
34851 SAGIR EI-07		2010/11/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 $
34852 SAGIR EI-06		2010/10/12	Réalisée	non		1	2 j 3,5 h	28,60 $
34853 SAGIR-EI-01		2010/10/08	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 $
34854 SAGIR RH-01		2010/09/30	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	0,00 $
34855 SAGIR NAV-01		2010/08/19	Réalisée	non		1	0 j 1,5 h	0,00 $
35127 SAGIR - Bonnes pratiques - atelier II		2010/12/07	Réalisée	non		6	3 j 0 h	74,00 $
35146 WEB 2.0		2011/01/31	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
35424 Interrogation et rapports du Grand livre		2010/12/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	30,00 $
Total du fournisseur						**25**	**19 j 2,5 h**	**893,30 $**
Fournisseur : ***CSST***					**Type:** Interne			
34272 RCR-Secourisme en milieu de travail		2010/06/21	Réalisée	non		8	18 j 2 h	197,00 $
34273 RCR-Secourisme en milieu de travail		2010/06/14	Réalisée	non		3	6 j 6 h	83,94 $
34274 RCR-Secourisme en milieu de travail		2010/06/14	Réalisée	non		3	6 j 2 h	179,54 $
34349 Secourisme en milieu de travail		2010/08/31	Réalisée	non		13	16 j 0 h	0,00 $
34351 Secourisme en milieu de travail		2010/08/24	Réalisée	non		11	13 j 1 h	0,00 $
35188 RCR-Secourisme en milieu de travail		2010/11/10	Réalisée	non		2	4 j 4 h	55,40 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***CSST***					**Type:** Interne			
35195 Secourisme en milieu de travail		2010/11/22	Réalisée	non		1	2 j 0 h	28,60 $
35214 Principes généraux et actions contrètes		2010/05/11	Réalisée	non		2	2 j 0 h	750,00 $
35329 RCR-Secourisme en milieu de travail		2010/06/08	Réalisée	non		13	13 j 2 h	120,00 $
Total du fournisseur						**56**	**82 j 3 h**	**1 414,48 $**
Fournisseur : ***Défence nationale***					**Type:** Externe			
35233 HME workshop		2011/01/31	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**4 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***DESMO***					**Type:** Interne			
34399 Projet PSI		2010/09/15	Réalisée	non		15	8 j 4 h	0,00 $
34951 Plan d'intervention correctionnel		2010/11/23	Réalisée	non		11	11 j 0 h	267,93 $
35155 Plan d'intervention correctionnel		2010/11/23	Réalisée	non		11	11 j 0 h	85,66 $
35253 Plan d'intervention correctionnel		2010/11/29	Réalisée	non		9	9 j 0 h	94,30 $
Total du fournisseur						**46**	**39 j 4 h**	**447,89 $**
Fournisseur : ***Établissement de détention de Montréal***					**Type:** Interne			
33771 Auto-défense		2010/04/01	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 $
34212 OC - Formation initiale – A.S.C.		2010/07/28	Réalisée	non		11	12 j 4 h	0,00 $
34401 OC - Formation initiale – A.S.C.		2010/08/18	Réalisée	non		12	14 j 6 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *Établissement de détention de Montréal*					**Type:** Interne			
Total du fournisseur						**31**	**36 j 4 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *DGSAGIR*					**Type:** Interne			
34743 Processus complet de la comptabilisation paie		2010/11/02	Réalisée	non		2	2 j 0 h	38,60 $
34845 Élaboration de rapports - SAGIR		2010/09/27	Réalisée	non		1	4 j 3,5 h	41,21 $
Total du fournisseur						**3**	**6 j 3,5 h**	**79,81 $**
Fournisseur : *Dir.générale de la séc.civile et séc.incendie*					**Type:** Interne			
34678 Gestion de la salle de crise		2010/09/27	Réalisée	non		1	2 j 0 h	123,51 $
35044 Appareil personnel respiratoire incendie autonome		2010/06/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	205,46 $
35264 Séance information sur le PMUNE		2010/12/07	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**3**	**4 j 1 h**	**328,97 $**
Fournisseur : *Direction générale des services correctionnels*					**Type:** Interne			
34083 Filtrage de sécurité		2010/06/16	Réalisée	non		2	1 j 6,5 h	37,12 $
34086 Protection respiratoire		2010/06/16	Réalisée	non		1	2 j 2 h	28,53 $
34091 ECIU - Formation initiale		2010/04/07	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 $
34098 Programme de surveillance accrue		2010/05/13	Réalisée	non		1	1 j 0 h	72,35 $
34099 Programme de surveillance accrue		2010/05/20	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 $
34100 Programme de surveillance accrue		2010/05/26	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	14,30 $

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Direction générale des services correctionnels***					**Type:** Interne			
34101 Programme de surveillance accrue		2010/06/08	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
34102 Arme à feu - De base du moniteur sur utilisation..		2010/05/27	Réalisée	non		1	6 j 6 h	144,42 $
34103 Armes à feu - Tir		2010/05/27	Réalisée	non		1	1 j 1 h	81,10 $
34132 Arme à feu - De base du moniteur sur utilisation..		2010/06/14	Réalisée	non		2	11 j 3 h	561,82 $
34668 Moniteur protection respiratoire		2010/06/16	Réalisée	non		1	2 j 2 h	92,67 $
Total du fournisseur						**13**	**32 j 2,5 h**	**1 046,61 $**
Fournisseur : ***Direction vérification et sécurité (MSP)***					**Type:** Interne			
34179 Surveillants locaux-Programme protection respiratoire		2010/06/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	13 824,30 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 1 h**	**13 824,30 $**
Fournisseur : ***DTIA***					**Type:** Interne			
34755 Service de gestion des visites		2010/11/27	Réalisée	non		12	7 j 3 h	0,00 $
Total du fournisseur						**12**	**7 j 3 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***ENAP***					**Type:** Institutionnelle			
33850 Maitriser l'art de la délégation		2010/04/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	88,00 $
34061 Relève de gestion		2010/06/07	Réalisée	non		1	2 j 0 h	603,73 $
34146 Approvisionnement & contrats en TI		2010/05/25	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	211,00 $
34193 Apprentissage pour chef équipe PTBA(SP003) Bilan		2010/04/14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	22,80 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *ENAP*						**Type:** Institutionnelle		
34285 Planification stratégique		2010/11/08	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	900,00 $
34567 Administrateur – changement dans les organisations		2010/09/23	Réalisée	non		1	6 j 3 h	297,00 $
34692 Gestion publique		2010/06/16	Réalisée	non		1	3 j 0 h	85,54 $
34697 DESS Management administration publique		2010/11/25	Réalisée	non		1	6 j 3 h	0,00 $
34698 DESS Management administration publique		2010/11/18	Réalisée	non		1	6 j 3 h	0,00 $
34737 Rapports annuels de gestion des M/O		2010/06/03	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	0,00 $
34747 Évaluation de programmes		2010/10/29	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	530,00 $
35066 ENAP - Habilités de gestion		2010/04/01	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	381,64 $
35223 Administration publique - Diplôme de 2e cycle		2010/09/01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	677,00 $
Total du fournisseur						**14**	**33 j 1 h**	**3 796,71 $**
Fournisseur :*École de technologie supérieure*						**Type:** Institutionnelle		
34869 Gestion de projet: concept et savoir-faire		2010/11/18	Réalisée	oui		2	0 j 0 h	1 570,00 $
Total du fournisseur						**2**	**0 j 0 h**	**1 570,00 $**
Fournisseur : *ENAP*						**Type:** Institutionnelle		
34579 Atelier sur la gestion d'audience		2010/09/22	Réalisée	non		1	2 j 0 h	495,00 $
34580 Atelier sur la diversité sociale et culturelle		2010/10/04	Réalisée	non		1	2 j 0 h	495,00 $
34582 Atelier sur la diversité sociale et culturelle		2010/10/18	Réalisée	non		1	2 j 0 h	546,80 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *ENAP*					**Type:** Institutionnelle			
Total du fournisseur						**3**	**6 j 0 h**	**1 536,80 $**
Fournisseur : *ÉDUMICRO*					**Type:** Externe			
34201 Acrobat professional, notion avancée		2010/05/04	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	189,00 $
34468 Excel expérimentation-3		2010/09/02	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	378,00 $
Total du fournisseur						**2**	**1 j 0 h**	**567,00 $**
Fournisseur : *ÉDUMICRO INC.*					**Type:** Institutionnelle			
34481 Excel 2007 - cours de base		2010/04/20	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	113,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**113,00 $**
Fournisseur : *ENAP*					**Type:** Externe			
34097 Panier de gestion		2010/04/29	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	271,00 $
35354 Gestion publique - Gestion employés difficiles		2010/06/07	Réalisée	non		1	2 j 2 h	116,64 $
35355 Gestion publique		2010/09/14	Réalisée	non		1	2 j 6 h	0,00 $
Total du fournisseur						**3**	**5 j 4,5 h**	**387,64 $**
Fournisseur : *ENPQ*					**Type:** Externe			
33678 Témoignage à la cour		2010/04/22	Réalisée	oui		20	21 j 3 h	2 651,18 $
33679 Témoignage à la cour		2010/05/06	Réalisée	oui		14	15 j 0 h	4 293,97 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***ENPQ***							**Type:** Externe		
33811	Form Gestion mesure urgences en matières dangereuses		2010/05/04	Réalisée	non		2	6 j 0 h	1 318,00 $
33821	Gestion mesure urgences reliées matières dangereusee		2010/05/04	Réalisée	non		1	3 j 0 h	547,00 $
33964	PIFASC - 2e Cohorte		2010/05/13	Réalisée	oui		39	1127 j 1 h	16 986,80 $
34038	PIFASC – 1e Cohorte		2010/04/01	Réalisée	non		10	228 j 4 h	2 519,80 $
34110	PIFASC - 3e Cohorte		2010/08/17	Réalisée	oui		37	1118 j 0 h	17 660,60 $
34189	PIFASC – 2e Cohorte		2010/06/14	Réalisée	non		11	80 j 0 h	0,00 $
34190	PIFASC – 1e Cohorte		2010/04/12	Réalisée	non		11	80 j 4 h	0,00 $
34377	PIFASC - Instrumentation des agents formateurs		2010/09/07	Réalisée	oui		12	54 j 6 h	18 168,23 $
34379	PIFASC - 4e cohorte		2010/09/27	Réalisée	non		38	1111 j 5 h	10 179,85 $
34380	PIFASC - 5e cohorte		2010/11/09	Réalisée	oui		38	1130 j 6 h	312 496,68 $
34381	PIFASC - 6e cohorte		2011/01/05	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	5,95 $
34434	Formation haut risque et tireur actif		2010/08/15	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34435	Formation haut risque et tireur actif		2010/08/22	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34470	Formation DMC-C		2010/09/20	Réalisée	oui		3	1 j 1 h	1 660,98 $
34561	PIFASC - Instrumentation des agents formateurs		2010/11/15	Réalisée	oui		7	40 j 0 h	8 112,36 $
34562	PIFASC - Instrumentation des agents formateurs		2010/11/29	Réalisée	oui		8	45 j 5 h	7 759,52 $
34570	Matières dangereuses		2010/11/02	Réalisée	non		5	15 j 0 h	1 460,00 $
34856	PIFASC - formateur		2010/06/04	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	58,90 $
34857	PIFASC - formateur		2010/05/20	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	58,90 $
34858	PIFASC - Formateur		2010/05/20	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	58,90 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *ENPQ*					**Type:** Externe			
34859 PIFASC - Formateur		2010/05/14	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	58,90 $
35031 Renseignements		2010/11/15	Réalisée	non		1	4 j 4 h	86,20 $
35224 PIFASC - Intervention pédagogique		2011/02/14	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**267**	**5094 j 3 h**	**406 142,72 $**
Fournisseur : *Entrevues Conseils*					**Type:** Externe			
34282 Comment se préparer à un examen écrit (cadre 4)		2010/08/09	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	335,00 $
34283 Comment se préparer à un examen écrit (cadre 4)		2010/08/30	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	335,00 $
34424 Formation concours cadre		2010/08/31	Réalisée	non		1	0 j 0 h	0,00 $
34565 Comment se préparer à un examen écrit (cadre 4)		2010/08/31	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,00 $
34815 Comment se préparer à examen écrit cadre 4		2010/08/31	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	335,00 $
Total du fournisseur						**5**	**4 j 0 h**	**1 019,00 $**
Fournisseur : *Établissement de détention de Québec*					**Type:** Interne			
33591 Acc. & intégration à la tâche (EDQ)		2010/07/02	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
33927 Acc. & intégration à la tâche (Vestiaire)		2010/04/22	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
33928 Acc. & intégration à la tâche (Infirmerie)		2010/04/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
33929 Acc. & intégration à la tâche (Vestiaire)		2010/05/11	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
33930 Acc. & intégration à la tâche (Accueil / info)		2010/05/17	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $
33931 Acc. & intégration à la tâche (Garage)		2010/05/18	Réalisée	non		2	3 j 3 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Établissement de détention de Québec*					**Type:** Interne			
33932 Acc. & intégration à la tâche (Commis-transport)		2010/06/07	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
33933 Acc. & intégration à la tâche (Commis-transport)		2010/05/31	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
33934 Acc. & intégration à la tâche (Garage)		2010/05/20	Réalisée	non		2	3 j 3 h	0,00 $
33936 Acc. & intégration à la tâche (Intermittents)		2010/05/25	Réalisée	non		1	0 j 1 h	0,00 $
33937 Acc. & intégration à la tâche (Accueil - info)		2010/05/26	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
33938 Acc. & intégration à la tâche (Accueil)		2010/05/24	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
33939 Acc. & intégration à la tâche (Accuei l- info)		2010/05/31	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
34081 Acc. & intégration à la tâche (Cantine)		2010/06/01	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 $
34082 Acc. & intégration à la tâche (Agent de classement)		2010/06/01	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
34084 Acc. & intégration à la tâche(Agent de liaison)		2010/06/03	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34085 Acc. & intégration à la tâche(Agent de classement)		2010/06/07	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
Total du fournisseur						**29**	**49 j 2 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Établissement de détention-RDP*					**Type:** Interne			
34906 Remise 42 h - Prévention suicide équipe 3		2010/04/07	Réalisée	non		20	9 j 0,5 h	0,00 $
34913 Remise 42 h - Prévention suicide équipe 1		2010/04/14	Réalisée	non		22	9 j 0,5 h	0,00 $
34914 Remise 42 h - MSA,extincteur et mesures urgence (éq.2)		2010/05/12	Réalisée	non		6	4 j 4 h	0,00 $
35047 Remise 42 h - MSA,extincteur, mesure urgence (éq. 2)		2010/05/12	Réalisée	non		18	8 j 6 h	0,00 $
35052 Remise 42 h - MSA,extincteur, mesure urgence (éq. 3)		2010/05/19	Réalisée	non		19	9 j 1,5 h	0,00 $
35054 Remise 42 h - MSA,extincteur, mesure urgence (éq. 1)		2010/05/26	Réalisée	non		21	7 j 3,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention-RDP***						**Type:** Interne			
35055	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.12)		2010/06/02	Réalisée	non		3	1 j 5,5 h	0,00 $
35103	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.3)		2010/06/09	Réalisée	non		10	4 j 2 h	0,00 $
35104	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.1)		2010/06/16	Réalisée	non		11	4 j 2 h	0,00 $
35105	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.2)		2010/06/23	Réalisée	non		2	1 j 3 h	0,00 $
35106	Remise 42 h - TIP Cadre de l'emploi de force (éq3		2010/09/01	Réalisée	non		15	6 j 4 h	0,00 $
35107	Remise 42 h - TIP Cadre de l'emploi de force (éq1		2010/09/08	Réalisée	non		28	11 j 1 h	0,00 $
35108	Remise 42 h - TIP Cadre de l'emploi de force (éq2		2010/09/15	Réalisée	non		31	12 j 1,5 h	0,00 $
35109	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.3)		2010/09/22	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 $
35110	Remise 42 hres - Chemin de clef (éq.1-2)		2010/09/29	Réalisée	non		23	7 j 1 h	0,00 $
35111	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.2)		2010/10/06	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 $
35112	Remise 42 hres - Chemin de clef (éq.2)		2010/10/06	Réalisée	non		18	7 j 4 h	0,00 $
35113	Remise 42 hres - TIP Travail d'équipe & vidéo (éq3		2010/10/13	Réalisée	non		27	9 j 4,5 h	0,00 $
35114	Remise 42 hres - TIP Travail d'équipe & vidéo (Eq)		2010/12/20	Réalisée	non		34	13 j 4,5 h	0,00 $
35115	Remise 42 hres - Poivre de cayenne O.C. (éq.2)		2010/09/29	Réalisée	non		3	1 j 0,5 h	0,00 $
35116	Remise 42 hres - TIP Travail d'équipe & vidéo (éq2)		2010/10/27	Réalisée	non		31	12 j 1,5 h	0,00 $
35217	Remise 42 hres - TIP Proc. Méthod. d'interven (éq3)		2010/11/03	Réalisée	non		28	11 j 1 h	0,00 $
35218	Remise 42 hres - TIP Proc. Méthod. d'interven (éq1)		2010/11/10	Réalisée	non		31	12 j 1,5 h	0,00 $
35219	Remise 42 hres - TIP Proc. Méthod. d'interven (éq2)		2010/11/17	Réalisée	non		35	13 j 4,5 h	0,00 $
35220	Remise 42 hres - TIP Proc. Méthod. d'interven (éq3)		2010/11/24	Réalisée	non		28	10 j 0 h	0,00 $
35221	Remise 42 hres - TIP Esquive et déplacement (éq1)		2010/12/01	Réalisée	non		29	12 j 4,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention-RDP***						**Type:** Interne			
35222	Remise 42 hres - TIP Esquive et déplacement (éq2)		2010/12/08	Réalisée	non		36	15 j 1 h	0,00 $
35227	PIFASC - 3e Cohorte Pré-embauche		2010/08/03	Réalisée	oui		7	1 j 0,5 h	0,00 $
35228	PIFASC - 3e Cohorte Intégration RDP		2010/10/14	Réalisée	oui		21	45 j 4,5 h	0,00 $
35230	Remise 42 hres - TIP Contrôle articulaire (éq3)		2011/01/05	Réalisée	non		5	4 j 0,5 h	0,00 $
35231	PIFASC - 4e cohorte Pré-embauche		2010/09/14	Réalisée	non		12	5 j 2,5 h	0,00 $
35232	PIFASC - 4e cohorte Intégration RDP		2010/11/22	Réalisée	non		19	20 j 1 h	0,00 $
35234	PIFASC - 5e cohorte Pré-embauche		2010/10/29	Réalisée	oui		8	9 j 6 h	0,00 $
35236	PIFASC - 5e cohorte Intégration RDP		2011/01/17	Réalisée	oui		17	14 j 6,5 h	0,00 $
35242	PIFASC - 6e cohorte Pré-embauche		2010/12/21	Réalisée	oui		6	4 j 4,5 h	0,00 $
35248	ECIU		2010/04/06	Réalisée	non		23	247 j 3 h	4 891,00 $
35249	ECIU Rappel		2010/10/06	Réalisée	non		20	44 j 4 h	0,00 $
35254	ECIU Rappel		2010/11/18	Réalisée	non		20	21 j 5 h	0,00 $
35260	ECIU - Test		2010/12/14	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35304	Armes - Initiale		2010/04/19	Réalisée	non		7	40 j 0 h	621,00 $
35305	Armes - Initiales		2010/10/11	Réalisée	non		7	40 j 0 h	0,00 $
35306	Armes - Pratique de tir		2010/09/07	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35307	Armes - Pratique de tir		2010/09/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35308	Armes - Pratique de tir		2010/09/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35309	Armes - Pratique de tir		2010/09/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35310	Armes - Pratique de tir		2010/09/10	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention-RDP***						**Type:** Interne			
35311	Armes - Qualification		2010/04/26	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35312	Armes - Qualification		2010/04/27	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35313	Armes - Qualification		2010/04/28	Réalisée	non		7	8 j 0 h	621,00 $
35314	Armes - Qualification		2010/05/04	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35315	Armes - Qualification		2010/05/05	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35316	Armes - Qualification		2010/05/06	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
35317	Armes - Qualification		2010/05/13	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35318	Armes - Qualification		2010/05/18	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35319	Armes - Qualification		2010/05/19	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35320	Armes - Qualification		2010/05/20	Réalisée	non		7	8 j 0 h	1 449,00 $
35321	Armes - Qualification		2010/06/11	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35322	Armes - Qualification		2010/06/18	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35323	Armes - Qualification		2010/06/21	Réalisée	non		6	9 j 1 h	0,00 $
35324	Armes - Qualification		2010/06/22	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
35325	Armes - Qualification		2010/06/23	Réalisée	non		4	4 j 4 h	1 242,00 $
35326	Armes - Requalification		2010/06/04	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 $
35375	Poivre de cayenne OC - Initiale		2010/10/18	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
35376	Conduite de véhicules d'urgence		2010/11/09	Réalisée	non		7	18 j 2 h	0,00 $
35377	Appareil respiratoire		2010/11/23	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
35474	Intégration à la tâche - Gestionnaire		2010/05/31	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Établissement de détention-RDP***					**Type:** Interne			
35475 Intégration à la tâche - Gestionnaire		2010/11/29	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 $
35476 Intégration à la tâche - Gestionnaire		2011/01/31	Réalisée	non		1	0 j 0 h	40,00 $
35477 Intégration à la tâche -parloir		2010/05/03	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 $
35478 Intégration à la tâche -parloir		2010/05/19	Réalisée	non		1	4 j 4 h	0,00 $
35479 Intégration à la tâche -parloir		2010/05/26	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 $
35480 Intégration à la tâche - Admission		2010/05/10	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 $
35481 Intégration à la tâche - Admission		2010/06/07	Réalisée	non		1	5 j 5 h	0,00 $
35482 Conduite de véhicules d'urgence		2010/06/16	Réalisée	non		7	17 j 1 h	459,00 $
Total du fournisseur						**865**	**949 j 6,5 h**	**9 323,00 $**
Fournisseur : ***Fondation des maladies du coeur***					**Type:** Externe			
34753 Maintien des compétences- Moniteur RCR		2010/12/09	Réalisée	non		1	0 j 0 h	150,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 0 h**	**150,00 $**
Fournisseur : ***Forum des jeunes de la fonction publique québécoise***					**Type:** Interne			
34741 Fonctionnement de l'Assemblée nationale		2010/11/12	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 $
34742 Étude des crédits		2010/11/01	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**2**	**0 j 4,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***GP-Québec***					**Type:** Externe			

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*GP-Québec*					**Type:** Externe			
34448 Gestion de projets (colloque)		2010/10/26	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	250,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**250,00 $**
Fournisseur :*GRC*					**Type:** Externe			
35245 Formation dans labo des fibres de la GRC		2011/02/21	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**4 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Hydro-Québec*					**Type:** Externe			
35267 Formation sur le nucléaire		2010/12/08	Réalisée	non		19	16 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**19**	**16 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Institut d'assurance*					**Type:** Externe			
34566 Formation police assurance habitation		2010/10/14	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 4 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Institut de tir de l'Est du Québec*					**Type:** Externe			
34227 Qualification de tir		2010/06/11	Réalisée	non		1	0 j 4,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 4,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Institut des vérificateurs internes - Section de Qc*					**Type:** Externe			

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant		Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Institut des vérificateurs internes - Section de Qc*						**Type:** Externe			
34727 Démarche en respect de la norme ISO 31000		2010/11/10	Réalisée	oui			2	0 j 6 h	7,00 $
Total du fournisseur							**2**	**0 j 6 h**	**7,00 $**
Fournisseur :*Institut national de santé publique du Québec*						**Type:** Externe			
34485 Atelier toxicologie post-mortem et judiciaire		2010/10/02	Réalisée	non			6	0 j 0 h	5 570,25 $
34770 Usage des drogues et ITSS		2010/11/18	Réalisée	non			20	45 j 5 h	0,00 $
Total du fournisseur							**26**	**45 j 5 h**	**5 570,25 $**
Fournisseur : *Institut Pinel*						**Type:** Interne			
33775 Psychopharmacologie		2010/04/22	Réalisée	non			6	13 j 5 h	1 170,00 $
Total du fournisseur							**6**	**13 j 5 h**	**1 170,00 $**
Fournisseur :					***Intern council alcoholl drugs & traffic safety***	**Type:** Externe			
34469 ICADTS 2010		2010/08/20	Réalisée	oui			1	6 j 0 h	5 581,90 $
Total du fournisseur							**1**	**6 j 0 h**	**5 581,90 $**
Fournisseur :*International Society Forensic Genetics*						**Type:** Externe			
34471 Rencontre annuelle ISFG		2010/05/19	Réalisée	oui			3	6 j 0 h	8 486,30 $
Total du fournisseur							**3**	**6 j 0 h**	**8 486,30 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*ISACA-Information Systems Audit and Control Ass.*					**Type:** Externe			
34726 Utilisation Internet dans organismes publics et al		2010/09/29	Réalisée	oui		1	2 j 0,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 0,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*L'Académie Trans-Formation du Québec*					**Type:** Externe			
34043 Analyse, logique et raisonnement déductif		2010/05/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	376,00 $
34188 Habileté professionnelles		2010/06/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	365,00 $
34284 Analyse, logique et raisonnement déductif		2010/06/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	365,00 $
Total du fournisseur						**3**	**3 j 0 h**	**1 106,00 $**
Fournisseur : *Leica microsystems inc.*					**Type:** Externe			
34478 Symposium Leica 2010		2010/09/16	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**2**	**2 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*MAPAQ*					**Type:** Interne			
34037 Formation MAPAQ		2010/05/28	Réalisée	non		6	6 j 0 h	0,00 $
34186 Formation MAPAQ		2010/05/28	Réalisée	non		4	4 j 0 h	0,00 $
34416 Arrivées lignes urgences MAPAQ		2010/05/25	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
35265 Formation MAPAQ		2011/01/11	Réalisée	non		3	2 j 4 h	0,00 $
Total du fournisseur						**14**	**13 j 4 h**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*McCrone Research Institute*					**Type:** Externe			
34870 Formation en microscopie RAMAN		2010/08/08	Réalisée	non		1	4 j 0 h	2 279,90 $
Total du fournisseur						**1**	**4 j 0 h**	**2 279,90 $**
Fournisseur :*MDDEP*					**Type:** Externe			
33921 Sensibilisation au développement durable		2010/05/04	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 $
33922 Nouvelles règles d'acquisition		2010/05/12	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**2**	**1 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Ministère de la Santé et des services sociaux*					**Type:** Externe			
34034 Colloque Mission santé		2010/05/13	Réalisée	non		4	6 j 0 h	1 684,00 $
Total du fournisseur						**4**	**6 j 0 h**	**1 684,00 $**
Fournisseur : *Ministère de la Sécurité publique (RH)*					**Type:** Interne			
33774 BISI - Avril 2010		2010/04/01	Réalisée	non		17	19 j 3 h	0,00 $
33780 BISI - Avril 2010		2010/04/21	Réalisée	non		17	19 j 3 h	0,00 $
33793 Intervention auprès des employés en difficulté		2010/04/28	Réalisée	non		2	6 j 6 h	960,00 $
33935 Arme - pratique++qualifications		2010/05/10	Réalisée	non		10	22 j 6 h	299,85 $
33954 BISI - Mair 2010		2010/05/19	Réalisée	non		13	14 j 6 h	0,00 $
33959 Programme harcèl- prév gérer conflits		2010/05/05	Réalisée	non		3	6 j 6 h	347,04 $
33960 Programme harcèl- prév gérer conflits		2010/05/04	Réalisée	non		13	3 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique (RH)***						**Type:** Interne			
34177	Arme - formation initiale		2010/06/21	Réalisée	non		14	85 j 5 h	410,19 $
34183	BISI - Juin 2010		2010/06/09	Réalisée	non		15	17 j 1 h	0,00 $
34226	Qualification de tir annuel		2010/07/21	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34228	Qualification de tir		2010/07/11	Réalisée	non		1	7 j 1 h	0,00 $
34229	RCR, défibrillateur et epipen		2010/07/16	Réalisée	non		5	3 j 1,5 h	0,00 $
34230	RCR et défibrillateur		2010/07/22	Réalisée	non		2	1 j 2 h	0,00 $
34232	Qualification de tir		2010/07/06	Réalisée	non		3	2 j 5,5 h	0,00 $
34235	Qualifaction de tir		2010/07/14	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34236	Qualification de tir		2010/07/08	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34237	Qualification de tir		2010/07/07	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 $
34238	Qualification de tir		2010/07/06	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34239	Qualification de tir		2010/06/15	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 $
34241	Qualification de tir		2010/05/14	Réalisée	non		4	2 j 6 h	0,00 $
34242	Qualification de tir		2010/04/16	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34243	Qualification de tir		2010/04/22	Réalisée	non		4	2 j 6 h	0,00 $
34244	Qualification de tir		2010/05/04	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34246	Qualification de tir		2010/07/23	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34247	Formation RCR		2010/07/22	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 $
34259	Arme - pratique, qualification		2010/07/26	Réalisée	non		8	20 j 4 h	57,20 $
34280	Herrmann		2010/05/26	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique (RH)***						**Type:** Interne			
34290	Qualification de tir		2010/08/17	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34291	Formation RCR		2010/07/27	Réalisée	non		6	2 j 4 h	0,00 $
34292	Formation RCR		2010/07/16	Réalisée	non		1	0 j 4,5 h	0,00 $
34293	Qualification de tir		2010/08/18	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34294	Formation de tir annuel		2010/08/19	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
34295	Qualification de tir annuel		2010/08/12	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34296	Formation de tir		2010/08/16	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34297	Qualification de tir		2010/08/11	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34353	Réanimation cardio-respiratoire et défibrillateur		2010/07/16	Réalisée	non		1	0 j 4,5 h	0,00 $
34354	Qualification de tir		2010/08/30	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34355	Qualification de tir		2010/07/30	Réalisée	non		2	1 j 5 h	0,00 $
34356	Qualification de tir		2010/08/25	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34357	Qualification de tir		2010/08/31	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34358	Qualification de tir		2010/08/16	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	101,92 $
34403	Arme - pratique, qualification		2010/08/30	Réalisée	non		3	6 j 6 h	12,00 $
34430	Qualification de tir		2010/09/09	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 $
34431	Qualification de tir annuel		2010/08/31	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
34432	Qualification de tir		2010/07/19	Réalisée	non		2	1 j 0 h	135,00 $
34433	Qualification de tir		2010/09/07	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34446	Formation sur le leadership mobilisateur		2010/07/06	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique (RH)***						**Type:** Interne			
34461	BISI - septembre 2010		2010/09/22	Réalisée	non		16	18 j 2 h	0,00 $
34493	BISI - septembre 2010		2010/09/30	Réalisée	non		16	18 j 2 h	6 796,46 $
34510	PIC- agents multiplicateurs		2010/11/02	Réalisée	non		4	12 j 0 h	0,00 $
34511	Programme harcèl- prév gérer conflits		2010/11/02	Réalisée	non		4	9 j 1 h	100,80 $
34644	RCR		2010/11/04	Réalisée	non		11	6 j 2 h	0,00 $
34645	Qualification de tir annuel		2010/11/04	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34646	RCR		2010/11/03	Réalisée	non		9	5 j 1 h	0,00 $
34647	Qualification de tir annuel		2010/09/09	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34648	Actualisation des méthodes de travail		2010/11/03	Réalisée	non		7	24 j 0 h	0,00 $
34650	Formation rapport événement		2010/11/05	Réalisée	non		22	9 j 3 h	0,00 $
34651	Formation continue : Actualisation des méthodes de		2010/11/02	Réalisée	non		6	20 j 4 h	678,50 $
34652	Formation rapport d'événement		2010/11/04	Réalisée	non		11	4 j 5 h	0,00 $
34653	Tir annuel		2010/10/25	Réalisée	non		6	6 j 3 h	0,00 $
34654	Qualification de tir		2010/10/27	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34656	Qualification de tir		2010/11/04	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34657	Qualification de tir		2010/10/26	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34658	Qualification de tir		2010/10/15	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34659	Qualification de tir		2010/10/14	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34660	Qualification de tir		2010/09/17	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34661	Qualification de tir		2010/10/28	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Ministère de la Sécurité publique (RH)***						**Type:** Interne			
34663	Formation de tir		2010/10/27	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34672	Formation sur le leadership mobilisateur		2010/09/06	Réalisée	non		2	4 j 0 h	123,01 $
34685	Appropriation du nouveau rôle de chef d'unité		2010/05/04	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34695	Mise à jour des méthodes de travail		2010/11/03	Réalisée	non		2	2 j 0 h	135,29 $
34696	Mise à jour des méthodes de travail		2010/11/02	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 $
34700	Qualification de tir		2010/08/30	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34701	Qualification de tir		2010/09/10	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34702	Qualification de tir		2010/07/06	Réalisée	non		1	1 j 1 h	30,00 $
34703	Qualification de tir		2010/07/30	Réalisée	non		1	0 j 6 h	38,30 $
34704	Qualification de tir		2010/07/15	Réalisée	non		1	0 j 4,5 h	180,28 $
34705	Qualification de tir		2010/08/31	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34752	Plan d'intervention		2010/11/08	Réalisée	non		13	26 j 0 h	0,00 $
34778	BISI - novembre 2010		2010/11/10	Réalisée	non		15	34 j 2 h	37,60 $
34793	Arme -formation initiale		2010/11/01	Réalisée	non		12	80 j 0 h	880,67 $
34794	Arme -pratique rétention		2010/11/22	Réalisée	non		59	84 j 4 h	921,93 $
34796	BISI - Décembre 2010		2010/12/17	Réalisée	non		14	16 j 0 h	0,00 $
34995	Formation sur le leadership mobilisateur		2010/07/06	Réalisée	non		3	6 j 0 h	117,34 $
35018	Formation continue		2011/01/05	Réalisée	non		10	30 j 0 h	297,82 $
35019	Requalification de tir		2010/12/15	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
35020	Requalification de tir		2010/12/16	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Ministère de la Sécurité publique (RH)*					**Type:** Interne			
35021 Formation continue		2010/11/02	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 $
35211 Formation continue		2011/01/05	Réalisée	non		3	10 j 2 h	0,00 $
35251 Qualification de tir		2010/04/01	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
35302 BISI -Février 2011		2011/02/08	Réalisée	non		16	32 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**520**	**781 j 6,5 h**	**12 661,20 $**
Fournisseur :*Ministère des Finances*					**Type:** Interne			
34862 Cadre comptable gouvernemental		2010/05/27	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	105,35 $
Total du fournisseur						**2**	**2 j 0 h**	**105,35 $**
Fournisseur :*Ministère des Ressources naturelle et de la Faunes*					**Type:** Interne			
34836 Journée de l'ACRIgéo		2010/11/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	80,00 $
34847 Coopération en information géogr. gouv.		2010/11/17	Réalisée	non		2	2 j 0 h	160,00 $
Total du fournisseur						**3**	**3 j 0 h**	**240,00 $**
Fournisseur :*Ministère du Développement durable et des Parcs*					**Type:** Interne			
35266 Formation sur la prise appel urgence environnement		2010/12/14	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**3**	**3 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Ministère du Revenu*					**Type:** Interne			

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Ministère du Revenu*					**Type:** Interne			
34039 Webinaire concernant attestation ministère Revenu		2010/05/26	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 2 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Ministère de la Sécurité publique (Inf.)*					**Type:** Interne			
34287 Quincaillerie carcérale		2010/06/22	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 $
34288 Quincaillerie carcérale		2010/06/22	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**7**	**2 j 3,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*MSG*					**Type:** Externe			
33924 Web Éducation		2010/05/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
34733 WebÉducation		2010/05/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
34734 WebÉducation		2010/04/15	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	0,00 $
34840 Web Éducation		2010/10/14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	15,00 $
Total du fournisseur						**5**	**5 j 0 h**	**15,00 $**
Fournisseur :*MSP*					**Type:** Interne			
33692 Formation sur les outils informatiques de la DGSCSI		2010/04/24	Réalisée	non		1	1 j 0 h	155,00 $
33746 Armes à feu - tir		2010/04/14	Réalisée	non		6	6 j 6 h	71,50 $
33781 Formation d'appoint sur les mandats légaux		2010/04/14	Réalisée	non		24	16 j 4 h	0,00 $
33799 Accueil nouveaux ASC - observation		2010/04/22	Réalisée	non		3	5 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
33800	Accueil nouveaux ASC - Travail d'équipe		2010/04/05	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
33801	Accueil nouveaux ASC - suicide		2010/04/06	Réalisée	non		2	1 j 2,5 h	0,00 $
33802	Accueil nouveaux ASC - Intervention		2010/04/12	Réalisée	non		2	5 j 1 h	0,00 $
33803	Accueil nouveaux ASC - DACOR		2010/04/16	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
33804	Accueil nouveaux ASC - Observation		2010/04/19	Réalisée	non		2	7 j 0,5 h	0,00 $
33805	Armes à feu - pratique de tir		2010/04/20	Réalisée	non		7	8 j 0 h	85,80 $
33806	Répondant local PAP		2010/04/27	Réalisée	non		6	12 j 0 h	648,10 $
33807	Armes à feu - Qualification		2010/04/29	Réalisée	non		10	12 j 4,5 h	71,50 $
33817	Techniques d'intervention physique (base)		2010/04/06	Réalisée	non		13	78 j 6 h	0,00 $
33818	Techniques d'intervention physique (base)		2010/05/04	Réalisée	non		14	85 j 2,5 h	0,00 $
33819	Formation pr experts externes appel offres 006		2010/04/15	Réalisée	non		3	3 j 6 h	0,00 $
33820	Formation gestion de site de sinistre CCGU		2010/04/12	Réalisée	non		1	4 j 0 h	0,00 $
33822	Agents inflammatoires (OC) base		2010/04/09	Réalisée	non		5	6 j 6 h	0,00 $
33854	Agent évaluateur accompagnateur (titulariat)		2010/04/01	Réalisée	oui		3	3 j 3 h	0,00 $
33855	Entrevue motivationnelle		2010/04/22	Réalisée	oui		1	1 j 6,5 h	116,84 $
33856	Rappel LSCMI		2010/04/16	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
33857	Prévention suicide - rencontre annuelle		2010/05/10	Réalisée	oui		1	3 j 3 h	363,31 $
33858	PSA		2010/05/13	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	341,64 $
33871	Armes à feu - Requalification tir		2010/05/06	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 $
33872	Calcul des sursis		2010/05/07	Réalisée	non		11	5 j 3,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*MSP*						**Type:** Interne			
33873	ARMES à FEU - Formation base		2010/04/19	Réalisée	non		5	28 j 4 h	0,00 $
33874	ARMES à FEU - Pratique des moniteurs		2010/04/21	Réalisée	non		2	1 j 5 h	0,00 $
33875	ARMES à FEU - Qualification		2010/04/22	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 $
33876	ARMES à FEU - Qualification		2010/04/23	Réalisée	non		5	3 j 3 h	0,00 $
33877	ARMES à FEU - Formation base		2010/04/26	Réalisée	non		5	28 j 4 h	0,00 $
33878	ARMES à FEU - Qualification		2010/04/30	Réalisée	non		6	5 j 5 h	0,00 $
33879	ARMES à FEU - Formation base		2010/05/03	Réalisée	non		5	32 j 1,5 h	0,00 $
33880	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/13	Réalisée	non		5	3 j 3 h	0,00 $
33881	ARMES à FEU - Coaching & Qualification		2010/05/13	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
33882	ARMES à FEU - Coaching & Qualification		2010/05/14	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
33883	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/21	Réalisée	non		6	3 j 3 h	0,00 $
33884	ARMES à FEU - Coaching		2010/05/22	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
33885	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/26	Réalisée	non		6	5 j 0 h	0,00 $
33886	ARMES à FEU - Coaching & Qualification		2010/05/26	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
33887	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/28	Réalisée	non		2	1 j 5 h	0,00 $
33888	ARMES à FEU - Qualification		2010/04/26	Réalisée	non		6	6 j 4 h	0,00 $
33889	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/04	Réalisée	non		5	4 j 4 h	0,00 $
33890	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/05	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
33891	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/06	Réalisée	non		4	3 j 3 h	0,00 $
33892	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/07	Réalisée	non		6	7 j 3,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
33893	ARMES à FEU - Coaching & Qualification		2010/05/27	Réalisée	non		2	1 j 0 h	0,00 $
33894	Agents inflammatoires (OC) base		2010/05/14	Réalisée	non		7	11 j 3 h	0,00 $
33958	Rencontre provinciale prévention suicide		2010/05/11	Réalisée	oui		2	4 j 4 h	436,72 $
33963	Personnes désignées CQLC		2010/05/26	Réalisée	non		4	4 j 2 h	1 564,45 $
33969	ARMES à FEU - Coaching		2010/05/28	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
33970	Remise 42 h - fouille de cellule		2010/05/25	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 $
33973	Remise 42 h - fouille de cellule		2010/05/18	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 $
33974	Formation Travail-Loisirs (FTL)		2010/05/17	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
33975	Remise 42 h - Sécurité incendie		2010/05/11	Réalisée	non		14	6 j 4 h	0,00 $
34031	Connaissance des matériaux		2010/05/12	Réalisée	non		10	4 j 2 h	0,00 $
34041	Gestion mesures urgences reliées matières dangereuses		2010/05/05	Réalisée	non		1	2 j 0 h	42,00 $
34046	Violence familiale et santé mentale		2010/04/21	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
34051	Témoignage à la cour		2010/05/06	Réalisée	non		5	5 j 0 h	134,25 $
34053	Prévention suicide		2010/05/11	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 $
34055	Surveillance accrue		2010/05/20	Réalisée	non		1	1 j 1 h	14,30 $
34062	Personne désignée - CQLC		2010/06/08	Réalisée	non		2	2 j 0 h	145,19 $
34075	Harcèlement		2010/06/16	Réalisée	non		6	1 j 2 h	0,00 $
34076	ARMES à FEU - Coaching & Qualification		2010/05/11	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34077	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/20	Réalisée	non		5	2 j 6 h	0,00 $
34078	ARMES à FEU - Qualification		2010/05/31	Réalisée	non		7	4 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
34079	ARMES à FEU - Pratique des moniteurs		2010/06/09	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34129	Remise 42 h - Santé mentale II		2010/04/06	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 $
34130	Remise 42 h - Santé mentale II		2010/04/13	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 $
34131	Remise 42 h - Santé mentale II		2010/04/20	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 $
34139	Agents inflammatoires (OC) base		2010/06/30	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 $
34140	Agents inflammatoires (OC) refresh		2010/05/17	Réalisée	non		9	4 j 4 h	0,00 $
34141	Agents inflammatoires (OC) refresh		2010/05/19	Réalisée	non		7	3 j 5 h	0,00 $
34143	Agents inflammatoires (OC) refresh		2010/05/26	Réalisée	non		11	5 j 3 h	0,00 $
34144	Agents inflammatoires (OC) refresh		2010/05/31	Réalisée	non		10	5 j 0 h	0,00 $
34170	Arme certification de tir		2010/06/03	Réalisée	non		3	2 j 2 h	42,90 $
34172	Arme certification de tir		2010/06/04	Réalisée	non		5	5 j 5 h	71,50 $
34173	Arme certification de tir		2010/06/07	Réalisée	non		5	5 j 5 h	71,50 $
34174	Arme certification de tir		2010/06/09	Réalisée	non		6	5 j 5 h	71,50 $
34175	Arme certification de tir		2010/06/10	Réalisée	non		9	5 j 5 h	71,50 $
34176	Arme certification de tir		2010/06/11	Réalisée	non		9	5 j 5 h	71,50 $
34187	Atelier formation Herrmann		2010/06/17	Réalisée	non		3	1 j 5 h	0,00 $
34203	Intervention physique, casques et boucliers		2010/06/10	Réalisée	non		7	9 j 5 h	0,00 $
34204	Appareils respiratoires autonomes		2010/06/16	Réalisée	oui		3	3 j 6 h	448,26 $
34205	Armes à feu		2010/06/22	Réalisée	non		8	36 j 4,5 h	257,40 $
34206	Armes à feu		2010/07/07	Réalisée	non		7	32 j 1 h	214,50 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
34220	Accueil personnel de Valleyfield		2010/07/05	Réalisée	non		11	8 j 3,5 h	0,00 $
34223	Libération par erreur		2010/05/27	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34224	Dossier		2010/05/26	Réalisée	oui		6	5 j 5 h	14,30 $
34240	CICOS - Double vérification libération d'une p.i.		2010/06/15	Réalisée	oui		8	2 j 3 h	0,00 $
34250	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/06/28	Réalisée	non		12	3 j 3 h	0,00 $
34252	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/07/12	Réalisée	non		11	3 j 1 h	0,00 $
34253	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/07/07	Réalisée	non		13	3 j 3 h	0,00 $
34254	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/07/19	Réalisée	non		11	3 j 1 h	0,00 $
34255	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/07/27	Réalisée	non		12	3 j 3 h	0,00 $
34256	ARMES à FEU - Moniteur - cours de base		2010/06/14	Réalisée	non		1	5 j 5 h	403,69 $
34257	Remise 42 h - Info-santé		2010/06/15	Réalisée	non		12	4 j 1 h	0,00 $
34258	Remise 42 h - Info-santé		2010/07/22	Réalisée	non		13	4 j 4,5 h	0,00 $
34261	Armes à feu		2010/06/21	Réalisée	oui		1	19 j 1,5 h	93,00 $
34350	Arme à feu - Qualification		2010/07/16	Réalisée	non		1	1 j 1 h	14,30 $
34352	Programme de surveillance accrue		2010/08/30	Réalisée	non		9	3 j 6 h	0,00 $
34386	Agent évaluateur accompagnateur (titulariat)		2010/04/09	Réalisée	oui		9	10 j 2 h	0,00 $
34390	Armes à feu - Pratique de tir		2010/06/01	Réalisée	oui		11	18 j 2 h	135,76 $
34404	OC et extraction de cellule		2010/07/23	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 $
34406	Test - Option 1		2010/09/23	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34411	Santé mentale - autochtone		2010/09/15	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
34417	Formation GPS et Géoloc		2010/06/17	Réalisée	non		1	1 j 1 h	160,00 $
34418	Atelier formation Hermann		2010/06/17	Réalisée	non		1	0 j 4 h	0,00 $
34419	Analyse de schémas aménagement		2010/07/08	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 $
34463	Programme de surveillance accrue		2010/08/31	Réalisée	non		11	4 j 5 h	0,00 $
34497	Logiciel vidéo-caméra de surveillance		2010/10/12	Réalisée	non		33	14 j 2 h	0,00 $
34498	Armes à feu - Pratiques		2010/05/25	Réalisée	oui		11	20 j 4 h	41,33 $
34500	Armes à feu - Pratiques		2010/05/17	Réalisée	oui		7	13 j 5 h	71,50 $
34506	Remise 42 h - Visite maison transition		2010/09/21	Réalisée	non		13	5 j 5,5 h	35,85 $
34507	Remise 42 h - Fouille de cellule		2010/10/19	Réalisée	non		19	9 j 6 h	0,00 $
34508	Remise 42 h - Visite maison transition		2010/10/12	Réalisée	non		15	6 j 3,5 h	0,00 $
34520	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/08/30	Réalisée	non		11	3 j 1 h	0,00 $
34521	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/08/16	Réalisée	non		13	3 j 5 h	0,00 $
34522	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/08/09	Réalisée	non		12	3 j 3 h	0,00 $
34523	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/08/02	Réalisée	non		13	3 j 5 h	0,00 $
34524	Remise 42h été (4 jrs x 30 min.)		2010/08/23	Réalisée	non		15	4 j 2 h	0,00 $
34525	Remise 42 h - Fouille de cellule		2010/06/01	Réalisée	non		16	6 j 6 h	0,00 $
34526	Remise 42 h - Sécurité incendie		2010/05/04	Réalisée	non		12	6 j 4 h	0,00 $
34527	Remise 42 h - Sécurité incendie		2010/04/27	Réalisée	non		14	6 j 6,5 h	0,00 $
34528	Remise 42 h - Info-santé		2010/06/08	Réalisée	non		15	5 j 2,5 h	0,00 $
34529	Remise 42 h - Visite maison transition		2010/09/07	Réalisée	non		15	6 j 3,5 h	35,85 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
34530	Remise 42 h - Visite maison transition		2010/09/14	Réalisée	non		18	7 j 4 h	35,85 $
34552	Remise 42 h - Programmes et services offerts P.I.		2010/10/05	Réalisée	non		16	6 j 6,5 h	0,00 $
34553	Remise 42 h - Visite maison transition		2010/09/28	Réalisée	non		15	6 j 1 h	0,00 $
34554	Acc. & intégration à la tâche (DACOR)		2010/06/01	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
34560	Assignation temporaire		2010/06/15	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	532,10 $
34563	Rencontre sur le climat organisationnel (PACO)		2010/11/09	Réalisée	non		42	21 j 6 h	0,00 $
34564	DGI-Formation interne-saisie rapports incendie		2010/09/20	Réalisée	non		1	0 j 2 h	0,00 $
34571	Formation nouveaux employés		2010/09/21	Réalisée	non		1	2 j 0 h	170,00 $
34573	Formation Québec		2010/09/21	Réalisée	non		1	1 j 3 h	223,00 $
34627	Outil LS-CMI		2010/09/15	Réalisée	non		2	6 j 0 h	25,00 $
34662	Cas difficiles		2010/11/03	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34664	Intégration à la tâche -Admission		2010/09/06	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 $
34665	Intégration à la tâche -Admission		2010/11/01	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
34666	Intégration à la tâche -Admission-DACOR		2010/11/15	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
34667	Intégration à la tâche -Admission		2010/09/27	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
34676	Agents inflammatoires (OC) base		2010/09/21	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
34683	Intégration à la tâche -Admission-DACOR		2010/10/25	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
34687	Remise 42 h - Contrôle articulaire		2010/11/18	Réalisée	non		17	6 j 6 h	0,00 $
34688	Remise 42 h - Contrôle articulaire		2010/11/16	Réalisée	non		16	6 j 6 h	0,00 $
34689	Remise 42 h - Fouille de cellule		2010/11/02	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
34693	Techniques d'intervention physique (base)		2010/10/04	Réalisée	non		15	50 j 2 h	0,00 $
34710	Moi inc.		2010/11/23	Réalisée	oui		7	2 j 3,5 h	0,00 $
34767	Mesures d'urgence		2010/11/11	Réalisée	non		10	3 j 1 h	0,00 $
34769	Poivre de cayenne		2010/11/24	Réalisée	non		13	17 j 1 h	0,00 $
34797	SIMDUT		2010/12/14	Réalisée	non		12	3 j 5 h	0,00 $
34798	Rôle BISI, ECIU, OC, Plan Mélèze		2010/12/14	Réalisée	non		14	16 j 0 h	0,00 $
34806	PIFASC - 3e Cohorte - Stage détention- Formateurs		2010/09/20	Réalisée	oui		7	96 j 0 h	0,00 $
34807	PIFASC - 3e Cohorte- 3 jours d'intégration		2010/10/14	Réalisée	oui		15	20 j 3 h	0,00 $
34808	PIFASC - 4e Cohorte - Stage détention- Formateurs		2010/11/01	Réalisée	oui		5	52 j 4 h	0,00 $
34809	PIFASC - 4e Cohorte- 3 jours d'intégration		2010/11/22	Réalisée	oui		16	22 j 1 h	0,00 $
34811	Intégration à la tâche - Nuit		2010/11/25	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
34812	Techniques d'intervention physique (base)		2010/12/06	Réalisée	non		15	48 j 0 h	0,00 $
34888	Comprendre la délinquance sexuelle		2010/04/26	Réalisée	oui		2	9 j 5 h	388,99 $
34891	Dépendance affective		2010/05/06	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	14,00 $
34896	Dépistage et référence Percé		2010/04/08	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	28,60 $
34952	Plan d'intervention correctionnel (PIC)		2010/11/30	Réalisée	non		17	17 j 0 h	0,00 $
34953	Plan d'intervention correctionnel (PIC)		2010/12/07	Réalisée	non		10	14 j 2 h	116,19 $
34973	Techniques d'intervention physique (base)		2010/06/01	Réalisée	non		14	48 j 0 h	0,00 $
35006	Intégration à la tâche - Accueil		2010/11/29	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
35009	Techniques d'intervention physique (base)		2011/01/11	Réalisée	non		12	41 j 1 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***					**Type:** Interne			
35010 Agents inflammatoires (OC) base		2010/11/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35011 Agents inflammatoires (OC) base		2010/11/09	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35012 Agents inflammatoires (OC) base		2010/11/10	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35013 Agents inflammatoires (OC) base		2010/11/11	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
35016 PIFASC – 5e Cohorte- 3 jours d'intégration		2011/01/17	Réalisée	oui		13	15 j 1 h	0,00 $
35017 PIFASC - 5e Cohorte - Stage détention- Formateurs		2010/12/13	Réalisée	oui		5	40 j 0 h	0,00 $
35025 PIC - multiplicateur		2010/12/15	Réalisée	non		9	9 j 0 h	205,54 $
35026 PIC - multiplicateur		2010/12/20	Réalisée	non		9	9 j 0 h	106,80 $
35068 Harcèlement et abus de pouvoir		2010/06/01	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 $
35069 Harcèlement et abus de pouvoir		2010/05/25	Réalisée	non		10	3 j 4 h	0,00 $
35070 Harcèlement et abus de pouvoir		2010/05/18	Réalisée	non		15	5 j 2,5 h	0,00 $
35073 Application horaire variable		2010/04/21	Réalisée	non		7	2 j 1 h	9,90 $
35080 Jumelage - Pavillon 5		2010/04/12	Réalisée	non		2	6 j 6 h	0,00 $
35081 Jumelage - Pavillion 4		2010/04/01	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
35082 Jumelage de la CMC		2010/05/11	Réalisée	non		1	1 j 1 h	131,20 $
35085 Lagibert		2010/04/12	Réalisée	non		3	12 j 1 h	114,40 $
35086 Libérations illégales		2010/06/11	Réalisée	non		12	4 j 5 h	0,00 $
35087 Libération par erreur		2010/06/02	Réalisée	non		1	0 j 2,5 h	0,00 $
35088 Libération par erreur		2010/05/27	Réalisée	non		12	13 j 5 h	136,80 $
35089 Libération par erreur		2010/05/26	Réalisée	non		8	4 j 4 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
35090	Libération des personnes incarcérées		2010/05/24	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
35091	Libération des personnes incarcérées		2010/05/17	Réalisée	non		11	3 j 5,5 h	0,00 $
35092	Libération des personnes incarcérées		2010/05/10	Réalisée	non		9	2 j 6,5 h	0,00 $
35094	ARMES à FEU - Pratique de tir		2010/12/23	Réalisée	non		5	2 j 6 h	529,78 $
35096	ARMES à FEU - Pratique de tir		2010/12/21	Réalisée	non		5	2 j 6 h	521,69 $
35097	ARMES à FEU - Pratique de tir		2010/12/16	Réalisée	non		4	2 j 2 h	523,01 $
35099	Remise 42 h - Travail d'équipe		2010/12/14	Réalisée	non		16	5 j 5 h	0,00 $
35100	Formation stagaires à Nicolet		2010/12/13	Réalisée	non		3	24 j 0 h	0,00 $
35101	Remise 42 h - Travail d'équipe		2010/12/07	Réalisée	non		17	6 j 0,5 h	0,00 $
35122	Remise 42 h - Travail d'équipe		2010/11/30	Réalisée	non		18	7 j 4 h	0,00 $
35124	Jumelage Admission		2010/11/22	Réalisée	non		2	5 j 5 h	0,00 $
35125	Intégration à la tâche -Admission		2010/11/15	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
35126	Remise 42 h - Contrôle articulaire		2010/11/09	Réalisée	non		18	7 j 4 h	0,00 $
35129	Intégration à la tâche - Admission		2010/09/21	Réalisée	non		2	9 j 1 h	0,00 $
35130	Intégration à la tâche - Admission		2010/09/27	Réalisée	non		2	11 j 3 h	0,00 $
35131	Remise 42 h - Gang de rue		2010/10/26	Réalisée	non		14	1 j 5,5 h	0,00 $
35132	Remise 42 h - RCR, premiers soins et DEA		2010/10/15	Réalisée	non		8	5 j 1 h	0,00 $
35134	Remise 42 h - RCR, premiers soins et DEA		2010/10/13	Réalisée	non		8	4 j 2,5 h	0,00 $
35136	Intrégration à la tâche - Parloir, cantine		2010/09/13	Réalisée	non		2	10 j 0 h	0,00 $
35139	Moniteur ECIU		2010/11/01	Réalisée	non		1	15 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP***						**Type:** Interne			
35140	Programme prév. et règlement des conflits		2010/10/13	Réalisée	non		2	4 j 4 h	191,79 $
35143	Outil LS-CMI		2010/12/15	Réalisée	non		4	11 j 2 h	185,10 $
35153	Programme prév. et règlement des conflits		2010/11/02	Réalisée	non		2	4 j 4 h	154,77 $
35175	Climat au travail-profil Hermann		2010/04/14	Réalisée	non		10	10 j 0 h	182,56 $
35178	Climat au travail-profil Hermann		2010/09/30	Réalisée	non		9	8 j 3,5 h	197,33 $
35193	LSCMI		2010/06/08	Réalisée	non		7	19 j 4 h	0,00 $
35194	LSCMI		2010/04/16	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
35196	Intervention physique, casques et boucliers		2011/01/17	Réalisée	non		11	21 j 6 h	0,00 $
35197	Intervention physique, casques et boucliers		2011/01/19	Réalisée	non		7	15 j 0 h	0,00 $
35198	Gestion des cas difficiles		2011/02/02	Réalisée	non		10	24 j 1 h	0,00 $
35225	PIFASC - 5e Cohorte - Stage détention- Formateurs		2010/12/13	Réalisée	oui		4	28 j 4 h	0,00 $
35226	DACOR		2011/01/18	Réalisée	non		3	6 j 0 h	28,60 $
35263	Formation du poste de commandement mobile		2010/11/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
35268	Formation Montréal PCM		2010/11/17	Réalisée	non		1	1 j 0 h	145,47 $
35270	Formation MSP		2010/12/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	250,00 $
35272	Gestion site de sinistre (GSS)		2010/11/22	Réalisée	non		1	5 j 0 h	0,00 $
35273	Gestion mesures urgence reliées matières dangereuses		2010/11/02	Réalisée	non		1	4 j 0 h	408,00 $
35362	Responsable en matière de calcul des sentences		2010/04/28	Réalisée	non		2	4 j 0 h	556,68 $
35364	Maltraitance aînés-itinérance-diversité ethnicité		2010/04/20	Réalisée	non		16	6 j 3 h	0,00 $
35366	Maltraitance aînés-itinérance-diversité ethnicité		2010/04/13	Réalisée	non		12	4 j 2 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*MSP*					**Type:** Interne			
35367 Maltraitance aînés-itinérance-diversité ethnicité		2010/04/06	Réalisée	non		12	5 j 0 h	0,00 $
35370 Prévention suicide		2010/05/11	Réalisée	non		2	4 j 0 h	1 906,97 $
Total du fournisseur						**1656**	**2030 j 5,5 h**	**14 536,86 $**
Fournisseur :*MSP - DGSG*					**Type:** Interne			
34307 SADE - 2e test		2010/08/25	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
34308 SADE - 2e test - Temps et demi		2010/08/25	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
34309 SADE - 2e test - Taux simple seulement		2010/08/25	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
34918 Prév.+règl.conflits+harcèlement-gestionnaires		2010/11/02	Réalisée	oui		2	4 j 1,5 h	197,70 $
Total du fournisseur						**11**	**14 j 3,5 h**	**197,70 $**
Fournisseur :*MSP - DRH*					**Type:** Interne			
34517 Formation de secouristes en milieu de travail		2010/10/21	Réalisée	non		2	4 j 0 h	0,00 $
34569 Programme prévention-règlement situation conflit		2010/11/02	Réalisée	non		1	2 j 0 h	61,00 $
34719 Système téléphonique CISCO		2010/06/11	Réalisée	non		1	0 j 3 h	0,00 $
34792 Gestion des employés difficiles		2010/11/23	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	188,16 $
34912 Programme prévention harcèlement travail		2010/11/17	Réalisée	non		2	3 j 5,5 h	222,44 $
35277 Programme prévention harcèlement travail		2010/05/05	Réalisée	non		5	11 j 3 h	306,14 $
35278 Programme prévention harcèlement travail		2010/11/02	Réalisée	non		3	6 j 6 h	0,00 $

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP - DRH***						**Type:** Interne			
Total du fournisseur							**17**	**34 j 3,5 h**	**777,74 $**
Fournisseur : ***MSP-Services correctionnels***						**Type:** Interne			
33677	Calcul des peines - Rencontre des responsables		2010/04/28	Réalisée	oui		29	58 j 1 h	3 351,21 $
33831	Armes à feu - Qualification		2010/04/06	Réalisée	non		6	13 j 5 h	93,06 $
33832	Armes à feu - Qualification		2010/04/08	Réalisée	non		6	13 j 5 h	141,60 $
33834	Armes à feu -Tir défensif		2010/04/12	Réalisée	non		6	34 j 2 h	26,00 $
33836	Armes à feu - Qualification		2010/04/12	Réalisée	non		8	18 j 2 h	52,00 $
33837	Techniques d'intervention physique-rafraichissement		2010/04/19	Réalisée	non		9	22 j 6 h	138,62 $
33839	Armes à feu - Qualification		2010/04/22	Réalisée	non		6	13 j 5 h	140,30 $
33840	Techniques d'intervention physique		2010/04/26	Réalisée	non		12	29 j 5 h	14,30 $
34045	Établissement de Percé-sentence pour délits à caractères sexuels		2010/04/08	Réalisée	non		2	2 j 0 h	76,10 $
34047	Techniques d'intervention physique		2010/04/26	Réalisée	non		9	20 j 4 h	254,89 $
34048	Tir défensif		2010/04/29	Réalisée	non		4	9 j 1 h	113,35 $
34049	Tir défensif		2010/04/30	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
34050	Techniques d'intervention physique		2010/05/06	Réalisée	non		12	27 j 3 h	335,94 $
34052	Techniques d'intervention physique		2010/05/10	Réalisée	non		9	20 j 4 h	225,12 $
34054	Techniques d'intervention physique		2010/05/17	Réalisée	non		10	22 j 6 h	183,10 $
34056	Techniques d'intervention physique		2010/05/25	Réalisée	non		9	20 j 4 h	223,05 $
34057	Admission - rafraîchissement		2010/06/01	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP-Services correctionnels***						**Type:** Interne			
34058	Admission		2010/06/03	Réalisée	non		7	8 j 0 h	0,00 $
34059	Admission		2010/06/04	Réalisée	non		10	11 j 3 h	0,00 $
34060	Admission		2010/06/08	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34063	Admission		2010/06/09	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
34221	Formateur - Moniteur tir		2010/06/21	Réalisée	oui		1	5 j 5 h	78,70 $
34222	Appareil respiratoire autonome individuel APRAI		2010/06/17	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	340,00 $
34231	Armes à feu - Pratique de tir		2010/06/28	Réalisée	oui		3	17 j 1 h	128,70 $
34392	Surveillance accrue - corps police autochtones		2010/08/25	Réalisée	non		1	0 j 1 h	90,00 $
34405	DACOR avancé		2010/08/19	Réalisée	non		11	18 j 0 h	0,00 $
34439	Qualification pistolet		2010/09/16	Réalisée	non		4	4 j 4 h	57,20 $
34440	Qualification pistolet		2010/09/17	Réalisée	non		9	5 j 5 h	71,50 $
34441	Programme de surveillance accrue		2010/08/17	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34442	Programme de surveillance accrue		2010/08/18	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
34472	Formation de tir		2010/10/04	Réalisée	non		14	25 j 0 h	347,09 $
34533	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/02	Réalisée	oui		4	13 j 5 h	480,00 $
34535	Armes à feu-Cours de base-Pratique		2010/06/16	Réalisée	oui		5	17 j 1 h	600,00 $
34539	Utilisation arme de service - de base		2010/10/14	Réalisée	non		1	2 j 2 h	28,60 $
34541	ECIU - Formation initiale		2010/10/18	Réalisée	oui		10	114 j 2 h	269,85 $
34549	ECIU - Méthodologie des techniques d'enseignement		2010/11/02	Réalisée	non		1	3 j 3 h	0,00 $
34550	Consultation du C2 et interprétation résultats		2010/11/05	Réalisée	non		1	0 j 4,5 h	37,12 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP-Services correctionnels***						**Type:** Interne			
34576	Pratique pistolet		2010/11/01	Réalisée	non		5	5 j 5 h	143,00 $
34709	LS/CMI		2010/11/26	Réalisée	oui		5	5 j 0 h	51,80 $
34730	Rencontre des Partenaires en employabilité 2010		2010/10/21	Réalisée	non		1	1 j 2,5 h	135,10 $
34766	Présentation allocation budgétaire		2010/10/27	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	31,18 $
34810	PIFASC - Supervision de stage		2010/06/08	Réalisée	oui		6	6 j 6 h	0,00 $
34879	Classement de la clientèle		2010/05/12	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 $
34880	Classement de la clientèle		2010/05/11	Réalisée	oui		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34881	Classement de la clientèle		2010/05/05	Réalisée	oui		10	3 j 4 h	0,00 $
34882	Classement de la clientèle		2010/05/04	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 $
34883	Classement de la clientèle		2010/04/28	Réalisée	oui		6	2 j 1 h	0,00 $
34884	Classement de la clientèle		2010/04/27	Réalisée	oui		11	3 j 6,5 h	0,00 $
34911	ECIU - Moniteur		2010/11/15	Réalisée	non		1	11 j 3 h	0,00 $
34915	SADE - Formation initiale		2011/01/11	Réalisée	non		2	2 j 0 h	0,00 $
35024	Téléphonie IP		2010/11/23	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 $
35027	Équipe d'intervention suicide		2010/11/05	Réalisée	non		3	3 j 0 h	0,00 $
35028	Équipe d'intervention suicide		2010/11/15	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 $
35029	Équipe correctionnelle intervention urgence		2010/12/03	Réalisée	non		11	12 j 4 h	137,17 $
35030	Plan d'intervention correctionnel		2010/11/02	Réalisée	non		3	9 j 0 h	1 174,77 $
35032	Gestion publique		2010/10/18	Réalisée	non		1	3 j 0 h	1 031,48 $
35033	Hygiène et salubrité		2010/11/01	Réalisée	non		2	4 j 0 h	62,63 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP-Services correctionnels***						**Type:** Interne			
35035	Conflits et harcèlement		2010/10/13	Réalisée	non		1	2 j 2 h	396,77 $
35036	Équipe volante P6		2010/11/10	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
35037	Équipe correctionnelle intervention urgence		2010/10/21	Réalisée	non		18	20 j 4 h	241,14 $
35038	Contrôle		2010/09/17	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35039	Système de gestion des visites		2010/10/22	Réalisée	non		4	2 j 2 h	0,00 $
35040	Admission au palais		2010/11/08	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
35041	Contrôle		2010/11/17	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
35045	Libération par erreur		2010/11/09	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
35049	Omega		2010/12/14	Réalisée	non		15	45 j 0 h	29,70 $
35050	Programme de surveillance accrue		2010/07/28	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35051	Mandat vs Libération		2010/07/27	Réalisée	non		3	0 j 6 h	0,00 $
35065	GEFCOR		2010/04/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
35067	Rôle du GRS		2010/04/14	Réalisée	oui		1	0 j 2,5 h	9,90 $
35074	Techniques d'intervention physique		2010/05/18	Réalisée	non		22	29 j 3,5 h	0,00 $
35075	Isolement préventif		2010/06/16	Réalisée	non		4	1 j 3 h	0,00 $
35076	Isolement préventif		2010/06/15	Réalisée	non		8	2 j 6 h	0,00 $
35077	Isolement préventif		2010/06/09	Réalisée	non		7	2 j 3,5 h	0,00 $
35078	Isolement préventif		2010/06/08	Réalisée	non		6	2 j 1 h	0,00 $
35123	ECIU - Formation OC		2010/10/27	Réalisée	non		1	0 j 6 h	0,00 $
35160	Agent de liaison		2010/06/29	Réalisée	non		2	4 j 4 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***MSP-Services correctionnels***					**Type:** Interne			
35161 Libération par erreur - Admission		2010/06/17	Réalisée	non		3	3 j 3 h	0,00 $
35162 Système de gestion des visites		2010/06/16	Réalisée	non		2	1 j 1 h	0,00 $
35163 Accueil délégation chinoise		2010/06/07	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35164 Techniques d'intervention physique		2010/06/03	Réalisée	non		10	22 j 6 h	0,00 $
35165 Techniques d'intervention physique		2010/05/07	Réalisée	non		12	13 j 5 h	0,00 $
35166 Armes à feu - requalification		2010/04/30	Réalisée	non		1	1 j 1 h	0,00 $
35167 Armes à feu - requalification		2010/04/29	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
35169 Admission		2010/06/17	Réalisée	non		6	6 j 6 h	0,00 $
35171 Traitements des sentences		2010/04/27	Réalisée	non		3	8 j 0 h	1 504,72 $
35199 Rappel OC		2010/06/28	Réalisée	non		5	2 j 6,5 h	0,00 $
35200 Rappel OC		2010/06/21	Réalisée	non		8	2 j 6,5 h	0,00 $
35202 Rappel OC		2010/05/10	Réalisée	non		6	1 j 5 h	0,00 $
35203 Utilisation de l'OC		2010/05/05	Réalisée	non		8	8 j 0,5 h	0,00 $
35204 Rappel OC		2010/05/03	Réalisée	non		10	3 j 4,5 h	0,00 $
35213 Pratique de tir - 9mm incluant rétention		2010/05/10	Réalisée	non		5	19 j 6,5 h	154,59 $
35258 ÉCIU - Moniteur		2010/10/15	Réalisée	non		2	13 j 5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**534**	**929 j 4 h**	**13 001,35 $**
Fournisseur : ***New York state emergency office***					**Type:** Externe			
34477 Formation sur le management des désastres de masse		2010/09/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	303,47 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***New York state emergency office***					**Type:** Externe			
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**303,47 $**
Fournisseur : ***Ordre des architectes du Québec***					**Type:** Externe			
35148 Outils cognitifs - patrimoine arch. et urbain		2011/01/19	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	350,00 $
35152 Code de construction du Québec-parties 3 et 10		2010/11/17	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	1 150,00 $
Total du fournisseur						**3**	**7 j 0 h**	**1 500,00 $**
Fournisseur : ***Ordre des comptables agréés du Québec***					**Type:** Externe			
35128 Gestion des risques et des contrôles		2010/12/08	Réalisée	non		1	1 j 0 h	288,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**288,00 $**
Fournisseur :*Prévention Secours inc.*					**Type:** Externe			
34574 Formation secouriste		2010/11/08	Réalisée	non		3	6 j 0 h	288,00 $
34745 Secourisme		2010/11/08	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	0,00 $
34813 Secourisme en milieu de travail		2010/10/21	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	0,00 $
35271 Secouriste en milieu de travail		2010/11/08	Réalisée	non		7	14 j 0 h	585,60 $
Total du fournisseur						**13**	**26 j 0 h**	**873,60 $**
Fournisseur :*Promega corporation*					**Type:** Externe			
34484 21e Symposium International Promega		2010/10/11	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	2 093,25 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Promega corporation***					**Type:** Externe			
34531 Promega Toronto		2010/11/17	Réalisée	oui		7	0 j 0 h	1 054,03 $
Total du fournisseur						**8**	**3 j 0 h**	**3 147,28 $**
Fournisseur : ***Qualitemps***					**Type:** Interne			
33971 Formation 5S		2010/05/25	Réalisée	non		2	2 j 0 h	1 045,10 $
Total du fournisseur						**2**	**2 j 0 h**	**1 045,10 $**
Fournisseur : ***R. Nicholls Distributors inc***					**Type:** Externe			
34536 Instructeur OC, munitions d'impact...		2010/10/04	Réalisée	oui		1	5 j 5 h	1 977,75 $
Total du fournisseur						**1**	**5 j 5 h**	**1 977,75 $**
Fournisseur :*Réseau Action TI*					**Type:** Externe			
34816 Journée de l'informatique du Québec 2010		2010/11/10	Réalisée	oui		11	11 j 0 h	1 760,00 $
35405 Le cyberespace et les délits		2011/02/23	Réalisée	oui		4	1 j 3 h	251,00 $
Total du fournisseur						**15**	**12 j 3 h**	**2 011,00 $**
Fournisseur : RH *cabinet-conseil*					**Type:** Externe			
34196 Journée annuelle de l'AMPEQ 2010		2010/04/22	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	300,00 $
34428 Vous engageriez-vous comme patron		2010/08/31	Réalisée	non		1	1 j 5 h	625,00 $
Total du fournisseur						**3**	**3 j 5 h**	**925,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : RH *cabinet-conseil*						**Type:** Externe			
Fournisseur : *RIMAS*						**Type:** Externe			
34147	Colloque RIMAS: Le traitement... comment procéder?		2010/06/16	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	300,00 $
34992	Colloque - Le traitement...comment procéder ?		2010/06/16	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	150,00 $
Total du fournisseur							**3**	**9 j 0 h**	**450,00 $**
Fournisseur :*Robert Pelletier*						**Type:** Externe			
35274	Porte-parole		2010/12/14	Réalisée	non		1	2 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur							**1**	**2 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *RRSPT*						**Type:** Externe			
33810	Introduction gestion santé et sécurité au travail		2010/04/07	Réalisée	non		4	4 j 1 h	1 320,00 $
33866	Intervention auprès des employés en difficulté		2010/04/27	Réalisée	non		12	24 j 0 h	2 092,21 $
33898	Gestion de la réintégration au travail		2010/05/20	Réalisée	non		2	2 j 2 h	515,05 $
33917	Intervenir auprès d'une personne suicidaire		2010/04/22	Réalisée	oui		2	2 j 0 h	390,00 $
33953	Intervention auprès des employés difficulté		2010/04/27	Réalisée	non		2	6 j 6 h	1 491,08 $
33961	Problème de santé mentale? Gestion partie solution		2010/05/11	Réalisée	non		4	4 j 4 h	60,63 $
33962	Gestion des dossiers d'accidents du travail		2010/05/05	Réalisée	non		1	1 j 1 h	195,00 $
33965	Réclamation pour lésions psychologiques		2010/06/03	Réalisée	oui		8	8 j 0 h	1 000,00 $
34068	Trouble de personnalité: Comment gérer ces employés		2010/06/02	Réalisée	non		2	2 j 2 h	513,15 $
34069	Gestion des dossiers d'accidents du travail		2010/05/11	Réalisée	non		1	1 j 1 h	221,05 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*RRSPT*					**Type:** Externe			
34180 Assignation temporaire		2010/06/15	Réalisée	non		1	1 j 0 h	15,05 $
34277 Réclamation pour lésions psychologiques		2010/06/03	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	125,00 $
34443 Présentation Guide démarche stratég.		2010/09/23	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	0,00 $
34458 Hausse des amendes / Inspecteurs CSST		2010/10/01	Réalisée	oui		4	2 j 0 h	0,00 $
34459 Présentation Guide prévention probl. Santé psych.		2010/09/23	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 $
34492 Santé et sécurité au travail - Droit de refus		2010/10/05	Réalisée	non		4	4 j 4 h	0,00 $
34509 Problème de santé mentale? Gestion partie solution		2010/11/03	Réalisée	non		2	2 j 2 h	0,00 $
34655 Gestion de la SST + Gestion de la réintégration		2010/10/18	Réalisée	non		1	2 j 2 h	0,00 $
34699 Gestion des dossiers d'accidents du travail		2010/11/23	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
34822 Assignation temporaire		2010/06/15	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	155,00 $
34824 Vie de couple : turbulence, renouement…		2010/12/02	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	195,00 $
35279 Problème de santé mentale au travail - gestion		2010/05/11	Réalisée	non		5	5 j 5 h	0,00 $
35280 Santé mentale - Troubles de la personnalité		2010/11/02	Réalisée	non		9	10 j 2 h	0,00 $
35333 Gestion de la réintégration au travail		2010/05/20	Réalisée	non		1	1 j 0 h	245,00 $
35335 Introduction gestion santé et sécurité au travail		2010/05/04	Réalisée	non		15	16 j 6 h	0,00 $
35365 Santé sécurité au travail - Droit de refus		2010/10/05	Réalisée	non		8	9 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**95**	**116 j 3,5 h**	**8 533,22 $**
Fournisseur :*RVIPP-Réseau de veille intégrée sur les politiques*					**Type:** Externe			
35149 Bâtiment durable (conférence)		2011/01/26	Réalisée	oui		2	0 j 5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*RVIPP-Réseau de veille intégrée sur les politiques*					**Type:** Externe			
Total du fournisseur						**2**	**0 j 5 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Secours action*					**Type:** Externe			
34572 Formation secouristes en milieu de travail		2010/09/22	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*Secours Pro*					**Type:** Externe			
33851 Réanimation cardio-respiratoire (RCR)		2010/04/14	Réalisée	non		13	9 j 0,5 h	518,00 $
34674 Réanimation cardio-respiratoire (RCR)		2010/09/16	Réalisée	non		17	10 j 2 h	629,00 $
34675 Réanimation cardio-respiratoire (RCR)		2010/10/14	Réalisée	non		16	9 j 1 h	592,00 $
Total du fournisseur						**46**	**28 j 3,5 h**	**1 739,00 $**
Fournisseur :*Secrétariat du Conseil du trésor*					**Type:** Interne			
34817 Conditions de travail		2010/10/13	Réalisée	non		5	2 j 1 h	0,00 $
35422 Loi des contrats publics		2011/02/02	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**6**	**3 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *Services correctionnels du Canada*					**Type:** Externe			
34537 Outils d'évaluation spécialisés en délinquance sexuelle		2010/10/05	Réalisée	non		1	3 j 0 h	607,50 $
35246 Journée de formation sur le système correctionnel		2010/11/10	Réalisée	non		1	1 j 0 h	14,30 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Services correctionnels du Canada***					**Type:** Externe			
Total du fournisseur						**2**	**4 j 0 h**	**621,80 $**
Fournisseur :*Service du renseignement criminel du Québec*					**Type:** Externe			
34707 Colloque 2010-SRPQ-Pour être mieux organisé que le		2010/10/06	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	500,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 0 h**	**500,00 $**
Fournisseur :*SFTA-Société francophone de toxicologie analytique*					**Type:** Externe			
35235 SFTA 2011		2011/03/19	Réalisée	oui		1	7 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**7 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur :*SILA*					**Type:** Externe			
33812 Perfectionnement en anglais		2010/04/07	Réalisée	non		7	20 j 0 h	14 560,00 $
Total du fournisseur						**7**	**20 j 0 h**	**14 560,00 $**
Fournisseur :*SOCIÉÉE DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC*					**Type:** Externe			
34681 Colloque santé mentale		2010/10/20	Réalisée	non		1	2 j 0 h	280,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 0 h**	**280,00 $**
Fournisseur :*Société de criminologie du Québec*					**Type:** Externe			
34464 Colloque - santé mentale et justice		2010/10/20	Réalisée	non		2	5 j 1 h	347,30 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : *Société de criminologie du Québec*					**Type:** Externe			
34542 Colloque - Santé mentale et justice		2010/10/19	Réalisée	oui		1	1 j 3 h	285,00 $
34543 Colloque - Santé mentale et justice		2010/10/19	Réalisée	non		1	0 j 4 h	122,15 $
Total du fournisseur						**4**	**7 j 1 h**	**754,45 $**
Fournisseur : *SOFT - Soc. Of Forensic Toxicologists*					**Type:** Externe			
34486 SOFT 2010 meeting annuel		2010/10/18	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	3 397,45 $
Total du fournisseur						**1**	**0 j 0 h**	**3 397,45 $**
Fournisseur : *SPVM*					**Type:** Externe			
34706 Événement mobilisateur Gangs de rue 2010		2010/11/04	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**1 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : *SRIDAI*					**Type:** Externe			
34551 Accès aux documents & protection rens. pers.		2010/11/09	Réalisée	non		2	1 j 1 h	14,10 $
Total du fournisseur						**2**	**1 j 1 h**	**14,10 $**
Fournisseur : *Sureté du Québec*					**Type:** Interne			
34248 Colloque sur la cybercriminalité		2010/04/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	0,00 $
34299 Mise à jour CRPQ		2010/06/08	Réalisée	non		1	2 j 0 h	0,00 $
34720 Utilisation du module d'information policière		2010/10/05	Réalisée	non		3	9 j 0 h	465,89 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Sûreté du Québec***						**Type:** Interne		
Total du fournisseur						**5**	**13 j 0 h**	**465,89 $**
Fournisseur :*Synesis*						**Type:** Externe		
34736 Excel - débutant		2010/09/07	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	268,40 $
35252 Adobe Indesign - Débutant		2011/02/10	Réalisée	non		1	2 j 0 h	400,00 $
Total du fournisseur						**2**	**4 j 0 h**	**668,40 $**
Fournisseur :*Technologia Formation*						**Type:** Externe		
35237 Développement de script sous UNIX (UN102)		2010/06/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	545,00 $
35238 Initiation à UNIX (UN101)		2010/05/13	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	961,00 $
Total du fournisseur						**2**	**4 j 0 h**	**1 506,00 $**
Fournisseur :*Télé-université (Université du Québec)*						**Type:** Institutionnelle		
34456 Séminaire thématique gestion ressources humaines		2010/05/03	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	321,68 $
Total du fournisseur						**1**	**3 j 0 h**	**321,68 $**
Fournisseur :*TELUQ*						**Type:** Externe		
34289 Introduction aux sciences comptables		2010/04/01	Réalisée	oui		1	49 j 0 h	656,38 $
34488 Droit du travail		2010/05/15	Réalisée	oui		1	120 j 0 h	381,68 $
34532 Certificat relations du travail - Économie du travail		2010/11/10	Réalisée	non		1	19 j 2 h	366,68 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***TELUQ***					**Type:** Externe			
35144 Initiation à la gestion		2010/09/01	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	471,68 $
Total du fournisseur						**4**	**191 j 2 h**	**1 876,42 $**
Fournisseur : ***Trauma secours***					**Type:** Externe			
34197 Secouriste en milieu de travail		2010/04/28	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	39,30 $
34198 Secouriste en milieu de travail		2010/04/26	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	38,92 $
34200 Secouriste en milieu de travail		2010/05/03	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	1 243,08 $
Total du fournisseur						**5**	**8 j 0 h**	**1 321,30 $**
Fournisseur : ***Tribunal administratif du Québec***					**Type:** Externe			
34438 Les développements récents en droit administratif		2010/09/27	Réalisée	non		1	2 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**2 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Université Laval***					**Type:** Externe			
34396 Le plaisir à faire apprendre: Pédagogie universitaire		2010/05/11	Réalisée	non		1	5 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**1**	**5 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Université de Montréal***					**Type:** Institutionnelle			
34378 Intervention physique - TAP (Test aptitudes physiq		2010/09/14	Réalisée	oui		14	2 j 0 h	702,00 $
34412 Intervention physique - TAP (Test aptitudes physiq		2010/09/20	Réalisée	oui		1	0 j 1 h	45,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Université de Montréal***					**Type:** Institutionnelle			
35120 Intervention physique - TAP (Test aptitudes physiq		2010/09/27	Réalisée	oui		1	1 j 1 h	0,00 $
Total du fournisseur						**16**	**3 j 2 h**	**747,00 $**
Fournisseur : ***Université de Montréal***					**Type:** Institutionnelle			
35240 Structure de données et algorithmes		2010/09/07	Réalisée	oui		1	101 j 0 h	590,87 $
35241 Mathématiques pour informaticien		2011/01/10	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**2**	**101 j 0 h**	**590,87 $**
Fournisseur : ***Université Laval***					**Type:** Institutionnelle			
34298 Certificat en administration		2010/05/10	Réalisée	oui		1	7 j 0 h	695,77 $
Total du fournisseur						**1**	**7 j 0 h**	**695,77 $**
Fournisseur : ***Université Laval***					**Type:** Institutionnelle			
34094 65e Congrès des relations industrielles		2010/04/29	Réalisée	oui		1	1 j 0,5 h	79,00 $
34095 65e Congrès des relations industrielles		2010/04/26	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	33,88 $
34362 Certificat en administration - Math		2010/06/14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	100,00 $
34449 Fiscalité		2010/05/03	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	393,38 $
34453 Audit interne		2010/04/21	Réalisée	oui		1	0 j 0,5 h	0,00 $
34455 Gouvernance d'entreprise et création de valeurs		2010/06/18	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
34457 Gouvernance d'entreprise et création de valeurs		2010/07/09	Réalisée	oui		1	1 j 3,5 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Université Laval***					**Type:** Institutionnelle			
34738 Trucs et astuces pour mieux gérer les employés		2010/05/26	Réalisée	non		1	1 j 1 h	395,00 $
34740 Gestion financière stratégique		2010/10/27	Réalisée	oui		1	2 j 0,5 h	0,00 $
34843 Gestion financière stratégique		2010/08/31	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
34849 Salon du logiciel libre du Québec 2010		2010/12/06	Réalisée	oui		4	8 j 0 h	19,80 $
34892 Méthodes quantitatives de gestion		2010/08/30	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	284,81 $
35119 Séminaire : Optimisation des ressources publiques		2011/01/24	Réalisée	non		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur						**16**	**23 j 5,5 h**	**1 305,87 $**
Fournisseur : ***UQAT***					**Type:** Externe			
33814 Congé pour études		2010/04/26	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
33815 Congé pour études		2010/04/09	Réalisée	non		1	1 j 0 h	0,00 $
34473 Cours de gestion des ressources humaines		2010/05/28	Réalisée	non		1	3 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**3**	**5 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Yvon Larivière, DAHC***					**Type:** Externe			
34286 Quincaillerie carcérale		2010/06/08	Réalisée	oui		8	8 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur						**8**	**8 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Zenco***					**Type:** Externe			
34540 Rédaction Web		2010/10/15	Réalisée	non		2	0 j 6 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-avril-01
au: 2011-mars-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

095 Ministère de la Sécurité publique

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Zenco***						**Type:** Externe		
Total du fournisseur						**2**	**0 j 6 h**	**0,00 $**

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***AFI expertise***						**Type:** Externe			
1261	Microsoft WORD 2002/2003 - Intermédiaire		2010-05-18	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	230,00 $
1272	Utilisation du correcteur Antidote		2010-07-05	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	115,00 $
1273	Word 2002/2003 M-2 Mise en page		2010-10-15	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	270,90 $
1274	PowerPoint 2002-2003 M-1 Base		2010-06-15	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	230,00 $
Total du fournisseur :							**4**	**5 j 0 h**	**845,90 $**
Fournisseur : ***Ambulance Saint-Jean***						**Type:** Externe			
1293	Secouristes		2010-11-10	Réalisée	oui		6	12 j 0 h	540,00 $
Total du fournisseur :							**6**	**12 j 0 h**	**540,00 $**
Fournisseur : ***Association du Barreau canadien***						**Type:** Externe			
1213	La gestion de l'information électronique		2010-02-09	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	110,00 $
1225	Survol annuel de la jurisprudence en droit adm.		2010-03-18	Réalisée	oui		2	0 j 4 h	220,00 $
1227	L'art de pratiquer devant les tribunaux adm.		2010-02-10	Réalisée	oui		2	0 j 3 h	100,00 $
1248	La réflexion de la Cour suprême après l'arrêt Oce		2010-04-20	Réalisée	oui		1	0 j 1,5 h	50,00 $
Total du fournisseur :							**6**	**1 j 3,5 h**	**480,00 $**
Fournisseur : ***Association du jeune barreau de Montréal***						**Type:** Externe			
1316	Ce n'est pas sorcier que de plaider en appel		2010-09-29	Réalisée	oui		6	1 j 5 h	270,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Association du jeune barreau de Montréal*							**Type:** Externe		
Total du fournisseur :							**6**	**1 j 5 h**	**270,00 $**
Fournisseur :*Barreau du Québec*							**Type:** Externe		
1199	Survol des modifications législatives et règlement		2010-01-15	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	60,00 $
1214	L'éthique du plaideur		2010-01-19	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	60,00 $
1224	Communiquer efficacement selon son individualité		2010-01-27	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	40,00 $
1226	Les fouilles, perquisitions et saisies abusives		2010-02-10	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	150,00 $
1228	Techniques de plaidorie:comment convaincre le juge		2010-03-29	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	83,00 $
1230	Techniques de plaidorie:comment convaincre le juge		2010-03-30	Réalisée	oui		3	1 j 2 h	249,00 $
1234	Application des nouvelles dispositions de la loi		2010-02-22	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 $
1235	Une année olympique et un domaine de droit		2010-02-11	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	105,00 $
1255	Comment choisir la meilleure information		2010-04-21	Réalisée	oui		1	0 j 1,5 h	0,00 $
1257	L'éthique et la courtoisie: où en sommes-nous		2010-04-23	Réalisée	oui		1	0 j 1,5 h	0,00 $
1263	L'éthique du plaideur		2010-05-22	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	60,00 $
1277	L'arrêt Dunsmuir : Des changements en profondeur		2010-07-16	Réalisée	oui		1	0 j 2 h	70,00 $
1281	Les développements récents en déontologie		2010-05-14	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	415,00 $
1290	Décrypter les gestes intervenir plaidoiries		2010-09-30	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	153,00 $
1310	L'immigration des gens d'affaires		2010-12-10	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	107,00 $
1341	Décrypter les gestes afin d'intervenir		2010-09-30	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	153,00 $
1345	Faillite et insolvabilité - outils nécessaires		2010-11-08	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	209,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Barreau du Québec***						**Type:** Externe			
1346	Responsabilité des administrateurs de corporations		2010-11-10	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	107,00 $
1347	Arbitrage consensuel		2010-12-02	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 $
1348	Les aspects pratiques de la déontologie		2010-12-02	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	107,00 $
Total du fournisseur :							**23**	**10 j 0 h**	**2 128,00 $**
Fournisseur : ***CARRA.***						**Type:** Interne			
1259	Préparation à la retraite		2010-05-05	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	350,00 $
1262	Préparation à la retraite		2010-04-06	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	660,00 $
1271	Préparation à la retraite		2010-04-28	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	330,00 $
1289	Préparation à la retraite		2010-09-07	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	330,00 $
1291	Préparation à la retraite		2010-10-04	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	330,00 $
1292	Préparation à la retraite		2010-10-12	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	330,00 $
Total du fournisseur :							**7**	**18 j 3 h**	**2 330,00 $**
Fournisseur : ***C.J.A.***						**Type:** Externe			
1309	Les parties représentées		2010-11-19	Réalisée	oui		2	1 j 0 h	75,00 $
Total du fournisseur :							**2**	**1 j 0 h**	**75,00 $**
Fournisseur : ***Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)***						**Type:** Externe			
1317	Réseau des responsables de l'accès aux doc. PRP		2010-11-09	Réalisée	oui		1	0 j 4 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)***					**Type:** Externe			
Total du fournisseur :						**1**	**0 j 4 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Centre des services partagés du Québec***					**Type:** Interne			
1232 Système de gestion de la continuité des services		2010-02-24	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur :						**1**	**1 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***CIN***					**Type:** Externe			
1244 Congrès en accès et en protection de l'information		2010-04-20	Réalisée	oui		3	9 j 0 h	1 840,00 $
Total du fournisseur :						**3**	**9 j 0 h**	**1 840,00 $**
Fournisseur : ***Cinquième congrès québécois de droit constitutionnel***					**Type:** Externe			
1314 Hiérarchie droits fondamentaux et accommodements		2010-10-29	Réalisée	oui		1	1 j 3 h	125,00 $
Total du fournisseur :						**1**	**1 j 3 h**	**125,00 $**
Fournisseur : ***Conférence juges administratifs du Québec***					**Type:** Externe			
1201 Les conférences préparatoires		2010-03-19	Réalisée	oui		4	1 j 5 h	340,00 $
Total du fournisseur :						**4**	**1 j 5 h**	**340,00 $**
Fournisseur : ***Contrôleur des finances***					**Type:** Interne			
1143 Les crédits: assouplissements budgétaires		2010-01-26	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	0,00 $

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Contrôleur des finances***					**Type:** Interne			
1251 Comptabilité de base		2010-05-20	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	0,00 $
1311 Comptabilité par activité		2010-12-08	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	90,00 $
Total du fournisseur :						**5**	**8 j 0 h**	**90,00 $**
Fournisseur : ***CSPQ***					**Type:** Interne			
1288 Formation SAGIR		2010-10-25	Réalisée	oui		2	12 j 0 h	0,00 $
1315 Atelier ATE-11 Bonnes pratiques SAGIR fermeture an		2010-12-06	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur :						**3**	**12 j 3,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***École nationale d'administration publique***					**Type:** Institutionnelle			
1270 Cours sur la preuve		2010-04-28	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	245,00 $
1279 Séminaires sur le rôle stratégique RH		2010-10-01	Réalisée	oui		1	3 j 0 h	675,00 $
Total du fournisseur :						**2**	**4 j 0 h**	**920,00 $**
Fournisseur : ***École nationale de police du Québec***					**Type:** Interne			
1295 Formation ACCÈS - Alcool		2010-11-02	Réalisée	oui		3	2 j 4 h	0,00 $
1296 Formation ACCÈS - Alcool		2010-11-22	Réalisée	oui		3	2 j 4 h	0,00 $
Total du fournisseur :						**6**	**5 j 1 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Groupe Conscientia***					**Type:** Externe			

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***Groupe Conscientia***						**Type:** Externe			
1222	Formation clientèle difficile		2010-01-13	Réalisée	oui		13	13 j 0 h	1 300,00 $
1223	Formation clientèle difficile		2010-01-22	Réalisée	oui		45	45 j 0 h	5 000,00 $
1258	Communication face aux clientèles difficiles		2010-04-27	Réalisée	oui		14	14 j 0 h	2 500,00 $
Total du fournisseur :							**72**	**72 j 0 h**	**8 800,00 $**
Fournisseur : ***La conférence des juges administratifs du Québec***						**Type:** Externe			
1349	Le rôle du juge en présence d'une partie non rep.		2010-11-26	Réalisée	oui		1	0 j 3,5 h	0,00 $
Total du fournisseur :							**1**	**0 j 3,5 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***RACJ***						**Type:** Interne			
1246	Registraire des entreprises (CIDREQ)		2010-03-17	Réalisée	oui		10	5 j 0 h	0,00 $
Total du fournisseur :							**10**	**5 j 0 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***RACJ***						**Type:** Interne			
1220	Historique de l'alcool		2010-01-19	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	0,00 $
1236	Formation étudiants ITHQ		2010-03-09	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 $
1242	Loi sur les permis d'alcool et ses règlements		2010-03-01	Réalisée	oui		3	6 j 3 h	0,00 $
1245	Loi sur les permis d'alcool et ses règlements		2010-02-22	Réalisée	oui		4	10 j 2 h	0,00 $
1256	Formation SPVM #1 Loi sur les permis d'alcool		2010-04-21	Réalisée	oui		1	0 j 6 h	0,00 $
1264	Formation - accueil - MTL		2010-05-11	Réalisée	oui		9	9 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***RACJ***						**Type:** Interne			
1265	Loi sur les permis d'alcool		2010-05-04	Réalisée	oui		6	15 j 3 h	0,00 $
1268	Loi sur les permis d'alcool #2		2010-05-18	Réalisée	oui		7	18 j 0 h	0,00 $
1269	Opération règlement des permis d'alcool - réunion		2010-05-26	Réalisée	oui		3	7 j 5 h	0,00 $
1275	Accueil et historique		2010-06-10	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1282	Tirage		2010-09-08	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $
1283	Bingo		2010-09-08	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1284	Concours publicitaires		2010-09-09	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1297	Appareils d'amusement		2010-11-05	Réalisée	oui		6	1 j 5 h	0,00 $
1298	Concours publicitaires		2010-11-04	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $
1299	Tirage		2010-11-04	Réalisée	oui		8	3 j 3 h	0,00 $
1300	Formation ALV		2010-11-03	Réalisée	oui		10	4 j 2 h	0,00 $
1301	Formation Loi sur la RACJ		2010-11-03	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1302	Formation accueil et historique		2010-11-02	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $
1303	Formation Contentieux Introduction #1		2010-09-28	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1304	Loi sur la RACJ annotée accréditée #2		2010-10-29	Réalisée	oui		6	5 j 1 h	0,00 $
1305	Concours publicitaires		2010-10-05	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $
1306	Tirage		2010-10-05	Réalisée	oui		2	0 j 6 h	0,00 $
1307	Alcool #3		2010-10-12	Réalisée	oui		5	12 j 6 h	0,00 $
1308	Bingo #7		2010-10-14	Réalisée	oui		5	2 j 1 h	0,00 $
1312	Appareils d'amusement		2010-11-30	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité		Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur : ***RACJ***						**Type:** Interne			
1313	Appareils LLV		2010-11-30	Réalisée	oui		7	3 j 0 h	0,00 $
1318	Accueil et historique		2010-12-14	Réalisée	oui		8	3 j 3 h	0,00 $
1338	Contrôle jud. des décisions des tribunaux adm.		2010-11-30	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	245,00 $
Total du fournisseur :							**154**	**132 j 4 h**	**245,00 $**
Fournisseur : ***Sec. à la réforme des institutions démocratiques***						**Type:** Externe			
1267	Rencontre du réseau des responsables de l'accès		2010-02-16	Réalisée	oui		1	0 j 3 h	0,00 $
Total du fournisseur :							**1**	**0 j 3 h**	**0,00 $**
Fournisseur : ***Secrétariat aux emplois supérieurs***						**Type:** Interne			
1188	Atelier d'écriture de décisions		2010-03-24	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	1 485,00 $
1189	Gestion d'audience		2010-02-17	Réalisée	oui		3	6 j 0 h	1 485,00 $
1192	Cours sur la preuve		2010-02-24	Réalisée	oui		1	1 j 0 h	245,00 $
1229	Atelier sur la gestion d'audience		2010-02-17	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	990,00 $
1231	Atelier d'écriture de décisions		2010-03-10	Réalisée	oui		4	8 j 0 h	1 980,00 $
1233	Contrôle jud. des décisions des tribunaux adm.		2010-02-04	Réalisée	oui		3	3 j 0 h	735,00 $
1238	Atelier sur la gestion d'audience		2010-09-22	Réalisée	oui		2	4 j 0 h	990,00 $
1239	Atelier sur la diversité culturelle et l'exclusion		2010-10-04	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	495,00 $
1241	Session d'accueil aux nouveaux membres		2010-05-18	Réalisée	oui		2	6 j 0 h	990,00 $
1249	Atelier d'écriture de décisions		2010-12-07	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	495,00 $

Une journée équivaut à 7 heures

Activités par fournisseur

Période du: 2010-janvier-01
au: 2010-décembre-31

Trié par Ministères

Incluant: Admissible/Non Admissible loi sur les compétences, Statut activité: réalisée, et tous les coûts.

386 Régie des alcools, des courses et des jeux

Activité	Participants	Date début	Statut	Facturée	Intervenant	Participants	Durée	Total
Fournisseur :*Secrétariat aux emplois supérieurs*						**Type:** Interne		
1266 Atelier sur la gestion d'audience		2010-04-21	Réalisée	oui		1	2 j 0 h	495,00 $
Total du fournisseur :						**23**	**44 j 0 h**	**10 385,00 $**
Fournisseur :*TELUQ*						**Type:** Institutionnelle		
1287 Droit des affaires DRT 1060		2010-03-01	Réalisée	oui		0	0 j 0 h	371,69 $
1294 Droit des affaires DRT 1060		2010-03-01	Réalisée	oui		1	0 j 0 h	371,69 $
Total du fournisseur :						**1**	**0 j 0 h**	**743,38 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

13. Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de nouvelles législations fédérales, ventilation par projet de loi adopté incluant les projets de loi C-25 et C-59.

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 13 : Estimation des coûts supplémentaires qui devront être assumés par le ministère de la Sécurité publique et ses organismes assujettis à la suite de l'adoption de nouvelles législations fédérales, ventilation par projet de loi adopté incluant les projets de loi C-25 et C-59.

Projet de loi C-25 :

Une évaluation réalisée par la Direction générale des services correctionnels, quant à l'impact de cette loi sur la durée des séjours des personnes condamnées, laisse présager une augmentation de la population moyenne quotidienne en institution qui pourrait se traduire par des dépenses additionnelles de l'ordre de 142,8 millions $ en immobilisation et de 14 902,2 k$ à 20 128,9 k$ par année en coûts de fonctionnement (sans tenir compte de l'inflation). Il est toutefois à noter que les résultats ci-dessus découlent d'un exercice de simulation dont les postulats sont exploratoires. Les impacts de cette loi sur la population carcérale et sur les coûts supplémentaires pourraient être moindres, puisque cet exercice ne prend pas en compte une éventuelle diminution de la durée des séjours en détention préventive et qu'il peut surestimer l'augmentation de la durée des peines imposées par les tribunaux. La réalisation d'autres analyses pourra permettre une estimation plus précise de l'évolution de la population carcérale du Québec.

Projet de loi C-59 :

Aucun coût supplémentaire n'est envisagé pour le ministère de la Sécurité publique. Aucune estimation des coûts n'a été réalisée concernant cette loi. Elle a pour effet d'abolir la procédure d'examen expéditif, procédure qui s'applique seulement à certaines personnes détenues dans un pénitencier (établissement carcéral sous responsabilité fédérale). Les modifications législatives entraînées par cette loi ne modifient aucunement les modalités de remise en liberté pour les personnes contrevenantes purgeant une peine dans un établissement détention sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

14. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 14 : Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc).
Le ministère ne dispose pas des systèmes d'information lui permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

15. Unité anticorruption :
   a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc.) Objectif à terme quant aux effectifs;
   b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2011-2012;
   c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;
   d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;
   e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION – 01.04

QUESTION 15 : Unité anticorruption :

a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;

b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2011-2012;

c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;

e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête.

Au 31 mars 2011 :

a) Seul le Commissaire à la lutte contre la corruption était officiellement en place au sein de l'UPAC. Les ressources seront intégrées à l'unité graduellement. Les objectifs à terme sont d'environ 189 personnes, incluant les ressources du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en soutien à l'UPAC.

b) Le budget total de l'Unité permanente anticorruption pour l'exercice 2011-2012 est évalué à environ 31,5 M$, dont 1,6 M$ non récurrents (incluant le DPCP). De ce montant, 15,6 M$ sont des ressources déjà en place au sein des M/O et qui seront affectées à l'UPAC. Le budget ventilé n'est pas disponible puisque les démarches pour l'obtention du financement au Conseil du trésor sont en cours.

c) Aucun bureau ou bâtiment n'a été acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION – 01.04

QUESTION 15 : Unité anticorruption :

a) au 31 mars, nombre de personnes affectées à l'Unité permanente anticorruption, ventilation en fonction de l'organisme d'origine (SQ, CCQ, procureur de la Couronne, etc. Objectif à terme quant aux effectifs;

b) budget ventilé de l'Unité permanente anticorruption pour 2011-2012;

c) la liste des bureaux et/ou bâtiments acquis par le ministère pour installer les futurs membres de l'UPAC;

d) la liste complète des tâches du commissaire de l'UPAC;

e) le nombre de dossiers actifs faisant l'objet d'une enquête.

Au 31 mars 2011 :

d) Le Commissaire à la lutte contre la corruption aura comme tâches de :

- Diriger l'UPAC;
- Assigner, effectuer et coordonner des enquêtes;
- Gérer un régime d'intégrité, recevoir les signalements et les plaintes, et leur donner les suites appropriées;
- S'assurer que l'information pertinente est disponible aux équipes concernées et veiller à ce que les activités de l'UPAC s'effectuent en conformité avec les principes juridiques applicables;
- Faire des recommandations au ministre de la Sécurité publique pour améliorer la lutte contre la corruption;
- Effectuer des communications régulières au public sur les activités de l'UPAC;
- Rendre compte de ses activités dans le cadre d'un rapport annuel déposé au ministre de la Sécurité publique;
- Toutes autres tâches pertinentes à l'exécution de son mandat.

Un projet de loi est toutefois nécessaire, entre autres pour conférer les pouvoirs d'enquête au Commissaire et créer le régime d'intégrité.

e) Aucun dossier actif ne fait l'objet d'une enquête puisque l'UPAC n'a pas entamé ses activités.
Les parties constituantes de l'unité poursuivent leurs activités de vérification et d'enquête conformément à leur mandat actuel en attendant l'intégration à l'UPAC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 16 À 27 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

16. La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011, et prévisions pour 2011-2012.
17. L'investissement pour la période 2010-2011 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2011-2012.
18. Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2011, répartis par district et par quart de travail avec ventilation pour le nombre d'effectifs affectés aux patrouilles autoroutières.
19. La répartition par catégorie (directeurs, inspecteurs, capitaines, etc., pour policiers et cadres, professionnels, techniciens, etc., pour les civils) au 31 mars 2011.
20. Les principales attributions du personnel policier (patrouille, enquête, soutien opérationnel, administratif ou gestion) au 31 mars 2011.
21. La répartition détaillée des interventions en sécurité routière (constats d'infraction [provinciaux/municipaux], vérification technique, capacités affaiblies, conduite dangereuse, etc.) pour la période 2010-2011 et indiquer le nombre de constats d'infraction émis par les policiers de la SQ du 1er janvier au 31 décembre 2010 sur les routes entretenues par le ministère des Transports et sur les routes entretenues par une municipalité.
22. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2010-2011.
23. Effectifs policiers affectés à des tâches dites « municipales » dans des municipalités ayant plus de 50 000 habitants. (Drummondville, Shawinigan, etc.)
24. La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ses procureurs pour la période 2010-2011, ainsi que les augmentations prévues.
25. Ensemble des modalités de redéploiement des effectifs de la Sûreté du Québec qui sera entamé au cours des prochaines semaines.
26. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour les immobilisations de la Sûreté du Québec. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010-2011.
27. Nombre de permis d'agent de sécurité délivrés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, par région.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

28. Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 28: Nombre de permis d'agence de sécurité délivrés en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Agences	31 mars 2009	31 mars 2010*
Investigation	99	97
Sécurité	69	70
Investigation et sécurité	58	57
Total	**226**	**224**

* Le 3 mars 2010, les articles de la Loi sur la sécurité privée concernant la délivrance des permis d'agence d'investigation ou de sécurité entraient en vigueur et, en conséquence, le ministère cessait de délivrer ces permis. Depuis cette date, le Bureau de la sécurité privée émet les permis et tiens à jour un registre des titulaires de permis qu'il rend public sur son site Internet. Les informations sur le nombre de permis d'agence en vigueur peuvent être consultées à l'adresse suivante : http://www.bureausecuriteprivee.qc.ca/registre_agence.html

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 29 À 32 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

29. Délai moyen de délivrance d'un permis d'agent de sécurité en 2009-2010 et 2010-2011.
30. Effectifs dévolus aux enquêtes sur la cybercriminalité en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.
31. Le délai moyen des traitements de plaintes pour agression sexuelle en 2009-2010 et 2010-2011.
32. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère et les organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

33. La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 33 : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque établissement de détention pour la période 2010-2011 .

Établissements de détention	Capacité d'accueil[1]	Population moyenne quotidienne[2]	Taux d'occupation[3]	Coût/jour[4]	Dépenses probables 2010-2011 (k$)	
	2010-2011	2010-2011	2010-2011	2010-2011	Services correctionnels	Éléments de gestion centrale
GROUPE A						
Montréal - Prison de Bordeaux	1357,0	1251,5	92%	140 $	47 002,0 $	16 845,1 $
Québec (homme et femme)	768,0	710,2	92%	173 $	30 549,8 $	14 241,2 $
Rivière-des-Prairies	542,0	559,0	103%	215 $	31 015,9 $	12 878,3 $
St-Jérôme	371,2	419,3	113%	180 $	19 649,0 $	7 850,1 $
GROUPE B						
Montréal - Maison Tanguay	182,0	185,9	102%	170 $	8 742,2 $	2 784,4 $
Sherbrooke	315,0	288,0	91%	160 $	11 773,6 $	5 034,8 $
Trois-Rivières	314,0	285,9	91%	152 $	11 330,0 $	4 495,1 $
Hull	212,0	227,2	107%	178 $	10 533,9 $	4 200,9 $
GROUPE C						
Amos et Grand-Nord	122,0	125,4	103%	298 $	10 703,0 $	2 914,9 $
Baie-Comeau	95,7	66,8	70%	230 $	4 357,7 $	1 278,9 $
Chicoutimi	84,0	75,9	90%	216 $	4 882,0 $	1 102,4 $
Roberval	65,0	57,9	89%	210 $	3 749,8 $	695,5 $
Sorel	89,0	93,7	105%	217 $	5 731,5 $	1 720,3 $
GROUPE D						
New-Carlisle et Havre-Aubert	102,0	88,9	87%	203 $	5 050,8 $	1 549,9 $
Percé[5]	41,4	24,0	58%	375 $	3 029,9 $	254,3 $
Rimouski	119,0	114,9	97%	204 $	6 085,7 $	2 493,2 $
Valleyfield[6]	18,6	15,5	83%	239 $	976,7 $	334,3 $
Sept-Iles	27,0	17,8	66%	484 $	2 371,3 $	808,6 $
Total	**4824,9**	**4607,6**	**95%**	**178 $**	**217 534,8 $**	**81 482,2 $**

[1] La capacité d'accueil correspond à la capacité disponible moyenne (places réelles moins places fermées)

[2] Calculé en date du 31 janvier 2011 pour les 10 premiers mois de l'année

[3] Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité

[4] Coût/jour = Dépenses probables / Nombre de jours-séjours (population moyenne quotidienne x 365 jours)

[5] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels

[6] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

34. Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 34 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011.

Établissements de détention	Places occupées[1]	Places réelles
Amos	117	122
Baie-Comeau	52	97
Chicoutimi	86	84
Havre-Aubert	0	6
Hull	225	212
Montréal	1 144	1 357
New Carlisle	99	96
Percé[2]	35	46
Québec (femmes)	48	58
Québec (hommes)	630	710
Rimouski	117	119
Rivière-des-Prairies	570	542
Roberval	59	65
Sept-Îles	20	27
Sherbrooke	292	315
Sorel	86	89
St-Jérôme	392	388
Tanguay	198	207
Trois-Rivières	266	314
Valleyfield[3]	0	0
TOTAL	**4 436**	**4 854**

[1] Le nombre de places occupées correspond au nombre de personnes présentes à 23:59 heure le 31 janvier 2011.

[2] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels

[3] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

35. La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010 - 2011 Budget			
Centres résidentiels communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2010-2011
CRC de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	81,31 $	11,00	4015	326 459,65 $
Makitautik				881 929,00 $
CRC - Bas St-Laurent	85,91 $	8,00	2920	250 857,20 $
CRC Arc-en-soi - Gaspésie	102,36 $	10,00	3650	373 614,00 $
Maison d'accueil le Joins-toi - Estrie	82,03 $	5,68	2073	170 048,19 $
Maison d'accueil le Joins-toi - Montérégie	86,54 $	7,06	2577	223 013,58 $
Services d'aide en prévention de la criminalité (S.A.P.C.)	77,73 $	11,00	4015	312 085,95 $
CRC Curé-Labelle	81,73 $	20,00	7300	596 629,00 $
Waseskun House	88,36 $	8,00	2920	258 011,20 $
CRC Joliette	80,23 $	14,00	5110	409 975,30 $
Résidence Carpe Diem	78,36 $	3,00	1095	85 804,20 $
Maison Radisson	75,27 $	17,00	6205	467 050,35 $
Maisons de transition de Montréal	78,36 $	23,00	8395	657 832,20 $
Transition Centre-Sud	80,65 $	20,00	7300	588 745,00 $
Maison Charlemagne	78,16 $	23,03	8406	657 012,96 $
Société Élizabeth Fry	80,13 $	13,00	4745	380 216,85 $
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	76,50 $	20,00	7300	558 450,00 $
Expansion-Femmes	85,19 $	12,00	4380	373 132,20 $
Maison Painchaud	77,62 $	13,52	4935	383 054,70 $
CRC le Pavillon	77,87 $	24,08	8789	684 399,43 $
Réhabilitation de Beauce inc.	84,22 $	14,99	2293	193 116,46 $
	80,29 $		3178	255 161,62 $
			5471	448 278,08 $
CRC de Roberval	81,08 $	14,34	5234	424 372,72 $
CRC la Relève - A.C.S.M. Section Saguenay	84,29 $	10,60	3869	326 118,01 $
SOUS - TOTAL		303,30	110704	9 837 089,77 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION : 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010 - 2011			
	Budget			
Centres d'hébergement communautaires Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2010-2011
Répit du Passant	60,86 $	1,00	365	22 213,90 $
Point de rencontre	60,86 $	3,00	1095	66 641,70 $
Auberge sous mon toit	60,86 $	2,40	876	53 313,36 $
TOTAL		6,40	2 336	142 168,96 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010 - 2011			
	Budget			
Foyers d'accueil Service d'hébergement	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2010-2011
Répit du Passant	31,15 $	0,36	131	4 080,65 $
Foyer Jean Bériau	34,61 $	2,10	767	26 545,87 $
Transition pour elles	31,15 $	0,30	110	3 426,50 $
Maison d'hébergement jeunesse Roland Gauvreau	31,15 $	1,00	365	11 369,75 $
Hébergement urgence Lanaudière	31,15 $	0,75	274	8 535,10 $
Hébergement urgence Terrebonne	31,15 $	1,00	365	11 369,75 $
Résidence Valmont	34,61 $	0,29	105	3 634,05 $
Maison Port'Espoir	34,61 $	1,73	630	21 804,30 $
Foyer à venir St-Hyacinthe	31,15 $	0,95	347	10 809,05 $
Maison d'héb. dépannage de Valleyfield (M.H.D.V.)	31,15 $	2,00	730	22 739,50 $
Manoir Gaulin	31,15 $	2,00	730	22 739,50 $
Résidence Louise Boucher	31,15 $	2,00	730	22 739,50 $
Centre de transition en itinérance le Suroît	31,15 $	0,50	183	5 700,45 $
TOTAL		14,98	5 467	175 493,97 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de tarification (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services entendus de l'organisme communautaire.

Santé mentale Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale	EXERCICE : 2010 - 2011 Budget Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2010-2011
Maison de l'espoir de Mont-Joli	32,45 $	1,00	365	11 844,25 $
Maison d'hébergement pour personnes en difficulté de Granby inc	32,45 $	1,25	456	14 797,20 $
Le Passant				- $
Accueil Blanche Goulet	32,45 $	0,25	91	2 952,95 $
Maison à Damas	32,45 $	0,10	37	1 200,65 $
Centre accalmie	32,45 $	0,50	183	5 938,35 $
Centre Émilie Gamelin	32,45 $	1,25	456	14 797,20 $
Groupe d'action sociale et psychiatrique des Monts	32,45 $	0,25	91	2 952,95 $
Guilaine Laurin	32,45 $	2,75	1005	32 612,25 $
Résidence Lafleur	32,45 $	4,00	1460	47 377,00 $
Centre le hâvre de Trois-Rivières inc.	32,45 $	2,00	730	23 688,50 $
Maison de transition la Batiscan	32,45 $	3,25	1186	38 485,70 $
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguena	32,45 $	8,10	2956	95 922,20 $
TOTAL		24,70	9 016	292 569,20 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010-2011			
	Budget			
Toxicomanie Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie	Per diem	Nbre de places	Nbre de jours	Montant du contrat 2010-2011
Arrimage, centre de réhabilitation alcoolisme et toxicomanie	32,45 $	2,00	730	23 688,50 $
Centre régional ADH le tremplin	32,45 $	2,00	730	23 688,50 $
Auberge du cœur le transit (Loisirs de Rimouski)	32,45 $	1,00	365	11 844,25 $
La Montée	32,45 $	1,00	365	11 844,25 $
Le Transit Sept-Îles	32,45 $	1,50	548	17 782,60 $
Services d'aide en prévention de la criminalité - Centre l'étape	21,95 $	1,00	365	8 011,75 $
Pavillon de l'assuétude - Drummondville	20,27 $	1,00	365	7 398,55 $
Centre d'accueil le programme de Portage	19,93 $	8,00	2920	58 195,60 $
Maison Carignan	20,27 $	5,30	1940	39 323,80 $
Maison Jean Lepage	20,27 $	4,30	1570	31 823,90 $
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	20,27 $	3,00	1095	22 195,65 $
Centre sur l'autre rive	20,27 $	1,50	548	11 107,96 $
Maison la margelle	20,27 $	0,50	183	3 709,41 $
Centre de traitement l'envolée	20,27 $	4,32	1576	31 945,52 $
Centre l'envolée de St-Hugues	20,27 $	2,68	979	19 844,33 $
Maison d'entraide l'arc-en-ciel	20,27 $	0,75	274	5 553,98 $
Maison de Job	20,27 $	2,50	913	18 506,51 $
Centre de traitement des dépendances le Rucher	20,27 $	7,00	2555	51 789,85 $
Croisée des chemins	20,27 $	0,13	47	952,69 $
				- $
TOTAL		49,48	18 068	399 207,60 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 85 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010 - 2011				
	Budget				
Suivi dans la communauté	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2010-2011	
CRC de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord-du-Québec	3,18 $	256		297 139,20 $	
Arc-en-soi (pour le Bas St-Laurent)	3,18 $	136		157 855,20 $	
Arrimage	3,18 $	174		201 961,80 $	
Unité Domrémy de Baie-Comeau	3,18 $	60		69 642,00 $	
Centre d'intervention le Rond Point	3,18 $	61		70 802,70 $	
Serv. paraj. autochtones de Qc - Réserve Matimékosh	4,47 $	10		6 497,14 $	Fin de contrat le 31 août 2010
Serv. paraj. autocht.de Qc - Réserve Kawawachikamak	4,47 $	10		6 497,14 $	Fin de contrat le 31 août 2010
Centre d'accueil le Joins-toi - Estrie	3,18 $	170		197 319,00 $	
S.A.P.C. - C.R.C. la Traverse	3,18 $	409		474 726,30 $	
Arc-en-soi (anglophones)	3,18 $	35		40 624,50 $	
Arc-en-soi (pour la Gaspésie)	3,18 $	118		136 962,60 $	
CRC Joliette	3,18 $	300		348 210,00 $	
CRC Curé Labelle	3,18 $	500		580 350,00 $	
Résidence Carpe Diem	3,18 $	290		336 603,00 $	
Maison Radisson	3,18 $	384		445 708,80 $	
Pavillon de l'assuétude - Shawinigan	3,18 $	64		74 284,80 $	
Centre d'accueil le Joins-toi - S-Jean	3,18 $	128		148 569,60 $	
Centre d'accueil le Joins-toi - Longueuil	3,18 $	256		297 139,20 $	
CRC Joliette (pour la Montérégie)	3,18 $	135		156 694,50 $	
Centre de traitement l'envolée - St-Hyacinthe	3,18 $	200		232 140,00 $	
Centre de traitement l'envolée - Valleyfield	3,18 $	0		27 157,20 $	Fin de contrat le 31 mai 2010
Centre sur l'autre rive	3,18 $	198		202 661,40 $	58 dossiers pour avril et mai et ajout des 140 dossiers de L'Envolée
CIVAS Montérégie	3,18 $	163		189 194,10 $	en juin 2010
TOTAL - PAGE 1		4057		4 698 740,18 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

	EXERCICE 2010-2011			
	Budget			
Suivi dans la communauté	Per diem	Nbre de dossiers	Nbre de jours 365	Montant du contrat 2010-2011
Société Élizabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	3,18 $	200		232 140,00 $
Transition Centre-Sud - Maison l'Issue	3,18 $	320		371 424,00 $
Maison Charlemagne	3,18 $	330		383 031,00 $
Maisons de transition de Montréal - Maison St-Laurent	3,18 $	320		371 424,00 $
Y.M.C.A. de Montréal	3,18 $	320		371 424,00 $
Centre d'hébergement l'entre-toit	3,18 $	82		95 177,40 $
Maison l'intervalle	3,18 $	82		95 177,40 $
CRC de l'Outaouais	3,18 $	360		417 852,00 $
Société Élizabeth Fry (pour l'Outaouais)	3,18 $	66		76 606,20 $
Expansion-Femmes	3,18 $	288		334 281,60 $
Maison Painchaud	3,18 $	256		297 139,20 $
CRC le Pavillon - Québec	3,18 $	320		371 424,00 $
CRC le Pavillon - La Malbaie	3,18 $	34		39 463,80 $
Réhabilitation de Beauce	3,18 $	333		386 513,10 $
CRC de Roberval	3,18 $	96		111 427,20 $
Assoc. can. santé mentale - Sect. Saguenay	3,18 $	128		148 569,60 $
Service Relance SLSJ	3,18 $	64		74 284,80 $
Maison d'hébergement le Séjour inc.	3,18 $	64		74 284,80 $
Services parajudiciaires autochtones de Québec	3,18 $	32		37 142,40 $
TOTAL - PAGE 2		3695		4 288 786,50 $
TOTAL		7752		8 987 526,68 $

- 201

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire

Contrats de services	Contrat 2010-2011	Tarifs 2010-2011	Titre du programme 2010-2011
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	84 145,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	46 510,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Association canadienne de santé mentale	76 877,50 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	171 917,60 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Québec	193 202,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Services d'aide en prévention de la criminalité	117 068,50 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Les YMCA du Québec - Programme des travaux compensatoires de Mtl	495 938,00 $	90,22 $	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	150 795,00 $	142,34 $	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	66 739,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	29 180,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	29 505,00 $	166,90 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Laval inc.	279 169,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	242 232,00 $	110,62 $	Travaux compensatoires
Total	1 983 278,60 $		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
CRC Amos - S.A.T.A.S.	30 805,00 $		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val-D'Or & Rouyn-Noranda
Accueil Giboulée Harvey Bibeau	28 815,00 $		Programme de retour à domicile des personnes inuites et cries
CRC Amos - S.A.T.A.S.	10 610,00 $		Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
		70 230,00 $	
Arc-en-soi	12 780,00 $		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	3 185,00 $		Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents
Trajectoires Hommes du KRTB	3 185,00 $		Programme coup de main
Arc-en-soi	9 790,00 $		Soutien à l'éducation
		28 940,00 $	
Unité Domrémy de Baie-Comeau	4 080,00 $		Programme "Stratégies" pour faire face aux difficultés, conflits ou crises
Centre d'intervention le Rond-Point	4 760,00 $		Activités de sensibilisation et de réflexion sur les comportements humains
La Croisée, organisme de justice alternative	4 000,00 $		Programme Vivre sans violence
Converjance Manicouagan	4 000,00 $		Programme VI-SA-VI vise à prévenir les diverses manifestations de la violence
Unité Domrémy de Baie-Comeau	5 780,00 $		Activités de sensibilisation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	10 225,00 $		Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Baie-Comeau
Unité Domrémy de Baie-Comeau	15 300,00 $		Programme de sensibilisation à l'agir délictuel en déviance sexuelle pour Sept-Îles
Homme aide Manicouagan	204,00 $		Être ou ne pas être ... un homme!
Hommes Sept-Îles	675,00 $		Soutien psychosocial pour les hommes
Association Parents et amis du malade émotionnel de l'Est de la Côte-Nord	100,00 $		Mieux comprendre la maladie mentale
Centre d'intervention le Rond-Point	240,00 $		Sensibilisation et prévention en toxicomanie en milieu carcéral
		49 364,00 $	
Sous-total page 1		148 534,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
La Just'elles de l'Estrie	66 300,00 $		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	33 660,00 $		Programme d'intervention auprès d'hommes agresseurs sexuels
Centre d'entraide La Boussole inc.	12 240,00 $		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Services d'aide et prévention de la criminalité	19 000,00 $		Parrainage social
Services d'aide et prévention de la criminalité	8 300,00 $		Accompagnement employabilité
Seuil de l'Estrie	8 160,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
Halte Drummond	8 160,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. dans le cadre du programme de thérapie offert par l'organisme
La Chaudronnée de l'Estrie	10 000,00 $		Service de fiducie volontaire
Ressource pour hommes de la Haute-Yamaska	6 000,00 $		Prise en charge de la clientèle corr. dans le cadre du programme de relation d'aide
		171 820,00 $	
Auberge chez mon père	95 325,00 $		Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour)
Bande indienne des micmacs de Gesgapegiag	52 955,00 $		Service de liaison entre Mi'gmagwei Mawiomi Secretariat et la Direction régionale des services correctionnels de la Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine
CRC Arc-en-soi	10 200,00 $		Ateliers sur l'impulsivité
		158 480,00 $	
A.C.C.R.O.C - MRC Antoine-Labelle	11 220,00 $		Suivi et encadrement thérapeutiques spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine-Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	10 710,00 $		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	15 000,00 $		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
Maison de thérapie l'Entre-temps	14 800,00 $		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	13 260,00 $		La violence, j'y renonce
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	8 160,00 $		Suivi et encadrement thérapeutiques spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	23 595,00 $		Offrir des services professionnels auprès des agresseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. (C.H.O.C.)	19 380,00 $		La violence, j'y renonce
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	25 500,00 $		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
C.E.T.A.S. (Centre d'entraide et de traitement des agressions sexuelles)	20 400,00 $		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
CRC Curé-Labelle	10 200,00 $		Programme de sensibilisation " Que choisir "
CRC Curé-Labelle	3 165,00 $		Programme de sensibilisation de la gestion de l'agressivité (version française)
		175 390,00 $	
Sous-total page 2		505 690,00 $	

205

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 68 : La liste des organismes communautaires dont le Ministre a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services rendus de l'organisme communautaire

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
Maison Radisson	30 700,00 $		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	9 860,00 $		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Maison Radisson	10 385,00 $		Violence conjugale
Accord Mauricie	20 000,00 $		Thérapie pour conjoints violents
Société Élizabeth Fry	45 000,00 $		Centre de services en justice pénale pour femmes
Halte Bois-Francss	10 000,00 $		Groupe de sensibilisation pour contrevenants adultes violents conjugaux
		125 945,00 $	
Maison le Passeur	4 795,00 $		(Sensibilisation) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	20 400,00 $		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
CIVAS Montérégie	20 400,00 $		Programme d'intervention en délinquance sexuelle
Via l'Anse	10 200,00 $		(Sensibilisation) Information, approfondissement et développement de nouveaux comportements pour contrer la violence (Montérégie)
Via l'Anse	4 795,00 $		Idem (Valleyfield)
CRC Joliette-Lanaudière	2 550,00 $		Conduite-Vie (comportements sécuritaires sur les routes)
		63 140,00 $	
Sous-total page 3		189 085,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
Continuité famille auprès des détenus	43 210,00 $		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	34 275,00 $		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Maison de transition de Mtl (St-Laurent)	3 340,00 $		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élizabeth Fry - EVE	54 590,00 $		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élizabeth Fry - Tanguay	20 370,00 $		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	29 380,00 $		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 200,00 $		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl	437 130,00 $		Centre de jour - Divers programmes en réinsertion sociale
Société Élisabeth Fry	8 365,00 $		Gestion de la colère en milieu fermé
YMCA de Mtl	14 955,00 $		Programme intensif RDP
YMCA de Mtl	14 000,00 $		Programme intensif EDM
Société Élisabeth Fry	10 100,00 $		Gestion de la colère en milieu ouvert
Sous-total page 4		679 915,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 55 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par item ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
Centre Femmes aux 3-A	28 970,00 $		Centre de réinsertion sociale
Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.)	3 650,00 $		CIRCQ'ulaire & diners rencontres
Centre d'action bénévole de Québec inc.	55 715,00 $		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes - Temps d'arrêt	14 570,00 $		Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants par les personnes incarcérées (EDM, EDQ)
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	83 340,00 $		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	22 275,00 $		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
CRC Le Pavillon	14 095,00 $		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes - Volte-face	12 290,00 $		Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage
Au Bercail	16 285,00 $		Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et/ou judiciaires)
CRC Le Pavillon	13 165,00 $		Programme de sensibilisation en violence conjugale
Réhabilitation Beauce	16 285,00 $		Programme l'Azimut (toxicomanie)
Expansion-Femmes	11 945,00 $		MIRAGE (fraude)
Expansion-Femmes	7 400,00 $		Liberté
CRC Le Pavillon	21 635,00 $		Délinquance
Centre ex-equo	47 665,00 $		Bureau de consultation en délinquance sexuelle de Chaudière-Appalaches
Sous-total page 5		369 285,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 35 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
Centre d'intervention en abus sexuels pour la famille	40 600,00 $		Thérapie pour hommes agresseurs sexuels
Société Élizabeth Fry	73 000,00 $		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Société Élizabeth Fry	2 550,00 $		Ateliers thématiques
L'Impact rivière Gatineau	18 600,00 $		Ateliers de sensibilisation aux divers comportements et formes de violence
Donnes-toi une chance	6 500,00 $		Programme de sensibilisation aux comportements violents
Centre Jellinek	7 000,00 $		Conscientisation aux toxicomanies en milieu fermé
		148 250,00 $	
A.C.S.M. (CHC la Relève)	5 720,00 $		Transport et encadrement de la clientèle contrevenante toxico/délinquance
Association canadienne santé mentale	4 345,00 $		Sensibilisation à des comportements non violents
Association canadienne santé mentale	17 330,00 $		Atelier adapté en délinquance sexuelle pour la clientèle présentant des troubles cognitifs
Cran d'arrêt	5 830,00 $		Sensibilisation à des comportements non violents
		33 225,00 $	
Sous-total page 6		181 475,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 : La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type de l'entente (par client ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire

Achat de programmes	Contrat 2010-2011	Sous-total Région	Titre du programme 2010-2011
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.S.Q.)	64 070,00 $		Programme général - Secrétariat permanent
Àgence de la santé et des services sociaux de Montréal	30 000,00 $		Itinérance
Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	30 000,00 $		S.A.M.I.S. Service de raccompagnement en milieu scolaire
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	63 550,00 $		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Regroupement des organismes de référence du Québec	44 485,00 $		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Regroupement des organismes de référence du Québec	9 500,00 $		Congrès
Sous-total page 7		241 605,00 $	
TOTAL DES ACHATS DE PROGRAMMES		2 315 589,00 $	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

36. Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 36 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011[1].

	2009-2010 (10 mois)			2010-2011 (10 mois)		
Établissements de détention	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**
Amos	218	677	895	204	733	937
Baie-Comeau	33	194	227	38	223	261
Chicoutimi	134	753	887	141	883	1 024
Havre-Aubert	4	24	28	4	19	23
Hull	426	1 791	2 217	471	1773	2 244
Montréal	1 705	154	1 859	2053	480	2 533
New Carlisle	28	283	311	14	363	377
Québec (femmes)	88	267	355	85	278	363
Québec (hommes)	704	2 744	3 448	837	2849	3 686
Rimouski	147	426	573	143	433	576
Rivière-des-Prairies	365	8 540	8 905	340	7705	8 045
Roberval	84	365	449	107	342	449
Sept-Îles	42	284	326	31	318	349
Sherbrooke	457	1 929	2 386	573	2111	2 684
Sorel	361	909	1 270	323	1139	1 462
St-Jérôme	716	4 730	5 446	746	4933	5 679
Tanguay	213	1 040	1 253	238	1127	1 365
Trois-Rivières	267	1 547	1 814	304	1459	1 763
Valleyfield[2]	273	856	1 129	67	282	349
TOTAL	**6 265**	**27 513**	**33 778**	**6 719**	**27 450**	**34 169**

[1] Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple à la suite d'une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions.

[2] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

37. Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 37 : Le nombre de détenus et de prévenus libérés par erreur depuis 2006-2007, par année.

Établissement de détention	Année financière				2010-2011 **		
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	Nb liberté par erreur	Nb de retour en prison	Délai moyen (jours)
Amos				2			
Baie-Comeau		1	1		1	1	Ne s'applique pas*
Chicoutimi	1				2	2	22,0
Hull	1	3	1	6	2	2	5,0
Montréal	1	4	3	3	2	2	1,5
New-Carlisle							
Québec (Femmes)				2			
Québec (Hommes)	4	1	2	6	2	1	Ne s'applique pas*
Rimouski	1	1	1	1	1	1	1,0
Rivière-des-Prairies	4	7	3	8	6	6	3,0
Roberval			1				
Sept-Îles							
Sherbrooke		2	2	1	1	1	1,0
Sorel			1	1	1	1	Ne s'applique pas*
St-Jérôme	3	6	9	5	1	1	16,0
Tanguay	1	1		1	1	1	54,0
Trois-Rivières	1				3	2	26,0
Valleyfield	1	1	1	1			
TOTAL	**18**	**27**	**25**	**37**	**23**	**21**	

**** Données du 1e avril au 31 mars 2011**

*Ne s'applique pas: Cas régularisés n'ayant pas eu de réincarcération.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

38. Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 38 : Estimation du nombre d'individus en liberté illégale au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

	* Évasion d'un établissement			* Évasion d'une garde légale			* Absence illégale		
	Total	Repris		Total	Repris		Total	Repris	
		Nb	%		Nb	%		Nb	%
1999-2000	8	8	100%	11	11	100%	1 633	1 582	97%
2000-2001	3	3	100%	11	11	100%	1 321	1 283	97%
2001-2002	6	6	100%	18	18	100%	1 046	1 004	96%
2002-2003	15	15	100%	3	3	100%	977	946	97%
2003-2004	4	4	100%	11	11	100%	892	876	98%
2004-2005	3	3	100%	1	1	100%	845	827	98%
2005-2006	4	4	100%	3	3	100%	917	890	97%
2006-2007	7	7	100%	4	4	100%	1 048	1 013	97%
2007-2008	10	10	100%	2	2	100%	1 119	1 081	97%
2008-2009	4	4	100%	6	6	100%	1 463	1 390	95%
2009-2010	2	2	100%	3	3	100%	1 599	1 510	94%
2010-2011*	2	2	100%	2	1	50%	1 687	1 430	85%

Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

* Les mises à jour des systèmes font en sorte que les données des années antérieures sont sujettes à changement. Et pour 2010-2011*, il s'agit de l'état de situation au 31 janvier 2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

39. Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 39 : Le nombre de détenus et de prévenus pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011, au 31 mars 2010 et au 31 mars 2009.

	31 janvier 2011			31 mars 2010			31 mars 2009		
Établissements de détention	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**	**Condamné**	**Prévenu**	**Total**
Amos	55	62	117	78	51	129	64	52	116
Baie-Comeau	35	17	52	46	20	66	59	19	78
Chicoutimi	39	47	86	49	30	79	49	34	83
Havre-Aubert	0	0	0	2	0	2	0	0	0
Hull	140	85	225	134	94	228	146	91	237
Montréal	636	508	1 144	730	558	1 288	682	376	1 058
New Carlisle	64	35	99	62	34	96	29	20	49
Percé[1]	35	0	35	0	0	0	0	0	0
Québec (femmes)	30	18	48	32	30	62	32	18	50
Québec (hommes)	358	272	630	377	318	695	422	323	745
Rimouski	73	44	117	70	41	111	76	50	126
Rivière-des-Prairies	42	528	570	47	499	546	75	551	626
Roberval	36	23	59	28	27	55	35	22	57
Sept-Îles	11	9	20	14	1	15	15	4	19
Sherbrooke	207	85	292	217	90	307	224	79	303
Sorel	54	32	86	58	37	95	48	55	103
St-Jérôme	255	137	392	282	174	456	269	169	438
Tanguay	117	81	198	127	73	200	112	70	182
Trois-Rivières	184	82	266	193	104	297	159	102	261
Valleyfield[2]	0	0	0	42	21	63	30	37	67
Total	**2 371**	**2 065**	**4 436**	**2 588**	**2 202**	**4 790**	**2 526**	**2 072**	**4 598**
Pourcentage	**53,4%**	**46,6%**	**100,0%**	**54,0%**	**46,0%**	**100,0%**	**54,9%**	**45,1%**	**100,0%**

[1] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels

[2] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

40. Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDES DES CRÉDITS 2011-2012

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 40 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par établissement de détention pour la période 2010-2011[1].

C/R SAGIP	Établissements de détention Cat. Corps	Dépenses salariales[2]																			
		Cadres [cat. 08] [630]			Prof. [cat. 03] [100 à 199]			PBTA [cat. 04] [200 à 299]			ASC [cat. 05] [307]					Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]			Total		
		Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs ASC-TC[1]		Effectifs ASC-TPR[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale	Effectifs[1]		Masse salariale
		Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$	Hommes	Femmes	k$
3251-52	Amos	4	4	595,0 $		1	33,7 $		5	217,0 $	27	14	26	15	4 623,8 $	2	7	334,0 $	59	46	5 803,5 $
3550-51	Baie-Comeau	3	5	608,5 $		1	53,4 $		4	168,5 $	14	13	8	6	2 243,6 $	3	9	366,9 $	28	38	3 440,9 $
3520-21	Chicoutimi	2	6	490,4 $		1	52,6 $		4	162,3 $	25	15	12	12	3 060,3 $	5	3	263,3 $	44	41	4 028,9 $
3211-12	Hull	9	4	947,3 $	1	2	204,5 $	1	9	367,6 $	49	24	35	9	5 961,7 $	6	7	482,2 $	101	55	7 963,3 $
3331 à 38	Montréal	29	20	3 416,4 $	8	19	1 445,7 $	19	40	2 168,0 $	185	128	113	69	29 268,0 $	28	2	1 192,3 $	382	278	37 490,4 $
3561 à 63	New Carlisle & Havre Aubert	7	2	546,9 $		2	76,9 $		5	185,0 $	17	12	16	8	2 633,2 $	2	11	327,5 $	42	40	3 769,5 $
3570-71	Percé	4	1	396,9 $		1	67,1 $		2	80,7 $	17	9	7	2	1 340,8 $			- $	28	15	1 885,5 $
3510 à 13	Québec	14	26	2 729,8 $	10	14	1 344,0 $	2	24	1 072,2 $	131	106	80	52	18 275,0 $	25	8	1 333,8 $	262	230	24 754,8 $
3531-32	Rimouski	5	2	558,9 $	1		47,5 $		6	217,9 $	26	17	16	8	3 618,0 $	8	5	338,6 $	56	38	4 780,9 $
3312 à 19	Rivière-des-Prairies	33	16	3 486,1 $	1	9	504,8 $	7	27	1 260,7 $	162	114	72	39	19 697,8 $	19	9	1 104,3 $	294	214	26 053,7 $
3522-23	Roberval	2	3	380,5 $		1	52,9 $	2	2	159,6 $	14	13	13	9	2 318,2 $	1	3	144,4 $	32	31	3 055,6 $
3552-53	Sept-Îles	2	1	242,2 $		1	77,0 $		1	58,0 $	9	8	4	4	1 447,8 $			- $	15	15	1 825,0 $
3131-32	Sherbrooke	11	4	1 146,9 $	1	4	268,9 $	3	8	398,4 $	46	27	35	15	6 607,4 $	8	5	448,5 $	104	63	8 870,1 $
3140-41	Sorel	4	4	573,2 $		1	69,9 $		5	191,6 $	17	18	21	14	3 496,1 $	4	3	275,6 $	46	45	4 606,4 $
3221 à 23	St-Jérôme	16	10	1 938,9 $	5	12	837,7 $	3	12	572,9 $	80	61	39	16	11 137,4 $	12	6	683,5 $	155	117	15 170,4 $
3327-28	Maison Tanguay	5	6	717,0 $	1	4	285,9 $	1	6	234,9 $	17	45	10	22	4 974,7 $	5		300,2 $	39	83	6 512,7 $
3151-52	Trois-Rivières	13	2	1 085,7 $	1	3	283,3 $		8	310,2 $	53	24	26	9	6 241,3 $	5	8	524,6 $	98	54	8 445,1 $
3142-43	Valleyfield			111,4 $			16,7 $		1	52,9 $					440,2 $	2	1	151,2 $	2	2	772,4 $
	Sous-total effectifs	163	116		29	76		38	169		889	648	533	309		135	87		1 787	1 405	
	Total effectifs et masse salariale	279		19 972,0 $	105		5 722,5 $	207		7 878,4 $	1 537		842		127 385,3 $	222		8 270,9 $	3 192		169 229,1 $

[1] Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 24 février 2011. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

[2] La rémunération est la dépense probable au 31 décembre 2010 évaluée par le réseau et analysée à la 25ème périodes de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

41. Le nombre de permissions de sortir accordés par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale) pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2010-2011 [2]

	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							
Établissements de détention	**Act. spirituelle**	**Act. médicale**	**Fonds soutien**	**Humanitaires**	**Prép. lib. cond.**	**Réins. sociale**	**Visite famille**	**Total**
Amos	1	164	96	4	9	27		**301**
Baie-Comeau		60	69	3	2	6		**140**
Chicoutimi		137	22	9	10	39	2	**219**
Havre-Aubert				4		5		**9**
Hull	19	332	35	29	13	190		**618**
Montréal		749	2	22	26	449		**1 248**
New-Carlisle	33	383	384	6	12	27	1	**846**
Percé[3]		9	15					**24**
Québec(Femmes)		85	16	1	12	28		**142**
Québec(Hommes)		650	48	21	62	141		**922**
Rimouski		321	10	6	14	9		**360**
Rivière-des-Prairies		128	50	3	13			**194**
Roberval		110	9	1	10	23		**153**
Sept-Îles		92	42					**134**
Sherbrooke	1	442	23	10	26	19	2	**523**
Sorel		255		3	6	55		**319**
St-Jérôme		525	8	6	23	213		**775**
Tanguay		548		8	6	67		**629**
Trois-Rivières	9	472	41	9	31	42		**604**
Valleyfield[4]		38	1	1	1	24		**65**
TOTAL	**63**	**5 500**	**871**	**146**	**276**	**1 364**	**5**	**8 225**

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.

[2] Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

[3] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels.

[4] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 41 : Le nombre de permissions de sortir accordées par détenu, par établissement de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et réinsertion sociale)

Répartition des octrois [1] de permissions de sortir par établissement - année 2009-2010 [2]

	CATÉGORIES DE PERMISSIONS DE SORTIR							
ÉTABLISSEMENTS	Act. spirituelle	Act. médicale	Fonds soutien	Humanitaires	Prép. lib. cond.	Réins. sociale	Visite famille	TOTAL
Amos	0	100	80	3	9	16	0	208
Baie-Comeau	0	54	37	1	2	16	0	110
Chicoutimi	0	167	10	4	9	34	2	226
Havre-Aubert	0	4	0	0	0	5	0	9
Hull	2	323	0	9	5	221	0	560
Montréal	1	530	1	7	44	403	0	986
New-Carlisle	20	294	302	9	4	16	0	645
Québec(Femmes)	0	72	0	1	5	16	0	94
Québec(Hommes)	0	579	25	11	44	200	0	859
Rimouski	1	274	10	4	12	19	0	320
Rivière-des-Prairies	0	148	0	5	4	2	0	159
Roberval	0	115	8	2	4	18	0	147
Sept-Îles	5	79	35	9	1	1	0	130
Sherbrooke	3	448	27	6	27	29	0	540
Sorel	0	299	0	5	7	81	0	392
St-Jérôme	0	543	1	4	28	224	0	800
Tanguay	2	478	0	12	2	47	0	541
Trois-Rivières	6	304	0	7	12	19	1	349
Valleyfield	2	97	11	0	3	73	0	186
TOTAL	42	4 908	547	99	222	1 440	3	7 261

[1] Un octroi de permission de sortir correspond à une demande de permission, excluant les renouvellements.
[2] Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

42. Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 42 : Répartition de la durée des octrois des permissions de sortir par établissement de détention pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

Établissements de détention	2009-2010 (10 mois)				
	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	27,0%	18,9%	18,2%	35,9%	100,0%
Baie-Comeau	53,4%	20,7%	22,4%	3,5%	100,0%
Chicoutimi	75,4%	13,0%	5,8%	5,8%	100,0%
Havre-Aubert	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Hull	85,0%	5,3%	4,6%	5,1%	100,0%
Montréal	95,4%	2,2%	1,3%	1,1%	100,0%
New-carlisle	88,6%	8,0%	1,8%	1,6%	100,0%
Québec(Femmes)	60,0%	12,5%	15,0%	12,5%	100,0%
Québec(Hommes)	50,7%	22,9%	20,2%	6,2%	100,0%
Rimouski	59,0%	22,2%	8,3%	10,5%	100,0%
Rivières-des-Prairies	34,7%	47,1%	11,8%	6,4%	100,0%
Roberval	81,8%	6,8%	3,8%	7,6%	100,0%
Sept-Îles	42,9%	12,5%	5,4%	39,2%	100,0%
Sherbrooke	74,3%	9,5%	8,8%	7,4%	100,0%
Sorel	92,3%	5,0%	1,6%	1,1%	100,0%
St-Jérôme	48,5%	11,8%	26,3%	13,4%	100,0%
Tanguay	82,5%	13,4%	2,8%	1,3%	100,0%
Trois-Rivières	47,6%	29,4%	10,7%	12,3%	100,0%
Valleyfield[1]	92,4%	5,8%	1,5%	0,3%	100,0%
TOTAL	**78,0%**	**9,6%**	**7,2%**	**5,2%**	**100,0%**

2010-2011 (10 mois)				
1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
33,9%	13,1%	9,8%	43,2%	100,0%
68,1%	17,4%	11,6%	2,9%	100,0%
80,7%	7,3%	4,2%	7,8%	100,0%
75,0%	0,0%	25,0%	0,0%	100,0%
88,5%	3,5%	2,6%	5,5%	100,0%
96,5%	2,1%	0,9%	0,5%	100,0%
88,2%	5,8%	3,3%	2,7%	100,0%
39,7%	19,8%	23,3%	17,2%	100,0%
47,0%	25,5%	18,3%	9,2%	100,0%
64,6%	13,9%	11,1%	10,4%	100,0%
32,4%	50,5%	10,4%	6,6%	100,0%
83,7%	7,1%	3,3%	6,0%	100,0%
47,0%	12,1%	6,1%	34,8%	100,0%
76,6%	9,5%	7,8%	6,1%	100,0%
90,9%	5,6%	2,7%	0,8%	100,0%
50,4%	16,2%	23,0%	10,4%	100,0%
80,5%	13,1%	4,2%	2,2%	100,0%
48,2%	29,1%	12,0%	10,8%	100,0%
91,5%	6,1%	1,8%	0,6%	100,0%
77,0%	**10,1%**	**7,0%**	**5,8%**	**100,0%**

[1] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

43. Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 43 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

	2010-2011	
Établissement de détention	**Total**	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	22 675	757 177 $
BAIE-COMEAU	4 459	156 472 $
CHICOUTIMI	6 152	213 266 $
HULL	17 970	630 762 $
MAISON TANGUAY	16 548	608 261 $
MONTRÉAL	171 518	5 848 842 $
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	6 945	243 391 $
PERCÉ	2 306	70 856 $
QUÉBEC	43 256	1 522 632 $
RIMOUSKI	6 470	224 838 $
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	62 219	2 181 790 $
ROBERVAL	4 269	140 856 $
SEPT-ÎLES	2 807	91 816 $
SHERBROOKE	21 538	751 589 $
SOREL	11 926	387 709 $
ST-JÉRÔME	39 102	1 378 082 $
TROIS-RIVIÈRES	22 259	816 963 $
VALLEYFIELD	3 263	120 893 $
TOTAL	**465 682**	**16 146 195 $**

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2011).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2010-2011
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 43 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque établissement de détention, pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

	2009-2010	
Établissement de détention	**Total**	
	Nombre d'heures	Coûts
AMOS	22 601	813 923 $
BAIE-COMEAU	6 238	233 526 $
CHICOUTIMI	3 525	121 723 $
HULL	14 956	540 293 $
MAISON TANGUAY	18 682	717 359 $
MONTRÉAL	133 381	4 950 718 $
NEW CARLISLE ET HAVRE-AUBERT	4 657	162 604 $
QUÉBEC	38 580	1 415 416 $
RIMOUSKI	10 159	355 603 $
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	56 988	2 071 657 $
ROBERVAL	4 857	156 442 $
SEPT-ÎLES	2 949	104 384 $
SHERBROOKE	22 464	811 289 $
SOREL	11 797	404 369 $
ST-JÉRÔME	32 349	1 169 363 $
TROIS-RIVIÈRES	26 012	1 003 145 $
VALLEYFIELD	10 680	393 957 $
TOTAL	**420 875**	**15 425 771 $**

Note : Les heures et les coûts sont ceux après 22 périodes de paie (au 31 janvier 2010).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

44. Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 44 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et établissement de détention (milieu fermé) pour chaque région administrative et pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

Année 2010-2011[1]

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)					
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		TOTAL	
Régions correctionnelles	**Nombre**	**Heures[2]**	**Nombre**	**Heures[3]**	**Nombre**	**Heures[4]**	**Nombre**	**Heures[5]**	**Nombre**	**Heures[4]**	**Nombre**	**Heures[5]**	**Nombre**	**Heures**
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	117	1 287	11	44	246	246	69	621	20	20	90	810	553	3 028
Bas St-Laurent	94	1 034		0	44	44	210	1 890	157	157	98	882	603	4 007
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	445	4 895	44	176	68	68	974	8 766	980	980	453	4 077	2 964	18 962
Côte-Nord	43	473	21	84	10	10	99	891	100	100	52	468	325	2 026
Estrie	188	2 068	8	32	212	212	236	2 124	488	488	199	1 791	1 331	6 715
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	51	561		0	73	73	6	54	98	98	85	765	313	1 551
Laval, Laurentides, Lanaudière	491	5 401	13	52	395	395	436	3 924	127	127	389	3 501	1 851	13 400
Montréal	807	8 877		0	690	690	536	4 824	2 972	2 972	761	6 849	5 766	24 212
Montérégie	485	5 335	27	108	433	433	681	6 129	109	109	130	1 170	1 865	13 284
Mauricie/Centre du Québec	266	2 926	16	64	177	177	190	1 710	363	363	229	2 061	1 241	7 301
Outaouais	177	1 947	67	268	302	302	228	2 052	535	535	160	1 440	1 469	6 544
Saguenay/Lac St-Jean	230	2 530	6	24	202	202	97	873	291	291	123	1 107	949	5 027
TOTAL	**3 394**	**37 334**	**213**	**852**	**2 852**	**2 852**	**3 762**	**33 858**	**6 240**	**6 240**	**2 769**	**24 921**	**19 230**	**106 057**

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).
[2] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
[3] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
[4] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
[5] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 44 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en collectivité (milieu ouvert) et par établissement de détention (en milieu fermé) pour chaque région administrative et pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

Année 2009-2010 [1]

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

	En collectivité (milieu ouvert)								Établissement de détention (milieu fermé)				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies			
Régions correctionnelles	Nombre	Heures [2]	Nombre	Heures [3]	Nombre	Heures [4]	Nombre	Heures [5]	Nombre	Heures [4]	Nombre	Heures [5]	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/ Nord-du-Québec	101	1 111	4	16	252	252	25	225	27	27	72	648	481	2 279
Bas St-Laurent	109	1 199	0	0	39	39	187	1 683	140	140	76	684	551	3 745
Capitale-nationale et Chaudière Appalaches	402	4 422	48	192	37	37	1 080	9 720	1 051	1 051	435	3 915	3 053	19 337
Côte-Nord	52	572	40	160	5	5	146	1 314	69	69	57	513	369	2 633
Estrie	217	2 387	1	4	178	178	347	3 123	346	346	212	1 908	1 301	7 946
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	33	363	0	0	75	75	26	234	18	18	58	522	210	1 212
Laval, Laurentides, Lanaudière	515	5 665	3	12	303	303	527	4 743	258	258	304	2 736	1 910	13 717
Montréal	814	8 954	2	8	520	520	744	6 696	1 264	1 264	618	5 562	3 962	23 004
Montérégie	410	4 510	25	100	247	247	699	6 291	111	111	191	1 719	1 683	12 978
Mauricie/Centre du Québec	215	2 365	21	84	247	247	160	1 440	116	116	196	1 764	955	6 016
Outaouais	186	2 046	37	148	381	381	88	792	457	457	130	1 170	1 279	4 994
Saguenay/Lac St-Jean	205	2 255	2	8	180	180	135	1 215	260	260	92	828	874	4 746
TOTAL	**3 259**	**35 849**	**183**	**732**	**2 464**	**2 464**	**4 164**	**37 476**	**4 117**	**4 117**	**2 441**	**21 969**	**16 628**	**102 607**

[1] Les données sont pour 10 mois (1er avril au 31 janvier).
[2] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.
[3] Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.
[4] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.
[5] Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

45. Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011 ventilés par établissement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 45 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011 ventilés par établissement[1].

Exercice 2010-2011 :	Cadres		Professionnels		PBTA		ASC Temps complet & partiel[2]		Ouvriers		Total (k$)[1]
	Effectifs[2]	Dépense probable 2010-2011 excluant la CSST	Effectifs[2]	Dépense probable 2010-2011 excluant la CSST	Effectifs[2]	Dépense probable 2010-2011 excluant la CSST	Effectifs[2]	Dépense probable 2010-2011 excluant la CSST	Effectifs[2]	Dépense probable 2010-2011 excluant la CSST	
Établissement de détention de d'Amos	8	595,0 $	1	33,7 $	5	217,0 $	82	4 623,8 $	9	334,0 $	
Établissement de détention de Baie-Comeau	8	608,5 $	1	53,4 $	4	168,5 $	41	2 243,6 $	12	366,9 $	
Établissement de détention de Chicoutimi	8	490,4 $	1	52,6 $	4	162,3 $	64	3 060,3 $	8	263,3 $	
Établissement de détention de Hull	13	947,3 $	3	204,5 $	10	367,6 $	117	5 961,7 $	13	482,2 $	
Établissement de détention de Montréal	49	3 416,4 $	27	1 445,7 $	59	2 168,0 $	495	29 268,0 $	30	1 192,3 $	
Établissement de détention de New Carlisle	9	546,9 $	2	76,9 $	5	185,0 $	53	2 633,2 $	13	327,5 $	
Établissement de détention de Percé	5	396,9 $	1	67,1 $	2	80,7 $	35	1 340,8 $	-	- $	
Établissement de détention de Québec	40	2 729,8 $	24	1 344,0 $	26	1 072,2 $	369	18 275,0 $	33	1 333,8 $	
Établissement de détention de Rimouski	7	558,9 $	1	47,5 $	6	217,9 $	67	3 618,0 $	13	338,6 $	
Établissement de détention de Rivière-des-Prairies	49	3 486,1 $	10	504,8 $	34	1 260,7 $	387	19 697,8 $	28	1 104,3 $	
Établissement de détention de Roberval	5	380,5 $	1	52,9 $	4	159,6 $	49	2 318,2 $	4	144,4 $	
Établissement de détention de Sept-Iles	3	242,2 $	1	77,0 $	1	58,0 $	25	1 447,8 $	-	- $	
Établissement de détention de Sherbrooke	15	1 146,9 $	5	268,9 $	11	398,4 $	123	6 607,4 $	13	448,5 $	
Établissement de détention de Sorel	8	573,2 $	1	69,9 $	5	191,6 $	70	3 496,1 $	7	275,6 $	
Établissement de détention de Saint-Jérôme	26	1 938,9 $	17	837,7 $	15	572,9 $	196	11 137,4 $	18	683,5 $	
Établissement de détention de Maison Tanguay	11	717,0 $	5	285,9 $	7	234,9 $	94	4 974,7 $	5	300,2 $	
Établissement de détention de Trois-Rivières	15	1 085,7 $	4	283,3 $	8	310,2 $	112	6 241,3 $	13	524,6 $	
Établissement de détention de Valleyfield	-	111,4 $	-	16,7 $	1	52,9 $	-	440,2 $	3	151,2 $	
Autres que les établissements de détention	30	3 029,7 $	402	22 695,7 $	123	4 563,0 $	98	5 730,7 $	-	- $	
Total des effectifs [2]	**309**		**507**		**330**		**2 477**		**222**		**3 845**
Dépenses probables 2010-2011 avant CSST (k$) :		23 001,7 $		28 418,2 $		12 441,4 $		133 116,0 $		8 270,9 $	205 248,2 $
Plus : CSST (dépense estimée)[3]											4 624,2 $
Dépenses probables totales 2010-2011 (k$) :											**209 872,4 $**

2 559,6

[1] La rémunération est la dépense probable au 31 décembre 2010 évaluée par le réseau et analysée à la 25ème période de paie extrapolée sur 26 périodes de paie.

[2] Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 24 février 2011. Les effectifs occasionnels ASC sont intégrés avec les ASC-TPR.

[3] Ce montant tient compte de 182,2 k$ de remboursements prévu en provenance de la CSST et 224,2 k$ en provenance des syndicats.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

46. Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 46 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en collectivité (milieu ouvert) selon le type de surveillance pour les périodes 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par région administrative.

Voir la question 47.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

47. Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 47 : Le nombre d'agents de surveillance qui veillent sur les suivis en collectivité (milieu ouvert), selon le type de surveillance par région administrative pour les périodes 2009-2010 et 2010-2011.

Régions correctionnelles[3]	2009-2010						2010-2011 (10 mois)							
	Surveillance				Effectifs[1]		Surveillance[2]						Effectifs[1]	
	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	T.C.	Agent de probation	ASC	Sursis	Libération conditionnelle	Probation	Permission de sortir	Travaux communautaires seul	Travaux communautaires mixte[4]	Agent de probation	ASC
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	155	7	543	221	21	7	182	14	769	2	120	224	20	8
Bas-St-Laurent	70	22	393	101	12	4	69	19	466	3	48	81	12	3
Côte-Nord	66	1	189	109	10	4	46	4	204	0	55	40	9	4
Estrie	213	32	780	237	21	6	226	30	928	3	34	254	22	5
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46	10	166	73	7	2	44	13	218	3	37	31	11	3
Laval-Lanaudière-Laurentides	674	82	1184	503	41	19	599	78	1386	8	297	328	43	15
Mauricie	205	22	471	206	16	7	172	30	528	5	87	109	18	6
Montérégie	417	53	1348	602	43	11	413	47	1607	4	312	371	42	8
Montréal	856	93	1811	741	76	20	886	96	1918	11	485	427	74	23
Outaouais	137	16	591	113	25	7	165	19	736	7	9	162	24	5
Québec-Chaudières-Appalaches	389	80	1463	510	46	13	347	96	1562	13	191	295	49	12
Saguenay-Lac-St-Jean	153	16	425	168	12	5	133	25	501	3	143	107	12	5
TOTAL	3 381	434	9 364	3 584	330	105	3 281	471	10 823	63	1 819	2 429	336	97
GRAND TOTAL	16763				435		16457						433	
MOYENNE DE DOSSIERS PAR ETC	38,5						38,0							

[1] Le nombre d'agents de probation et d'ASC fait référence aux effectifs en poste à une date donnée de chacune des années financières. De plus, les effectifs ne comprennent pas les intervenants communautaires qui participent également au suivi des personnes contrevenantes en milieu ouvert.

[2] Le nombre de personnes en surveillance est le résultat de la moyenne mensuelle des dossiers actifs selon la mesure correctionnelle principale. L'ordre de priorisation des mesures est établi comme suit: 1. Sursis (emprisonnement à domicile), 2. Libération conditionnelle, 3. Probation, 4. Permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, 5. Travaux communautaires.

[3] Nous présentons les résultats par région correctionnelle plutôt que par région administrative puisque certaines d'entre elles sont regroupées pour les Services correctionnels.

[4] Ventilé dans l'ensemble des activités de surveillance.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

48. La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 48 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers[1]	Population desservie[2]	Coût annuel[3]	District couvert[4]
Abénaquis	Odanak- Wôlinak	Corps de police	6	376	312 000 $	17
Algonquins	Kebaowek (Eagle Village)	Corps de police	2,5	274	148 943 $	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps de police	8	1 536	384 000 $	07
Algonquins	Lac Simon	Corps de police	9	1 318	445 355 $	08
Algonquins	Pikogan (Abitibiwinni)	Corps de police	3	570	161 066 $	08
Algonquins	Timiskaming	Corps de police	4,5	593	230 400 $	08
Atikamekw	Manawan	Corps de police	9	2 029	486 220 $	14
Atikamekw	Obedjiwan	Corps de police	13	2 034	783 360 $	04
Atikamekw	Wemotaci	Corps de police	6	1 265	439 454 $	04
Cris	Baie-James (9 communautés cries)	Corps de police	70	14 423	6 773 653 $	10
Hurons	Wendake	Corps de police	9	1 310	549 331 $	03
Innus (Montagnais)	Betsiamites (Pessamit)	Corps de police	11	2 795	480 000 $	09
Innus (Montagnais)	Essipit	Corps de police	2,5	179	128 334 $	09
Innus (Montagnais)	Mashteuiatsh	Corps de police	11	2 055	576 000 $	02
Innus (Montagnais)	Pakua Shipi	Corps de police	3	301	249 600 $	09

[1] Nombre de policiers (postes équivalents temps complets). (V1)
[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2007.
[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2010-2011.
[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 48 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Nombre de policiers[1]	Population desservie[2]	Coût annuel[3]	District couvert[4]
Innus (Montagnais)	Uashat Mak Mani-Utenam	Corps de police	16	2 970	798 720 $	09
Inuit	Kativik (14 villages nordiques)	Corps de police	65	9 714	10 173 791 $	10
Micmac	Gesgapegiag	Corps de police	4	578	220 158 $	11
Micmac	Listuguj	Corps de police	12	1 962	601 283 $	11
Mohawk	Akwesasne	Corps de police	24	5 045	870 905 $	16
Mohawk	Kahnawake	Corps de police	33	7 446	1 783 338 $	16
Naskapis	Kawawachikamach	Corps de police	3,83	627	321 651 $	09
Total			**325,33**	**59 400**	**26 917 562 $**	

[1] Nombre de policiers (postes équivalents temps complets). (V1)
[2] Source : Site Internet du Secrétariat aux affaires autochtones – Statistiques des populations autochtones du Québec 2007.
[3] Ce montant représente la part du Québec qui est de 48 % du coût annuel pour l'année financière 2010-2011.
[4] Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

49. Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 49: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour 2009-2010 et 2010-2011.

Nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes, données 2009

Type de corps policiers	Infractions au Code criminel																				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total															
		Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées				Infractions classées														
	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées	Nombre	Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones	83 160	36 273	22 453	70,6	260 628	27 142	14 540	16,0	41 217	30 945	4 542	86,1	40 918	16 394	2 816	46,9	425 923	110 754	44 351	36,4	19 360	9 767	3 768	69,9	20 321	10 407	3 888	70,3	6 220	3 229	219	55,4

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données 2009 (année civile) du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

Données 2010 non disponibles

L'extraction des données 2010 ne sera effectuée que le 1er avril 2011 soit postérieurement à la présente réponse à la question.
Les statistiques sur la criminalité seront diffusées annuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

50. Le nombre de fugues rapportées et solutionnées, par région, sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2010-2011.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

51. Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010-2011 et les prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Abercorn	357	53 773 440 $	65 688 $
Abitibi	209	6 928 656 $	8 485 $
Abitibi-Ouest	123	1 099 152 $	1 328 $
Acton Vale	7 570	431 816 038 $	794 150 $
Adstock	2 779	223 920 366 $	273 444 $
Aguanish	302	6 430 406 $	7 955 $
Albanel	2 337	83 705 436 $	102 373 $
Albertville	304	10 560 114 $	12 995 $
Alleyn-et-Cawood	251	33 727 415 $	41 334 $
Alma	30 359	2 028 430 545 $	4 076 153 $
Amherst	1 495	218 285 997 $	266 465 $
Amos	12 522	621 358 048 $	1 265 194 $
Amqui	6 272	279 215 225 $	568 772 $
Ange-Gardien	2 205	250 920 725 $	306 621 $
Angliers	312	13 488 072 $	16 446 $
Antoine-Labelle	0	46 825 115 $	57 072 $
Armagh	1 577	73 706 047 $	90 118 $
Arundel	610	72 289 927 $	88 199 $
Asbestos	6 905	300 705 051 $	608 190 $
Ascot Corner	2 758	183 956 758 $	224 396 $
Aston-Jonction	403	24 777 666 $	30 217 $
Auclair	504	19 911 837 $	24 399 $
Audet	649	40 625 274 $	49 581 $
Aumond	853	50 148 801 $	61 218 $
Authier	264	5 252 309 $	6 366 $
Authier-Nord	321	6 929 389 $	8 485 $
Avignon	0	212 868 $	265 $
Ayer's Cliff	1 055	142 962 700 $	174 608 $
Baie-Comeau	22 220	1 424 903 556 $	2 902 595 $
Baie-des-Sables	628	26 467 277 $	32 319 $
Baie-du-Febvre	1 098	105 967 509 $	129 596 $
Baie-James	1 982	352 020 307 $	430 384 $
Baie-Johan-Beetz	94	2 870 961 $	3 447 $
Baie-Sainte-Catherine	214	13 698 030 $	16 692 $
Baie-Saint-Paul	7 359	570 745 322 $	1 161 102 $
Baie-Trinité	511	20 905 346 $	25 460 $
Barkmere	88	70 191 710 $	85 732 $
Barnston-Ouest	572	60 321 413 $	73 646 $
Barraute	2 093	62 664 102 $	76 604 $
Batiscan	964	68 787 780 $	84 016 $
Béarn	862	29 465 379 $	36 077 $
Beauceville	6 180	374 734 285 $	762 437 $
Beaulac-Garthby	939	110 638 249 $	134 912 $
Beaumont	2 249	186 699 609 $	228 340 $
Beaupré	3 181	369 628 470 $	478 917 $
Bécancour	11 712	1 073 951 535 $	2 186 848 $
Bedford	2 634	167 733 610 $	204 850 $
Bedford	741	61 503 647 $	75 294 $
Bégin	881	28 244 179 $	34 455 $
Belcourt	264	5 158 792 $	6 366 $
Belleterre	337	9 190 764 $	11 146 $
Berry	554	15 524 657 $	19 090 $
Berthier-sur-Mer	1 279	124 050 853 $	151 416 $
Berthierville	4 071	292 902 872 $	480 368 $
Béthanie	334	34 217 480 $	41 871 $
Biencourt	585	17 342 683 $	21 234 $
Blanc-Sablon	1 258	55 009 453 $	67 274 $
Blue Sea	620	102 894 525 $	125 671 $
Boileau	501	41 954 380 $	51 065 $
Boischatel	6 185	360 996 578 $	734 731 $
Bois-Franc	462	30 029 689 $	36 601 $
Bolton-Est	766	170 550 897 $	208 036 $
Bolton-Ouest	771	181 905 923 $	222 234 $
Bonaventure	2 692	128 218 561 $	156 572 $
Bonaventure	35	4 349 184 $	5 297 $
Bonne-Espérance	802	17 412 371 $	21 209 $
Bonsecours	560	64 480 220 $	78 726 $
Bouchette	713	86 947 331 $	106 296 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Bowman	669	62 377 700 $	76 300 $
Brébeuf	995	76 850 464 $	93 770 $
Brigham	2 539	185 246 582 $	226 255 $
Bristol	1 280	97 423 428 $	118 914 $
Brome	282	28 206 752 $	34 438 $
Brownsburg-Chatham	6 876	453 229 003 $	863 399 $
Bryson	590	21 541 881 $	26 250 $
Bury	1 218	108 193 921 $	132 218 $
Cabano	3 183	167 050 898 $	216 441 $
Cacouna	1 899	137 020 817 $	167 440 $
Campbell's Bay	730	27 967 435 $	34 192 $
Cap-Chat	2 729	91 024 658 $	111 326 $
Caplan	1 848	71 720 214 $	87 734 $
Cap-Saint-Ignace	3 195	174 576 978 $	226 277 $
Cap-Santé	2 783	156 496 236 $	191 132 $
Carleton-sur-Mer	4 088	202 144 776 $	284 712 $
Cascapédia-Saint-Jules	786	26 912 550 $	32 871 $
Causapscal	2 391	75 763 446 $	92 568 $
Cayamant	807	91 900 753 $	112 422 $
Chambord	1 786	122 024 224 $	149 213 $
Champlain	1 574	132 194 952 $	161 722 $
Champneuf	132	3 860 927 $	4 773 $
Chandler	7 730	305 859 277 $	456 412 $
Chapais	1 639	34 772 459 $	42 437 $
Charlevoix	0	14 184 688 $	17 230 $
Charlevoix-Est	220	56 399 816 $	68 838 $
Charrette	934	42 364 698 $	51 726 $
Chartierville	374	43 799 130 $	53 649 $
Château-Richer	3 901	190 442 732 $	307 124 $
Chazel	295	7 035 604 $	8 493 $
Chénéville	776	52 263 825 $	63 767 $
Chertsey	5 135	455 962 603 $	880 916 $
Chesterville	927	59 579 930 $	72 904 $
Chibougamau	7 503	347 965 073 $	708 813 $
Chichester	389	24 844 356 $	30 414 $
Chute-aux-Outardes	1 739	46 142 868 $	56 477 $
Chute-Saint-Philippe	908	82 318 502 $	100 591 $
Clarendon	1 220	108 791 072 $	133 062 $
Clermont	3 078	180 826 533 $	225 893 $
Clermont	517	13 592 693 $	16 703 $
Clerval	364	14 057 295 $	17 230 $
Cleveland	1 595	117 557 009 $	143 667 $
Cloridorme	717	19 641 459 $	24 123 $
Coaticook	9 138	601 604 238 $	1 180 286 $
Colombier	774	19 977 888 $	24 388 $
Compton	2 951	229 843 751 $	281 082 $
Cookshire-Eaton	5 502	355 481 724 $	508 984 $
Coteau-du-Lac	6 839	532 220 980 $	1 083 544 $
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 023	37 658 253 $	46 129 $
Courcelles	919	55 281 333 $	67 533 $
Cowansville	12 411	794 312 725 $	1 617 499 $
Crabtree	3 632	227 603 875 $	344 096 $
Danville	4 071	199 367 224 $	301 494 $
Daveluyville	1 023	38 465 387 $	46 933 $
Dégelis	3 228	146 807 149 $	197 376 $
Déléage	1 920	76 470 352 $	93 531 $
Denholm	606	81 299 916 $	99 258 $
Desbiens	1 047	32 499 695 $	39 763 $
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	988	53 929 883 $	65 978 $
Deschambault-Grondines	2 045	299 615 728 $	366 082 $
Disraeli	2 555	117 794 268 $	143 765 $
Disraeli	1 053	86 738 875 $	105 961 $
Dixville	705	51 452 988 $	62 793 $
Dolbeau-Mistassini	14 458	709 925 492 $	1 445 679 $
Donnacona	5 975	364 406 175 $	742 773 $
Dosquet	921	49 104 392 $	59 841 $
Drummondville	70 561	4 244 845 738 $	8 611 933 $
Dudswell	1 793	182 363 830 $	222 647 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Duhamel	505	140 324 154 $	171 309 $
Duhamel-Ouest	886	55 020 315 $	67 336 $
Dundee	421	56 664 789 $	69 109 $
Dunham	3 421	341 005 876 $	488 657 $
Duparquet	658	25 641 089 $	31 270 $
Dupuy	1 038	24 294 050 $	29 694 $
Durham-Sud	1 066	60 958 131 $	74 525 $
East Angus	3 518	167 292 781 $	246 065 $
East Broughton	2 308	72 397 412 $	88 545 $
East Farnham	484	33 481 924 $	40 811 $
East Hereford	365	31 350 733 $	38 455 $
Eastman	1 605	306 518 089 $	374 122 $
Egan-Sud	523	30 697 940 $	37 641 $
Elgin	485	48 303 574 $	59 077 $
Entrelacs	951	153 868 948 $	187 533 $
Escuminac	661	22 216 393 $	27 042 $
Esprit-Saint	414	10 335 507 $	12 738 $
Estérel	262	222 405 702 $	271 514 $
Farnham	7 864	486 825 263 $	937 754 $
Fassett	436	30 589 130 $	37 327 $
Ferland-et-Boilleau	612	24 339 112 $	29 716 $
Ferme-Neuve	2 851	189 585 373 $	231 472 $
Fermont	2 837	155 461 872 $	190 532 $
Forestville	3 319	127 396 977 $	177 416 $
Fort-Coulonge	1 490	39 112 166 $	47 727 $
Fortierville	713	31 261 129 $	38 163 $
Fossambault-sur-le-Lac	1 504	204 549 270 $	249 715 $
Frampton	1 341	109 785 539 $	134 044 $
Franklin	1 660	168 761 218 $	206 196 $
Franquelin	359	10 441 259 $	12 733 $
Frelighsburg	1 028	183 147 325 $	223 292 $
Frontenac	1 700	149 749 557 $	182 632 $
Fugèreville	312	13 338 938 $	16 443 $
Gallichan	460	14 105 604 $	17 236 $
Gaspé	15 028	819 420 211 $	1 665 766 $
Girardville	1 147	42 896 458 $	52 626 $
Godbout	325	10 470 977 $	12 724 $
Godmanchester	1 379	139 651 289 $	170 597 $
Gore	1 605	228 365 256 $	278 673 $
Gracefield	2 314	294 424 001 $	360 151 $
Grande-Rivière	3 464	111 331 776 $	159 564 $
Grandes-Piles	373	40 477 700 $	49 525 $
Grande-Vallée	1 174	41 664 822 $	50 892 $
Grand-Métis	261	17 878 476 $	21 686 $
Grand-Remous	1 244	60 835 524 $	74 275 $
Grand-Saint-Esprit	486	34 228 005 $	41 880 $
Grenville	1 375	77 753 496 $	95 153 $
Grenville-sur-la-Rouge	2 811	221 829 872 $	271 252 $
Gros-Mécatina	551	17 681 454 $	21 744 $
Grosse-Île	508	24 627 741 $	30 341 $
Grosses-Roches	420	12 436 936 $	15 117 $
Guérin	305	11 270 550 $	13 783 $
Ham-Nord	873	47 747 279 $	58 337 $
Hampden	206	24 722 582 $	30 149 $
Harrington	783	163 009 212 $	199 205 $
Hatley	816	166 664 112 $	203 499 $
Hatley	1 873	248 483 102 $	303 409 $
Havelock	762	89 661 866 $	109 477 $
Havre-Saint-Pierre	3 234	204 711 960 $	274 953 $
Hébertville	2 442	117 116 812 $	143 133 $
Hébertville-Station	1 230	35 545 017 $	43 551 $
Hemmingford	767	43 557 646 $	53 290 $
Hemmingford	1 792	200 755 900 $	245 128 $
Henryville	1 531	146 912 437 $	179 393 $
Hérouxville	1 265	61 110 888 $	74 653 $
Hinchinbrooke	2 255	161 291 901 $	197 320 $
Honfleur	789	79 047 067 $	96 447 $
Hope	682	19 263 031 $	23 585 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Hope Town	344	12 344 096 $	15 105 $
Howick	622	30 457 865 $	37 142 $
Huberdeau	940	65 467 017 $	80 042 $
Hudson	5 181	837 184 583 $	1 619 843 $
Huntingdon	2 453	132 126 796 $	161 440 $
Inverness	816	93 996 330 $	114 672 $
Irlande	962	56 723 954 $	69 360 $
Ivry-sur-le-Lac	411	199 215 390 $	243 578 $
Joliette	19 516	1 378 339 885 $	2 807 748 $
Kamouraska	685	78 486 451 $	95 750 $
Kamouraska	0	3 083 979 $	3 712 $
Kazabazua	946	101 410 217 $	124 117 $
Kiamika	870	65 266 688 $	79 667 $
Kingsbury	93	7 942 792 $	9 807 $
Kingsey Falls	2 077	159 464 919 $	194 901 $
Kinnear's Mills	340	32 912 646 $	40 304 $
Kipawa	534	35 126 296 $	42 942 $
La Bostonnais	619	21 090 464 $	25 721 $
La Conception	1 355	246 054 336 $	300 066 $
La Corne	721	22 972 461 $	28 099 $
La Côte-de-Beaupré	0	56 267 408 $	68 635 $
La Côte-de-Gaspé	0	3 049 570 $	3 709 $
La Doré	1 440	51 896 941 $	63 402 $
La Durantaye	726	53 681 769 $	65 577 $
La Guadeloupe	1 719	69 919 975 $	85 391 $
La Haute-Côte-Nord	0	27 873 846 $	34 206 $
La Haute-Gaspésie	215	17 241 625 $	20 885 $
La Jacques-Cartier	0	3 538 788 $	4 238 $
La Macaza	1 033	157 300 600 $	191 983 $
La Malbaie	8 893	594 136 937 $	963 703 $
La Martre	268	4 627 488 $	5 569 $
La Matapédia	41	53 958 634 $	66 131 $
La Minerve	1 387	276 928 748 $	337 749 $
La Mitis	0	9 815 628 $	11 923 $
La Morandière	248	6 124 246 $	7 425 $
La Motte	430	16 152 042 $	19 625 $
La Patrie	800	73 511 798 $	89 718 $
La Pocatière	4 457	281 142 974 $	492 956 $
La Présentation	2 331	260 802 241 $	318 343 $
La Rédemption	544	12 523 495 $	15 387 $
La Reine	360	5 812 053 $	7 166 $
La Sarre	7 400	302 685 307 $	616 769 $
La Trinité-des-Monts	273	12 216 919 $	14 835 $
La Tuque	11 526	629 958 436 $	1 150 947 $
La Vallée-de-la-Gatineau	0	17 614 854 $	21 433 $
La Visitation-de-l'Île-Dupas	644	46 746 676 $	57 146 $
La Visitation-de-Yamaska	348	44 154 474 $	54 079 $
Labelle	2 270	288 201 603 $	351 828 $
Labrecque	1 371	48 634 041 $	59 394 $
Lac Beauport	6 630	659 568 417 $	1 342 516 $
Lac Brome	5 670	956 570 836 $	1 947 788 $
Lac Delage	514	51 680 320 $	63 142 $
Lac Edouard	167	17 171 490 $	20 924 $
Lac Saint-Joseph	252	198 057 945 $	241 742 $
Lac-au-Saumon	1 482	51 275 964 $	62 570 $
Lac-aux-Sables	1 303	104 355 757 $	127 357 $
Lac-Bouchette	1 276	60 948 193 $	74 538 $
Lac-des-Aigles	605	19 938 416 $	24 371 $
Lac-des-Écorces	2 993	153 152 804 $	186 908 $
Lac-des-Plages	414	75 512 574 $	92 172 $
Lac-des-Seize-Îles	163	57 598 543 $	70 479 $
Lac-Drolet	1 108	73 427 722 $	89 869 $
Lac-du-Cerf	423	57 396 588 $	70 208 $
Lac-Etchemin	4 012	230 512 451 $	309 113 $
Lac-Frontière	190	10 013 646 $	12 191 $
Lachute	11 950	760 947 700 $	1 549 432 $
Lac-Mégantic	6 147	399 152 036 $	813 555 $
Lacolle	2 564	193 142 155 $	236 299 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Lac-Poulin	139	32 492 236 $	39 727 $
Lac-Saguay	513	50 575 100 $	61 620 $
Lac-Sainte-Marie	639	173 580 815 $	212 086 $
Lac-Saint-Jean-Est	0	5 574 556 $	6 887 $
Lac-Saint-Paul	528	44 922 300 $	54 824 $
Lac-Sergent	446	50 362 190 $	61 469 $
Lac-Simon	861	225 227 492 $	274 784 $
Lac-Supérieur	1 813	416 301 350 $	507 990 $
Laforce	385	3 948 753 $	4 773 $
Lamarche	579	15 858 257 $	19 385 $
Lambton	1 638	160 923 533 $	196 500 $
Landrienne	1 052	32 706 501 $	40 014 $
L'Ange-Gardien	3 439	196 771 431 $	281 582 $
Lanoraie	4 413	289 861 028 $	445 928 $
L'Anse-Saint-Jean	1 101	58 562 484 $	71 501 $
Lantier	831	156 114 285 $	190 669 $
L'Ascension	965	81 225 126 $	99 314 $
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 068	87 863 536 $	107 316 $
L'Ascension-de-Patapédia	215	6 157 265 $	7 419 $
Latulipe-et-Gaboury	334	11 609 327 $	14 327 $
Launay	232	8 218 284 $	10 084 $
Laurier-Station	2 504	150 362 518 $	183 623 $
Laurierville	1 380	87 095 943 $	106 521 $
Lavaltrie	12 936	773 096 997 $	1 521 111 $
L'Avenir	1 293	83 481 041 $	101 991 $
Laverlochère	706	27 717 891 $	33 963 $
Lawrenceville	654	36 062 125 $	44 010 $
Le Domaine-du-Roy	35	41 043 673 $	50 134 $
Le Fjord-du-Saguenay	15	337 157 951 $	412 186 $
Le Rocher-Percé	0	862 500 $	1 059 $
Lebel-sur-Quévillon	2 642	152 829 563 $	186 946 $
Leclercville	500	41 604 329 $	50 819 $
Lefebvre	849	43 377 977 $	53 109 $
Lejeune	342	14 437 355 $	17 751 $
Lemieux	331	15 978 560 $	19 606 $
L'Épiphanie	5 105	245 084 774 $	473 478 $
L'Épiphanie	3 192	240 052 946 $	310 869 $
Les Basques	0	432 915 $	530 $
Les Bergeronnes	667	34 518 235 $	42 164 $
Les Cèdres	5 984	471 227 606 $	959 440 $
Les Coteaux	4 203	269 824 280 $	459 131 $
Les Éboulements	1 308	136 886 603 $	167 009 $
Les Escoumins	2 058	88 976 567 $	108 691 $
Les Hauteurs	568	16 106 928 $	19 614 $
Les Îles-de-la-Madeleine	12 654	589 585 863 $	724 722 $
Les Méchins	1 147	45 405 872 $	55 393 $
L'Île-Cadieux	135	48 089 475 $	58 816 $
L'Île-d'Anticosti	261	25 246 157 $	30 743 $
L'Île-du-Grand-Calumet	771	39 155 631 $	47 972 $
L'Île-Perrot	10 356	723 439 131 $	1 473 190 $
Lingwick	472	54 839 918 $	67 171 $
L'Isle-aux-Allumettes	1 447	145 928 595 $	178 313 $
L'Isle-aux-Coudres	1 277	107 505 407 $	131 330 $
L'Islet	3 838	211 904 235 $	293 892 $
L'Isle-Verte	1 440	76 793 567 $	93 873 $
Litchfield	469	87 205 360 $	106 519 $
Lochaber	510	26 375 250 $	32 358 $
Lochaber-Partie-Ouest	530	47 118 950 $	57 487 $
Longue-Pointe-de-Mingan	442	15 556 014 $	19 065 $
Longue-Rive	1 193	34 177 772 $	41 883 $
Lorrainville	1 361	55 652 623 $	68 153 $
Lotbinière	945	82 653 109 $	100 969 $
Louiseville	7 373	418 828 981 $	852 495 $
Low	964	119 294 365 $	145 561 $
Lyster	1 640	101 245 963 $	123 652 $
Macamic	2 800	82 632 330 $	100 964 $
Maddington	421	14 685 216 $	18 016 $
Malartic	3 558	91 985 665 $	135 625 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Mandeville	2 319	183 280 842 $	223 529 $
Manicouagan	138	51 111 523 $	62 600 $
Maniwaki	3 909	193 778 359 $	313 032 $
Manseau	898	36 090 330 $	44 010 $
Mansfield-et-Pontefract	2 074	125 603 265 $	153 345 $
Maria	2 521	124 621 342 $	152 345 $
Maria-Chapdelaine	185	63 222 869 $	77 385 $
Maricourt	434	44 037 756 $	53 809 $
Marieville	8 598	628 070 955 $	1 119 459 $
Marsoui	335	7 196 644 $	8 753 $
Marston	664	64 308 200 $	78 567 $
Martinville	489	25 473 169 $	31 025 $
Maskinongé	2 224	124 913 837 $	152 632 $
Massueville	507	26 423 538 $	32 302 $
Matagami	1 658	43 653 180 $	53 045 $
Matane	14 684	732 583 048 $	1 397 971 $
Matane	15	5 922 620 $	7 113 $
Matapédia	690	33 093 445 $	40 560 $
Matawinie	119	32 319 082 $	39 485 $
Mayo	606	48 937 709 $	59 810 $
Mékinac	10	25 188 063 $	30 754 $
Melbourne	1 096	109 165 943 $	133 263 $
Messines	1 611	129 325 992 $	157 977 $
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 132	215 263 200 $	341 839 $
Métis-sur-Mer	579	39 442 874 $	48 427 $
Milan	326	24 340 128 $	29 736 $
Mille-Isles	1 473	174 834 891 $	213 289 $
Moffet	210	7 786 346 $	9 548 $
Montcalm	662	97 626 465 $	119 174 $
Mont-Carmel	1 187	53 600 355 $	65 383 $
Montcerf-Lytton	747	38 907 363 $	47 442 $
Montebello	971	80 853 580 $	98 859 $
Mont-Joli	6 594	320 335 786 $	634 772 $
Mont-Laurier	13 242	781 817 396 $	1 548 954 $
Montmagny	11 314	657 734 407 $	1 339 534 $
Montpellier	979	70 410 042 $	86 074 $
Mont-Saint-Grégoire	2 978	293 218 542 $	358 144 $
Mont-Saint-Michel	611	40 557 325 $	49 528 $
Mont-Saint-Pierre	218	6 545 652 $	7 947 $
Morin-Heights	3 762	542 843 523 $	839 273 $
Mulgrave-et-Derry	399	73 489 104 $	89 825 $
Murdochville	829	15 533 464 $	19 068 $
N.-D.-de-Bon-Secours-Ptie-Nord	270	53 598 637 $	65 378 $
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	817	63 500 712 $	77 647 $
Namur	482	31 277 819 $	38 096 $
Nantes	1 407	71 884 016 $	87 722 $
Napierville	3 701	209 005 477 $	323 299 $
Natashquan	270	10 155 807 $	12 462 $
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	824	61 407 424 $	74 851 $
Nédélec	403	15 599 416 $	19 093 $
Neuville	3 764	282 508 952 $	436 779 $
New Carlisle	1 368	62 950 682 $	76 750 $
New Richmond	3 779	188 701 974 $	291 966 $
Newport	869	107 479 413 $	131 459 $
Nicolet	7 710	502 906 923 $	904 460 $
Nominingue	2 307	319 179 742 $	389 849 $
Normandin	3 117	153 986 872 $	199 567 $
Normétal	889	14 213 302 $	17 514 $
North Hatley	754	172 771 450 $	211 017 $
Notre-Dame-de-Ham	438	16 805 289 $	20 420 $
Notre-Dame-de-la-Merci	1 104	178 880 007 $	218 386 $
Notre-Dame-de-la-Paix	788	38 935 692 $	47 749 $
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 567	899 536 778 $	1 832 524 $
Notre-Dame-de-Lorette	169	6 614 071 $	7 953 $
Notre-Dame-de-Lourdes	725	40 546 283 $	49 557 $
Notre-Dame-de-Lourdes	2 302	118 998 301 $	145 413 $
Notre-Dame-de-Montauban	867	55 196 493 $	67 301 $
Notre-Dame-de-Pontmain	714	90 248 184 $	110 092 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Notre-Dame-des-Bois	1 068	60 876 312 $	74 472 $
Notre-Dame-des-Monts	764	26 245 436 $	32 039 $
Notre-Dame-des-Neiges	1 262	90 888 300 $	110 886 $
Notre-Dame-des-Pins	1 148	62 381 207 $	76 334 $
Notre-Dame-des-Prairies	8 656	531 484 983 $	1 081 636 $
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	64	21 604 444 $	26 493 $
Notre-Dame-de-Stanbridge	714	74 492 642 $	90 823 $
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 403	63 137 038 $	77 137 $
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	903	72 062 388 $	87 862 $
Notre-Dame-du-Lac	2 064	95 377 666 $	116 589 $
Notre-Dame-du-Laus	1 587	226 207 463 $	275 899 $
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 343	225 847 809 $	453 200 $
Notre-Dame-du-Nord	1 126	44 769 513 $	54 640 $
Notre-Dame-du-Portage	1 294	140 081 606 $	171 217 $
Notre-Dame-du-Rosaire	394	27 599 143 $	33 564 $
Nouvelle	1 768	65 364 857 $	79 825 $
Noyan	1 402	122 895 498 $	150 161 $
Ogden	764	161 208 955 $	196 976 $
Oka	5 047	323 954 362 $	569 346 $
Ormstown	3 604	295 750 216 $	396 126 $
Otter Lake	956	85 036 401 $	103 884 $
Packington	658	27 701 995 $	33 913 $
Padoue	274	8 784 537 $	10 852 $
Palmarolle	1 501	48 513 455 $	59 391 $
Papineauville	2 137	146 874 475 $	179 456 $
Parisville	488	27 791 787 $	33 944 $
Paspébiac	3 271	127 099 574 $	170 857 $
Percé	3 361	134 209 838 $	186 790 $
Péribonka	533	51 931 084 $	63 293 $
Petite-Rivière-Saint-François	756	140 100 827 $	171 102 $
Petite-Vallée	240	7 352 960 $	8 992 $
Petit-Saguenay	782	23 693 311 $	28 908 $
Piedmont	2 504	438 915 293 $	531 595 $
Pierreville	2 313	132 792 712 $	162 137 $
Pincourt	13 600	938 025 566 $	1 908 718 $
Piopolis	359	66 320 900 $	80 946 $
Plaisance	1 046	56 377 818 $	68 880 $
Plessisville	6 702	294 446 898 $	599 453 $
Plessisville	2 595	153 687 129 $	187 767 $
Pohénégamook	2 912	138 626 522 $	169 309 $
Pointe-à-la-Croix	1 577	51 944 545 $	63 552 $
Pointe-aux-Outardes	1 441	77 129 821 $	94 408 $
Pointe-des-Cascades	1 207	76 779 699 $	93 747 $
Pointe-Fortune	533	37 881 300 $	46 394 $
Pointe-Lebel	1 967	71 339 021 $	87 231 $
Pontiac	21	12 615 372 $	15 359 $
Pont-Rouge	8 361	364 580 009 $	742 727 $
Portage-du-Fort	277	12 331 331 $	15 081 $
Port-Cartier	6 836	420 091 051 $	843 430 $
Port-Daniel-Gascons	2 551	68 520 563 $	83 732 $
Portneuf	3 099	148 803 719 $	181 749 $
Portneuf	52	15 988 000 $	19 595 $
Portneuf-sur-Mer	781	23 019 192 $	28 091 $
Potton	1 760	426 311 634 $	521 432 $
Poularies	707	16 478 553 $	20 146 $
Preissac	764	66 060 560 $	80 909 $
Prévost	11 343	820 059 938 $	1 669 094 $
Price	1 765	43 129 776 $	52 725 $
Princeville	5 757	278 729 705 $	465 157 $
Racine	1 314	140 070 523 $	171 172 $
Ragueneau	1 532	46 304 986 $	56 751 $
Rapide-Danseur	320	11 922 647 $	14 579 $
Rapides-des-Joachims	177	12 190 365 $	14 819 $
Rawdon	10 654	679 216 809 $	1 381 094 $
Rémigny	302	11 304 900 $	13 797 $
Richmond	3 373	161 899 056 $	207 695 $
Rigaud	7 494	674 894 950 $	1 373 647 $
Rimouski	46 430	2 756 125 041 $	5 259 434 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Ripon	1 566	108 573 347 $	132 720 $
Ristigouche-Partie-Sud-Est	171	6 007 768 $	7 419 $
Rivière-à-Claude	161	4 780 620 $	5 828 $
Rivière-à-Pierre	705	53 666 499 $	65 478 $
Rivière-au-Tonnerre	368	11 893 040 $	14 579 $
Rivière-Beaudette	1 830	165 107 442 $	201 597 $
Rivière-Bleue	1 388	48 397 879 $	59 102 $
Rivière-Éternité	557	17 277 879 $	21 207 $
Rivière-Héva	1 254	42 880 032 $	52 454 $
Rivière-Ouelle	1 131	77 911 230 $	95 084 $
Rivière-Rouge	4 498	400 707 968 $	489 625 $
Rivière-Saint-Jean	267	6 227 393 $	7 687 $
Roberval	10 364	513 937 380 $	1 046 740 $
Rochebaucourt	173	2 810 481 $	3 447 $
Roquemaure	404	10 431 757 $	12 730 $
Rougemont	2 641	263 268 495 $	321 509 $
Rouyn-Noranda	40 990	1 979 677 413 $	3 801 407 $
Roxton	1 039	112 997 300 $	138 167 $
Roxton Falls	1 333	61 721 835 $	75 503 $
Roxton Pond	3 883	281 384 053 $	444 677 $
Sacré-Coeur	1 984	75 070 223 $	91 718 $
Sacré-Coeur-de-Jésus	597	42 551 073 $	51 918 $
Saint-Adalbert	583	29 096 911 $	35 500 $
Saint-Adelme	503	17 939 641 $	22 004 $
Saint-Adelphe	1 006	53 692 822 $	65 749 $
Saint-Adolphe-d'Howard	3 785	689 563 027 $	1 066 061 $
Saint-Adrien	485	28 359 681 $	34 731 $
Saint-Adrien-d'Irlande	380	25 435 506 $	30 994 $
Saint-Agapit	3 169	179 614 655 $	232 866 $
Saint-Aimé	510	92 085 445 $	112 514 $
Saint-Aimé-des-Lacs	1 116	65 710 880 $	80 304 $
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	744	59 771 799 $	73 117 $
Saint-Alban	1 161	68 937 239 $	84 275 $
Saint-Albert	1 548	85 541 221 $	104 361 $
Saint-Alexandre	2 425	203 964 381 $	249 371 $
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 968	97 317 809 $	118 923 $
Saint-Alexandre-des-Lacs	281	8 002 400 $	9 801 $
Saint-Alexis	555	38 451 208 $	46 865 $
Saint-Alexis	721	74 438 700 $	90 904 $
Saint-Alexis-de-Matapédia	609	17 923 628 $	21 993 $
Saint-Alexis-des-Monts	3 201	214 419 817 $	287 788 $
Saint-Alfred	473	30 651 845 $	37 268 $
Saint-Alphonse	747	25 252 902 $	30 732 $
Saint-Alphonse-de-Granby	3 076	239 944 579 $	299 642 $
Saint-Alphonse-Rodriguez	3 200	272 654 396 $	353 445 $
Saint-Ambroise	3 537	152 039 252 $	224 002 $
Saint-Ambroise-de-Kildare	3 587	245 750 044 $	361 521 $
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 565	134 561 063 $	164 190 $
Saint-André	630	50 931 848 $	62 052 $
Saint-André-Avellin	3 484	204 298 165 $	292 765 $
Saint-André-d'Argenteuil	3 182	237 383 873 $	307 586 $
Saint-André-de-Restigouche	191	6 229 170 $	7 684 $
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	492	17 913 493 $	22 045 $
Saint-Anicet	2 670	338 575 233 $	413 647 $
Saint-Anselme	3 284	232 722 926 $	312 884 $
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	164	28 136 766 $	34 371 $
Saint-Antoine-de-Tilly	1 549	157 381 891 $	192 409 $
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 684	189 467 816 $	231 492 $
Saint-Antonin	3 982	194 225 139 $	313 481 $
Saint-Apollinaire	4 874	301 795 719 $	556 629 $
Saint-Armand	1 150	160 176 346 $	195 649 $
Saint-Arsène	1 193	60 474 091 $	73 914 $
Saint-Athanase	335	12 520 796 $	15 351 $
Saint-Aubert	1 477	108 457 875 $	132 451 $
Saint-Augustin	408	14 794 279 $	18 016 $
Saint-Augustin	883	19 729 654 $	24 117 $
Saint-Augustin-de-Woburn	716	50 076 443 $	61 262 $
Saint-Barnabé	1 213	72 091 050 $	87 962 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Saint-Barnabé-Sud	882	109 414 835 $	133 548 $
Saint-Barthélemy	1 989	125 017 230 $	152 501 $
Saint-Basile	2 590	132 585 154 $	161 964 $
Saint-Benjamin	868	43 532 247 $	53 214 $
Saint-Benoît-Labre	1 667	100 794 318 $	123 316 $
Saint-Bernard	1 961	195 778 949 $	239 648 $
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 522	181 490 165 $	221 807 $
Saint-Bernard-de-Michaudville	499	85 796 081 $	104 826 $
Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 976	221 341 132 $	270 249 $
Saint-Bonaventure	1 015	86 072 542 $	105 224 $
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 401	205 478 024 $	359 335 $
Saint-Bruno	2 534	118 038 201 $	143 932 $
Saint-Bruno-de-Guigues	1 054	58 280 950 $	71 345 $
Saint-Bruno-de-Kamouraska	536	25 110 484 $	30 757 $
Saint-Calixte	5 886	337 289 401 $	686 487 $
Saint-Camille	493	29 988 601 $	36 601 $
Saint-Camille-de-Lellis	893	36 262 656 $	44 312 $
Saint-Casimir	1 545	57 787 819 $	70 529 $
Saint-Célestin	781	33 797 342 $	41 345 $
Saint-Célestin	635	57 252 254 $	69 991 $
Saint-Césaire	5 449	395 637 862 $	600 356 $
Saint-Charles-Borromée	12 814	816 594 560 $	1 662 549 $
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 217	174 221 094 $	212 617 $
Saint-Charles-de-Bourget	706	30 219 727 $	36 800 $
Saint-Charles-Garnier	301	7 581 203 $	9 271 $
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 737	202 482 170 $	247 397 $
Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 015	154 299 114 $	192 518 $
Saint-Chrysostome	2 614	181 882 893 $	222 410 $
Saint-Claude	1 123	92 379 551 $	112 924 $
Saint-Clément	522	18 715 739 $	22 751 $
Saint-Cléophas	374	10 355 103 $	12 727 $
Saint-Cléophas-de-Brandon	294	15 646 670 $	19 087 $
Saint-Clet	1 762	159 375 548 $	194 626 $
Saint-Côme	2 262	200 244 545 $	244 194 $
Saint-Côme-Linière	3 288	151 684 024 $	203 716 $
Saint-Cuthbert	1 945	142 911 245 $	174 524 $
Saint-Cyprien	1 226	47 950 102 $	58 621 $
Saint-Cyprien	632	24 470 802 $	29 967 $
Saint-Cyrille-de-Lessard	803	39 577 333 $	48 258 $
Saint-Cyrille-de-Wendover	4 408	235 322 649 $	411 822 $
Saint-Damase	446	17 316 588 $	21 229 $
Saint-Damase	2 525	250 089 092 $	305 439 $
Saint-Damase-de-L'Islet	587	28 670 079 $	34 998 $
Saint-Damien	2 224	178 641 513 $	218 399 $
Saint-Damien-de-Buckland	2 075	126 851 197 $	155 019 $
Saint-David	813	108 405 648 $	132 613 $
Saint-David-de-Falardeau	2 725	345 884 095 $	422 217 $
Saint-Denis	551	56 510 527 $	68 992 $
Saint-Denis-de-Brompton	3 089	357 551 268 $	446 423 $
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 337	232 656 851 $	284 347 $
Saint-Didace	693	59 141 137 $	72 302 $
Saint-Dominique	2 267	209 070 625 $	255 214 $
Saint-Dominique-du-Rosaire	448	12 805 214 $	15 641 $
Saint-Donat	940	40 177 776 $	49 071 $
Saint-Donat	4 486	929 789 082 $	1 627 839 $
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 174	106 137 907 $	129 602 $
Sainte-Agathe-des-Monts	9 625	1 112 008 942 $	1 993 072 $
Sainte-Angèle-de-Mérici	1 060	33 332 502 $	40 817 $
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 709	134 129 871 $	163 724 $
Sainte-Angèle-de-Prémont	691	26 785 928 $	32 868 $
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 917	160 357 782 $	195 666 $
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 958	125 316 134 $	152 939 $
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 817	92 141 940 $	112 704 $
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	640	54 754 432 $	66 823 $
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 951	171 495 372 $	209 491 $
Sainte-Anne-des-Lacs	3 313	535 903 680 $	739 013 $
Sainte-Anne-de-Sorel	2 841	158 990 743 $	194 299 $
Sainte-Anne-du-Lac	627	45 261 211 $	55 437 $

2811

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Sainte-Anne-du-Sault	1 342	57 288 983 $	69 972 $
Sainte-Apolline-de-Patton	651	42 419 944 $	51 804 $
Sainte-Aurélie	928	46 908 011 $	57 300 $
Sainte-Barbe	1 482	143 945 995 $	176 102 $
Sainte-Béatrix	1 811	137 203 263 $	167 746 $
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 267	169 691 755 $	207 151 $
Sainte-Brigitte-de-Laval	4 364	237 662 646 $	409 232 $
Sainte-Brigitte-des-Saults	765	68 711 063 $	83 994 $
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	5 548	359 053 254 $	730 330 $
Sainte-Cécile-de-Lévrard	400	20 444 435 $	24 925 $
Sainte-Cécile-de-Milton	2 054	154 796 359 $	189 176 $
Sainte-Cécile-de-Whitton	924	67 155 302 $	82 114 $
Sainte-Christine	745	60 018 448 $	73 381 $
Sainte-Christine-d'Auvergne	515	60 561 488 $	73 933 $
Sainte-Claire	3 152	222 814 908 $	288 766 $
Sainte-Clotilde-de-Beauce	611	43 447 389 $	52 978 $
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 640	166 373 831 $	203 143 $
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 568	82 660 533 $	100 827 $
Sainte-Croix	2 384	193 067 208 $	236 128 $
Saint-Edmond-de-Grantham	687	56 399 637 $	68 877 $
Saint-Edmond-les-Plaines	435	15 290 921 $	18 844 $
Saint-Édouard	1 294	131 416 737 $	160 490 $
Saint-Édouard-de-Fabre	682	30 721 831 $	37 677 $
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 248	99 411 472 $	121 351 $
Saint-Édouard-de-Maskinongé	817	31 762 650 $	38 659 $
Sainte-Edwidge-de-Clifton	493	47 220 598 $	57 804 $
Sainte-Élisabeth	1 545	121 474 494 $	148 458 $
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	372	29 175 400 $	35 745 $
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 671	118 250 756 $	144 224 $
Sainte-Eulalie	927	73 983 047 $	90 279 $
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	14 167 372 $	17 241 $
Sainte-Famille	856	89 840 712 $	109 762 $
Sainte-Félicité	1 191	33 872 084 $	41 334 $
Sainte-Félicité	407	14 448 251 $	17 751 $
Sainte-Flavie	965	55 766 907 $	68 083 $
Sainte-Florence	462	13 743 465 $	16 715 $
Sainte-Françoise	423	16 326 593 $	19 887 $
Sainte-Françoise	469	27 835 172 $	33 949 $
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 040	74 708 185 $	91 199 $
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 337	166 544 684 $	203 468 $
Sainte-Germaine-Boulé	925	24 952 158 $	30 495 $
Sainte-Gertrude-Manneville	874	21 353 455 $	25 985 $
Sainte-Hedwidge	904	28 387 807 $	34 733 $
Sainte-Hélène	932	37 219 529 $	45 589 $
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 575	140 400 391 $	171 598 $
Sainte-Hélène-de-Chester	359	29 144 826 $	35 495 $
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	387	10 955 283 $	13 519 $
Sainte-Hénédine	1 078	97 541 978 $	119 268 $
Sainte-Irène	359	17 802 588 $	21 722 $
Sainte-Jeanne-d'Arc	305	13 606 388 $	16 690 $
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 164	44 696 784 $	54 554 $
Sainte-Julienne	8 735	441 782 553 $	899 591 $
Sainte-Justine	1 822	79 592 407 $	97 370 $
Sainte-Justine-de-Newton	959	148 659 882 $	181 311 $
Saint-Élie	1 747	115 389 596 $	140 953 $
Saint-Éloi	333	14 664 407 $	18 022 $
Sainte-Louise	700	31 294 794 $	38 182 $
Saint-Elphège	272	36 881 400 $	44 991 $
Sainte-Luce	2 962	175 051 538 $	213 751 $
Sainte-Lucie-de-Beauregard	330	13 337 662 $	16 165 $
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 353	123 190 470 $	150 445 $
Saint-Elzéar	502	16 999 372 $	20 673 $
Saint-Elzéar	1 958	148 632 256 $	181 520 $
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	338	12 130 839 $	14 835 $
Sainte-Madeleine	2 290	134 649 072 $	164 608 $
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 516	108 686 008 $	132 522 $
Sainte-Marguerite	215	6 304 920 $	7 684 $
Sainte-Marguerite	1 080	89 953 914 $	109 997 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 493	365 443 238 $	446 181 $
Sainte-Marie-de-Blandford	515	24 051 511 $	29 424 $
Sainte-Marie-Madeleine	2 819	238 891 572 $	291 709 $
Sainte-Marie-Salomé	1 288	67 900 087 $	82 967 $
Sainte-Marthe	1 079	163 436 324 $	199 759 $
Sainte-Martine	4 711	370 067 648 $	637 141 $
Sainte-Mélanie	2 929	181 611 601 $	221 694 $
Saint-Émile-de-Suffolk	563	32 459 676 $	39 769 $
Sainte-Monique	519	57 054 003 $	69 775 $
Sainte-Monique	924	67 736 894 $	82 730 $
Sainte-Paule	233	12 692 802 $	15 646 $
Sainte-Perpétue	1 838	63 818 139 $	77 965 $
Sainte-Perpétue	966	85 632 733 $	104 784 $
Sainte-Pétronille	1 072	130 227 885 $	158 973 $
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 612	142 491 436 $	174 122 $
Saint-Épiphane	878	32 349 109 $	39 493 $
Sainte-Praxède	425	60 324 934 $	73 615 $
Sainte-Rita	354	17 426 513 $	21 165 $
Sainte-Rose-de-Watford	746	35 279 235 $	43 215 $
Sainte-Rose-du-Nord	455	24 837 156 $	30 481 $
Sainte-Sabine	396	18 591 195 $	22 798 $
Sainte-Sabine	1 081	96 057 187 $	117 285 $
Sainte-Séraphine	414	30 190 200 $	36 822 $
Sainte-Sophie	11 801	661 157 980 $	1 345 580 $
Sainte-Sophie-de-Lévrard	789	39 372 023 $	48 247 $
Sainte-Sophie-d'Halifax	647	48 301 905 $	59 102 $
Saint-Esprit	1 919	181 603 650 $	221 705 $
Sainte-Thècle	2 495	136 964 421 $	167 121 $
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 075	29 804 345 $	36 319 $
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	354	57 969 844 $	70 744 $
Saint-Étienne-de-Beauharnois	803	91 482 370 $	111 747 $
Saint-Étienne-de-Bolton	528	99 655 565 $	121 605 $
Saint-Étienne-des-Grès	4 211	187 044 462 $	318 446 $
Saint-Eugène	1 165	93 535 779 $	114 301 $
Saint-Eugène-d'Argentenay	567	16 539 705 $	20 160 $
Saint-Eugène-de-Guigues	477	21 999 502 $	26 794 $
Saint-Eugène-de-Ladrière	428	24 502 142 $	29 951 $
Sainte-Ursule	1 376	76 639 062 $	93 558 $
Saint-Eusèbe	626	25 116 454 $	30 720 $
Saint-Évariste-de-Forsyth	620	44 181 477 $	54 040 $
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 446	164 523 609 $	201 145 $
Saint-Fabien	1 977	84 682 354 $	103 382 $
Saint-Fabien-de-Panet	1 035	42 127 869 $	51 416 $
Saint-Faustin-Lac-Carré	3 188	411 408 618 $	533 153 $
Saint-Félicien	10 598	585 733 973 $	1 193 824 $
Saint-Félix-de-Dalquier	921	25 812 172 $	31 563 $
Saint-Félix-de-Kingsey	1 489	102 075 095 $	124 942 $
Saint-Félix-de-Valois	5 865	363 347 206 $	739 548 $
Saint-Félix-d'Otis	1 020	59 990 932 $	73 319 $
Saint-Ferdinand	2 083	164 701 676 $	200 978 $
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 713	300 014 764 $	366 481 $
Saint-Flavien	1 603	106 963 739 $	130 519 $
Saint-Fortunat	270	24 436 502 $	29 928 $
Saint-François	560	80 040 435 $	97 744 $
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 547	119 002 283 $	145 502 $
Saint-François-d'Assise	756	19 003 398 $	23 304 $
Saint-François-de-Sales	737	24 567 074 $	30 012 $
Saint-François-du-Lac	1 997	112 649 446 $	137 496 $
Saint-François-Xavier-Brompton	2 079	137 412 253 $	168 013 $
Saint-François-Xavier-de-Viger	289	9 977 518 $	12 194 $
Saint-Frédéric	1 072	55 661 139 $	68 131 $
Saint-Fulgence	2 104	87 276 384 $	106 564 $
Saint-Gabriel	2 825	113 502 181 $	138 731 $
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 801	188 351 967 $	230 090 $
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 270	47 976 363 $	58 521 $
Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 182	194 621 992 $	251 899 $
Saint-Gabriel-Lalemant	794	23 935 867 $	29 168 $
Saint-Gédéon	1 997	135 214 522 $	165 157 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 301	101 278 242 $	123 752 $
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 143	124 594 561 $	152 175 $
Saint-Georges-de-Windsor	902	55 010 389 $	67 363 $
Saint-Gérard-Majella	254	34 676 701 $	42 412 $
Saint-Germain	296	19 727 796 $	24 081 $
Saint-Germain-de-Grantham	4 361	317 260 697 $	546 601 $
Saint-Gervais	1 975	142 610 339 $	174 482 $
Saint-Gilbert	291	13 014 204 $	15 897 $
Saint-Gilles	1 974	117 896 541 $	144 374 $
Saint-Godefroi	384	12 209 450 $	14 852 $
Saint-Guillaume	1 562	167 763 608 $	204 801 $
Saint-Guy	87	6 270 430 $	7 684 $
Saint-Henri	4 540	347 277 016 $	617 381 $
Saint-Henri-de-Taillon	763	61 642 345 $	75 291 $
Saint-Herménégilde	739	82 776 478 $	101 157 $
Saint-Hilaire-de-Dorset	101	26 757 741 $	32 625 $
Saint-Hilarion	1 224	63 026 569 $	77 085 $
Saint-Hippolyte	7 742	813 687 346 $	1 642 286 $
Saint-Honoré	4 998	196 193 739 $	307 765 $
Saint-Honoré-de-Shenley	1 640	86 034 133 $	105 272 $
Saint-Honoré-de-Témiscouata	807	24 524 818 $	29 959 $
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 399	80 351 634 $	98 056 $
Saint-Hugues	1 347	143 497 083 $	175 372 $
Saint-Hyacinthe	53 027	3 992 898 183 $	7 613 306 $
Saint-Ignace-de-Loyola	2 031	117 720 231 $	143 714 $
Saint-Ignace-de-Stanbridge	646	85 209 816 $	104 118 $
Saint-Irénée	709	81 064 901 $	98 946 $
Saint-Isidore	2 659	231 316 660 $	282 977 $
Saint-Isidore-de-Clifton	803	82 492 517 $	100 462 $
Saint-Jacques	3 908	267 299 057 $	431 437 $
Saint-Jacques/Wolfestown	171	16 601 449 $	20 408 $
Saint-Jacques-de-Leeds	727	47 779 729 $	58 353 $
Saint-Jacques-le-Mineur	1 646	153 011 120 $	186 787 $
Saint-Janvier-de-Joly	929	61 916 699 $	75 478 $
Saint-Jean	990	153 884 429 $	188 084 $
Saint-Jean-de-Brébeuf	441	30 211 686 $	36 842 $
Saint-Jean-de-Cherbourg	216	4 867 963 $	5 831 $
Saint-Jean-de-Dieu	1 644	49 380 608 $	60 462 $
Saint-Jean-de-la-Lande	300	15 667 754 $	19 076 $
Saint-Jean-de-Matha	4 392	323 744 829 $	557 869 $
Saint-Jean-Port-Joli	3 348	199 651 131 $	278 028 $
Saint-Joachim	1 376	79 102 238 $	96 713 $
Saint-Joachim-de-Shefford	1 160	101 989 102 $	124 496 $
Saint-Joseph-de-Beauce	4 525	255 553 221 $	424 701 $
Saint-Joseph-de-Coleraine	2 066	135 561 686 $	165 435 $
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	222	27 269 400 $	33 400 $
Saint-Joseph-de-Kamouraska	424	20 302 572 $	24 906 $
Saint-Joseph-de-Lepage	553	25 005 344 $	30 436 $
Saint-Joseph-des-Érables	423	29 861 010 $	36 606 $
Saint-Joseph-de-Sorel	1 627	152 524 219 $	186 737 $
Saint-Jude	1 207	115 208 496 $	140 713 $
Saint-Jules	529	38 292 884 $	46 788 $
Saint-Julien	416	32 451 855 $	39 711 $
Saint-Just-de-Bretenières	751	38 855 663 $	47 384 $
Saint-Juste-du-Lac	627	26 634 809 $	32 584 $
Saint-Justin	1 028	68 957 781 $	84 247 $
Saint-Lambert	217	3 431 980 $	4 244 $
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 868	373 857 672 $	761 591 $
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 661	221 212 859 $	270 193 $
Saint-Lazare	18 849	1 765 290 610 $	3 594 679 $
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 191	74 883 189 $	91 385 $
Saint-Léandre	416	16 880 806 $	20 643 $
Saint-Léonard-d'Aston	2 163	134 888 816 $	164 836 $
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 045	47 160 436 $	57 579 $
Saint-Léon-de-Standon	1 213	67 334 950 $	82 214 $
Saint-Léon-le-Grand	1 042	30 278 352 $	37 115 $
Saint-Léon-le-Grand	977	65 042 120 $	79 582 $
Saint-Liboire	2 964	215 841 164 $	263 832 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Saint-Liguori	1 965	139 010 420 $	169 814 $
Saint-Lin-Laurentides	16 002	842 647 764 $	1 629 407 $
Saint-Louis	710	71 818 625 $	87 672 $
Saint-Louis-de-Blandford	985	49 598 707 $	60 674 $
Saint-Louis-de-Gonzague	448	26 510 948 $	32 282 $
Saint-Louis-de-Gonzague	1 474	148 819 918 $	181 835 $
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 315	47 373 201 $	57 766 $
Saint-Luc-de-Bellechasse	495	29 469 231 $	35 971 $
Saint-Luc-de-Vincennes	529	32 615 246 $	39 758 $
Saint-Lucien	1 590	95 811 172 $	117 004 $
Saint-Ludger	1 193	59 506 314 $	72 642 $
Saint-Ludger-de-Milot	737	33 281 565 $	40 530 $
Saint-Magloire	755	38 903 234 $	47 465 $
Saint-Majorique-de-Grantham	1 201	86 693 339 $	106 070 $
Saint-Malachie	1 418	84 309 926 $	103 198 $
Saint-Malo	553	43 226 649 $	52 791 $
Saint-Marc-de-Figuery	781	27 332 240 $	33 375 $
Saint-Marc-des-Carrières	2 803	133 831 114 $	163 585 $
Saint-Marc-du-Lac-Long	437	17 949 289 $	22 009 $
Saint-Marcel	517	23 556 345 $	28 894 $
Saint-Marcel-de-Richelieu	556	74 531 774 $	91 183 $
Saint-Marcellin	344	22 149 567 $	27 036 $
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 962	220 564 743 $	269 598 $
Saint-Martin	2 555	122 662 221 $	149 975 $
Saint-Mathieu-de-Rioux	693	47 823 121 $	58 429 $
Saint-Mathieu-d'Harricana	747	42 667 936 $	52 220 $
Saint-Mathieu-du-Parc	1 447	134 516 446 $	164 201 $
Saint-Maurice	2 645	129 822 670 $	158 590 $
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 165	31 340 818 $	38 391 $
Saint-Médard	259	7 038 299 $	8 474 $
Saint-Michel	2 846	239 084 620 $	292 157 $
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 736	159 304 192 $	194 741 $
Saint-Michel-des-Saints	2 639	268 218 548 $	327 566 $
Saint-Michel-du-Squatec	1 219	48 323 184 $	59 035 $
Saint-Modeste	1 058	50 012 164 $	61 232 $
Saint-Moïse	617	20 801 756 $	25 441 $
Saint-Narcisse	1 813	94 588 604 $	115 504 $
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 021	107 169 043 $	130 921 $
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 089	43 365 536 $	53 001 $
Saint-Nazaire	1 928	75 673 630 $	92 510 $
Saint-Nazaire-d'Acton	877	78 116 929 $	95 476 $
Saint-Nazaire-de-Dorchester	396	21 805 306 $	26 771 $
Saint-Nérée	769	46 014 681 $	56 182 $
Saint-Noël	459	10 371 256 $	12 724 $
Saint-Norbert	1 034	77 480 940 $	94 563 $
Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 166	74 008 895 $	90 324 $
Saint-Octave-de-Métis	495	20 198 044 $	24 638 $
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 494	85 427 580 $	104 447 $
Saint-Omer	326	16 657 800 $	20 431 $
Saint-Onésime-d'Ixworth	572	23 480 062 $	28 615 $
Saint-Ours	1 694	144 492 363 $	176 556 $
Saint-Pacôme	1 660	69 371 416 $	84 771 $
Saint-Pamphile	2 633	109 983 136 $	134 456 $
Saint-Pascal	3 485	177 329 047 $	229 526 $
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 072	99 068 891 $	121 142 $
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 941	209 560 160 $	256 016 $
Saint-Paul	4 550	247 423 011 $	439 422 $
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 969	257 941 342 $	315 048 $
Saint-Paul-de-la-Croix	385	14 251 120 $	17 503 $
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 008	167 748 157 $	204 982 $
Saint-Paul-de-Montminy	857	53 248 646 $	65 110 $
Saint-Paulin	1 585	82 413 179 $	100 782 $
Saint-Philémon	759	50 698 934 $	61 971 $
Saint-Philibert	394	24 178 220 $	29 418 $
Saint-Philippe-de-Néri	876	37 428 205 $	45 862 $
Saint-Pie	5 125	399 198 449 $	487 963 $
Saint-Pie-de-Guire	456	51 629 137 $	63 044 $
Saint-Pierre	321	31 148 900 $	38 179 $

2785

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 011	60 648 991 $	74 256 $
Saint-Pierre-Baptiste	428	50 660 415 $	61 985 $
Saint-Pierre-de-Broughton	894	64 235 246 $	78 370 $
Saint-Pierre-de-Lamy	121	8 174 232 $	10 066 $
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 820	154 568 283 $	188 903 $
Saint-Pierre-les-Becquets	1 153	64 118 495 $	78 492 $
Saint-Placide	1 703	160 151 767 $	195 599 $
Saint-Polycarpe	1 823	168 491 185 $	206 028 $
Saint-Prime	2 658	138 108 499 $	168 794 $
Saint-Prosper	3 557	141 464 833 $	208 467 $
Saint-Prosper	514	42 826 806 $	52 262 $
Saint-Raphaël	2 368	140 446 525 $	171 677 $
Saint-Raymond	9 513	556 404 719 $	1 132 016 $
Saint-Rémi	6 730	498 870 305 $	1 015 561 $
Saint-Rémi-de-Tingwick	471	36 350 900 $	44 451 $
Saint-René	641	28 607 145 $	34 984 $
Saint-René-de-Matane	1 045	35 591 038 $	43 450 $
Saint-Robert	1 756	129 694 591 $	158 626 $
Saint-Robert-Bellarmin	651	36 038 245 $	44 002 $
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 810	350 793 389 $	647 332 $
Saint-Roch-de-Mékinac	302	27 487 922 $	33 657 $
Saint-Roch-de-Richelieu	2 072	140 198 591 $	170 885 $
Saint-Roch-des-Aulnaies	941	68 285 095 $	83 345 $
Saint-Roch-Ouest	297	46 593 624 $	56 974 $
Saint-Romain	654	57 270 629 $	69 910 $
Saint-Rosaire	812	59 528 740 $	72 564 $
Saint-Samuel	709	37 001 022 $	45 234 $
Saints-Anges	1 064	79 129 058 $	96 866 $
Saint-Sauveur	9 625	1 578 555 208 $	2 646 129 $
Saint-Sébastien	747	53 935 829 $	65 958 $
Saint-Sébastien	679	112 786 373 $	137 764 $
Saint-Sévère	332	27 288 350 $	33 395 $
Saint-Séverin	295	22 038 328 $	27 039 $
Saint-Séverin	850	37 883 750 $	46 377 $
Saint-Siméon	1 172	36 597 783 $	44 796 $
Saint-Siméon	1 340	70 650 455 $	86 328 $
Saint-Simon	427	30 890 338 $	37 625 $
Saint-Simon	1 279	119 501 872 $	146 121 $
Saint-Simon-les-Mines	518	27 500 640 $	33 643 $
Saint-Sixte	479	22 967 175 $	28 080 $
Saints-Martyrs-Canadiens	265	50 143 390 $	61 207 $
Saint-Stanislas	979	65 834 226 $	80 514 $
Saint-Stanislas	355	13 342 249 $	16 427 $
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 647	152 062 747 $	185 859 $
Saint-Sylvère	848	55 372 709 $	67 502 $
Saint-Sylvestre	1 011	90 826 584 $	111 037 $
Saint-Télesphore	762	95 923 709 $	117 043 $
Saint-Tharcisius	462	11 206 815 $	13 797 $
Saint-Théodore-d'Acton	1 537	108 156 013 $	132 340 $
Saint-Théophile	761	61 341 619 $	75 026 $
Saint-Thomas	2 964	251 019 040 $	306 418 $
Saint-Thomas-Didyme	691	33 489 449 $	40 836 $
Saint-Thuribe	310	14 791 900 $	18 008 $
Saint-Tite	3 749	202 135 256 $	312 954 $
Saint-Tite-des-Caps	1 458	85 495 308 $	104 283 $
Saint-Ubalde	1 498	99 351 754 $	121 384 $
Saint-Ulric	1 660	64 612 992 $	78 964 $
Saint-Urbain	1 490	64 634 070 $	78 997 $
Saint-Urbain-Premier	1 100	107 106 361 $	131 051 $
Saint-Valentin	486	64 144 080 $	78 425 $
Saint-Valère	1 312	76 373 492 $	93 235 $
Saint-Valérien	854	35 161 750 $	42 914 $
Saint-Valérien-de-Milton	1 689	167 982 363 $	205 678 $
Saint-Vallier	1 032	96 726 687 $	118 100 $
Saint-Venant-de-Paquette	138	14 429 585 $	17 760 $
Saint-Vianney	504	13 968 567 $	16 960 $
Saint-Victor	2 574	171 587 067 $	209 204 $
Saint-Wenceslas	1 116	79 953 358 $	97 805 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Saint-Zacharie	1 874	82 677 011 $	101 025 $
Saint-Zénon	1 351	118 412 374 $	144 609 $
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	413	14 645 934 $	18 027 $
Saint-Zéphirin-de-Courval	817	80 623 316 $	98 747 $
Saint-Zotique	6 235	478 810 347 $	974 123 $
Salaberry-de-Valleyfield	40 275	2 603 514 873 $	5 250 060 $
Sayabec	1 934	96 956 828 $	118 481 $
Schefferville	207	4 521 691 $	5 566 $
Scotstown	576	19 460 701 $	23 836 $
Scott	1 938	127 986 711 $	156 290 $
Senneterre	3 075	119 587 433 $	149 567 $
Senneterre	1 218	43 282 866 $	53 026 $
Sept-Îles	26 345	1 779 252 604 $	3 561 037 $
Sept-Rivières	130	17 667 750 $	21 466 $
Shannon	4 443	182 936 774 $	319 945 $
Shawinigan	51 734	2 436 914 573 $	4 666 572 $
Shawville	1 550	96 927 164 $	118 467 $
Sheenboro	174	36 509 488 $	44 462 $
Shefford	7 122	523 943 426 $	1 066 693 $
Shigawake	335	9 437 405 $	11 659 $
Sorel-Tracy	34 344	1 934 762 250 $	3 942 399 $
Stanbridge East	845	78 005 790 $	95 343 $
Stanbridge Station	305	35 896 140 $	43 999 $
Stanstead	2 902	153 233 885 $	187 459 $
Stanstead	1 011	407 588 880 $	497 878 $
Stanstead-Est	605	70 008 070 $	85 632 $
St-Cyprien-de-Napierville	1 724	193 546 395 $	236 396 $
Ste-Anne-des-Monts	6 694	247 864 957 $	491 053 $
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	371	11 391 084 $	14 040 $
Stoke	2 767	206 451 492 $	252 375 $
Stoneham-et-Tewkesbury	6 024	558 294 933 $	1 135 806 $
Stornoway	585	44 697 918 $	54 621 $
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	544	55 779 934 $	68 181 $
Stratford	1 101	153 482 472 $	187 346 $
Stukely-Sud	950	89 104 961 $	108 736 $
Sutton	3 960	734 589 466 $	957 142 $
Tadoussac	843	67 814 407 $	82 950 $
Taschereau	1 013	18 600 670 $	22 801 $
Témiscaming	2 561	183 751 393 $	224 659 $
Témiscamingue	179	32 331 918 $	39 521 $
Terrasse-Vaudreuil	1 971	154 703 055 $	188 837 $
Thorne	419	71 214 909 $	86 824 $
Thurso	2 380	168 997 944 $	206 382 $
Tingwick	1 454	101 684 791 $	124 067 $
Tourville	697	18 848 067 $	23 043 $
Trécesson	1 296	47 416 642 $	58 072 $
Très-Saint-Rédempteur	810	58 622 518 $	71 618 $
Très-Saint-Sacrement	1 250	153 723 486 $	187 892 $
Tring-Jonction	1 380	61 386 673 $	75 035 $
Trois-Pistoles	3 359	134 949 055 $	187 931 $
Trois-Rives	427	64 247 304 $	78 480 $
Ulverton	374	36 467 400 $	44 537 $
Upton	1 967	143 827 716 $	176 146 $
Val-Alain	916	45 437 390 $	55 426 $
Val-Brillant	1 001	45 783 217 $	55 841 $
Valcourt	2 337	156 697 446 $	191 316 $
Valcourt	1 026	94 908 016 $	116 108 $
Val-David	4 346	453 645 721 $	781 557 $
Val-des-Bois	865	113 386 811 $	138 265 $
Val-des-Lacs	770	128 604 198 $	157 023 $
Val-d'Or	32 041	1 528 999 516 $	2 925 191 $
Val-Joli	1 455	119 830 460 $	146 552 $
Vallée-de-l'Or	333	10 197 046 $	12 462 $
Vallée-Jonction	1 928	110 297 076 $	134 872 $
Val-Morin	2 953	338 830 695 $	413 244 $
Val-Racine	156	17 815 189 $	21 742 $
Val-Saint-Gilles	170	3 224 724 $	3 976 $
Vaudreuil-Dorion	30 327	2 527 523 525 $	5 144 144 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010.

Nom de la municipalité	Population 2010	Richesse foncière uniformisée 2008	Facture 2010
Vaudreuil-sur-le-Lac	1 380	166 380 144 $	203 154 $
Venise-en-Québec	1 395	146 947 800 $	179 544 $
Victoriaville	42 384	2 231 463 018 $	4 545 006 $
Ville-Marie	2 625	131 864 663 $	161 251 $
Villeroy	474	31 775 884 $	38 914 $
Waltham	347	26 808 341 $	32 846 $
Warden	362	14 708 610 $	18 008 $
Warwick	4 866	293 715 702 $	445 390 $
Waterloo	3 931	213 285 320 $	344 694 $
Waterville	2 002	133 825 292 $	163 399 $
Weedon	2 754	202 823 326 $	247 707 $
Wentworth	523	164 015 852 $	200 278 $
Wentworth-Nord	1 439	307 406 875 $	375 407 $
Westbury	980	69 569 850 $	85 058 $
Wickham	2 557	167 007 459 $	203 803 $
Windsor	5 372	402 246 328 $	766 386 $
Wotton	1 531	98 178 341 $	119 787 $
Yamachiche	2 714	196 417 286 $	239 802 $
Yamaska	1 651	108 765 734 $	132 605 $
	2 409 191	**165 958 342 858 $**	**264 912 922 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Abercorn	368	61 278 800 $	65 444 $
Abitibi	208	7 482 000 $	7 944 $
Abitibi-Ouest	123	1 949 184 $	2 071 $
Acton Vale	7 504	457 036 915 $	771 243 $
Adstock	2 791	281 286 419 $	300 716 $
Aguanish	296	7 248 196 $	7 693 $
Albanel	2 298	94 903 841 $	101 100 $
Albertville	296	10 826 001 $	11 514 $
Alleyn-et-Cawood	244	50 777 987 $	54 480 $
Alma	30 146	2 280 841 978 $	4 026 749 $
Amherst	1 545	257 433 214 $	274 840 $
Amos	12 479	675 679 869 $	1 199 612 $
Amqui	6 194	310 440 724 $	551 421 $
Ange-Gardien	2 306	267 154 240 $	284 361 $
Angliers	303	13 756 300 $	14 586 $
Antoine-Labelle	0	46 685 700 $	49 608 $
Armagh	1 551	82 662 676 $	88 249 $
Arundel	620	67 192 686 $	71 193 $
Asbestos	7 070	294 709 592 $	521 750 $
Ascot Corner	2 761	178 427 689 $	189 590 $
Aston-Jonction	393	25 070 370 $	26 605 $
Auclair	492	23 045 206 $	24 647 $
Audet	646	47 537 158 $	50 853 $
Aumond	854	52 571 480 $	55 822 $
Authier	265	5 374 525 $	5 629 $
Authier-Nord	323	7 135 918 $	7 680 $
Avignon	0	240 462 $	256 $
Ayer's Cliff	1 063	149 672 863 $	159 273 $
Baie-Comeau	21 929	1 563 828 749 $	2 777 217 $
Baie-des-Sables	628	29 109 068 $	31 025 $
Baie-du-Febvre	1 085	119 119 659 $	126 990 $
Baie-James	2 000	407 704 332 $	434 920 $
Baie-Johan-Beetz	93	3 908 718 $	4 123 $
Baie-Sainte-Catherine	208	12 763 185 $	13 525 $
Baie-Saint-Paul	7 261	631 138 098 $	1 121 162 $
Baie-Trinité	494	21 478 946 $	22 779 $
Barkmere	87	79 993 781 $	85 199 $
Barnston-Ouest	572	67 018 476 $	71 559 $
Barraute	2 109	62 761 568 $	66 751 $
Batiscan	941	73 106 172 $	77 878 $
Béarn	856	31 278 677 $	33 300 $
Beauceville	6 175	379 279 518 $	672 044 $
Beaulac-Garthby	931	119 387 613 $	127 112 $
Beaumont	2 284	203 763 665 $	217 131 $
Beaupré	3 233	421 163 835 $	494 469 $
Bécancour	12 013	1 251 338 171 $	2 225 779 $
Bedford	2 622	182 289 702 $	194 299 $
Bedford	739	67 803 795 $	72 309 $
Bégin	856	31 763 032 $	33 866 $
Belcourt	271	6 063 114 $	6 418 $
Belleterre	339	9 171 863 $	9 719 $
Berry	551	18 479 918 $	19 781 $
Berthier-sur-Mer	1 279	121 082 461 $	128 542 $
Berthierville	4 084	278 764 586 $	397 852 $
Béthanie	332	37 625 385 $	39 995 $
Biencourt	578	19 283 182 $	20 516 $
Blanc-Sablon	1 225	53 227 568 $	56 459 $
Blue Sea	598	109 081 882 $	116 038 $
Boileau	497	51 663 400 $	55 286 $
Boischatel	6 242	417 670 107 $	742 738 $
Bois-Franc	453	30 930 111 $	33 024 $
Bolton-Est	766	175 124 308 $	186 319 $
Bolton-Ouest	766	182 187 245 $	193 597 $
Bonaventure	2 676	143 220 796 $	152 621 $
Bonaventure	35	5 647 460 $	5 919 $
Bonne-Espérance	797	17 275 777 $	18 411 $
Bonsecours	560	69 580 557 $	74 065 $
Bouchette	682	92 183 983 $	98 106 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Bowman	676	71 036 455 $	75 703 $
Brébeuf	983	88 247 500 $	94 209 $
Brigham	2 549	176 971 377 $	187 708 $
Bristol	1 260	129 132 114 $	138 305 $
Brome	281	31 990 200 $	34 129 $
Brownsburg-Chatham	6 825	483 616 160 $	859 736 $
Bryson	591	22 645 056 $	24 074 $
Bury	1 190	129 807 399 $	138 499 $
Cacouna	1 895	143 837 167 $	153 139 $
Campbell's Bay	723	30 743 393 $	32 821 $
Cap-Chat	2 724	109 099 760 $	116 398 $
Caplan	1 830	91 272 492 $	97 518 $
Cap-Saint-Ignace	3 170	181 834 740 $	205 337 $
Cap-Santé	2 865	165 453 912 $	176 220 $
Carleton-sur-Mer	4 024	212 046 866 $	282 795 $
Cascapédia-Saint-Jules	785	37 442 335 $	40 221 $
Causapscal	2 345	79 886 460 $	85 032 $
Cayamant	843	97 283 926 $	103 477 $
Chambord	1 757	131 586 652 $	140 179 $
Champlain	1 630	144 318 843 $	153 811 $
Champneuf	138	3 271 632 $	3 564 $
Chandler	7 689	330 818 163 $	485 029 $
Chapais	1 639	37 066 004 $	39 455 $
Charlevoix	0	16 542 960 $	17 722 $
Charlevoix-Est	219	59 318 553 $	63 260 $
Charrette	938	54 538 433 $	58 430 $
Chartierville	367	47 389 402 $	50 490 $
Château-Richer	4 015	243 914 422 $	350 903 $
Chazel	292	7 645 995 $	8 207 $
Chénéville	780	56 025 579 $	59 702 $
Chertsey	5 184	513 767 583 $	867 446 $
Chesterville	948	65 490 752 $	69 738 $
Chibougamau	7 473	396 926 557 $	705 515 $
Chichester	384	30 890 780 $	32 914 $
Chute-aux-Outardes	1 759	45 555 480 $	48 312 $
Chute-Saint-Philippe	938	105 350 003 $	112 717 $
Clarendon	1 203	130 917 016 $	139 795 $
Clermont	3 084	185 749 551 $	201 930 $
Clermont	514	14 716 703 $	15 630 $
Clerval	365	16 507 200 $	17 722 $
Cleveland	1 582	122 405 527 $	130 319 $
Cloridorme	711	23 719 297 $	25 443 $
Coaticook	9 154	682 698 553 $	1 214 641 $
Colombier	795	21 435 457 $	22 805 $
Compton	2 988	281 018 405 $	300 267 $
Cookshire-Eaton	5 354	363 347 691 $	446 356 $
Coteau-du-Lac	6 788	557 040 279 $	987 889 $
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 016	37 285 653 $	39 625 $
Courcelles	902	58 164 643 $	61 978 $
Cowansville	12 408	825 989 143 $	1 464 673 $
Crabtree	3 774	228 909 216 $	308 405 $
Danville	4 027	209 027 903 $	299 741 $
Daveluyville	1 007	40 755 195 $	43 289 $
Dégelis	3 197	151 586 884 $	170 805 $
Déléage	1 937	95 293 041 $	101 845 $
Denholm	618	82 936 424 $	88 280 $
Desbiens	1 040	34 531 358 $	36 891 $
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	987	65 410 584 $	69 911 $
Deschambault-Grondines	2 048	314 669 490 $	334 967 $
Disraeli	2 531	125 925 949 $	133 997 $
Disraeli	1 043	97 317 237 $	103 637 $
Dixville	709	73 626 032 $	78 937 $
Dolbeau-Mistassini	14 241	769 732 824 $	1 366 640 $
Donnacona	6 036	410 713 677 $	729 936 $
Dosquet	897	55 518 915 $	59 276 $
Drummondville	71 117	4 643 037 856 $	8 217 347 $
Dudswell	1 720	199 458 338 $	212 528 $
Duhamel	539	170 851 728 $	182 508 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Duhamel-Ouest	892	55 069 568 $	58 564 $
Dundee	418	58 501 316 $	62 201 $
Dunham	3 484	370 271 871 $	462 399 $
Duparquet	677	28 247 082 $	30 000 $
Dupuy	1 031	26 028 975 $	27 672 $
Durham-Sud	1 066	74 385 088 $	79 433 $
East Angus	3 499	195 349 766 $	244 299 $
East Broughton	2 254	79 093 935 $	84 343 $
East Farnham	484	34 214 500 $	36 339 $
East Hereford	353	32 587 444 $	34 557 $
Eastman	1 531	345 504 209 $	368 433 $
Egan-Sud	513	35 597 640 $	37 996 $
Elgin	467	47 352 573 $	50 350 $
Entrelacs	969	178 299 980 $	190 251 $
Escuminac	661	31 888 106 $	34 315 $
Esprit-Saint	403	12 835 547 $	13 625 $
Estérel	264	239 958 377 $	255 507 $
Farnham	8 060	536 122 001 $	927 597 $
Fassett	448	32 316 669 $	34 320 $
Ferland-et-Boilleau	621	32 884 428 $	35 302 $
Ferme-Neuve	2 839	209 372 773 $	223 096 $
Fermont	2 764	191 460 919 $	204 670 $
Forestville	3 327	128 973 356 $	156 049 $
Fort-Coulonge	1 453	41 741 217 $	44 322 $
Fortierville	733	34 491 152 $	36 668 $
Fossambault-sur-le-Lac	1 741	224 300 194 $	238 949 $
Frampton	1 345	113 434 236 $	120 562 $
Franklin	1 653	158 144 942 $	167 690 $
Franquelin	362	11 039 335 $	11 783 $
Frelighsburg	1 049	175 188 807 $	185 933 $
Frontenac	1 707	154 674 597 $	164 593 $
Fugèreville	303	13 869 073 $	14 849 $
Gallichan	467	17 575 249 $	18 774 $
Gaspé	14 902	797 000 634 $	1 410 766 $
Girardville	1 140	49 482 494 $	52 884 $
Godbout	326	10 477 281 $	11 257 $
Godmanchester	1 386	153 933 081 $	164 109 $
Gore	1 625	257 956 573 $	275 054 $
Gracefield	2 355	338 819 863 $	361 432 $
Grande-Rivière	3 446	132 644 396 $	165 967 $
Grandes-Piles	387	48 665 430 $	51 905 $
Grande-Vallée	1 163	45 787 108 $	48 714 $
Grand-Métis	260	20 576 370 $	22 082 $
Grand-Remous	1 256	80 504 238 $	86 281 $
Grand-Saint-Esprit	474	34 541 430 $	36 838 $
Grenville	1 349	93 913 420 $	100 226 $
Grenville-sur-la-Rouge	2 873	270 849 551 $	289 462 $
Gros-Mécatina	537	19 233 120 $	20 503 $
Grosse-Île	502	28 624 078 $	30 552 $
Grosses-Roches	429	13 118 099 $	14 092 $
Guérin	303	11 481 302 $	12 284 $
Ham-Nord	842	53 472 975 $	56 948 $
Hampden	199	22 067 360 $	23 448 $
Harrington	788	205 500 033 $	219 697 $
Hatley	817	190 270 150 $	203 015 $
Hatley	1 889	242 094 100 $	257 070 $
Havelock	753	86 457 000 $	91 711 $
Havre-Saint-Pierre	3 293	215 350 775 $	251 999 $
Hébertville	2 451	135 581 559 $	144 541 $
Hébertville-Station	1 239	45 450 461 $	48 637 $
Hemmingford	758	51 807 323 $	55 233 $
Hemmingford	1 766	211 233 984 $	224 854 $
Henryville	1 526	173 894 872 $	185 728 $
Hérouxville	1 275	53 318 737 $	56 535 $
Hinchinbrooke	2 250	186 308 450 $	198 701 $
Honfleur	795	82 590 556 $	87 827 $
Hope	666	21 440 350 $	22 824 $
Hope Town	343	14 119 210 $	15 145 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Howick	629	30 862 501 $	32 747 $
Huberdeau	953	72 493 438 $	77 189 $
Hudson	4 954	865 186 848 $	1 404 631 $
Huntingdon	2 449	122 535 899 $	129 874 $
Inverness	810	107 118 320 $	114 206 $
Irlande	946	64 985 925 $	69 298 $
Ivry-sur-le-Lac	420	221 797 050 $	236 478 $
Joliette	19 902	1 472 358 684 $	2 613 047 $
Kamouraska	665	77 941 744 $	82 842 $
Kamouraska	0	3 353 220 $	3 591 $
Kazabazua	991	112 248 012 $	119 761 $
Kiamika	897	62 803 725 $	66 670 $
Kingsbury	96	8 266 342 $	8 700 $
Kingsey Falls	2 058	180 362 526 $	192 446 $
Kinnear's Mills	354	38 053 466 $	40 561 $
Kipawa	537	35 610 015 $	37 863 $
La Bostonnais	609	24 396 200 $	25 929 $
La Conception	1 391	258 545 900 $	275 305 $
La Corne	754	25 373 289 $	26 921 $
La Côte-de-Beaupré	0	62 666 314 $	66 687 $
La Côte-de-Gaspé	0	4 332 353 $	4 643 $
La Doré	1 466	59 943 653 $	63 925 $
La Durantaye	711	53 681 533 $	57 024 $
La Guadeloupe	1 725	81 212 456 $	86 791 $
La Haute-Côte-Nord	0	29 665 796 $	31 505 $
La Haute-Gaspésie	214	16 916 040 $	17 893 $
La Jacques-Cartier	0	3 934 079 $	4 103 $
La Macaza	1 012	172 312 920 $	183 567 $
La Malbaie	8 892	641 271 081 $	965 380 $
La Martre	264	6 595 212 $	6 964 $
La Matapédia	40	52 119 541 $	55 439 $
La Minerve	1 408	310 885 983 $	331 450 $
La Mitis	0	10 511 032 $	11 278 $
La Morandière	269	6 392 641 $	6 918 $
La Motte	428	17 807 975 $	18 978 $
La Patrie	792	79 672 486 $	84 836 $
La Pocatière	4 405	297 863 313 $	454 405 $
La Présentation	2 332	242 645 129 $	257 224 $
La Rédemption	545	15 186 031 $	16 190 $
La Reine	357	6 048 459 $	6 399 $
La Sarre	7 330	333 529 422 $	592 322 $
La Trinité-des-Monts	267	11 870 500 $	12 520 $
La Tuque	11 510	703 276 575 $	1 120 408 $
La Vallée-de-la-Gatineau	0	19 267 713 $	20 510 $
La Visitation-de-l'Île-Dupas	645	45 617 900 $	48 555 $
La Visitation-de-Yamaska	345	44 672 645 $	47 583 $
Labelle	2 277	336 291 998 $	358 994 $
Labrecque	1 407	59 498 518 $	63 499 $
Lac Beauport	7 084	776 787 733 $	1 382 108 $
Lac Brome	5 686	1 080 555 802 $	1 920 515 $
Lac Delage	520	57 493 118 $	61 302 $
Lac Edouard	167	29 079 800 $	31 312 $
Lac Saint-Joseph	258	224 841 708 $	239 676 $
Lac-au-Saumon	1 481	54 325 520 $	57 894 $
Lac-aux-Sables	1 329	119 214 747 $	127 043 $
Lac-Bouchette	1 245	65 066 958 $	69 171 $
Lac-des-Aigles	593	21 456 601 $	22 805 $
Lac-des-Écorces	2 989	170 570 122 $	181 852 $
Lac-des-Plages	415	82 772 870 $	88 196 $
Lac-des-Seize-Îles	163	69 328 350 $	74 007 $
Lac-Drolet	1 094	75 605 202 $	80 364 $
Lac-du-Cerf	432	67 184 200 $	71 645 $
Lac-Etchemin	3 951	237 559 753 $	293 752 $
Lac-Frontière	194	10 747 440 $	11 534 $
Lachute	12 089	870 302 203 $	1 547 154 $
Lac-Mégantic	6 061	415 766 201 $	737 368 $
Lacolle	2 569	224 110 390 $	239 033 $
Lac-Poulin	138	34 651 375 $	36 891 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Lac-Saguay	504	51 790 400 $	55 019 $
Lac-Sainte-Marie	627	185 021 102 $	197 013 $
Lac-Saint-Jean-Est	0	6 670 193 $	7 194 $
Lac-Saint-Paul	552	51 336 390 $	54 666 $
Lac-Sergent	463	53 487 792 $	56 868 $
Lac-Simon	869	260 354 952 $	277 785 $
Lac-Supérieur	1 827	449 476 366 $	478 732 $
Laforce	379	4 709 587 $	5 142 $
Lamarche	582	22 379 767 $	23 984 $
Lambton	1 642	188 411 221 $	201 082 $
Landrienne	1 072	36 329 298 $	38 726 $
L'Ange-Gardien	3 499	230 757 487 $	288 663 $
Lanoraie	4 514	336 397 435 $	491 604 $
L'Anse-Saint-Jean	1 124	79 986 829 $	85 559 $
Lantier	837	186 926 740 $	199 650 $
L'Ascension	959	97 452 521 $	104 067 $
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	2 058	100 232 308 $	107 026 $
L'Ascension-de-Patapédia	209	6 851 801 $	7 181 $
Latulipe-et-Gaboury	327	10 988 361 $	11 744 $
Launay	225	8 304 379 $	8 956 $
Laurier-Station	2 557	162 754 364 $	173 256 $
Laurierville	1 371	93 778 993 $	99 940 $
Lavaltrie	12 971	858 311 932 $	1 489 704 $
L'Avenir	1 291	99 947 448 $	106 631 $
Laverlochère	714	27 969 617 $	29 670 $
Lawrenceville	683	38 452 203 $	40 994 $
Le Domaine-du-Roy	35	43 220 963 $	46 103 $
Le Fjord-du-Saguenay	15	372 947 158 $	397 483 $
Le Rocher-Percé	0	927 174 $	1 026 $
Lebel-sur-Quévillon	2 586	143 044 229 $	151 600 $
Leclercville	505	45 898 106 $	48 977 $
Lefebvre	849	56 061 021 $	59 975 $
Lejeune	344	14 259 670 $	15 078 $
Lemieux	331	19 097 226 $	20 293 $
L'Épiphanie	5 147	270 675 757 $	456 706 $
L'Épiphanie	3 218	247 652 280 $	290 037 $
Les Basques	0	445 935 $	513 $
Les Bergeronnes	659	34 562 827 $	36 831 $
Les Cèdres	5 865	506 410 699 $	898 919 $
Les Coteaux	4 320	285 421 705 $	428 913 $
Les Éboulements	1 311	163 320 861 $	174 458 $
Les Escoumins	2 074	89 202 990 $	94 888 $
Les Hauteurs	563	20 399 371 $	21 872 $
Les Îles-de-la-Madeleine	12 620	697 532 990 $	748 793 $
Les Méchins	1 136	48 298 160 $	51 495 $
L'Île-Cadieux	132	51 705 368 $	55 093 $
L'Île-d'Anticosti	245	26 486 966 $	28 171 $
L'Île-du-Grand-Calumet	736	45 057 232 $	47 998 $
L'Île-Perrot	10 516	792 432 528 $	1 407 257 $
Lingwick	464	68 802 632 $	73 568 $
L'Isle-aux-Allumettes	1 406	173 465 821 $	185 229 $
L'Isle-aux-Coudres	1 253	120 502 202 $	128 521 $
L'Islet	3 830	217 578 472 $	282 043 $
L'Isle-Verte	1 432	91 664 786 $	97 892 $
Litchfield	476	93 622 208 $	99 677 $
Lochaber	510	29 482 700 $	31 551 $
Lochaber-Partie-Ouest	529	54 771 692 $	58 547 $
Longue-Pointe-de-Mingan	463	17 271 922 $	18 465 $
Longue-Rive	1 170	34 982 073 $	37 101 $
Lorrainville	1 325	56 139 355 $	59 596 $
Lotbinière	956	90 813 478 $	96 660 $
Louiseville	7 402	439 992 637 $	780 561 $
Low	965	138 847 971 $	148 158 $
Lyster	1 659	103 883 651 $	110 558 $
Macamic	2 776	92 339 036 $	98 502 $
Maddington	415	16 904 600 $	17 966 $
Malartic	3 522	113 116 832 $	145 787 $
Mandeville	2 324	199 116 076 $	212 237 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Manicouagan	138	51 870 899 $	55 263 $
Maniwaki	3 874	202 959 479 $	279 465 $
Manseau	891	42 726 854 $	45 730 $
Mansfield-et-Pontefract	1 978	129 803 733 $	137 968 $
Maria	2 519	135 336 397 $	144 045 $
Maria-Chapdelaine	192	63 404 568 $	67 520 $
Maricourt	437	46 560 678 $	49 695 $
Marieville	9 069	724 280 234 $	1 208 232 $
Marsoui	332	8 806 919 $	9 515 $
Marston	671	66 946 601 $	71 170 $
Martinville	475	28 677 226 $	30 532 $
Maskinongé	2 274	131 473 822 $	139 829 $
Massueville	508	29 212 086 $	31 025 $
Matagami	1 653	58 599 201 $	62 863 $
Matane	14 570	848 074 415 $	1 443 629 $
Matane	15	6 269 568 $	6 662 $
Matapédia	676	35 399 451 $	37 660 $
Matawinie	119	34 885 549 $	37 160 $
Mayo	609	58 424 965 $	62 433 $
Mékinac	10	28 540 036 $	30 539 $
Melbourne	1 099	114 237 335 $	121 633 $
Messines	1 600	151 750 223 $	162 060 $
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 110	224 826 785 $	328 732 $
Métis-sur-Mer	575	68 960 216 $	74 303 $
Milan	326	30 203 264 $	32 408 $
Mille-Isles	1 473	195 601 400 $	208 551 $
Moffet	205	8 294 944 $	8 707 $
Montcalm	652	121 326 100 $	129 617 $
Mont-Carmel	1 197	58 929 288 $	62 820 $
Montcerf-Lytton	752	43 806 316 $	46 696 $
Montebello	949	89 194 238 $	95 134 $
Mont-Joli	6 566	352 677 155 $	613 958 $
Mont-Laurier	13 501	884 688 665 $	1 530 578 $
Montmagny	11 289	714 406 113 $	1 268 272 $
Montpellier	1 003	79 505 800 $	84 665 $
Mont-Saint-Grégoire	2 995	303 902 573 $	323 320 $
Mont-Saint-Michel	647	46 010 652 $	49 011 $
Mont-Saint-Pierre	217	6 978 840 $	7 430 $
Morin-Heights	3 835	615 008 023 $	849 560 $
Mulgrave-et-Derry	386	83 293 607 $	88 783 $
Murdochville	798	18 300 944 $	19 518 $
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	833	76 540 620 $	81 721 $
Namur	478	34 393 421 $	36 668 $
Nantes	1 406	74 170 052 $	78 837 $
Napierville	3 756	248 688 780 $	336 294 $
Natashquan	272	11 341 572 $	12 053 $
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	824	57 754 248 $	61 265 $
Nédélec	398	16 253 486 $	17 413 $
Neuville	3 757	267 275 399 $	359 226 $
New Carlisle	1 367	60 691 952 $	64 375 $
New Richmond	3 802	169 824 542 $	233 155 $
Newport	810	104 217 217 $	110 629 $
Nicolet	7 633	575 968 803 $	963 971 $
Nominingue	2 307	354 825 385 $	378 302 $
Normandin	3 065	159 973 441 $	173 909 $
Normétal	865	14 133 302 $	15 085 $
North Hatley	761	169 496 917 $	179 931 $
Notre-Dame-de-Bon-Secours	266	60 155 572 $	64 136 $
Notre-Dame-de-Ham	439	18 789 344 $	20 011 $
Notre-Dame-de-la-Merci	1 101	196 510 878 $	209 477 $
Notre-Dame-de-la-Paix	804	49 537 888 $	53 005 $
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	10 564	998 174 162 $	1 773 189 $
Notre-Dame-de-Lorette	166	6 799 292 $	7 167 $
Notre-Dame-de-Lourdes	716	50 504 597 $	54 010 $
Notre-Dame-de-Lourdes	2 393	146 974 599 $	157 111 $
Notre-Dame-de-Montauban	845	59 519 080 $	63 300 $
Notre-Dame-de-Pontmain	723	107 393 011 $	114 582 $
Notre-Dame-des-Bois	1 042	70 690 381 $	75 486 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Notre-Dame-des-Monts	771	29 134 327 $	31 032 $
Notre-Dame-des-Neiges	1 260	98 302 464 $	104 827 $
Notre-Dame-des-Pins	1 150	71 123 447 $	75 966 $
Notre-Dame-des-Prairies	8 709	590 550 239 $	1 049 235 $
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	63	28 032 109 $	30 120 $
Notre-Dame-de-Stanbridge	707	80 211 077 $	85 336 $
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 453	65 784 242 $	69 894 $
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	907	76 643 600 $	81 725 $
Notre-Dame-du-Laus	1 586	252 197 768 $	268 807 $
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 464	251 688 392 $	447 221 $
Notre-Dame-du-Nord	1 103	46 823 217 $	49 937 $
Notre-Dame-du-Portage	1 268	145 862 414 $	155 150 $
Notre-Dame-du-Rosaire	408	29 937 408 $	31 781 $
Nouvelle	1 765	77 091 195 $	82 194 $
Noyan	1 394	138 444 608 $	147 519 $
Ogden	738	179 228 625 $	191 078 $
Oka	5 028	363 537 305 $	601 920 $
Ormstown	3 562	276 558 850 $	334 458 $
Otter Lake	962	101 409 827 $	108 164 $
Packington	672	27 503 974 $	29 144 $
Padoue	267	9 332 490 $	9 989 $
Palmarolle	1 512	53 064 203 $	56 658 $
Papineauville	2 131	161 654 420 $	172 309 $
Parisville	491	29 113 006 $	30 986 $
Paspébiac	3 246	139 783 720 $	163 839 $
Percé	3 344	149 031 987 $	180 806 $
Péribonka	534	58 266 090 $	62 083 $
Petite-Rivière-Saint-François	750	175 149 364 $	187 251 $
Petite-Vallée	230	11 366 554 $	12 140 $
Petit-Saguenay	753	25 878 733 $	27 692 $
Piedmont	2 590	493 369 654 $	525 920 $
Pierreville	2 261	159 785 017 $	170 637 $
Pincourt	13 679	1 046 716 843 $	1 859 633 $
Piopolis	356	70 551 285 $	75 056 $
Plaisance	1 025	62 842 885 $	66 943 $
Plessisville	6 708	307 688 681 $	545 644 $
Plessisville	2 606	162 220 847 $	172 622 $
Pohénégamook	2 892	150 903 740 $	160 723 $
Pointe-à-la-Croix	1 554	53 028 777 $	56 289 $
Pointe-aux-Outardes	1 453	72 536 304 $	76 830 $
Pointe-des-Cascades	1 202	79 927 770 $	85 000 $
Pointe-Fortune	533	45 677 793 $	48 827 $
Pointe-Lebel	1 950	82 406 983 $	87 797 $
Pontiac	21	14 087 304 $	15 138 $
Pont-Rouge	8 535	399 589 017 $	709 663 $
Portage-du-Fort	277	11 930 209 $	12 777 $
Port-Cartier	6 872	509 371 617 $	894 716 $
Port-Daniel-Gascons	2 562	71 211 814 $	75 779 $
Portneuf	3 067	177 110 002 $	190 141 $
Portneuf	52	21 208 180 $	22 661 $
Portneuf-sur-Mer	790	23 244 887 $	24 816 $
Potton	1 773	538 527 816 $	575 772 $
Poularies	698	16 325 150 $	17 386 $
Preissac	781	84 078 952 $	89 799 $
Prévost	11 747	905 748 319 $	1 608 860 $
Price	1 760	49 322 516 $	52 615 $
Princeville	5 761	323 636 801 $	507 444 $
Racine	1 306	169 326 396 $	180 936 $
Ragueneau	1 489	47 055 817 $	50 147 $
Rapide-Danseur	333	13 957 284 $	14 895 $
Rapides-des-Joachims	177	13 757 064 $	14 625 $
Rawdon	10 859	771 687 917 $	1 371 631 $
Rémigny	291	11 327 700 $	12 020 $
Richmond	3 344	174 236 748 $	203 434 $
Rigaud	7 630	720 910 845 $	1 279 234 $
Rimouski	46 321	3 070 060 670 $	5 183 479 $
Ripon	1 568	122 726 870 $	130 855 $
Rivière-Ouelle	1	6 909 505 $	7 444 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Rivière-à-Claude	157	6 309 108 $	6 694 $
Rivière-à-Pierre	700	62 694 436 $	67 030 $
Rivière-au-Tonnerre	356	12 233 022 $	13 053 $
Rivière-Beaudette	1 864	184 465 185 $	196 746 $
Rivière-Bleue	1 353	54 059 460 $	57 717 $
Rivière-Éternité	542	19 394 322 $	20 779 $
Rivière-Héva	1 292	49 052 958 $	52 358 $
Rivière-Ouelle	1 129	87 916 129 $	93 648 $
Rivière-Rouge	4 537	444 918 186 $	474 205 $
Rivière-Saint-Jean	269	7 738 915 $	8 228 $
Roberval	10 315	555 807 955 $	986 723 $
Rochebaucourt	172	2 948 818 $	3 070 $
Roquemaure	405	12 538 055 $	13 362 $
Rougemont	2 607	250 959 232 $	266 352 $
Rouyn-Noranda	41 077	2 168 740 206 $	3 712 068 $
Roxton	1 032	118 926 392 $	126 513 $
Roxton Falls	1 323	72 408 028 $	77 302 $
Roxton Pond	3 844	307 609 978 $	424 286 $
Sacré-Coeur	1 987	79 891 503 $	85 053 $
Sacré-Coeur-de-Jésus	592	43 699 264 $	46 583 $
Saint-Adalbert	567	33 354 227 $	35 681 $
Saint-Adelme	518	18 544 206 $	19 708 $
Saint-Adelphe	982	58 929 995 $	62 812 $
Saint-Adolphe-d'Howard	3 786	716 830 983 $	966 206 $
Saint-Adrien	482	38 754 425 $	41 490 $
Saint-Adrien-d'Irlande	375	26 037 987 $	27 638 $
Saint-Agapit	3 300	200 245 051 $	234 902 $
Saint-Aimé	508	96 850 680 $	103 208 $
Saint-Aimé-des-Lacs	1 158	71 186 720 $	75 866 $
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	720	67 386 206 $	71 837 $
Saint-Alban	1 139	74 824 965 $	79 713 $
Saint-Albert	1 509	88 733 628 $	94 468 $
Saint-Alexandre	2 399	224 678 670 $	239 497 $
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 977	102 534 591 $	109 100 $
Saint-Alexandre-des-Lacs	284	8 438 622 $	8 963 $
Saint-Alexis	560	42 986 248 $	45 920 $
Saint-Alexis	719	77 643 425 $	82 705 $
Saint-Alexis-de-Matapédia	577	19 127 666 $	20 234 $
Saint-Alexis-des-Monts	3 213	241 320 676 $	282 984 $
Saint-Alfred	485	32 441 700 $	34 583 $
Saint-Alphonse	764	27 547 836 $	29 223 $
Saint-Alphonse-de-Granby	3 093	259 540 856 $	282 692 $
Saint-Alphonse-Rodriguez	3 255	322 285 355 $	378 694 $
Saint-Ambroise	3 555	165 945 382 $	213 027 $
Saint-Ambroise-de-Kildare	3 618	267 447 674 $	353 222 $
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 653	153 515 151 $	163 743 $
Saint-André	643	42 657 112 $	45 008 $
Saint-André-Avellin	3 554	239 957 415 $	308 920 $
Saint-André-d'Argenteuil	3 199	258 537 823 $	292 228 $
Saint-André-de-Restigouche	181	6 436 480 $	6 912 $
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	498	19 962 332 $	21 287 $
Saint-Anicet	2 694	347 950 001 $	370 080 $
Saint-Anselme	3 312	257 083 432 $	312 361 $
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	165	30 694 798 $	32 814 $
Saint-Antoine-de-Tilly	1 568	164 734 675 $	175 404 $
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 671	183 731 281 $	195 206 $
Saint-Antonin	3 979	208 005 603 $	292 864 $
Saint-Apollinaire	5 086	352 908 547 $	584 070 $
Saint-Armand	1 159	187 179 848 $	199 787 $
Saint-Arsène	1 216	70 414 763 $	75 237 $
Saint-Athanase	342	12 989 168 $	13 822 $
Saint-Aubert	1 452	121 906 817 $	130 073 $
Saint-Augustin	408	15 243 496 $	16 124 $
Saint-Augustin	884	23 658 350 $	25 179 $
Saint-Augustin-de-Woburn	717	50 238 246 $	53 454 $
Saint-Barnabé	1 219	76 632 549 $	81 462 $
Saint-Barnabé-Sud	884	124 902 046 $	133 204 $
Saint-Barthélemy	1 973	138 005 209 $	147 196 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Saint-Basile	2 557	161 728 409 $	172 748 $
Saint-Benjamin	854	45 685 754 $	48 655 $
Saint-Benoît-Labre	1 664	105 815 983 $	112 678 $
Saint-Bernard	1 963	193 697 206 $	205 800 $
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 518	190 614 026 $	202 819 $
Saint-Bernard-de-Michaudville	507	83 922 322 $	89 193 $
Saint-Blaise-sur-Richelieu	1 961	211 614 711 $	224 485 $
Saint-Bonaventure	1 008	94 736 185 $	101 027 $
Saint-Boniface	4 496	235 499 066 $	360 116 $
Saint-Bruno	2 563	118 267 047 $	125 833 $
Saint-Bruno-de-Guigues	1 063	60 023 017 $	63 726 $
Saint-Bruno-de-Kamouraska	542	26 416 798 $	28 171 $
Saint-Calixte	5 754	399 511 749 $	710 797 $
Saint-Camille	490	36 340 266 $	38 813 $
Saint-Camille-de-Lellis	882	36 623 539 $	38 883 $
Saint-Casimir	1 508	65 762 636 $	70 061 $
Saint-Célestin	781	40 201 254 $	42 902 $
Saint-Célestin	634	64 487 443 $	68 758 $
Saint-Césaire	5 526	424 201 387 $	626 637 $
Saint-Charles-Borromée	13 045	883 297 496 $	1 567 994 $
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 236	164 211 607 $	174 102 $
Saint-Charles-de-Bourget	689	31 555 988 $	33 543 $
Saint-Charles-Garnier	294	8 024 174 $	8 450 $
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 715	218 647 318 $	232 959 $
Saint-Christophe-d'Arthabaska	3 153	177 774 600 $	201 445 $
Saint-Chrysostome	2 600	208 272 767 $	222 277 $
Saint-Claude	1 098	99 979 787 $	106 621 $
Saint-Clément	523	21 061 173 $	22 582 $
Saint-Cléophas	377	11 039 392 $	11 783 $
Saint-Cléophas-de-Brandon	292	16 523 535 $	17 676 $
Saint-Clet	1 737	150 772 031 $	160 083 $
Saint-Côme	2 292	221 757 159 $	236 452 $
Saint-Côme-Linière	3 288	158 236 848 $	185 116 $
Saint-Cuthbert	1 905	161 181 049 $	171 903 $
Saint-Cyprien	1 228	50 586 105 $	53 784 $
Saint-Cyprien	608	28 553 814 $	30 560 $
Saint-Cyrille-de-Lessard	796	43 480 329 $	46 413 $
Saint-Cyrille-de-Wendover	4 412	265 314 284 $	405 377 $
Saint-Damase	437	18 530 156 $	19 727 $
Saint-Damase	2 529	255 671 655 $	272 021 $
Saint-Damase-de-L'Islet	590	31 484 418 $	33 589 $
Saint-Damien	2 211	200 105 132 $	213 431 $
Saint-Damien-de-Buckland	2 028	132 064 939 $	140 558 $
Saint-David	798	130 857 013 $	139 808 $
Saint-David-de-Falardeau	2 792	413 183 451 $	441 159 $
Saint-Denis	544	59 057 280 $	62 727 $
Saint-Denis-de-Brompton	3 185	418 506 356 $	474 502 $
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 306	244 835 563 $	260 713 $
Saint-Didace	702	77 935 347 $	83 433 $
Saint-Dominique	2 269	206 009 756 $	218 814 $
Saint-Dominique-du-Rosaire	465	13 691 378 $	14 605 $
Saint-Donat	961	46 575 409 $	49 814 $
Saint-Donat	4 493	1 048 907 625 $	1 603 064 $
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 190	118 961 518 $	126 726 $
Sainte-Agathe-des-Monts	9 665	1 254 487 162 $	1 962 013 $
Sainte-Angèle-de-Mérici	1 036	35 592 069 $	37 917 $
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 726	153 189 850 $	163 493 $
Sainte-Angèle-de-Prémont	706	30 856 105 $	32 854 $
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 874	170 511 768 $	181 632 $
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1 975	129 895 239 $	138 237 $
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 793	90 370 072 $	96 104 $
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	656	58 626 351 $	62 523 $
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 985	192 027 246 $	204 704 $
Sainte-Anne-des-Lacs	3 425	580 235 949 $	725 106 $
Sainte-Anne-de-Sorel	2 835	161 804 507 $	171 937 $
Sainte-Anne-du-Lac	664	49 298 149 $	52 548 $
Sainte-Anne-du-Sault	1 322	62 677 395 $	66 653 $
Sainte-Apolline-de-Patton	645	46 783 896 $	49 741 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Sainte-Aurélie	925	57 326 561 $	61 185 $
Sainte-Barbe	1 443	155 950 900 $	166 081 $
Sainte-Béatrix	1 817	157 826 109 $	168 392 $
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 277	194 476 326 $	207 395 $
Sainte-Brigitte-de-Laval	4 729	284 886 885 $	453 587 $
Sainte-Brigitte-des-Saults	783	83 714 016 $	89 455 $
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	6 087	412 483 474 $	733 366 $
Sainte-Cécile-de-Lévrard	414	22 564 023 $	24 108 $
Sainte-Cécile-de-Milton	1 960	172 866 545 $	184 167 $
Sainte-Cécile-de-Whitton	897	72 587 901 $	77 398 $
Sainte-Christine	744	63 590 552 $	67 620 $
Sainte-Christine-d'Auvergne	530	80 790 983 $	86 551 $
Sainte-Claire	3 185	243 513 319 $	275 335 $
Sainte-Clotilde-de-Beauce	608	43 341 999 $	46 030 $
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 634	157 740 562 $	167 500 $
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 596	93 200 639 $	99 291 $
Sainte-Croix	2 393	202 671 931 $	215 622 $
Saint-Edmond-de-Grantham	696	62 741 700 $	66 943 $
Saint-Edmond-les-Plaines	424	16 239 631 $	17 157 $
Saint-Édouard	1 282	136 322 277 $	145 155 $
Saint-Édouard-de-Fabre	683	30 800 622 $	32 734 $
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 281	103 447 919 $	110 092 $
Saint-Édouard-de-Maskinongé	822	39 170 700 $	41 917 $
Sainte-Edwidge-de-Clifton	491	49 679 391 $	52 752 $
Sainte-Élisabeth	1 577	154 657 067 $	165 458 $
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	373	30 763 740 $	32 781 $
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	1 700	120 045 371 $	127 669 $
Sainte-Eulalie	915	71 118 097 $	75 613 $
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	19 116 942 $	20 353 $
Sainte-Famille	878	125 071 925 $	134 066 $
Sainte-Félicité	1 155	37 133 420 $	39 482 $
Sainte-Félicité	412	15 484 000 $	16 393 $
Sainte-Flavie	956	60 135 376 $	64 069 $
Sainte-Florence	456	15 599 526 $	16 683 $
Sainte-Françoise	424	18 040 091 $	19 235 $
Sainte-Françoise	468	27 614 508 $	29 407 $
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 047	83 138 663 $	88 749 $
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 342	178 587 634 $	190 122 $
Sainte-Germaine-Boulé	898	26 641 567 $	28 441 $
Sainte-Gertrude-Manneville	901	22 219 075 $	23 555 $
Sainte-Hedwidge	885	30 695 102 $	32 807 $
Sainte-Hélène	923	47 033 199 $	50 163 $
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 642	158 171 088 $	168 562 $
Sainte-Hélène-de-Chester	360	31 277 880 $	33 313 $
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	383	11 768 123 $	12 554 $
Sainte-Hénédine	1 087	102 632 226 $	109 357 $
Sainte-Irène	356	18 842 316 $	19 977 $
Sainte-Jeanne-d'Arc	317	14 634 275 $	15 630 $
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 144	49 381 190 $	52 568 $
Sainte-Julienne	8 910	542 406 161 $	965 939 $
Sainte-Justine	1 843	91 294 361 $	97 279 $
Sainte-Justine-de-Newton	964	112 310 535 $	118 317 $
Saint-Élie	1 783	130 315 172 $	139 070 $
Saint-Éloi	323	15 782 131 $	16 914 $
Sainte-Louise	689	33 587 041 $	35 878 $
Saint-Elphège	266	38 686 935 $	41 231 $
Sainte-Luce	2 915	197 527 960 $	210 649 $
Sainte-Lucie-de-Beauregard	334	14 896 562 $	15 907 $
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 345	152 341 248 $	162 773 $
Saint-Elzéar	512	18 635 820 $	19 741 $
Saint-Elzéar	1 967	163 945 855 $	174 624 $
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	338	13 210 295 $	14 098 $
Sainte-Madeleine	2 273	150 550 585 $	160 579 $
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 544	122 491 247 $	130 592 $
Sainte-Marguerite	1 108	99 885 057 $	106 431 $
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	2 500	407 000 152 $	433 719 $
Sainte-Marguerite-Marie	207	6 524 288 $	6 912 $
Sainte-Marie-de-Blandford	498	32 899 425 $	35 309 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Sainte-Marie-Madeleine	2 798	263 367 032 $	280 787 $
Sainte-Marie-Salomé	1 276	77 066 737 $	82 115 $
Sainte-Marthe	1 071	167 220 441 $	177 849 $
Sainte-Martine	4 791	378 237 571 $	599 670 $
Sainte-Mélanie	2 966	220 511 720 $	235 446 $
Saint-Émile-de-Suffolk	561	43 447 000 $	46 626 $
Sainte-Monique	517	58 893 728 $	62 713 $
Sainte-Monique	930	74 395 801 $	79 227 $
Sainte-Paule	228	16 896 515 $	18 025 $
Sainte-Perpétue	1 791	70 234 396 $	74 874 $
Sainte-Perpétue	979	86 553 462 $	92 094 $
Sainte-Pétronille	1 101	150 199 391 $	160 192 $
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 633	147 752 847 $	157 182 $
Saint-Épiphane	860	35 526 122 $	37 949 $
Sainte-Praxède	425	64 279 019 $	68 402 $
Sainte-Rita	353	15 721 061 $	16 570 $
Sainte-Rose-de-Watford	751	43 229 528 $	46 277 $
Sainte-Rose-du-Nord	468	29 007 499 $	31 072 $
Sainte-Sabine	397	18 470 920 $	19 688 $
Sainte-Sabine	1 082	115 060 202 $	122 822 $
Sainte-Séraphine	409	32 194 426 $	34 333 $
Sainte-Sophie	12 423	765 889 428 $	1 362 025 $
Sainte-Sophie-de-Lévrard	779	45 791 463 $	48 781 $
Sainte-Sophie-d'Halifax	640	59 299 882 $	63 243 $
Saint-Esprit	1 932	186 850 131 $	198 872 $
Sainte-Thècle	2 507	137 583 114 $	146 298 $
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 061	30 897 779 $	32 768 $
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	359	60 209 868 $	64 002 $
Saint-Étienne-de-Beauharnois	803	104 030 163 $	110 858 $
Saint-Étienne-de-Bolton	536	113 514 200 $	121 137 $
Saint-Étienne-des-Grès	4 301	200 125 197 $	300 894 $
Saint-Eugène	1 161	98 708 733 $	105 011 $
Saint-Eugène-d'Argentenay	556	17 610 414 $	18 701 $
Saint-Eugène-de-Guigues	500	23 329 608 $	24 850 $
Saint-Eugène-de-Ladrière	433	29 331 905 $	31 349 $
Sainte-Ursule	1 377	73 009 621 $	77 375 $
Saint-Eusèbe	621	27 478 648 $	29 223 $
Saint-Évariste-de-Forsyth	610	51 534 529 $	54 950 $
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 466	190 476 776 $	203 337 $
Saint-Fabien	1 995	109 848 464 $	117 649 $
Saint-Fabien-de-Panet	1 057	52 976 423 $	56 595 $
Saint-Faustin-Lac-Carré	3 219	527 647 405 $	621 243 $
Saint-Félicien	10 511	628 936 936 $	1 116 187 $
Saint-Félix-de-Dalquier	919	30 834 442 $	32 887 $
Saint-Félix-de-Kingsey	1 488	118 407 992 $	126 319 $
Saint-Félix-de-Valois	5 921	403 127 827 $	716 044 $
Saint-Félix-d'Otis	1 036	69 841 061 $	74 461 $
Saint-Ferdinand	2 055	176 073 962 $	187 550 $
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 748	354 107 604 $	378 105 $
Saint-Flavien	1 629	109 670 176 $	116 701 $
Saint-Fortunat	272	26 100 152 $	27 666 $
Saint-François	582	93 863 770 $	100 160 $
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 593	124 172 172 $	132 115 $
Saint-François-d'Assise	738	21 393 979 $	22 831 $
Saint-François-de-Sales	730	24 112 763 $	25 561 $
Saint-François-du-Lac	1 979	131 136 637 $	139 945 $
Saint-François-Xavier-Brompton	2 077	149 329 533 $	159 176 $
Saint-François-Xavier-de-Viger	275	12 316 814 $	13 113 $
Saint-Frédéric	1 075	58 898 935 $	62 753 $
Saint-Fulgence	2 083	97 581 201 $	104 150 $
Saint-Gabriel	2 801	130 740 848 $	139 393 $
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 780	223 426 198 $	238 659 $
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 252	50 714 143 $	54 048 $
Saint-Gabriel-de-Valcartier	3 385	273 414 480 $	334 138 $
Saint-Gabriel-Lalemant	771	23 907 939 $	25 317 $
Saint-Gédéon	2 003	156 233 016 $	166 617 $
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 287	106 453 539 $	113 189 $
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 137	142 030 074 $	151 419 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Saint-Georges-de-Windsor	923	65 280 522 $	69 615 $
Saint-Gérard-Majella	258	43 371 136 $	46 296 $
Saint-Germain	301	21 182 007 $	22 548 $
Saint-Germain-de-Grantham	4 411	354 216 592 $	541 442 $
Saint-Gervais	2 018	159 496 676 $	170 067 $
Saint-Gilbert	284	13 560 390 $	14 336 $
Saint-Gilles	2 085	130 126 907 $	138 726 $
Saint-Godefroi	391	13 163 200 $	14 098 $
Saint-Guillaume	1 573	150 373 018 $	159 298 $
Saint-Guy	85	6 739 794 $	7 175 $
Saint-Henri	4 691	404 827 949 $	636 229 $
Saint-Henri-de-Taillon	742	72 023 689 $	76 782 $
Saint-Herménégilde	735	97 951 878 $	104 546 $
Saint-Hilaire-de-Dorset	101	27 601 400 $	29 439 $
Saint-Hilarion	1 217	68 341 260 $	72 788 $
Saint-Hippolyte	7 970	853 978 562 $	1 514 727 $
Saint-Honoré	5 125	235 027 128 $	350 639 $
Saint-Honoré-de-Shenley	1 637	90 530 460 $	96 291 $
Saint-Honoré-de-Témiscouata	807	27 087 569 $	28 981 $
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 392	96 785 044 $	103 311 $
Saint-Hugues	1 295	152 893 428 $	162 674 $
Saint-Hyacinthe	53 131	4 322 622 921 $	7 319 163 $
Saint-Ignace-de-Loyola	2 035	127 338 833 $	135 576 $
Saint-Ignace-de-Stanbridge	660	84 703 190 $	90 002 $
Saint-Irénée	699	102 065 252 $	109 072 $
Saint-Isidore	2 677	243 493 220 $	259 175 $
Saint-Isidore-de-Clifton	779	84 796 692 $	90 089 $
Saint-Jacques	3 879	296 334 458 $	408 561 $
Saint-Jacques/Wolfestown	172	20 524 808 $	21 853 $
Saint-Jacques-de-Leeds	711	48 733 131 $	51 949 $
Saint-Jacques-le-Mineur	1 672	163 947 580 $	174 491 $
Saint-Janvier-de-Joly	959	65 741 963 $	69 935 $
Saint-Jean	983	171 862 826 $	183 141 $
Saint-Jean-de-Brébeuf	451	33 261 200 $	35 385 $
Saint-Jean-de-Cherbourg	217	6 081 936 $	6 431 $
Saint-Jean-de-Dieu	1 629	54 828 236 $	58 474 $
Saint-Jean-de-la-Lande	287	15 471 746 $	16 360 $
Saint-Jean-de-Matha	4 423	370 261 614 $	566 423 $
Saint-Jean-Port-Joli	3 350	224 206 319 $	272 193 $
Saint-Joachim	1 336	90 287 780 $	96 240 $
Saint-Joachim-de-Shefford	1 188	119 375 196 $	127 379 $
Saint-Joseph-de-Beauce	4 556	266 910 412 $	414 261 $
Saint-Joseph-de-Coleraine	2 025	152 918 682 $	163 183 $
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	225	34 250 900 $	36 525 $
Saint-Joseph-de-Kamouraska	422	22 632 734 $	24 108 $
Saint-Joseph-de-Lepage	549	32 200 093 $	34 493 $
Saint-Joseph-des-Érables	425	30 576 683 $	32 498 $
Saint-Joseph-de-Sorel	1 593	163 457 231 $	173 978 $
Saint-Jude	1 190	129 952 709 $	138 550 $
Saint-Jules	544	39 157 468 $	41 710 $
Saint-Julien	408	29 548 788 $	31 365 $
Saint-Just-de-Bretenières	750	38 425 485 $	40 908 $
Saint-Juste-du-Lac	630	27 409 717 $	29 176 $
Saint-Justin	1 022	77 591 024 $	82 607 $
Saint-Lambert	214	3 680 964 $	3 840 $
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 904	435 962 571 $	775 495 $
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 658	231 882 203 $	246 857 $
Saint-Lazare	18 922	1 856 497 510 $	3 293 155 $
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 180	77 522 451 $	82 428 $
Saint-Léandre	404	17 279 175 $	18 425 $
Saint-Léonard-d'Aston	2 211	159 309 473 $	170 045 $
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 046	53 527 869 $	56 968 $
Saint-Léon-de-Standon	1 190	73 166 228 $	77 924 $
Saint-Léon-le-Grand	1 020	32 799 847 $	34 852 $
Saint-Léon-le-Grand	973	80 989 020 $	86 674 $
Saint-Liboire	2 959	237 001 606 $	252 549 $
Saint-Liguori	1 977	146 927 379 $	156 498 $
Saint-Lin-Laurentides	16 394	979 537 670 $	1 696 686 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Saint-Louis	708	71 823 651 $	76 206 $
Saint-Louis-de-Blandford	996	64 306 341 $	68 729 $
Saint-Louis-de-Gonzague	443	26 660 891 $	28 394 $
Saint-Louis-de-Gonzague	1 480	165 011 829 $	175 933 $
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 323	52 478 699 $	55 909 $
Saint-Luc-de-Bellechasse	481	29 529 262 $	31 458 $
Saint-Luc-de-Vincennes	532	34 908 390 $	37 154 $
Saint-Lucien	1 617	108 881 239 $	116 251 $
Saint-Ludger	1 221	67 558 756 $	72 113 $
Saint-Ludger-de-Milot	724	37 285 715 $	39 765 $
Saint-Magloire	731	42 265 552 $	45 117 $
Saint-Majorique-de-Grantham	1 227	91 362 357 $	97 322 $
Saint-Malachie	1 462	94 950 667 $	101 343 $
Saint-Malo	549	47 373 421 $	50 510 $
Saint-Marc-de-Figuery	803	33 880 553 $	36 261 $
Saint-Marc-des-Carrières	2 790	134 811 817 $	143 239 $
Saint-Marc-du-Lac-Long	436	19 849 033 $	21 024 $
Saint-Marcel	501	22 751 873 $	24 271 $
Saint-Marcel-de-Richelieu	550	71 143 964 $	75 593 $
Saint-Marcellin	337	24 923 607 $	26 685 $
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 997	228 892 554 $	243 458 $
Saint-Martin	2 535	128 486 961 $	136 738 $
Saint-Mathieu-de-Rioux	689	53 449 905 $	56 942 $
Saint-Mathieu-d'Harricana	752	45 986 401 $	48 944 $
Saint-Mathieu-du-Parc	1 473	155 858 482 $	166 374 $
Saint-Maurice	2 720	142 370 927 $	151 780 $
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 151	34 683 388 $	36 925 $
Saint-Médard	262	7 571 585 $	7 944 $
Saint-Michel	2 899	250 459 523 $	266 571 $
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 758	182 474 196 $	194 551 $
Saint-Michel-des-Saints	2 664	348 335 757 $	372 761 $
Saint-Michel-du-Squatec	1 200	48 089 841 $	51 139 $
Saint-Modeste	1 103	72 463 944 $	77 661 $
Saint-Moïse	616	21 096 847 $	22 516 $
Saint-Narcisse	1 794	100 576 958 $	107 082 $
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 045	132 374 324 $	141 427 $
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 082	52 540 030 $	56 028 $
Saint-Nazaire	1 937	80 313 036 $	85 558 $
Saint-Nazaire-d'Acton	872	95 360 186 $	101 799 $
Saint-Nazaire-de-Dorchester	382	22 242 616 $	23 535 $
Saint-Nérée	755	50 263 848 $	53 581 $
Saint-Noël	447	11 469 900 $	12 310 $
Saint-Norbert	1 030	78 279 534 $	83 137 $
Saint-Norbert-d'Arthabaska	1 162	78 989 986 $	84 033 $
Saint-Octave-de-Métis	486	20 393 644 $	21 746 $
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 490	83 952 756 $	89 206 $
Saint-Omer	328	18 649 221 $	20 011 $
Saint-Onésime-d'Ixworth	567	25 713 504 $	27 434 $
Saint-Ours	1 695	169 399 330 $	180 803 $
Saint-Pacôme	1 637	68 837 266 $	73 122 $
Saint-Pamphile	2 611	119 280 478 $	127 132 $
Saint-Pascal	3 450	191 976 012 $	228 675 $
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 090	107 595 370 $	114 572 $
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 954	225 504 629 $	240 113 $
Saint-Paul	4 812	280 075 622 $	451 770 $
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 873	282 127 998 $	300 724 $
Saint-Paul-de-la-Croix	381	15 122 420 $	16 137 $
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	2 010	193 287 933 $	206 139 $
Saint-Paul-de-Montminy	845	61 897 032 $	65 985 $
Saint-Paulin	1 582	91 237 815 $	97 193 $
Saint-Philémon	777	57 358 377 $	61 065 $
Saint-Philibert	395	26 498 316 $	28 205 $
Saint-Philippe-de-Néri	864	37 425 401 $	39 895 $
Saint-Pie	5 130	440 612 612 $	469 516 $
Saint-Pie-de-Guire	452	46 227 811 $	48 935 $
Saint-Pierre	326	31 735 600 $	33 773 $
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	1 007	66 856 524 $	71 283 $
Saint-Pierre-Baptiste	431	59 267 440 $	63 170 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Saint-Pierre-de-Broughton	901	62 321 729 $	66 178 $
Saint-Pierre-de-Lamy	121	9 035 026 $	9 745 $
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 808	176 668 434 $	188 383 $
Saint-Pierre-les-Becquets	1 192	78 010 276 $	83 281 $
Saint-Placide	1 718	182 985 583 $	195 058 $
Saint-Polycarpe	1 851	197 996 264 $	211 375 $
Saint-Prime	2 639	144 388 291 $	153 632 $
Saint-Prosper	3 530	150 333 795 $	192 897 $
Saint-Prosper-de-Champlain	507	44 534 831 $	47 366 $
Saint-Raphaël	2 365	150 257 775 $	159 874 $
Saint-Raymond	9 592	606 121 719 $	1 076 111 $
Saint-Rémi	6 995	539 433 498 $	957 492 $
Saint-Rémi-de-Tingwick	456	40 957 668 $	43 612 $
Saint-René	662	32 466 110 $	34 642 $
Saint-René-de-Matane	1 042	39 686 342 $	42 322 $
Saint-Robert	1 738	159 526 286 $	170 467 $
Saint-Robert-Bellarmin	643	42 340 128 $	45 203 $
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 757	374 669 290 $	593 642 $
Saint-Roch-de-Mékinac	284	32 477 501 $	34 676 $
Saint-Roch-de-Richelieu	2 070	136 836 199 $	145 415 $
Saint-Roch-des-Aulnaies	930	75 098 559 $	79 996 $
Saint-Roch-Ouest	294	45 938 500 $	48 824 $
Saint-Romain	649	67 631 547 $	72 179 $
Saint-Rosaire	831	65 467 486 $	69 745 $
Saint-Samuel	713	39 569 208 $	42 014 $
Saints-Anges	1 090	79 425 225 $	84 399 $
Saint-Sauveur	9 764	1 686 397 025 $	2 597 339 $
Saint-Sébastien	730	55 582 609 $	59 123 $
Saint-Sébastien	671	131 123 517 $	139 938 $
Saint-Sévère	346	30 542 000 $	32 578 $
Saint-Séverin	292	23 130 468 $	24 580 $
Saint-Séverin	830	51 567 122 $	55 142 $
Saint-Siméon	1 187	42 866 635 $	45 711 $
Saint-Siméon	1 351	75 581 728 $	80 450 $
Saint-Simon	420	30 370 516 $	32 208 $
Saint-Simon	1 245	130 263 449 $	138 680 $
Saint-Simon-les-Mines	517	31 231 042 $	33 360 $
Saint-Sixte	479	26 757 852 $	28 500 $
Saints-Martyrs-Canadiens	263	59 117 357 $	63 190 $
Saint-Stanislas	960	70 509 267 $	75 071 $
Saint-Stanislas	351	16 897 643 $	18 006 $
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 623	168 845 700 $	180 043 $
Saint-Sylvère	847	63 789 514 $	68 030 $
Saint-Sylvestre	1 032	90 650 104 $	96 407 $
Saint-Télesphore	780	94 989 067 $	100 990 $
Saint-Tharcisius	452	12 800 168 $	13 599 $
Saint-Théodore-d'Acton	1 504	124 112 649 $	132 447 $
Saint-Théophile	774	64 596 442 $	68 632 $
Saint-Thomas	3 041	261 499 695 $	284 624 $
Saint-Thomas-Didyme	691	35 567 717 $	37 917 $
Saint-Thuribe	306	16 222 580 $	17 177 $
Saint-Tite	3 725	218 980 462 $	295 515 $
Saint-Tite-des-Caps	1 448	96 321 521 $	102 625 $
Saint-Ubalde	1 473	108 972 824 $	116 144 $
Saint-Ulric	1 684	71 847 031 $	76 689 $
Saint-Urbain	1 458	79 126 344 $	84 582 $
Saint-Urbain-Premier	1 121	120 977 087 $	129 061 $
Saint-Valentin	472	68 397 100 $	72 756 $
Saint-Valère	1 303	79 219 423 $	84 223 $
Saint-Valérien	838	45 724 790 $	48 914 $
Saint-Valérien-de-Milton	1 704	179 079 667 $	190 603 $
Saint-Vallier	1 021	94 254 549 $	100 175 $
Saint-Venant-de-Paquette	136	16 359 272 $	17 446 $
Saint-Vianney	498	17 279 005 $	18 518 $
Saint-Victor	2 550	180 955 353 $	192 600 $
Saint-Wenceslas	1 112	91 465 638 $	97 529 $
Saint-Zacharie	1 836	89 859 686 $	95 607 $
Saint-Zénon	1 307	128 618 831 $	137 134 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	403	17 185 835 $	18 229 $
Saint-Zéphirin-de-Courval	809	83 003 950 $	88 300 $
Saint-Zotique	6 434	515 185 980 $	914 583 $
Salaberry-de-Valleyfield	40 050	2 697 941 629 $	4 736 124 $
Sayabec	1 876	98 178 131 $	104 377 $
Schefferville	200	7 373 589 $	8 017 $
Scotstown	559	26 536 104 $	28 344 $
Scott	2 020	131 517 541 $	140 000 $
Senneterre	3 069	122 074 122 $	132 805 $
Senneterre	1 235	52 688 000 $	56 291 $
Sept-Îles	26 220	2 046 609 049 $	3 578 381 $
Sept-Rivières	129	18 833 598 $	19 984 $
Shannon	4 782	252 657 515 $	403 207 $
Shawinigan	50 784	2 710 313 134 $	4 608 443 $
Shawville	1 540	101 741 746 $	108 324 $
Sheenboro	166	41 856 080 $	44 664 $
Shefford	7 195	615 438 963 $	1 094 876 $
Shigawake	329	11 876 626 $	12 600 $
Sorel-Tracy	34 234	2 132 578 583 $	3 787 825 $
Stanbridge East	836	97 984 473 $	104 693 $
Stanbridge Station	303	40 662 328 $	43 362 $
Stanstead	2 879	187 505 114 $	200 264 $
Stanstead	1 020	485 661 900 $	518 467 $
Stanstead-Est	607	93 829 108 $	100 465 $
St-Cyprien-de-Napierville	1 750	241 003 375 $	257 708 $
Ste-Anne-des-Monts	6 681	273 898 828 $	480 218 $
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	361	12 773 152 $	13 593 $
Stoke	2 755	219 390 677 $	233 627 $
Stoneham-et-Tewkesbury	6 877	628 343 576 $	1 116 537 $
Stornoway	574	46 299 070 $	49 147 $
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	542	66 105 220 $	70 647 $
Stratford	1 106	159 142 571 $	169 209 $
Stukely-Sud	949	91 097 530 $	96 986 $
Sutton	4 047	810 295 102 $	995 009 $
Tadoussac	831	70 637 443 $	75 274 $
Taschereau	1 010	18 789 637 $	19 951 $
Témiscaming	2 514	178 786 382 $	189 859 $
Témiscamingue	184	32 597 346 $	34 529 $
Témiscouata-sur-le-Lac (issu fusion 2010 Notre-Dame-du-Lac et Cabano)	5 183	284 977 142 $	308 427 $
Terrasse-Vaudreuil	1 934	160 617 623 $	171 018 $
Thorne	403	83 643 703 $	89 382 $
Thurso	2 378	198 010 845 $	211 362 $
Tingwick	1 427	110 018 073 $	117 123 $
Tourville	679	19 657 391 $	20 998 $
Trécesson	1 332	57 057 017 $	60 902 $
Très-Saint-Rédempteur	824	67 782 500 $	72 403 $
Très-Saint-Sacrement	1 258	151 688 850 $	161 045 $
Tring-Jonction	1 409	66 177 560 $	70 474 $
Trois-Pistoles	3 376	152 042 959 $	184 726 $
Trois-Rives	439	92 645 000 $	99 331 $
Ulverton	377	38 500 679 $	40 981 $
Upton	1 971	158 502 516 $	168 983 $
Val-Alain	930	56 187 663 $	60 178 $
Val-Brillant	992	43 394 420 $	45 957 $
Valcourt	2 328	179 935 206 $	192 007 $
Valcourt	1 018	89 738 688 $	95 228 $
Val-David	4 386	518 197 305 $	779 968 $
Val-des-Bois	883	111 190 278 $	118 081 $
Val-des-Lacs	757	163 276 167 $	174 710 $
Val-d'Or	31 845	1 737 504 562 $	2 966 556 $
Val-Joli	1 475	131 220 705 $	139 718 $
Vallée-de-l'Or	330	11 504 034 $	12 317 $
Vallée-Jonction	1 918	112 618 871 $	119 751 $
Val-Morin	2 952	357 877 400 $	380 861 $
Val-Racine	158	23 737 824 $	25 503 $
Val-Saint-Gilles	178	3 600 420 $	3 847 $
Vaudreuil-Dorion	31 461	2 846 650 368 $	5 058 891 $
Vaudreuil-sur-le-Lac	1 357	183 145 080 $	195 128 $

Titre et programme : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 51 : Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2010 et les prévisions pour 2011.

Les prévisions des factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2011.

Nom de la municipalité	Population 2011	Richesse foncière uniformisée 2009	Facture 2011
Venise-en-Québec	1 393	177 530 626 $	189 669 $
Victoriaville	42 518	2 446 582 395 $	4 344 933 $
Ville-Marie	2 585	136 549 848 $	145 404 $
Villeroy	468	35 289 172 $	37 699 $
Waltham	335	30 262 269 $	32 328 $
Warden	360	17 449 839 $	18 755 $
Warwick	4 896	313 703 692 $	461 359 $
Waterloo	3 935	258 277 504 $	364 712 $
Waterville	2 007	141 641 910 $	150 870 $
Weedon	2 755	218 712 247 $	232 951 $
Wentworth	533	172 480 400 $	183 624 $
Wentworth-Nord	1 428	360 303 900 $	384 457 $
Westbury	974	72 821 505 $	77 588 $
Wickham	2 530	176 711 517 $	188 004 $
Windsor	5 320	403 998 288 $	687 467 $
Wotton	1 525	87 625 817 $	92 760 $
Yamachiche	2 762	211 306 100 $	224 988 $
Yamaska	1 649	115 481 108 $	122 962 $
	2 417 628	**182 810 967 901 $**	**256 462 697 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

52. La liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 52 : Liste des municipalités ou des villes de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

Municipalités de moins de 50 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Depuis le 21 juin 2001, la Loi sur la police prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal.

Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, celles qui étaient desservies par un corps de police municipal avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les municipalités qui ont fait ce choix sont :

- Mont-Tremblant et Lac-Tremblant-Nord (Service de police de la Ville de Mont-Tremblant) – **pas d'entente, municipalité défusionnée**
- Sainte-Adèle (Service de police de Sainte-Adèle)
- Bromont (Corps de police municipal de Bromont)
- Austin, Magog, Orford, Sainte-Catherine-de-Hatley (Régie de police de Memphrémagog) – **date de renouvellement : 31 décembre 2016**
- Thetford Mines (Sûreté municipale de la Ville de Thetford Mines)
- Sainte-Marie (Sûreté municipale de Sainte-Marie)
- Saint-Georges (Service de police de la Ville de Saint-Georges)
- Rivière-du-Loup (Sécurité publique de Rivière-du-Loup)
- Granby (Service de police de la Ville de Granby)*

Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

En 2010-2011, aucune nouvelle entente intermunicipale n'a été signée pour ces municipalités.

*Granby et Canton de Granby ont fusionné donc Granby compte aujourd'hui plus de 50 000 habitants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

53. Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention.

Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 53 : Produire le plan triennal d'immobilisation (agrandissement, rénovation ou construction) pour chacun des établissements de détention. Copie de la programmation pluriannuelle à la suite de la réflexion qui s'est poursuivie au cours de l'exercice 2010-2011.

Projets	Établissements de détention	Livraison	Coût	Capacité	Commentaires
Percé	Rénovation	Avril 2010	11,3 M$	46 places	Complété
Rivière-des-Prairies	Rénovation	Novembre 2010	2,5 M$	-	Complété
Montréal (Bordeaux)	Rénovation	Décembre 2010	50,6 M$	-	Complété
Sept-Îles	Construction [1]	Été 2013	78,2 M$	55 cellules	Plan et devis en préparation
Roberval	Construction [1]	Début 2014	107,4 M$	180 cellules	Plans et devis en préparation
Amos	Construction [1]	Début 2014	111,2 M$	170 cellules	Plans et devis en préparation
Sorel-Tracy	Construction [1]	Début 2015	142,8 M$	300 cellules	Documents d'appel de propositions en préparation
Québec	Rénovation	Début 2013	39,3 M$	-	Plans et devis en préparation

[1] L'estimation des coûts, par la SIQ, pour la réalisation de ces projets a été calculée sur les projections au 1er trimestre 2009

Note: Les délais de livraison reflètent les dernières évaluations effectuées. Quant aux coûts des projets, il s'agit de ceux qui ont reçu l'approbation du Conseil des ministres ou du Conseil du trésor

Mis à jour le 31 mars 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

54. Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 54 : Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Sorel.

Lancement de l'appel de qualification (SEAO) :	Printemps 2010
Lancement de l'appel de propositions :	Printemps 2011
Signature de l'entente :	Été 2012
Début de la construction :	Été 2012
Livraison anticipée :	Début 2015

Note : Les dates reflètent les dernières évaluations effectuées par la Société immobilière du Québec

Mis à jour le 31 mars 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

55. Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS – 01.02

QUESTION 55 : Échéancier complet relativement à la construction de l'établissement de détention de Roberval.

Finalisation des plans et devis définitifs :	Printemps 2011
Approbation du Conseil des ministres:	Fin 2011
Appel d'offres :	Fin 2011
Début de la construction :	Début 2012
Livraison anticipée :	Début 2014

Note : Les dates reflètent les dernières évaluations effectuées par la Société immobilière du Québec

Mis à jour le 31 mars 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

56. La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 56 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.

Identification	Effectifs 2010-2011	Budget initial $ 2010-2011
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine		
-70, rue Saint-Germain Est, bureau 60, Rimouski (Québec) G5L 7J9.	8	584 200
-96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	2	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik		
-1122, Grande-Allée, bureau 200, Québec (Québec) G1S 1E5	8	574 100
Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord		
-3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6	6	522 300
-625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	3	
Direction régionale de la Mauricie et du Centre-du-Québec		
-4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	8	486 700
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie		
-200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	3	722 800
-165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	8	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides		
- 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9	10	935 500
-85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	3	
-430, de Lanaudière, Local 160, Joliette (Québec) J6E 7X1	3	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec		
-817, boul. Saint-René Ouest, Gatineau (Québec) J8T 8M3	6	738 800
-170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4	
	72	**4 564 400**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

57. La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.

(LES PROJETS DE LOI SONT DISPONIBLES SUR LE SITE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE;
LES PROJETS DE RÈGLEMENT SONT PUBLIÉS À LA GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

58. La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

La Direction générale des affaires policières gère l'ensemble de ces programmes de financement
PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ 2010-2011

Organisme	Montant accordé
Action jeunesse St-Pie-X de Longueuil (Maison des jeunes Kekpart) – Longueuil	32 800 $
Centre des jeunes Boyce-Viau – Montréal	64 850 $
Centre des jeunes Saint-Sulpice – Montréal	43 000 $
Centre Défi-Jeunesse de Saint-François – Laval	39 000 $
Club Garçons et Filles de LaSalle – Montréal	38 000 $
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue – Sherbrooke	70 000 $
Équipe R.D.P. – Montréal	81 000 $
Groupe communautaire Deschênes – Gatineau	30 000 $
La Fondation québécoise pour les jeunes contrevenants (Mesure 22 du Plan gang) – Montréal	125 000 $
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc. (Filet de protection contre les gangs de rue) – Québec	40 000 $
La Maison des jeunes de Les Saules et de Lebourgneuf inc. (En fiducie pour le Réseau d'échange d'information sur les gangs – Québec; Mesure 16 du Plan gang) – Québec	27 850 $
La Maison des jeunes de Mascouche – Mascouche	73 500 $
L'Avenue, Justice alternative – Repentigny	45 000 $
Maison d'Haïti – Montréal	74 000 $
Maison de transition de Montréal inc. : (En fiducie pour le consortium « Reprendre en main son quartier »)	50 000 $
Maison de transition de Montréal inc. : (Plan d'intervention gang « Formation phénomène des gangs »; Mesure 30)	35 000 $
Maison des Jeunes Châtelois – Châteauguay	25 000 $
Motivaction Jeunesse – Québec	72 000 $
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	36 000 $
Patro Laval inc. – Québec	50 500 $
Prévention Sud-Ouest – Montréal	34 000 $
Rue action préventive (RAP) jeunesse - Montréal	34 000 $
Société de criminologie du Québec – Laval	58 500 $
Travail de rue / Action communautaire (TRAC) – Montréal	37 000 $
Un itinéraire pour tous – Montréal	34 000 $
TOTAL	**1 250 000 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PLAN D'INTERVENTION QUÉBÉCOIS SUR LES GANGS DE RUE 2007-2010

FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE 2010-2011

Organisme	Montant accordé
Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart) - Longueuil	134 627 $
C.A.L.A.C.S. La Chrysalide (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel) – Lachenaie	105 110 $
Centre d'aide aux familles latino-américaines – CAFLA – Montréal	69 332 $
Centre des femmes de Pointe-aux-Trembles – Montréal	42 150 $
Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire – Québec	79 645 $
Club garçons et filles de Lasalle	56 970 $
Coalition sherbrookoise pour le travail de rue – Sherbrooke	84 032 $
Équipe R.D.P. – Montréal	93 675 $
Fondation Filles d'action – Montréal	94 120 $
Gîte du nomade (Squat Basse-Ville) – Québec	72 518 $
L'Autre Avenue, organisme de justice alternative – Québec	64 263 $
Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc. – Drummondville	102 969 $
Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville – Montréal	30 000 $
Maison des jeunes de Saint-Laurent – Montréal	45 000 $
Maisons de transition de Montréal	45 000 $
Prévention sud-ouest – Montréal	51 470 $
Projet Intervention Prostitution de Québec (PIPQ)	127 494 $
Unité d'intervention mobile l'Anonyme – Montréal	84 747 $
Y des femmes de Montréal / Women's Y of Montréal	99 880 $
Total	**1 483 002 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2010-2011 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ)

SOUTIEN AU TRAVAIL DES FORCES POLICIÈRES	
Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-Sud)	69 874 $
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	87 235 $
Service de police de Gatineau (ERM Outaouais)	41 866 $
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	115 000 $
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	34 925 $
Total	**348 900$**

PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

Organisme	Financement accordé
ADPQ	119 500 $
Blainville	6 080 $
Bromont	7 094 $
Châteauguay	19 947 $
Deux-Montagnes	7 447 $
Ecole nationale de police du Québec	25 518 $
Gatineau	57 880 $
Granby	30 178 $
Laval	93 055 $
Lévis	30 869 $
Longueuil	86 394 $
Memphrémagog	16 180 $
Mirabel	7 980 $
Mont-Tremblant	17 636 $
MRC Les Collines de l'Outaouais	7 060 $
Québec	158 920 $
Repentigny – L'Assomption - Mascouche	23 000 $
Richelieu-St-Laurent	39 100 $
Rivière-du-Loup	12 160 $

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Roussillon	2 120 $
Sagnenay	40 949 $
Sainte-Adèle	20 970 $
Sainte-Marie	3 040 $
Saint-Eustache	22 003 $
Saint-Georges	16 782 $
Saint-Jean-sur-Richelieu	28 520 $
Saint-Jérôme	16 475 $
SAQ	1 074 $
Sherbrooke	41 977 $
SPVM	1 123 289 $
Terrebonne	26 439 $
Thérèse-De Blainville	16 215 $
Thetford-Mines	12 340 $
Trois-Rivières	45 699 $
TOTAL	* 2 183 890 $

* Au 28 février 2011

PROGRAMME ACCEF ACTION CONCERTÉE CONTRE LES CRIMES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

SPVM : 2 862 020 $

PROGRAMME ACCÈS TABAC

Corps de police	Financement accordé *
ADPQ	48 000 $
Blainville	626 $
Bromont	860 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

Deux-Montagnes	
École nationale de police du Québec	18 247 $
Gatineau	
L'Assomption	
Laval	124 835 $
Longueuil	17 957 $
Memphrémagog	50 000 $
Mont-Tremblant	
MRC Les Collines de l'Outaouais	
Québec	77 224 $
Richelieu-St-Laurent	110 992 $
Rivière-du-Loup	612 $
Roussillon	85 142 $
Saguenay	28 555 $
Sainte-Marie	
Saint-Eustache	57 054 $
Saint-Georges	6 946 $
Saint-Jérôme	
Sainte-Marie	600 $
Sherbrooke	76 656 $
SPVM	2 827 054 $
Terrebonne	800 $
Thérèse-De Blainville	975 $
Thetford-Mines	
Trois-Rivières	14 922 $
Total	* 3 548 057 $

* Au 28 février 2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

FONDS POUR LE RECRUTEMENT DES POLICIERS

GANGS DE RUE
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2010-2011 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ, À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 8,4 M$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Service de police de la Ville de Québec (ERM Québec / Rive-Sud)	1 168 358 $
Service de protection des citoyens de Laval (ERM Laval / Couronne Nord)	1 886 737 $
Service de police de la Ville de Sherbrooke (ERM Estrie)	337 372 $
Service de police de Longueuil (ERM Montérégie)	1 142 482 $
Service de police de Gatineau (ERM Outaouais)	889 607 $
Service de police de la Ville de Montréal	8 420 000 $
Coordination Gangs de rue SQ	68 011 $
Total	**13 912 567 $**

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE DROGUE
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2010-2011 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ)

Québec/Rive-Sud (ERM Drogue Québec)	583 335 $
Mauricie/Centre du Québec (ERM Drogue Mauricie)	420 936 $
EMR Montérégie	260 096 $
Total	**1 246 367 $**

CYBERCRIMINALITÉ
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2010-2011 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ, À L'EXCEPTION D'UNE SOMME DE 583,3 K$ VERSÉE DIRECTEMENT PAR LE MSP AU SPVM)

Service de police de la Ville de Québec (SPVQ\SQ)	822 328 $
Service de police de la Ville de Montréal	583 275 $
Total	**1 405 603 $**

PHÉNOMÈNES PONCTUELS
(MAXIMUMS PRÉVUS POUR 2010-2011 QUI SERONT VERSÉS PAR LA SQ)

Disparition de personnes	424 281$
CT Soutien Nunavik	808 446$
Total	**1 232 727$**

Total Fonds pour le recrutement de policiers : 17 797 264 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

2- AUTRE BUDGET DE TRANSFERT

Programme conjoint de prévention Bureau d'assurances du Canada – Ministère de la Sécurité publique	25 000 $
Centre international pour la prévention de la criminalité	80 000 $
Prix de reconnaissance en police communautaire	2 000 $
École nationale de police du Québec	6 589 200 $
Total :	**6 696 200 $**

Programme d'aide financière à certaines municipalités rurales desservies par un corps de police municipal

Saint-Isidore	74 498 $
Saint-Mathieu	41 829 $
Total	**116 327 $**

TOTAL DES PROGRAMMES : 36 285 660 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA MÊME PÉRIODE.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ - 2010-2011

Organisme	Titre du projet	Motifs du refus
Alliance théâtrale haïtienne	Pour une intégration harmonieuse …	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Chantier d'apprentissage optimal	Jeunes « Z » en actions positives	Les activités proposées ne permettent pas d'atteindre les objectifs du programme.
Équipe R.D.P.	Travail de rue et de milieu	Le projet est faible dans son ensemble et nécessite beaucoup de développement.
Institut Pacifique	Différents, mais pas différents	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Groupe Action-jeunesse de Charlevoix	Entre gars	Le lien entre les activités proposées et la prévention de l'adhésion des jeunes aux gangs ou groupes criminels n'est pas clairement établi.
Les Œuvres de la Maison Dauphine inc.	Déclique!	La reddition de comptes faite par l'organisme pour le projet financé en 2009-2010 est insatisfaisante.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011, joindre aussi la liste des organismes communautaires ou des projets dont le financement leur a été refusé ainsi que les motifs de refus pour la même période.

PROGRAMME DE FINANCEMENT EN PRÉVENTION DU RECRUTEMENT DES JEUNES AUX FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE DANS UN CONTEXTE DE GANGS DE RUE
POUR 2010-2011 :

Organisme	Titre du projet	Raison du refus
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Filles averties, engagées et hors de danger	Organisme et projet non admissibles selon les critères du programme.
Évolu-Jeunes	Coup d'envoi : mon respect, j'y tiens!	Organisme et projet non admissibles selon les critères du programme.

Fonds pour le recrutement de policiers

Production et distribution de drogues

ERM Laval/ Couronne Nord (drogue)	ERM Drogues: plan d'implantation	Budget 2010-2011 engagé
SPVM	Lutte à la production intérieure de drogues	Budget 2010-2011 engagé

Phénomènes criminels ponctuels

SQ – BRE Mauricie Centre du Québec	Projet sur le phénomène de vols sur le territoire de la Mauricie-Centre-du-Québec	La problématique évoquée fait partie des responsabilités associées au niveau de service de cette organisation policière.
Sécurité publique de Mashteuiatsh	Projet d'enquête « Le jour se lève »	Budget 2010-2011 engagé

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011.

Subventions ad hoc	
L'Association des chefs en sécurité incendie du Québec (ACSIQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	35 000
L'Association de sécurité civile du Québec (ASCQ) – contribution financière pour le fonctionnement de l'organisation	35 000
École Nationale des pompiers du Québec	511 400
Sous-Total	**581 400**
Programme de financement d'une unité spécialisée d'intervention lors d'évènements comportant des risques de nature chimique, biologique, radiologique ou nucléaire (CBRN)	
Ville de Montréal	175 000
Sous-Total	**175 000**
Programme de prévention des principaux risques naturels	
Municipalité de la Paroisse de Ragueneau	122 769
Municipalité de Bécancour	97 377
Ville de Shawinigan	249 444
Ville de Shawinigan (deuxième protocole)	2 250 000
Ville de Sainte-Monique	2 800 000
Ville de Sept-Îles (deuxième protocole)	4 633
Ouranos	50 000
« Attention-fragile » organisme sans but lucratif	4 000
Ville de Gaspé	30 000
Projet communautaire Santé	50 960
Sous-Total	**5 659 183**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011.	
Programme des schémas de couverture de risques	
Administration régionale Kativik - versement 4	20 000
MRC Côte-de-Gaspé – versement 6	20 000
MRC de Maskinongé – versement 6	20 000
MRC de Mékinac – versement 4	20 000
MRC de Memphrémagog – versement 6	20 000
MRC de Papineau – versement 6	20 000
MRC d'Abitibi-Ouest – versement 4	20 000
MRC d'Arthabaska – versement 6	20 000
MRC d'Autray – versement 6	20 000
MRC de Joliette – versement 4	20 000
MRC de Côte-de-Beaupré – versement 4	20 000
MRC de la Jacques-Cartier – versement 5	20 000
MRC de Lajemmerais – versement 6	20 000
MRC de la Vallée-de-l'Or – versement 6	20 000
MRC de la Vallée-du-Richelieu – versement 5	20 000
MRC de Lotbinière – versement 6	20 000
MRC de Pierre-de-Saurel – versement 6	20 000

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie 01.05

QUESTION 58 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions du ministère, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2010-2011.

Programme des schémas de couverture de risques	
MRC des Appalaches – versement 4	20 000
MRC des Collines-de-l'Outaouais – versement 4	20 000
MRC de Témiscamingue – versement 5	20 000
MRC de Témiscouata – versement 4 et 5	40 000
MRC de Thérèse-de-Blainville – versement 4	20 000
MRC de Vaudreuil-Soulanges – versement 5	20 000
MRC du Haut-Richelieu – versement 5	20 000
MRC du Haut-Richelieu – versement 4	20 000
Ville de la Tuque – versement 4	20 000
Ville de Lévis – versement 4	30 000
Ville de Rouyn-Noranda – versement 6	20 000
Sous-Total	**590 000**
Grand Total	**7 005 583**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

59. Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 59 : Ventilation des budgets accordés pour lutter contre le terrorisme, depuis 2005, et prévisions pour 2011-2012.

TITRE ET PROGRAMME : AFFAIRES POLICIÈRES ET SÉCURITÉ-PROTECTION - 01.04

Budget investi notamment pour la lutte contre le terrorisme excluant les données de la Sûreté du Québec (voir le cahier SQ)	Année 2005-2006	289 700 $[1]
	Année 2006-2007	530 000 $
	Année 2007-2008	434 200 $
	Année 2008-2009	441 500 $
	Année 2009-2010	440 200 $
	Année 2010-2011	436 600 $

[1] Le montant reflète la création en cours d'année de la Direction de la sécurité de l'État.

TITRE ET PROGRAMME : SÉCURITÉ CIVILE ET SÉCURITÉ INCENDIE – 01.05

Intervention en risques de type chimique, biologique, radiologique, nucléaire (CBRN).	Année 2005-2006	350 000 $
	Année 2006-2007	350 000 $
	Année 2007-2008	350 000 $
	Année 2008-2009	350 000 $
	Année 2009-2010	350 000 $
	Année 2010-2011	350 000 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

60. Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 60 : Liste des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers

Actions posées par le MSP dans le dossier sur le profilage racial :

2005 : mise sur pied du Comité provincial du milieu policier sur le profilage racial (CPMPPR).

2006 : le Commissaire à la déontologie policière a introduit dans son rapport annuel une section portant sur les plaintes liées au profilage racial. On peut y retrouver le nombre de plaintes, leur provenance et leur répartition par corps de police.

2007 : production du guide *« L'intervention policière dans une société en changement. Comprendre et prévenir le profilage racial et illicite »* (2007) et distribution massive dans les organisations policières. La plupart des organisations policières ayant offert des formations à leur personnel en vue de prévenir le profilage racial se sont appuyées sur ce document.

2008 : participation à certaines des actions énoncées dans le plan d'action gouvernemental *La Diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec, 2008-2013.*

2009 : reprise des travaux du CPMPPR et redéfinition de sa mission.

2009 : embauche par l'École nationale de police du Québec d'un expert afin d'améliorer les compétences des services policiers en matière de gestion de la diversité culturelle.

2009 : participation du MSP au colloque « Développements récents en profilage racial », organisé par le service de la formation continue du Barreau du Québec

2009 : participation du MSP au colloque « La prestation de services policiers dans une société multiculturelle : réflexion et échanges », organisé par Francopol (réseau international francophone de formation policière).

2010 : dans la programmation du Séminaire Intersection/MSP, un atelier est prévu afin de sensibiliser les organisations policières par rapport à la question de la diversité. La première partie traitera des tendances récentes de la diversité de la population du Québec tandis que la deuxième partie abordera les questions de l'intervention policière et du développement des compétences interculturelles des policiers.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 60 : Liste des études et analyses faites concernant le profilage racial dans les services policiers

Par ailleurs, à notre connaissance, deux corps de police québécois ont déjà réalisé des études sur le profilage racial ou sur les interventions policières dans un contexte multiculturel soit le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et la Sûreté du Québec (SQ).

En ce qui concerne le SPVM, les études ont été réalisées dans la foulée d'un événement ayant eu lieu en 2008. En effet, le 9 août 2008, lors d'une intervention du SPVM auprès d'un groupe de jeunes, Fredy Villanueva est atteint mortellement par balle dans le parc Henri-Bourassa de l'arrondissement Montréal-Nord. Le lendemain, une manifestation en réaction avec cet événement dégénère en émeute et embrase le quartier Est de Montréal-Nord.

Les études réalisées à la suite de cet événement sont :

- « Mécontentement populaire et pratiques d'interpellations du SPVM depuis 2005: Doit-on garder le cap après la tempête? », par Mathieu Charest, Ph. D., mars 2009;
- « Mécontentement populaire et pratiques d'interpellation du SPVM depuis 2005 : Doit-on garder le cap après la tempête? Mise à jour des données (2001-2008) », par Mathieu Charest, Ph.D, août 2010;
- « Résumé des réalisations contexte d'intervention pré et post événements – août 2008. Dossier : Montréal Nord », octobre 2010.

En ce qui concerne la SQ, sa Direction de la recherche et du développement stratégique a entrepris en 2010 une démarche visant à établir un portrait plus précis de la problématique du profilage racial. Le but de cet exercice était d'identifier de manière plus précise des pistes d'action pour encadrer le travail policier. Un document a été réalisé à cet effet en avril 2010 : « *Se fier aux apparences.* Réflexion sur le profilage racial en regard du travail policier ».

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

61. Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 61 : Sommes, ventilées, accordées depuis 2006-2007 pour la sécurité dans les palais de justice et actions concrètes du ministère à ces mêmes fins, par année et par district judiciaire.

La sécurité dans les palais de justice est assurée par les constables spéciaux à l'emploi du ministère (salaires) et par des agents de sécurité à contrat.
Les sommes accordées pour la sécurité dans les palais de justice sont disponibles par secteur (5) pour l'année 2010-2011 :

	Salaires	Contrats	TOTAL 2010-2011	TOTAL 2009-2010	TOTAL 2008-2009	TOTAL 2007-2008	TOTAL 2006-2007	TOTAL 2005-2006
Secteur est (4271)	1 078 400 $	717 112 $	1 795 512 $	1 919 544 $	1 781 458 $	1 577 000 $	1 577 000 $	1 426 300 $
Secteur ouest (4275)	1 345 919 $	570 000 $	1 915 919 $	2 042 173 $	1 894 404 $	1 701 400 $	1 532 800 $	1 445 700 $
Secteur sud (4274)	1 252 459 $	650 000 $	1 902 459 $	1 905 108 $	1 774 704 $	1 662 700 $	1 377 400 $	1 382 200 $
Secteur Île de Montréal(4276)	4 584 997 $	877 000 $	5 461 997 $	4 981 074 $	4 667 787 $	4 288 000 $	4 053 100 $	3 933 400 $
Secteur Palais justice Québec(4273)	1 565 934 $	217 000 $	1 782 934 $	1 571 596 $	1 703 000 $	1 620 600 $	1 425 100 $	1 207 500 $
			12 858 821 $	12 419 495 $	11 821 353 $	10 849 700 $	9 965 400 $	9 395 100 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

62. Copie des recommandations émises par les coroners, en 2010-2011, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.

(référer au Tome II de l'Étude des crédits)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

63. Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 63: Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2010-2011.

Catégorie d'emploi	2010-2011	
	Effectifs autorisés	**Masse salariale**
Coroners	11	1 465 455
Cadres supérieurs	2	203 004
Professionnels	8	579 768
Techniciens et employés de bureau (note)	28	1 141 228
	49	**3 389 455**

Note :
Les préposés à la morgue ont été reclassifiés et ils sont maintenant régies par la Convention collectives des fonctionnaires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

64. La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 64 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

Coroners *	Rémunération ($)	Augmentations prévues
Coroners investigateurs		
Brochu, Jean-E	123 167	Conformément aux orientations gouvernementales
Chouinard, Lyne	130 716	
Calvet, Martin (nomination 24 janvier 2011)	18 949	
Dionne, Paul	123 167	
Éthier, Gilles	130 716	
Nolet, Louise	167 715	
Ramsay, Jacques (congé sans solde depuis 22 octobre 2010)	71 058	
Total	**765 488**	
Coroners enquêteurs		
Kronström, Andrée	118 704	
Malouin, Luc	118 704	
Rudel-Tessier, Catherine	118 704	
Total	**356 112**	

Les coroners permanents sont nommés par décret dont la durée est indéterminée.
** La liste des coroners investigateurs ne comprend pas les coroners investigateurs à temps partiel.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

65. L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010 et 2011 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner-03.03

QUESTION 65 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2008, 2009, 2010 et 2011[1] ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Tableau 1 - Nombre de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2007, 2008, 2009 et 2010

Année de signalement du décès	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**
Rapport terminé	4 161	3 833	3 293	1 790
Rapport en cours	30	179	658	2 208
Total des décès signalés	4 191	4 012	3 951	3 998

Tableau 2 - Pourcentage de rapports d'investigation terminés et à venir pour les décès signalés en 2007, 2008, 2009 et 2010

Année de signalement du décès	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**
Rapport terminé	99 %	96 %	83 %	45 %
Rapport en cours	1 %	4 %	17 %	55 %

Délai moyen :

Le délai moyen entre le signalement d'un décès et la remise du rapport d'investigation est de 10 mois.

[1] Comme les données sont compilées sur la base d'année civile, les données pour 2011 sont trop préliminaires pour permettre un comparatif.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

66. La liste des enquêtes terminées en 2010-2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de la remise du rapport).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 66 : La liste des enquêtes terminées en 2010-2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport).

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2009-02-10	Benkiran, Rajaa Pinet, Jean-Paul Rivard Lanouette, Lucie St-Onge, Solange	Décès de piétons heurtés par des déneigeuses	Me Jean-Luc Malouin	2008-12-15 2009-02-03 2009-02-03 2009-02-03	Québec	2010-12-01
2009-02-26	Charpentier, Yanick	Décès à la suite d'une altercation entre deux jeunes à l'école	Me Andrée Kronström	2007-11-12	Québec	2010-06-02

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

67. La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 67 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête-
2003-09-29	Forgeot, Cyril	Accident d'auto à St-Jérome	Me Catherine Rudel-Tessier	2003-06-14	Laval	Auditions en cours
2004-09-28	Berniquez, Michel	Décès après son arrestation par des policiers	Me Andrée Kronström	2003-06-28	Montréal	Auditions en cours
2008-07-04	Bennis, Mohamed-Anas	Décès après une altercation avec des policiers	Me Catherine Rudel-Tessier	2005-12-01	Montréal	Auditions prévues : 27, 28 et 29 avril 2011
2008-12-01	Villanueva, Fredy Alberto	Décès à la suite de blessures par balles	Me André Perreault	2008-08-09	Montréal	En suspens (procédure judiciaire)
2010-03-05	Lafrance, Katarina	Décès d'un bébé retrouvé sans vie au domicile	Me Andrée Kronström	2009-01-11	Québec	Rédaction du rapport en cours
2010-03-05	Jacob, Martin	Décès d'un bébé retrouvé décédé dans son lit	Me Andrée Kronström	2008-11-23	Québec	Rédaction du rapport en cours
2010-10-26	Harvey, Lukas	Décès d'un bébé retrouvé décédé dans son lit	Me Andrée Kronström	2008-11-18	Québec	Rédaction du rapport en cours

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner – 03.03

QUESTION 67 : La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2011 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.

Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête-
2010-12-16	Selby, Andrew	Noyade dans les eaux de la Rivière Rouge	Me Jean-Luc Malouin	2008-07-12	Rivière Rouge	Préparation de l'enquête
2011-03-09	Leclerc, Emmanuelle Fantaye, Selam	Décès dans un incendie à Montréal	Me Cyrille Delage	2011-03-02 2011-03-04	Montréal	Préparation de l'enquête

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

68. Copie des directives, orientations ou autres, envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2010-2011.

Bureau du coroner
Québec

Directive sur la communication d'un rapport de coroner à un journaliste

Sujet	Communication à un journaliste d'un rapport de coroner		
Responsable	Mme Geneviève Guilbault	**Entrée en vigueur le**	26 janvier 2011
Approuvée par	Dr Louise Nolet, coroner en chef		

1. Contexte

La façon de communiquer une copie du rapport d'investigation ou d'enquête de coroner à un journaliste varie selon deux principaux facteurs : la demande a déjà été formulée par un membre de la famille et la date de fermeture[1] du dossier relatif à ce rapport. La présente directive a pour objectif de guider les membres du personnel du Bureau du coroner dans le traitement de ces demandes.

Il est à noter que, dans tous les cas, le rapport de coroner est communiqué gratuitement aux journalistes. Aux fins de la présente directive, le mot « journaliste » comprend le représentant d'un média quel que soit ce média.

Toutes les demandes d'information en provenance des journalistes doivent être transmises à la responsable des communications du Bureau du coroner :

Madame Geneviève Guilbault
Par téléphone : 418 643-1845 poste 20225
Par télécopieur : 418 528-2634
Par courriel : genevieve.guilbault@msp.gouv.qc.ca

2. Procédure à suivre

2.1 La famille de la personne décédée a demandé une copie du rapport de coroner

- Deux jours[2] après la date de fermeture du dossier, un membre du personnel du Service à la clientèle transmet, par la poste, une copie certifiée conforme du rapport de coroner à la famille;

[1] Un dossier est fermé quand le rapport de coroner est déposé aux archives des coroners.
[2] La fermeture informatique du dossier s'effectue par l'analyste. Une alerte déclenche automatiquement l'envoi du rapport deux jours plus tard à la famille.

379

- Sept jours ouvrables après la date d'envoi du rapport à la famille, la responsable des communications ou son adjointe transmet une copie du rapport par courriel, par la poste ou par télécopieur au journaliste qui en a fait la demande.

2.2 La famille de la personne décédée n'a pas demandé de copie du rapport

Situation 1

Le rapport de coroner réclamé **n'est pas complété** quand le journaliste présente sa demande :

- La demande écrite du journaliste est classée au dossier physique de la personne décédée jusqu'à la réception du rapport de coroner;
- À la fermeture du dossier, l'adjointe de la responsable des communications transmet une copie certifiée conforme du rapport à la famille à l'adresse qui y est indiquée;
- Sept jours ouvrables après la date d'envoi du rapport à la famille, la responsable des communications ou son adjointe transmet une copie du rapport par courriel, par la poste ou par télécopieur à chaque journaliste qui en a fait la demande.

Situation 2

La demande du journaliste concerne un rapport déposé aux archives des coroners depuis **six mois ou moins** :

- Dès la réception de la demande, l'adjointe de la responsable des communications transmet par la poste une copie certifiée conforme du rapport à la famille à l'adresse inscrite au dossier;
- Sept jours ouvrables après la date d'envoi du rapport à la famille, la responsable des communications ou son adjointe transmet une copie du rapport par courriel, par la poste ou par télécopieur à chaque journaliste qui en a fait la demande.

Situation 3

La demande du journaliste concerne un rapport déposé aux archives des coroners depuis **plus de six mois** :

- Aucune copie conforme n'est préalablement transmise à la famille;
- La responsable des communications ou son adjointe transmet une copie du rapport dans les meilleurs délais par courriel, par la poste ou par télécopieur au journaliste qui en a fait la demande.

Dans tous les cas, une copie du rapport de coroner concernant le décès d'une personne est directement communiquée par la responsable des communications ou son adjointe au journaliste qui l'a demandée quand l'adresse de la famille est inconnue.

3. Statistiques

Tous les envois de copies de rapports de coroner aux journalistes doivent être dûment inscrits au système SOC à la rubrique appropriée, et ce, pour des fins de reddition de comptes. Le membre du personnel du Bureau du coroner qui effectue l'envoi doit faire cette inscription.

4. Assises légales et sources

Loi sur l'administration publique, L.R.Q., chapitre A-6.01, art. 1, 2 et 6;

Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, L.R.Q., chapitre R-0.2, art.30, 94 à 96;

Tarif des droits et indemnités applicables en vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., chapitre R-0.2, r.1.2) ;

L'éthique dans la fonction publique québécoise, Gouvernement du Québec, 2003, Bibliothèque nationale du Québec;

Déclaration de valeurs de l'administration publique québécoise, 21 novembre 2002, Assemblée Nationale, document sessionnel n° 1598-20021121.

Bureau du coroner
Québec

NOTE

DESTINATAIRES : Tous les coroners

EXPÉDITRICE : Dre Louise Nolet
Coroner en chef

DATE : Le 26 janvier 2011

OBJET : Standards de qualité

Dans le but de faciliter la rédaction de vos rapports d'investigation, je vous transmets un document intitulé « Standards de qualité – Rapport d'investigation ».

Ce document a été préparé à ma demande par Me Gilles Éthier, coroner en chef adjoint – Ouest-du-Québec. Plusieurs coroners permanents et à temps partiel ainsi que notre personnel du Service du contrôle de la qualité ont été consultés. Je remercie d'ailleurs toutes ces personnes pour l'expertise qu'elles ont apportée.

Je vous invite donc à consulter régulièrement ce document et je suis confiante qu'il vous aidera et permettra à notre institution d'obtenir une meilleure cohérence dans le précieux travail que vous faites.

Louise Nolet

Dre Louise Nolet
Coroner en chef

LN/mj

p.j.

Édifice Le Delta 2, bureau 390
2875, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone : 418 643-1845
Sans frais : 1 866 312-7051
Télécopieur : 418 643-5174
www.coroner.gouv.qc.ca

Bureau du coroner
Québec

STANDARDS DE QUALITÉ
RAPPORT D'INVESTIGATION

Ce document précise les normes applicables en regard des éléments qui doivent se retrouver dans les diverses rubriques du rapport d'investigation.

Selon la loi, le rapport du coroner doit indiquer : l'identité de la personne décédée, la date et le lieu du décès ; les causes probables du décès et la description des circonstances du décès. Le rapport peut comporter des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

Le rapport doit être rédigé avec diligence, de manière concise, factuelle et objective; la qualité de la langue et la présentation doivent être impeccables.

IDENTITÉ DE LA PERSONNE DÉCÉDÉE

- Les éléments requis sont : le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance ainsi que les noms et prénoms du père et de la mère de la personne décédée.
- Indiquer brièvement la méthode d'identification.
- Ne pas indiquer l'adresse de la personne décédée; s'en tenir à la municipalité de résidence.
- Si la personne décédée demeure inconnue à l'issue de l'investigation, le rapport doit indiquer les indices (radiographies, photos, ADN, etc.) pouvant servir ultérieurement à son identification.

DATE DE LIEU DU DÉCÈS

- La date et le lieu du décès doivent correspondre à la date du décès clinique et au lieu où celui-ci est effectivement survenu.
- Dans certains cas, seule l'analyse de l'ensemble des faits permettra d'établir la date et le lieu du décès. Le coroner doit alors expliquer ces faits avec concision.

CAUSES DU DÉCÈS

- La cause probable du décès doit être mentionnée au début du rapport.
- Il s'agit d'indiquer succinctement le processus physiopathologique ayant causé directement le décès. Par exemple, dans un cas d'embolie graisseuse consécutive à une fracture du tibia, elle-même consécutive à une collision de motocyclette, indiquer « embolie graisseuse ».
- Indiquer uniquement les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué.
- À la lumière des antécédents pertinents, de l'examen externe, de l'autopsie, des analyses toxicologiques ou du dossiers médical, le rapport doit permettre de comprendre l'enchaînement des causes ayant conduit au décès. Seuls les éléments utiles à cette compréhension sont pertinents et doivent figurer au rapport.

Édifice Le Delta 2, bureau 300
2875, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 5B1
Téléphone : 418 643-1845
Sans frais : 1 866 312-7051
Télécopieur : 418 643-5174
www.coroner.gouv.qc.ca

.../2

- Ne jamais citer d'importants extraits ou même l'intégralité des divers rapports, tel celui de l'autopsie, qui ont servi à l'investigation.

CIRCONSTANCES DU DÉCÈS

- La loi demande de décrire les circonstances du décès. Le rapport doit donc se limiter à la mention des seuls faits pertinents qui permettent de comprendre le décès.

CONCLUSION

- La loi n'exige pas de conclusion. Cependant, par souci de clarté, il est utile d'inclure cette rubrique pour indiquer de quel mode de décès il s'agit.

- La terminologie épidémiologique ici présentée est conforme aux notions à jour en santé publique. La terminologie usuelle pourra mieux répondre aux attentes des familles endeuillées.

Décès causé par une maladie ou le processus naturel du vieillissement	Mort naturelle	Mort naturelle
Décès dont la cause initiale est un traumatisme ou un empoisonnement (mort violente)	Accident[1]	Traumatisme non intentionnel
	Suicide	Traumatisme intentionnel auto-infligé
	Homicide	Traumatisme intentionnel infligé par autrui
	Indéterminé quant à l'intention	Traumatisme d'intention indéterminée
Décès dont la cause et l'intention sont inconnues	Indéterminé	Décès de cause inconnue

Dans les cas d'empoisonnement, quel que soit le mode de décès, le terme *intoxication* peut être utilisé au lieu de *traumatisme*.

RECOMMANDATIONS

- La recommandation doit :

  - être pertinente et liée directement aux causes et aux circonstances du décès et viser une meilleure protection de la vie humaine;

---

[1] Les décès causés par l'effet d'un médicament prescrit et administré selon les règles de l'art peuvent être qualifiés comme effets indésirables de la substance médicamenteuse concernée. Pour les autres accidents médicaux ou chirurgicaux, l'expression décès *iatrogénique* peut être utilisée.

.../3

- être fondée et motivée;
- viser une personne ou un organisme spécifique qui aura eu l'occasion, au préalable, de donner au coroner sa position ou sa version;
- être documentée et soumise à la corporation professionnelle concernée, par l'entremise du coroner en chef, si elle vise le comportement ou les gestes posés par un professionnel soumis au *Code des professions*.

- Le lien entre la recommandation et les causes ou circonstances du décès doit être clair, sinon explicite; au besoin, le coroner doit faire ressortir ce lien au moyen d'un commentaire.
- La recommandation ne doit pas proposer que le cas soit étudié par ou soumis au Procureur de la Couronne.

2011-01-25

Bureau du coroner
Québec

Note d'information du coroner en chef

Sujet de la note	Révision du formulaire « Demande d'analyse toxicologique » #35 et des instructions relatives à la trousse de prélèvement
Auteur	Dre Louise Nolet — **En vigueur le** 20/12/2010

C'est avec plaisir que je vous informe que le formulaire intitulé « Demande d'analyse toxicologique » (#35) a été révisé de manière à mieux répondre aux besoins des coroners et à faciliter le travail du laboratoire qui effectue les analyses. Les instructions relatives à la trousse de prélèvement ont également fait l'objet d'une mise à jour (Voir annexes ci-jointes).

Le nouveau formulaire sera rendu disponible de la façon suivante :

Version papier

- Les coroners pourront obtenir des exemplaires papier à partir du **Formulaire Demande d'envoi de formulaires ou de fournitures** adressé par courriel à la morgue de Québec (morgue.quebec@msp.gouv.qc.ca).

Version électronique

- Le nouveau formulaire est également disponible en format électronique à partir de l'extranet dans la section Formulaires (#35) en version WORD et PDF.
- Pour obtenir une mise à jour de la version GDC (Gestion des dossiers de coroner), veuillez adresser votre demande à M. Sébastien Lacassaigne (sebastien.lacassaigne@msp.gouv.qc.ca) qui vous indiquera la procédure à suivre.

Veuillez noter que les hôpitaux et les autres centres de santé concernés obtiendront automatiquement les nouveaux formulaires papier lors de leur demande de trousses de prélèvements à la morgue de Québec.

Dorénavant le laboratoire se réserve le droit de refuser les analyses toxicologiques comportant des formulaires incomplets ou des prélèvements non conformes aux instructions (voir pièces jointes).

Je remercie toutes les personnes qui ont collaboré de près ou de loin à ce projet. Un comité de révision composé d'un coroner permanent, d'un représentant de l'Association des coroners, de représentants du Centre de toxicologie du Québec (CTQ) et du personnel du Bureau du coroner, a permis l'élaboration de ce formulaire et de ces instructions.

Original signé par Dre Louise Nolet

Bureau du coroner Québec

DEMANDE D'ANALYSE TOXICOLOGIQUE
PRÉLÈVEMENTS POST-MORTEM

Numéro d'étiquette de la trousse de prélèvement

Le laboratoire n'amorcera aucune analyse toxicologique sans les informations mentionnées aux sections 1 à 5.

Nom et prénom de la personne décédée (*en lettres moulées*) :	Sexe : ☐ Féminin ☐ Masculin ☐ Indéterminé	Âge :	Poids : kg
Nature du décès :	Date du décès : (AAAA – MM – JJ)	**Numéro d'avis du coroner : A-**	

☐ Oui ☐ Non — Si oui, décrire et préciser :

La personne décédée mentionnée à la section 1 fera-t-elle l'objet d'un don à la Banque d'yeux? ☐ Oui ☐ Non

☐ La Banque d'yeux s'engage à identifier adéquatement les prélèvements effectués et à joindre une copie de la demande d'analyse dûment complétée.

D'autres prélèvements seront-ils acheminés au laboratoire suite à une autopsie? ☐ Oui ☐ Non

Analyses demandées	Liquide à prélever	Quantité	Récipient
☐ Recherche de drogues de rue	Urine	12 ml	Tube 13 ml
☐ Glucose oculaire	Liquide oculaire	2 ml à 3 ml	Tube à bouchon gris 6 ml
☐ Alcoolémie ☐ Carboxyhémoglobine ☐ Dépistage général des médicaments	☐ Sang fémoral ☐ Sang autre *précisez ci-dessous*	2 X 5 ml	Tube à bouchon gris 6 ml

☐ Autre type spécimen _____ *Précisez* Sang, autre _____ *Précisez*

☐ Dosage de médicaments et de drogues (identifier les substances à doser) :

RÉSERVÉ A LA PERSONNE QUI RÉALISE LES PRÉLÈVEMENTS

Lieu des prélèvements : ☐ Centre hospitalier ☐ Autre ☐ Morgue Montréal ou Québec	Prélèvements effectués par : ☐ Coroner ☐ Médecin ☐ Banque d'yeux ☐ Pathologiste ☐ Autre

Le coroner _____ *inscrire le nom du coroner* a ordonné les prélèvements et les analyses indiqués à la section 4 sur le corps de la personne identifiée à la section 1. Je comprends que le laboratoire se réserve le droit de refuser les tubes de prélèvement qui ne sont pas scellés et dont l'étiquette n'est pas apposée correctement selon les instructions fournies dans la trousse de prélèvement.

Cette demande a été effectuée par : ☐ Téléphone ☐ Télécopieur ☐ Autre

_____ *Date de prélèvement* _____ *Signature* _____ *Ind. régional* *Numéro de téléphone*

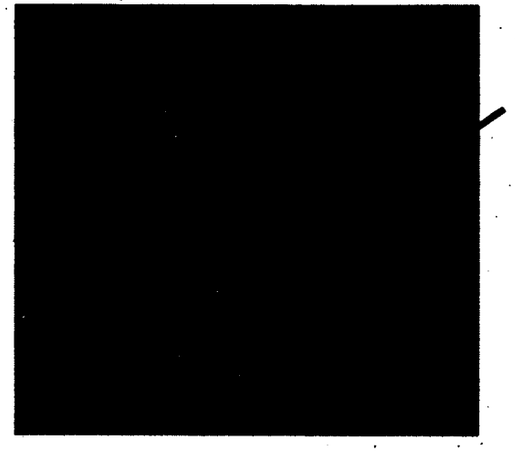
RÉSERVÉ AU LABORATOIRE

Prélèvement(s) reçu(s) par :	Signature :	Date : (AAAA-MM-JJ)	No de la requête du laboratoire :

387

Québec

INSTRUCTIONS
PRÉLÈVEMENTS POST-MORTEM



1. Inscrire **le numéro d'étiquettes à l'endroit indiqué sur le formulaire** « Demande d'analyse toxicologique ».
2. Sceller les prélèvements et coller **l'étiquette fermement SUR le bouchon et le tube** tel qu'indiqué sur la photo.
3. Insérer **uniquement** les tubes de prélèvement dans la boîte de polystyrène.
4. Glisser le formulaire et la boîte de polystyrène dans la boîte de carton pré-adressée prévue à cet effet.
5. Apposer les collants sur la boîte **aux deux extrémités** tel qu'illustré.

N.B. Dans le cas de prélèvements post-mortem, ne pas tenir compte de la date d'expiration indiquée sur les tubes de prélèvement.

Pour obtenir des trousses de prélèvement supplémentaires :

Envoyer un courriel à l'adresse suivante : morgue.quebec@msp.gouv.qc.ca

Veuillez clairement spécifier dans votre courriel votre nom, le nom de l'institution et le département, l'adresse d'expédition complète ainsi que la quantité désirée.

Institut national de santé publique Québec

Direction de la santé environnementale et de la toxicologie

Québec, le 13 décembre 2010

Dre Louise Nolet
Coroner en chef
Bureau du coroner
Édifice Le Delta 2
2875, boulevard Laurier
Québec (Québec) G1V 5B1

Objet : [redacted] en regard à la traçabilité pour les spécimens post-mortem

Dre Nolet,

Le laboratoire de toxicologie (Centre de toxicologie du Québec) apprécie grandement les efforts déployés par le Bureau du coroner afin de rehausser le formulaire de demande d'analyse # 35.

[redacted]

- [redacted]
- [redacted]
- [redacted]

Nous sommes confiants que ce nouveau processus permettra de garantir la traçabilité de vos spécimens et d'améliorer globalement la qualité de nos résultats.

Également, je profite de l'occasion pour réitérer la nécessité de collecter le liquide oculaire, en particulier lors d'un accident d'auto.

Espérant que le tout vous donnera satisfaction, je vous prie d'agréer, Dre Nolet, mes salutations distinguées.

Michel Lefebvre, M Sc, CSPQ
Responsable secteur clinique
Centre de toxicologie du Québec
Institut national de santé publique du Québec

ML/ad

945, avenue Wolfe
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B3
Téléphone : 418 650-6115 poste 2100
Télécopieur : 418 654-2754
www.inspq.qc.ca

Bureau du coroner
Québec

Procédure interne

Sujet	Traitement des plaintes		
Responsable	Me Dana Desfaziers	**Entrée en vigueur le**	1er mai 2010
Approuvée par	Dr Louise Nolet, coroner en chef	**Modifiée le**	1er décembre 2010

I. Description du sujet

Tel que mentionné dans la *Déclaration de services aux citoyens* (DSC) ainsi que sur le site Internet du Bureau du coroner (BC), tout mécontentement ou insatisfaction formulé verbalement ou par écrit par un citoyen sur l'un des services rendus par un membre du personnel du BC qu'il soit fonctionnaire occasionnel, permanent ou nommé, sera considéré et traité comme une plainte.

Quelle que soit la nature de la demande, le BC doit en garantir un traitement équitable et confidentiel dans le respect de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Quelques exemples de plaintes: le retard du coroner à finaliser son rapport avec diligence, le rapport du coroner qui comporte une inexactitude ou une erreur matérielle, l'attitude inappropriée d'un membre du personnel (fonctionnaires, professionnels, coroners).

Veuillez prendre note

Les demandes d'information ne sont pas des plaintes.

Les plaintes relatives à un manquement au *Code de déontologie des coroners* sont traitées selon la *Procédure administrative préalable à une réprimande*.

Les plaintes relatives au transport de cadavres sont adressées et traitées par la coordonnatrice des transporteurs au 418-643-1845 poste 20239

II. Étapes de traitement

1. Réception de la plainte

Toutes les plaintes reçues doivent être directement acheminées au responsable des plaintes du BC ou à son substitut. En leur absence, la plainte peut être acheminée à leur secrétaire.

Les plaintes peuvent être transmises par envoi postal, par téléphone, par télécopieur ou par courrier électronique.

Veuillez prendre note

Tout membre du personnel du BC doit prêter assistance au plaignant pour la formulation d'une plainte, notamment en lui fournissant toutes les informations utiles ou la documentation pertinente.

1.2 Plainte écrite reçue par courrier

Un citoyen peut déposer une plainte par l'envoi d'une lettre adressée au responsable des plaintes.
La personne au service à la clientèle (accueil) chargée d'ouvrir le courrier doit :

1° estampiller la date de réception sur le document qui fait office de plainte;
2° remettre dans les plus brefs délais la plainte au responsable des plaintes, à son substitut ou à la secrétaire de ces derniers.

1.3 Plainte verbale

Une plainte verbale (par téléphone) doit être rédigée à la secrétaire qui en prend note sur le formulaire de l'annexe A. Les plaintes sont confidentielles et ne sont transmises qu'à l'une de ces trois personnes identifiées ci-haut. En l'absence de celles-ci, le personnel qui reçoit un appel concernant une plainte doit le diriger vers la messagerie du responsable des plaintes.

Une plainte verbale peut également être laissée dans la boîte vocale du responsable des plaintes dont le message indique clairement au plaignant la procédure à suivre. Ainsi, le plaignant doit laisser son prénom et nom de famille, de même que le numéro de téléphone pour le rejoindre.

Ces informations verbales vont permettre au responsable des plaintes ou à son substitut de retourner l'appel dans les 48 heures et de déterminer les éléments nécessaires à l'ouverture d'un dossier.

1.4 Plainte émise par courrier électronique

Un citoyen peut déposer une plainte par l'envoi d'un courrier électronique :

- en l'adressant directement à l'adresse suivante : diane.deslauriers@msp.gouv.qc.ca;
- en utilisant le formulaire disponible sur le site Internet du BC : http://www.coroner.gouv.qc.ca/plainte;
- ou encore à l'adresse : acces.information.coroner@msp.gouv.qc.ca.

1.5 Formulation de la plainte

À moins d'avoir reçu un écrit à cet effet, une plainte verbale concernant une erreur matérielle (orthographe d'un nom ou modification mineure à apporter au rapport du coroner), doit être transcrite par la secrétaire ou l'analyste à l'assurance qualité sur le formulaire de plainte de l'annexe A. Elle doit également inscrire les informations nécessaires dans le fichier informatique.

La plainte plus complexe doit faire l'objet d'un écrit que le plaignant transmet, au responsable des plaintes, par courrier postal ou électronique.

Le responsable des plaintes peut requérir du plaignant des renseignements supplémentaires pour pouvoir poursuivre le traitement de sa plainte. Si cette démarche occasionne des délais supplémentaires, une lettre semblable à celle de l'annexe C peut être envoyée au plaignant. En effet, selon le DSC une plainte doit être traitée dans les 30 jours suivant sa réception.

Veuillez prendre note

Une plainte portée contre plusieurs personnes
Lorsque la plainte porte contre plusieurs personnes, un dossier est ouvert pour chacune de ces personnes.

Une plainte s'adressant à un autre organisme ou ministère (M/O)
Dans le cas où la plainte doit être redirigée à l'externe c'est-à-dire à l'extérieur du BC, le responsable des plaintes s'identifie et invite le plaignant à communiquer avec l'organisme concerné, ou avec Services Québec. Aux fins du rapport de gestion, le responsable des plaintes écrit cette information dans le fichier en précisant que la plainte a été redirigée à l'externe et identifie le M/O concerné.

2. Inscription

Dès la réception d'une plainte, la secrétaire du responsable des plaintes ou de son substitut doit inscrire, s'il y a lieu, dans un fichier de données :

i. le prénom et le nom de famille du plaignant;
ii. les coordonnées postales et téléphoniques du plaignant;
iii. le prénom, le nom de la personne décédée et la date de son décès, s'il y a lieu;
iv. le numéro de dossier du cas de coroner (système SOC);
v. le nom du coroner responsable du dossier ;
vi. le lien de parenté ou social avec la personne décédée, s'il y a lieu;
vii. le type de plainte ;

Retard pour finaliser le rapport	Rapport incomplet ou information erronée dans le contenu du rapport	Erreur matérielle dans le contenu du rapport
Comportement d'un membre du personnel	Recommandation insatisfaisante	Demande de révision du rapport

viii. les détails de la plainte;
ix. la date de réception de la plainte;
x. la date de l'accusé réception;
xi. la date de réponse prévue;

Également :

xii. ouvrir un dossier dans le système de gestion documentaire (CCBA 81600);
xiii. indiquer dans le système SOC qu'une plainte a été reçue.

3. Envoi d'un accusé réception

La secrétaire du responsable des plaintes ou son substitut doit, selon la DSC, transmettre un accusé réception (annexe B) au plaignant dans les 5 jours suivant la réception de la plainte. L'accusé réception doit être signé par le responsable des plaintes ou son substitut, le cas échéant.

Une copie de l'accusé réception est classée dans le dossier de plainte.

Dans le fichier prévu au traitement des plaintes, la secrétaire doit :

i. indiquer, s'il y a lieu, dans le dossier maître qu'une plainte a été reçue ;
ii. faire un rappel au responsable des plaintes (lorsque 20 jours ouvrables se sont écoulés) afin que la plainte soit traitée dans les 10 prochains jours, tel que spécifié dans la DSC. Sinon, un avis de prolongation de délai doit être envoyé pour informer le plaignant d'une période supplémentaire pour la traiter (annexe C).

4. Traitement de la plainte par le responsable des plaintes

Le responsable des plaintes :

i. analyse la plainte;
ii. vérifie les motifs de la plainte;
iii. effectue, si nécessaire, les échanges avec le professionnel ou le coroner concernés;
iv. recueille l'information pertinente pour permettre la documentation de la plainte (dossier SOC, pièces justificatives à l'appui, etc.,);
v. consulte les personnes directement concernées par la plainte (coroner, employée, coroner en chef, coroner en chef adjoint), note dans le fichier qui il a consulté et quand;
vi. détermine la recevabilité de la plainte (doit être inscrit au fichier prévu à cette fin);
vii. informe par courrier électronique, si nécessaire et selon la gravité de la plainte, le coroner et, en copie conforme selon le cas, le coroner en chef, le coroner en chef adjoint concerné ou le supérieur immédiat ;
viii. informe le plaignant verbalement ou par écrit des suites données à sa plainte;
ix. classe, dans le dossier de plainte, toute la correspondance reçue dont les courriers électroniques envoyés et reçus et la réponse verbale, le cas échéant.

> Les étapes i à iv peuvent être également effectuées par l'analyste à l'assurance qualité qui a analysé le rapport du coroner.

4.1 Réponse au plaignant

Le responsable des plaintes doit transmettre par écrit la réponse officielle du BC au regard de la plainte du plaignant. Des explications plus détaillées peuvent être données par écrit ou verbalement selon la situation. Dans ce dernier cas, elles doivent être notées au dossier aux fins de cohérence et de vérifications.

Dans le cas d'explications écrites, le responsable des plaintes informe par écrit le plaignant (annexe D, modèles A, B, C, D). Une copie peut être envoyée au coroner en chef, au coroner en chef adjoint, au supérieur immédiat ou au coroner.

4.2 Fermeture du dossier

Un dossier de plainte est considéré fermé lorsque l'analyse de la plainte est complétée et qu'une réponse finale ou que des explications ont été transmises au plaignant. Un dossier fermé peut être rouvert advenant de nouveaux développements.

4.3 Intervention du coroner en chef

Le responsable des plaintes doit demander l'intervention du coroner en chef notamment :

I. s'il s'est écoulé 2 mois depuis la réception de la plainte et qu'aucune explication n'a été fournie par le coroner en chef adjoint, le coroner, l'employé visé ou son supérieur immédiat, selon le cas;
II. en raison du caractère inhabituel ou «sensible» de la plainte;
III. pour tout autre motif jugé pertinent et pour lequel l'intervention du coroner en chef est nécessaire.

Le coroner en chef prend alors les mesures qui s'imposent pour clarifier la situation et obtenir les informations initialement demandées le cas échéant. Le coroner en chef peut communiquer les explications qu'il a reçues au responsable des plaintes qui en informe le plaignant conformément à la présente procédure.

393

5. Portrait d'ensemble, correctifs à apporter et reddition de compte

Afin d'être en mesure de diminuer le nombre de plaintes déposées au BC, il importe que le responsable des plaintes dresse annuellement un portrait global de celles-ci et effectue une analyse de l'ensemble des plaintes reçues.

Les différents constats qui découleront de cette analyse auront pour objet de soumettre au comité de gestion des correctifs ou des éléments de solution visant à diminuer les plaintes déposées au BC et à améliorer la prestation de service.

Le responsable des plaintes doit produire un rapport de gestion des plaintes pour chaque année financière, au plus tard le 30 avril. Les résultats doivent figurer au rapport annuel de gestion du BC. Le fichier servant à la gestion des plaintes tel que présenté comportant les données identifiées à l'annexe E permet de fournir l'information adéquate.

6. Définitions et références

Définitions utilisées

Citoyen : Une personne physique ou morale, un organisme, un ministère ou un partenaire du BC. Sont exclus les membres du personnel du BC dans l'exercice de leurs fonctions ainsi que les coroners.

Demande d'information : Questionnement d'un citoyen portant, notamment, sur le délai approximatif pour qu'un rapport de coroner soit achevé, sur la façon d'obtenir les annexes (rapports d'autopsie, de toxicologie, etc.) ou sur l'identité des maisons funéraires qui transportent des cadavres.

Plainte fondée : La plainte est fondée notamment :

a) si le rapport du coroner comporte effectivement une erreur matérielle ou une inexactitude;

b) si le délai de 9 mois pour compléter un rapport du coroner est dépassé peu importe la raison.

Le comportement inapproprié de l'employé ou d'un coroner[1] est considéré plainte fondée.

Une plainte se règle entre autres par des explications écrites ou verbales fournies au plaignant par le responsable des plaintes ou par une correction apportée au rapport du coroner.

Responsable des plaintes : membre du personnel du BC désigné par le coroner en chef pour assurer le traitement des plaintes.

[1] Sont exclus de ce type de plainte les manquements visés au *Code de déontologie des coroners* qui sont traités conformément à la *Procédure administrative préalable à une réprimande*.

Références

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection de renseignements personnels, L.R.Q., chapitre A-2.1;

Loi sur l'administration publique, L.R.Q., chapitre A-6.01, a. 1, 2 et 6;

Loi sur la fonction publique, L.R.Q., chapitre F-3.1.1, a. 4 à 12;

Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, L.R.Q., chapitre R-0.2, a. 92 (4);

Règlement sur l'éthique et la discipline dans la fonction publique, R.R.Q., chapitre F-3.1.1., r. 0.3;

Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, R.R.Q., chapitre M-30, r. 1;

Code de déontologie des coroners, R.R.Q., chapitre R-0.2, r. 0.1;

L'ÉTHIQUE DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE, Gouvernement du Québec, 2003, Bibliothèque nationale du Québec;

DÉCLARATION DE VALEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE, 21 novembre 2002, Assemblée Nationale, document sessionnel n° 1598-20021121.

3,9,5

Bureau du coroner
Québec

Annexe A
Formulaire de plainte

Prénom _____ Nom de famille _____

Adresse _____ Ville _____ Province _____

Code postal _____ Téléphone _____ Courriel _____

☐ Famille ☐ Assurances ☐ Avocat ☐ Notaire Autres : _____

Prénom _____ Nom de famille _____

Lieu du décès _____ Date du décès _____ Nom et prénom du coroner _____

☐ Délai de production du rapport du coroner ☐ Difficulté à rejoindre le coroner

☐ Insatisfaction du contenu du rapport du coroner ☐ Autres

Date de l'incident : _____

Le formulaire dûment complété peut être transmis électroniquement en appuyant sur le bouton en haut à droite de la feuille

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

69. Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 69 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
	2010-2011	
Dirigeant et membre	2	235 813
Cadres	2	234 089
Professionnels	21	1 528 375
Techniciens	2	76 211
Personnel de bureau	10	345 485
Total	37	2 419 973

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

70. La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 70 : La liste des dirigeants du Commission, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Le commissaire à la déontologie policière	:	Me Claude Simard	mandat du 16 mars 2010 au 15 mars 2015	Traitement au 31 mars 2011 :	145 340 $
Le commissaire adjoint	:	Me Réjean Gauthier	mandat du 1er avril 2008 au 12 septembre 2010	Traitement au 31 mars 2011 :	115 797 $
La commissaire adjointe	:	Me Hélène Tremblay	mandat du 13 septembre 2010 au 12 septembre 2015	Traitement au 31 mars 2011 :	90 473 $

Pour les augmentations et bonis prévus : Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

71. La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2010-2011 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 71 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2010-2011 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause) ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

	Nombre de plaintes	Nombre de policiers[3]
1. Nombre de plaintes reçues [1]	**1 851[2]**	**2 881**
- Sûreté du Québec	441	638
- Service de police de la ville de Montréal	641	977
- Corps de police municipaux	724	1 155
- Polices autochtones	38	63
- Constables spéciaux	15	27
- Agents de la protection de la faune	11	21

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)
[2] Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.
[3] Incluant les agents de protection de la faune, les constables spéciaux et les contrôleurs routiers.

2. Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers [1]

	Nombre de dossiers
- Sûreté du Québec	3
- Service de police de la Ville de Montréal	9
- Corps policiers municipaux	6
TOTAL :	18

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

72. La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2010-2011 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 72 : La répartition des dossiers selon la décision prise suite à l'examen préliminaire des plaintes par le Commissaire pour la période 2010-2011 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Traitement apporté et décisions suite à l'examen préliminaire [1]:

-	Conciliation:	626
-	Enquête:	171
-	Plainte refusée:	1 034
-	Désistement:	1
-	À l'étude:	282

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de **40 jours** pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant, l'opinion de ce dernier sur la tenue d'une conciliation dans son cas, ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

73. Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 73 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

2010-2011

1 034[1] plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

De ces plaintes, on notera :

Refus faute de précisions demandées :	68[1]
Autres motifs (absence de faute déontologique appréciée suite à une pré-enquête) :	966[1] ont donné lieu à des décisions particularisées, , écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

[1] Du 1er avril 2010 au 14 mars 2011 (date de compilation)

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 73 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

2009-2010

995 plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

De ces plaintes, on notera :

Plainte irrecevable (défaut d'un élément essentiel et prescription) :	94
Refus faute de précisions demandées :	67
Autres motifs (absence de faute déontologique: appréciée suite à une pré-enquête) :	834 ont donné lieu à des décisions particularisées, , écrites et motivées transmises aux intimés et aux organismes dont ils relèvent.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03-04

QUESTION 73 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

2008-2009

861 plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
  - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
  - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
  - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

De ces plaintes, on notera :

Plainte irrecevable :	61
Refus faute de précisions demandées :	39
Refus de la plainte – Identification des policiers impossible :	3
Autres motifs :	758 ont donné lieu à des décisions particularisées, écrites et motivées transmises aux plaignants et aux policiers impliqués.

Remarque : Le plaignant dispose d'un droit de révision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

74. État de la mise en oeuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière – 03.04

QUESTION 74 : État de la mise en œuvre des modifications législatives à la Loi sur la police dont le nombre de demandes d'excuses, le nombre de dossiers à l'étude, etc.

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 80, le 15 juin 2006, 276 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière. Le Comité de déontologie policière a rendu 263 décisions, dont 25 défavorables aux policiers requérants.

Les 13 dossiers restants sont soit en délibéré ou feront l'objet d'une décision au cours de l'exercice financier 2011-2012.

Au cours de l'année financière 2010-2011, 87 demandes d'excuses ont été traitées par le bureau du Commissaire à la déontologie policière et soumises au Comité de déontologie policière qui, au cours de la même période, a rendu 82 décisions.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

75. Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 75 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2010-2011.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
Président et membres	8	858,8
Professionnels	3	86,7
Autre personnel (régulier)	8	288,7
Contribution de l'employeur (rég.)		6,4
TOTAL	**19**	**1 240,6**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

76. La liste des dirigeants du Comité de déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 76 : La liste des dirigeants du Comité de déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

Nom, prénom	Titre	Début du contrat	Fin du contrat	Rémunération au 31 mars 2011
Bilodeau, Mario	Membre	2008-11-10	2011-11-09	168 771,00 $
Cohen, Michèle	Membre	2010-05-09	2013-05-08	118 704,00 $
Drouin, Pierre	Membre	2010-01-07	2013-01-06	118 704,00 $
Gagné, Pierre	Président	2008-11-10	2013-11-09	130 710,00 $
Vacant	Vice-présidence			
Iuticone, Richard	Membre	2010-01-29	2013-01-28	118 704,00 $
Rivard, Louise	Membre	2009-06-29	2014-06-28	87 550,00 $

Pour les augmentations prévues : conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

77. Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 77 : Le nombre de dossiers reçus par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux)[1] durant la période 2010-2011.

Dossiers reçus en 2010-2011 au 1er mars 2011

Origine	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	32	0
Corps municipaux	30	9
SPVM	22	12
Polices amérindiennes	0	0
Constables spéciaux	0	0
Contrôleurs routiers	0	0
Agents de la protection de la faune	0	0
TOTAL	**84**	**21**

[1] Incluant également les polices amérindiennes, les constables spéciaux, les contrôleurs routiers et les agents de la protection de la faune.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

78. Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2011, par catégorie et par origine.

(AUCUN)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

79. Le délai moyen pour le traitement d'un dossier pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 79 : Le délai moyen de traitement d'un dossier pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation, en excluant les dossiers suspendus en raison de procédures devant les tribunaux supérieurs, est de 16,92 mois pour l'année 2010-2011, de 15,28 mois pour l'année 2009-2010 et de 15,3 mois pour l'année 2008-2009. Il est de 17,9 mois pour l'année 2010-2011, de 16,18 mois pour l'année 2009-2010 et de 15,63 mois pour l'année 2008-2009 pour les autres dossiers.

NOTE : Les données sont en date du 1er mars de chaque année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

80. Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011, et prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 80 : Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2010-2011, et prévisions pour 2011-2012.

Catégorie d'emploi	2010-2011	
	Nombre	Masse salariale
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	12	1 273,3
Professionnels	15	1 002,4
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	20	851,5
TOTAL	47	3 127,2

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

81. La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2010-2011, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 81 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2010-2011, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

1. Membres à temps plein

Nom	Traitement annuel	Date de fin de mandat
Bédard, Paul	118 583	2012-02-04
Danis, Caroline	88 042	2012-02-04
Dugré, Jean	118 704	2014-09-06
Fillion, Julie	101 191	2013-02-03
Larrivée, Régis	130 983	2012-12-11
Marsolais, Diane	98 924	2012-02-04
Sauvé, Manon	118 704	2013-03-30
Sultan, David	130 716	2012-02-04
Tétreault, Lucie	100 662	2012-10-08
Tremblay, Jean-René	98 407	2012-02-04
Trudeau, Marie-Andrée	145 340	2012-07-02

Conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps plein demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 81 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2010-2011, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

2. Membres à temps partiel

Butstraen, Lara De Vette, Suzanne Desgagné, Jean-Guy Dionne, Alain Falardeau, Mark Guillén-Lemus Yvonne Lainé, Joseph Petosa, Connie Richard, Hélène St-Amand, Reynold Turmel, Paul Nommés par le décret 46-2007 du 30 janvier 2007. Fin du mandat 4 février 2012.	Leblond, Isabelle Nommée par le décret 636-2007 du 7 août 2007. Fin du mandat 6 août 2012.	Audet, Jocelyne Duchaîne, Pierre Leblanc, Alma Nommés par le décret 697-2008 du 25 juin 2008. Fin du mandat 24 juin 2013.

Les membres à temps partiel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles reçoivent un traitement correspondant au maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ce traitement au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres à temps partiel demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 546$
Coût pour une demi-journée : 273$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

Question 81 : La liste des commissaires (membres à temps plein, à temps partiel et issus de la communauté) de la Commission pour la période 2010-2011, incluant leur CV, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

3. Membres issus de la Communauté

Blouin, Luc Boyer, André Calderon, José Dupuis Salvas, Claudette Estiverne-Bathalien, Amanthe Fallu, Patricia Ann Guay, Normand Lacombe, Élysabeth Lambert, Claudette Lapointe, Roger	Latendresse, Michel Leblanc, Claude Lessard, Claude Ouellet, Gaétan Razik, Nourreddine Savaria, Claude Teitelbaum, Reisa Toussaint Rosette	Bolduc, Michel Bouchard, Manon Bouchard, Sandra Bureau, Danielle Corbeil, Lorraine Gervais, Arthur	Lacroix, Élaine Laporte, France Laramée, Pierre Laroche, Guy Pelland, Annie Pelletier, André	Chagnon, Marie-Josée Cyr, Pierre Giroux, Stéphanie Robert, André	Bastien Richard Roy, Denis Villeneuve, Guy (démission)
Nommés par le décret 45-2008 du 31 janvier 2008. Fin du mandat 30 janvier 2011.		Nommés par le décret 366-2008 du 16 avril 2008. Fin du mandat 30 avril 2011.		Nommés par le décret 698-2008 du 25 juin 2008. Fin du mandat 24 juin 2011.	Nommés par le décret 215-2009 du 12 mars 2009. Fin du mandat 11 mars 2012.

Les membres issus de la communauté reçoivent des honoraires correspondant à 60 % du maximum de l'échelle de traitement annuel applicable aux membres à temps plein d'organismes du niveau 3, majoré de 20 % et divisé par 261 jours ouvrables au terme de chaque journée de séance à laquelle ils participent ou la moitié de ces honoraires au terme de chaque demi-journée de séance à laquelle ils participent (décret 47-2007).

De plus, conformément à l'article 123 de la Loi sur le système correctionnel du Québec, les membres issus de la communauté demeurent en fonction à l'expiration de leur mandat jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Coût pour une journée : 327$
Coût pour une demi-journée : 164$

* Les CV des employés nommés en vertu d'un décret sont disponibles sur le site des nominations du Conseil des ministres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

82. La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2010-2011 (permissions de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 82 : La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2010-2011 (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle et permission de sortir pour visite à la famille avec ou sans audience)

La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2010-2011 (10 mois).

Au cours de l'exercice 2010-2011, soit du 1er avril 2010 au 1 er février 2011, la Commission a pris en audience et en examen sur dossier :

- Décisions en matière de permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle :	663 (incluant 126 reports)
- Décisions en matière de libération conditionnelle :	2 746 (incluant 896 reports)
- Décisions en matière de permission de sortir pour visite à la famille :	50 (aucun report)
Total des décisions prises en audience ou en examen sur dossier :	**3 459**

En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

- Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada :	13
- Recevabilité des demandes de révision en permission de sortir et en libération conditionnelle :	97
- Recevabilité des demandes de nouvel examen en libération conditionnelle :	45
- Rapports d'événement :	378
Total des décisions prises hors audience :	**533**
TOTAL DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION en 2010-2011 :	**3 992**
Renonciations :	**1 592**

Note : les données sont en date du 1er février 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

83. La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03.02

QUESTION 83 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2010-2011.

Pour la période du 1er avril 2010 au 1 février 2011 (10 mois), la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décisions en matière de mise en liberté sous condition (permission de sortir préparatoire à la libération conditionnelle, libération conditionnelle, permission de sortir pour visite à la famille) est la suivante :

Direction territoriale	Établissement	Renonciations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	23	17
	Chicoutimi	30	75
	CQLC-Québec	28	172
	Détention Québec (F)	24	52
	Détention Québec (H)	235	497
	New-Carlisle	23	55
	Percé	29	6
	Rimouski	46	73
	Roberval	26	29
	Sept-Iles	1	0
	Trois-Rivières	111	240
	Sous-Total	**576**	**1216**
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	4	180
	Détention Montréal	446	719
	Maison Tanguay	60	122
	Rivière - des - Prairies	14	84
	Sous-Total	**524**	**1105**
Ouest du Québec	Amos	55	78
	Hull	82	159
	Saint-Jérôme	196	542
	Sherbrooke	114	218
	Sorel	42	124
	Valleyfield	3	17
	Sous-Total	**492**	**1138**
	TOTAL	**1 592**	**3459**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

84. Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers des détenus.

ENTENTE

ENTRE

Le *GOUVERNEMENT DU CANADA*
représenté par le solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le «Canada»)

ET

Le *GOUVERNEMENT DU QUÉBEC*
représenté par le ministre de la Sécurité publique du Québec et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé le «Québec»)

ENTENTE CANADA – QUÉBEC CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉLINQUANTS

ATTENDU QUE l'alinéa 4c) de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (L.R.C., c. C-44.6) oblige le Service correctionnel du Canada (ci-après appelé le « SCC ») à accroître son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les autres éléments du système de justice pénale;

ATTENDU QUE l'article 23 de cette loi oblige le SCC à prendre toutes les mesures possibles pour obtenir des renseignements et documents concernant les personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi oblige le SCC à communiquer à la Commission nationale des libérations conditionnelles, aux gouvernements provinciaux et aux commissions provinciales de libération conditionnelle les renseignements pertinents dont il dispose, soit pour prendre la décision de mettre un délinquant en liberté, soit pour sa surveillance;

ATTENDU QUE l'article 9 de la *Loi sur le Ministère de la Sécurité publique* (L.R.Q., c. M-19.3), modifié par l'article 147 du chapitre 76 des lois de 2001, confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'administrer les établissements de détention, d'assurer la disponibilité des services d'agents de probation et de surveillance, et de surveiller l'exécution des ordonnances de probation et de sursis ;

ATTENDU QUE l'article 57 de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* (L.R.Q., c. L-1.1) confie au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de son application ;

ATTENDU QUE l'alinéa 8(2)f) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C., c. P-21) permet la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale aux termes d'une entente entre le Canada et une province ou l'un de ses organismes en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ;

ATTENDU QUE l'article 67 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) permet la communication d'un renseignement nominatif par un organisme public à toute personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec ;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une entente visant l'échange électronique de renseignements nécessaires sur les délinquants en vue d'administrer ou d'appliquer leurs lois respectives en matière de services correctionnels et de mise en liberté sous condition, pour assurer efficacement la garde des délinquants ainsi que leur réinsertion dans la collectivité en toute sécurité et ce, tout en convenant des mesures de protection administratives, techniques et matérielles nécessaires pour la protection du caractère confidentiel des renseignements, surtout en ce qui concerne leur usage et leur communication ;

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

1. Au sens de la présente entente, le terme «délinquant» désigne selon le cas :
   a) une personne répondant à la définition de ce terme en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
   b) une personne contrevenante ou prévenue en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*;
   c) une personne détenue visée par l'application de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

OBJET DE L'ENTENTE

2. Afin que le Canada et le Québec puissent collaborer à l'amélioration de la fluidité de la circulation de l'information entre les deux gouvernements, la présente entente a pour objet de permettre l'échange électronique de certains renseignements sur les délinquants.

3. Afin que la partie, qui a la garde ou la surveillance d'un délinquant en particulier ou qui peut prendre la décision de le mettre en liberté, puisse administrer ou appliquer ses lois touchant les services correctionnels et la mise en liberté sous condition en disposant du maximum de renseignements nécessaires sur le délinquant en question, la présente entente donne :

   a) à des utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A et contenus dans la banque de données du système de gestion des délinquants (ci-après appelé « SGD ») administré par le Service correctionnel du Canada;

   b) à des utilisateurs autorisés du SCC un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B et contenus dans la banque de données du système de dossiers administratifs correctionnels (ci-après appelé « système DACOR ») administré par la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PARTIE I - SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

4. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A concernant les délinquants et contenus dans le SGD.

5. Avant de fournir des renseignements sur un délinquant, le Canada convient d'établir un processus de vérification électronique pour s'assurer que le délinquant, sur lequel des renseignements sont requis par le Québec, est inscrit dans le système DACOR.

PROCÉDURE

6. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles la formation initiale nécessaire sur l'utilisation du SGD et de fournir au besoin une formation de recyclage, ainsi que le soutien technique et de dépannage nécessaires, de façon à leur donner accès aux renseignements sur les délinquants, qui sont contenus dans le SGD. La formation portera notamment sur les normes de protection du SGD, que chaque utilisateur devra respecter, ainsi que sur l'obligation qu'il a de protéger le caractère confidentiel des renseignements sur les délinquants.

7. Le Québec convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés qui, avec l'accord du Canada, auront accès au SGD.

PARTIE II – SYSTÈME DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS (DACOR)

PROCÉDURE

8. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC la formation nécessaire pour l'accès aux renseignements personnels sur les délinquants, qui sont contenus dans le système DACOR.

9. Le Canada convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés du SCC qui, avec l'accord du Québec, auront accès au système DACOR.

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B concernant les délinquants et contenus dans le système DACOR.

PARTIE III - CONFIDENTIALITÉ ET RESTRICTIONS

11. Le Québec convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Canada à partir du SGD sont des renseignements personnels au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. c. P-21) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.

12. Le Québec s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements personnels obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la *Loi sur les services correctionnels* (L.R.Q., c. S-4.01) et de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* (L.R.Q., c. L-1.1).

13. Le Canada convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Québec à partir du système DACOR sont des renseignements nominatifs au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.

14. Le Canada s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements nominatifs obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (L.R.C., c. C-44.6).

15. Il est entendu que si un utilisateur autorisé ayant accès à des renseignements du Canada ou du Québec omet de protéger ces renseignements, utilise ses privilèges d'accès ou encore utilise ou communique ces renseignements à des fins non autorisées par la présente entente, le Canada ou le Québec, selon le cas, se réserve le droit de refuser immédiatement l'accès au SGD ou au système DACOR, selon le cas, à tous les utilisateurs autorisés dans le lieu de travail où la violation s'est produite, jusqu'au règlement de la violation d'une manière satisfaisante et jusqu'à l'installation de dispositifs de protection pour empêcher que d'autres incidents de cette nature ne surviennent.

16. Chaque partie s'engage à maintenir, à respecter et à protéger pleinement le caractère confidentiel des renseignements obtenus en vertu de la présente entente et à ne pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit, à moins qu'une telle communication ne soit autorisée par la présente entente ou exigée par la loi.

17. Le Québec et le Canada conviennent de respecter les mesures de protection administratives, matérielles et techniques prévues aux annexes C et D.

PARTIE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

18. Le Canada et le Québec assument respectivement les coûts occasionnés par l'application de la présente entente.

RESPONSABILITÉS

19. Le Canada s'engage à exonérer le Québec de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages et frais subis ou engagés par le Québec ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque la réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Québec ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

20. Le Québec s'engage à exonérer le Canada de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages ou frais subis ou engagés par le Canada ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque cette réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Canada ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

21. En cas de différend au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou du respect des dispositions de la présente entente, les parties suivent les procédures de règlement ci-dessous :

    a) le différend est soumis au sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec ainsi qu'au sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC;

    b) si le sous-ministre associé de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et le sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC ne peuvent résoudre le différend dans les 90 jours suivant sa soumission, l'un ou l'autre s'engage, à l'échéance de ce délai, à soumettre la question au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec qui s'efforceront de régler le différend dans un autre délai de 90 jours s'ils conviennent d'une prolongation de délai, à défaut de quoi la présente entente pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans préavis;

c) pour l'application du présent article, le renvoi au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec s'entend exclusivement du renvoi au fonctionnaire ainsi nommé.

PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT

22. Les parties conviennent que le sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et le sous-ministre du ministère de la Sécurité publique peuvent s'entendre sur des procédures de fonctionnement compatibles avec la présente entente au sujet des questions administratives et opérationnelles à régler pendant la durée de l'entente, pourvu qu'elles soient consignées par écrit.

ANNEXES

23. Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

MODIFICATIONS

24. Sous réserve des dispositions légales applicables, les parties peuvent apporter en tout temps des modifications à la présente entente ou aux annexes par consentement mutuel donné par écrit.

AVIS ET AUTRES DOCUMENTS

25. Chaque partie s'engage à remettre à l'autre un avis écrit au sujet de toute modification apportée aux dispositions législatives, aux règlements ou aux politiques concernant ses programmes respectifs qui est susceptible d'influer sur la présente entente.

26. Tout avis ou autre document que l'une des parties peut ou doit donner ou remettre à l'autre est réputé avoir été valablement donné ou transmis à son destinataire, s'il lui est remis en mains propres, par télécopieur ou par courriel à la date de livraison ou de transmission ou, s'il est posté, le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste au Canada par courrier affranchi au tarif de première classe adressé comme suit :

Au gouvernement du Québec :
Direction générale des Services correctionnels du Québec
2525, boulevard Laurier, 5e étage
Québec (Québec) G1V 2l2
Télécopieur : (418) 643-0275
Courriel : louis.dionne@msp.gouv.qc.ca

À l'attention du sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec

Au gouvernement du Canada :
Service correctionnel du Canada
Administration régionale du Québec
3, Place Laval, 2e étage
Laval (Québec) H7N 1A2
Télécopieur : (450) 967-3326
Courriel : 301-sc@csc-scc-gc.ca

À l'attention du sous-commissaire régional pour la région du Québec.

27. L'une des parties peut, à tout moment, donner à l'autre un avis écrit de changement d'adresse postale, de courriel ou de numéro de télécopieur pour les communications futures.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

28. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

29. La présente entente a une durée d'une année à compter de son entrée en vigueur et se renouvelle par tacite reconduction. Chaque partie peut toutefois y mettre fin en avisant l'autre par écrit au moins six mois avant son échéance ou son renouvellement.

RÉSILIATION

30. À l'exception de ce qui est prévu aux articles 21 et 29, l'une des parties peut résilier la présente entente en tout temps, sans être tenue de motiver sa décision, en remettant à l'autre un préavis écrit d'un mois.

EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée,

Pour le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le 10 avril 2003.

Le ministre de la Sécurité publique

Pour le GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 11 [illegible] 2003.

Le solliciteur général du Canada

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Annexe A

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU QUÉBEC

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du ministère de la Sécurité publique, incluant la Direction générale des services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles, prévoit un accès au SGD en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ce document a pour but d'indiquer à l'utilisateur autorisé du Québec le type d'information qu'il trouvera dans les écrans/documents auxquels il aura accès.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous la forme électronique et qui sont nécessaires au Québec pour administrer ou appliquer ses lois et règlements touchant les services correctionnels et la libération conditionnelle.

LISTE DES ÉCRANS/DOCUMENTS

Accès au Système de Gestion des Délinquants :

Lors de l'accès au système, l'utilisateur autorisé du Québec aura d'abord accès à l'écran BANNIÈRE du SGD et à un MENU PRINCIPAL conçu spécialement pour les besoins du Québec.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL023.QKC	SGD
UTILxxx.QKC	MENU PRINCIPAL DES PROVINCES

Accès au dossier des délinquants

La demande d'un dossier SGD se fera par l'écran VERIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Seuls les dossiers ayant été identifiés par le SCC pourront être accessibles à partir de cet écran. Cependant, un utilisateur du Québec pourra vérifier si le SGD a un dossier pour un détenu en particulier en y effectuant une recherche par SED, nom/prénom, date de naissance ou soundex à cet écran.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF004.QKC	VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE

Accès aux renseignements de base sur le délinquant

Les renseignements de base demandés par le Québec seront accessibles par les écrans suivants. Le tableau ci-après indique le type d'information qui est disponible dans chacun des écrans et sous-écrans.

Prendre note que l'écran des RELATIONS affichera des informations sur les associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, ressources à joindre en cas d'urgence et visiteurs.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF003.QKC	INFORMATION SUR UN DÉTENU Incluant : Numéro SED, Nom de famille, Prénom, Deuxième Prénom, Date de naissance, Sexe, État civil, Langue officielle de service préférée, Langue maternelle, Besoin d'un traducteur, Autre langue parlée, Fumeur O/N, Emplacement actuel du délinquant, Citoyenneté, Autre pays, Citoyenneté vérifiée O/N, Date vérifiée
OFF009.QKC	TAILLE, POIDS, YEUX & CHEVEUX Incluant: Taille en cm et en pi/ po, Poids en kg et en lb, Teint, Couleur des yeux, Couleur des cheveux, Densité des cheveux, Cause de calvitie s'il y a lieu
OFF012.QKC	LIEU DE NAISSANCE Incluant: Ville, Pays, Province/État (si au Canada ou aux États-Unis)

OFF014.QKC	RACE Incluant : Race et • si Indien d'Amérique du Nord: Statut/Non-statut O/N, No. Bande, Nation/Langue • si Inuit: Dialecte parlé
OFF015.QKC	RELIGION
CMGT010.QKC	ALIAS & CHANGEMENTS DE NOM DU DÉTENU Incluant : Nom de famille de l'alias, Prénom de l'alias, Deuxième prénom de l'alias, alias de SED, alias de date de naissance, Catégorie d'alias (changement de nom légal, nom d'adoption, nom d'emprunt, nom de jeune fille, nom de femme mariée, nom de naissance, vrai nom), Observations sur l'alias
OFF007.QKC	CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES DISTINCTIVES Incluant : Type de caract. phys. (cicatrices, amputation, barbe, cicatrices chirurgicales, cicatrices de tatouage, lunettes, moustache, perruque, prothèse, tatouage, tache de naissance, toupet et autre), Endroit sur le corps, Description
OFF010.QKC	AFFILIATIONS DU DÉTENU Incluant: Affiliation (groupe et type), Identifiée par, Observations
OFF022.QKC	RELATIONS DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant: Nom de famille de la relation, Prénom de la relation, Deuxième prénom de la relation, DDN de la relation, Sexe, SED de la relation s'il y a lieu, Relation (ami, avocat, conjoint de fait, mère, père, sœur, frère, etc.), Observations, Type de relation (associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, en cas d'urgence et visiteurs)
OFF023.QKC	ADRESSES de la relation Incluant: Type d'adresse (bureau ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., N° de télécopieur, Observations, Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le
OFF020.QKC	ADRESSE DU/DE LA DÉLINQUANT(E) Incluant : Type d'adresse (bureau, centre résidentiel communautaire ou résidence), Pays, Rue/case postale, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le, Demeure présentement avec
CMGT050.QKC	ALERTES Incluant: Code de l'alerte (affectivement instable, antécédents d'isolement préventif, arrangements relatif à l'unité spéciale de détention, connaissance dans le domaine des armes et des explosifs, connaissances dans le domaine de la sécurité, fournisseur/utilisateur de substances intoxicantes, conditions spéciales de libération d'office, constat de maladie mentale, conditions non-standards de surveillance, comportement prédatoire, considération usage de la force, handicap de communication, handicap physique, intérêt pour la police et la communauté, information à la sécurité préventive, leader / organisateur / instigateur, menaçant, connaissance dans le domaine de l'informatique, préoccupation dans le domaine de la sécurité, prise d'otage, prise d'otage et agression sexuelle, risque d'évasion, réactif aux gaz, séquestration, programme de surveillance intensive en communauté, séquestration / agression sexuelle, suicidaire, détenu à l'unité spéciale de détention, violent, autre), Date, Identifiée par, Statut (actif, inactif), Date du statut, Description
CMGT052.QKC	INDICATEURS Incluant: Code (acte de gangstérisme, cas notoire, séjour au centre de santé mentale au Québec, expulsion / extradition, initiative du Nouveau-Brunswick, observateurs aux audiences, purge sa peine sous un alias, listé au registre des ordonnances protection, renseignements protégés à la sécurité préventive, initiative de la Saskatchewan, thérapie à la méthadone, violence conjugale), Statut, Date, Description
CMGT008.QKC	ANTÉCÉDENTS CRIMINELS Incluant: Condamnations antérieure(s), Condamnation(s) antérieure(s) la (les) plus grave(s), Évaluation des antécédents criminels

Les écrans suivants de la gestion des peines qui seront partagés avec le Québec contiennent les informations suivantes :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL029.QKC	GESTION DES PEINES Écran menu incluant: Numéro de peine (avec possibilité d'ouvrir la peine désirée), Date du début de la peine choisie, Type de peine (déterminée ou indéterminée), Date d'expiration du mandat, Peine Totale en années/mois/jours

SENT019.QKC	PEINE Incluant: Numéro de peine, Juridiction, Renonciation à l'admission O/N, Type de peine (déterminée, indéterminée), Date de début, Peine totale, Observations spéciales, Sommaire des événements de la peine
SENT039.QKC	PÉRIODE D'INCARCÉRATION Incluant : Type d'admission (cessation de libération avec ou sans infractions, échanges de services avec provinces, libération inopérante, mandat d'incarcération, mandat du lieutenant gouverneur, révocation avec accusations en instance / avec infractions / sans infraction, transfèrement d'un pays étranger), Date, Numéro de la période, Établissement d'admission, Type admission modifié (s'il y a lieu), Date de la modification, Début de la période d'incarcération, Période d'incarcération totale en jours, Date de libération d'office, Observations.
SENT041.QKC	RÉDUCTION MÉRITÉE DE PEINE
SENT018.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) Incluant: Date de début de la période de caution, Date d'audition, Date de rappel, Date de fin de la période de caution, Observations sur libération provisoire, Total des jours de libération sous caution
SENT004.QKC	ÉVASION / IEL Incluant : Date d'évasion, Type d'évasion (évasion d'un établissement, d'une escorte, d'un établissement minimum, médium ou maximum, évasion d'un autre établissement, non-retour d'une permission de sortir), Période totale en jrs, Évadé de l'établissement, Date reprise, Observations
CMGT201.QKC	INFORMATIONS ET CERTIFICATS DE SURVEILLANCE Incluant : Numéro de la peine, Établissement de libération, Type de surveillance, No de décision, Date du début et de fin, Bureau responsable de la surveillance, Endroit de surveillance, Avis envoyé à la police O/N, Conditions particulières et Directives spéciales, Statut de surveillance, Date du statut, Se rapporte à la Police (Corps Policier)
CMGT151.QKC	CONDITION(S) SPÉCIALE(S) Incluant : Conditions et Observations supplémentaires, date de début et de fin, Statut
SENT048.QKC	FIN DE LA PEINE Incluant : Type de fin (décès, expiration de mandat, expiration de sentence, mandat de la cour, mandat du lieutenant-gouverneur, privilège royal de grâce, surveillance antérieure révoqué ou terminée, transfèrement à l'étranger), Date de fin, Destination, Observations
SENT006.QKC	MANDAT DE DÉPÔT Incluant : Début de peine, Date de condamnation, No registre de la Cour, No référence du mandat, Nom de la Cour, Endroit de la sentence, Nom du Juge
SENT007.QKC	INFRACTIONS Incluant : Date de début de la peine, No de référence du mandat, No du registre de la Cour, Numéro infraction, Statut de l'infraction (en appel, augmenté en appel, condamné, diminué, abandonné / non-coupable), Article (1), Article (2), nombre de Chefs, Type de peine (déterminé, indéterminé, acte de gangstérisme, loi des jeunes contrevenants, délinquant à contrôler et acte de gangstérisme, délinquant à contrôler, fin ordre de sursis, intermittent, peine totale du mandat, remanet), Peine années/mois/jours, Restriction (un tiers, une demie), Direction de peine (concurrent, consécutif ou non spécifié), Observations
SENT008.QKC	INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INFRACTION Incluant : Lieu de l'infraction, Dates d'infraction, Lieu d'arrestation, Date d'arrestation, Corps policier, N° de référence de la police
SENT005.QKC	ARMES
SENT029.QKC	AMENDES/FRAIS SUPPL. POUR VICT./DÉDOMMAGEMENT Incluant : Type d'amende (amende, restitution, surcharge pour la victime), Montant de l'amende, Peine si défaut en années/mois/jours, Jours en défaut, Direction (concurrent, consécutif ou non spécifié), Période de défaut en années/mois/jours, Date de défaut, Date exécution mandat, Observations, Balance de l'amende à payer, Jours
SENT052.QKC	INFO. SUPPLEMENTAIRES SUR LA VICTIME Incluant: Age auquel il/elle fut victime, Relation avec le détenu, Sexe, Observations

SENT010.QKC	RECOMMANDATION(S) DU JUGE Incluant : Port d'arme à feu interdit, Traitement et programme recommandés, Conditions spéciales relatives à la libération conditionnelle, Autres directives, Observations
SENT015.QKC	PROBATION Incluant : Période de probation, Début, Observations
SENT035.QKC	INFRACTIONS - sommaire Liste des infractions dont le détenu a été reconnu coupable incluant les informations suivantes : N° De l'infraction, N° De l'Article, Description, Chef, Type, Peine, Direction, Date, si Victime
SENT011.QKC	APPELS Incluant : N° d'infraction, Type d'appel (condamnation, condamnation et peine, peine), Appel logé par (Couronne, détenu), Nom de la Cour, Niveau de Cour, Date comparution, Date de rappel, Résultat d'appel (abandonné, annulé, augmenté, diminué, rejeté), Observations
SENT021.QKC	ACCUSATIONS EN INSTANCE Incluant : Numéro accusation instance, Code de l'infraction, Infraction perpétrée du/au, Date d'accusation, Chefs, Lieu d'infraction, Corps policier, Rayon d'application, Plaide coupable? O/N, Date, Résultat, Date, Observations, Date de renvoi, Date de comparution
SENT002.QKC	CONTRÔLE DES SUSPENSIONS Liste des périodes de liberté illégale incluant : Type de mandat, Date de suspension, Date d'arrestation, Type de cessation, Date de cessation, Nombre de Jours
SENT003.QKC	PÉRIODE D'EÉS (Entente d'Échange de Services) Incluant : Statut (caution, détenu incarcéré, détention temporaire, expiration de mandat, évaluation psychiatrique, expiration, illégalement en liberté, libération conditionnelle totale, libération d'office, mandat du lientenant-gouverneur, placement extérieur, permission de sortir, remand, retourné à juridiction fédérale ou provinciale, semi-liberté, renonciation), Date début et fin, Province/territoire, Établissement, Observations
SENT038.QKC	ORDONNANCE D'EXTRADITION/EXPULSION Incluant : Type ordonnance, Destination-pays, Date, Observations
SENT049.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) SOMMAIRE Liste des périodes de libération provisoire incluant : Numéro de la peine, date de début et de fin, Observations
SENT050.QKC	ÉVASION/IEL SOMMAIRE Liste des périodes d'évasion incluant : Numéro de la peine, date d'évasion, date de reprise, Observations

Les écrans/rapports (case_docs) suivants seront accessibles via l'écran EXAMEN DE LA DOCUMENTATION ainsi que les écrans / sous-écrans qui les sous-tendent.

Numéro d'écran / numéro du document	Nom de l'écran
CMGT184.QKC	EXAMEN DE LA DOCUMENTATION Listant tous les documents ci-après.
CMGT168.QKC / 0012	ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE Rapport décrivant l'information recueillie auprès de ressources communautaires.
CMGT198.QKC / 0013	RAPPORT RÉCAPITULATIF SUR L'ÉVOLUTION DU CAS Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant incarcéré ou en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses élargissements à venir incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
CMGT164.QKC / 0014	RAPPORT SUR LE PROFIL CRIMINEL Rapport décrivant les infractions commises par le délinquant incluant la version du délinquant et la version officielle.
SECU011.QKC / 0015, 0053, 0054, 0055, 0056, 0057	EXAMEN/AUDITION D'UN CAS EN ISOLEMENT Rapport effectué lors d'un séjour du délinquant en isolement préventif incluant les études concernant le retrait ou le maintien du délinquant en isolement.
SECU018.QKC / 0016	AUDIENCE DE DÉTENTION Information inscrite au système lors de l'étude préliminaire de maintien en incarcération.

CMGT181.QKC / 0018, 0032, 0033, 0044, 0045, 0046, 0047, 0048, 0049, 0050, 0051, 0052	ÉVALUATION PSYCHO./PSYCHI. DE GESTION DES CAS Rapports de différents types complétés par les psychologues et psychiatres : 0032 ÉVAL. PSYCHIATRIQUE - AU SGD 0033 ÉVAL. PSYCHOLOGIQUE - AU SGD 0044 PSYCHIATRIQUE/ISOLEMENT 0045 PSYCHOLOGIQUE/ISOLEMENT 0046 PSYCHIATRIQUE/GÉNÉRAL 0047 PSYCHOLOGIQUE/ACTIVITÉS/NOTES 0048 PSYCHOLOGIQUE/ÉVAL. INITIALE 0049 PSYCHOLOGIQUE/AUTRES 0050 PSYCHOLOGIQUE/SPÉCIALISÉ 0051 PSYCHOLOGIQUE/THÉRAPIE 0052 PSYCHOLOGIQUE/CNLC
SECU020.QKC / 0019	REVUE/DÉCISION PAR UN COMITÉ DU SCC Rapport concernant les décisions prises par le SCC.
CMGT187.QKC / 0020	RAPPORT SPÉCIAL Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses libérations incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
SECU017.QKC / 0021	RAPPORT SUR UN ÉVÉNEMENT SPECTACULAIRE Rapport concernant des évènements significatifs, médiatisés ou non, tels des libertés illégales, décès, etc, étant survenus dans la communauté et impliquant un délinquant en surveillance.
CMGT149.QKC / 0025	ÉCHELLE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET BESOINS DANS LA COLLECTIVITÉ Étude concernant le rythme de surveillance pendant une libération.
CMGT223.QKC / 0027	NOTE DE SERVICE AU DOSSIER Informations diverses concernant le délinquant ou la gestion de son dossier.
CMGT157.QKC / 0028, 0034	RAPPORT SUIVANT UNE PS OU UN PE Rapport complété après la participation à une permission de sortir ou un placement extérieur.
PGM20000.QKC / 0029	PLAN CORRECTIONNEL PRÉCÉDENT Rapport indiquant les progrès du délinquant face à son plan correctionnel initial. Rapports présents au système avant février 99 puis remplacés par les « Suivis du plan correctionnel ».
IA00.QKC / 0030	ÉVALUATION INITIALE Rapport complété à l'admission du détenu, décrivant les détails de son cas et la planification correctionnelle qui sera suivie pendant son mandat. Rapport présent au système avant février 99 puis remplacé par le « Plan correctionnel ».
PGM22000.QKC / 0031	ÉVALUATION DU RENDEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME Rapport suite à la participation aux programmes en établissement ou en communauté.
IA25.QKC / 0041	ÉCHELLE D'ISR Rapport statistique concernant l'évaluation du risque de récidive.
IA92.QKC / 0042	ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE Rapport complété suite à la condamnation du délinquant, s'attardant aux besoins immédiats de celui-ci ainsi qu'à la version du délit selon le délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0060	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - MÉDICAL Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins médicaux du délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0061	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SANTÉ MENTALE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de santé mentale.
CMGT245.QKC / 0042, 0062	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SÉCURITÉ Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de sécurité.
CMGT245.QKC / 0042, 0063	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SUICIDE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de prévention du suicide.
CMGT236.QKC / 0058	MÀJ DU PROFIL CRIMINEL Rapport complété lors de mise-à-jour de l'information contenue au "Rapport sur le profil criminel" (version officielle).
CMGT013.QKC / 0059	ÉCHELLE DE CLASSEMENT PAR NIVEAU DE SÉCURITÉ Rapport complété pour évaluer les critères servant à déterminer le lieu d'incarcération.
CMGT225.QKC / 0064	ÉVALUATION EN VUE D'UNE DÉCISION Rapport fournissant une analyse professionnelle et un résumé du cas du délinquant qui serviront à la présentation de recommandations aux autorités décisionnelles concernées en vue d'une décision.

CMGT241.QKC	SUIVI DU PLAN CORRECTIONNEL Rapport complété pour enregistrer les progrès du délinquant face à son plan correctionnel et les changements importants survenus depuis le dernier suivi, pour résumer les observations pertinentes aux progrès vers la réinsertion sociale du délinquant ou pour fournir une mise-à-jour sur les progrès du cas en vue de la rédaction d'une « Évaluation en vue d'une décision ».
CMGT226.QKC	PLAN CORRECTIONNEL Rapport permettant d'identifier les composantes de la planification correctionnelle, incluant l'évaluation des facteurs dynamiques et statiques, la planification de la peine, la chronologie du plan correctionnel, l'évaluation du potentiel de réinsertion sociale et les programmes appropriés.

Les écrans suivants relatifs aux incidents et aux analyses d'urine seront accessibles au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
SECU036.QKC	INCIDENTS D'UN DÉTENU Incluant : Type d'incident, Numéro de l'incident, Date, Emplacement, Résumé de l'incident ainsi que le texte descriptif de l'incident.
SECU003.QKC	RAPPORT D'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC) Incluant : Type d'incident, Date/Heure, Usage de la force, Emplacement / Lieu, Commentaires et Détails sur l'incident, Résumé, Auteur du rapport, Sommaire narratif.
SECU061.QKC	INFO. USAGE DE LA FORCE (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Description de la force utilisée, Rapport complété par, Incident filmé O/N, Intervention de l'EPIU O/N, Type de force utilisé ainsi que sa description et quantité s'il y a lieu (arme à feu, agent chimique, jet incendiaire, autre force).
SECU064.QKC	OBJETS INTERDITS (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant: Type et Description des objets interdits, Quantité et Commentaires.
SECU005.QKC	RÔLE DANS L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant: Identification des individus et leurs rôles dans l'incident, Identification des blessures encourues s'il y a lieu.
SECU006.QKC	INFO. PERTINENTES (RÉFÉRENCES) (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant: Toute autre information pertinente à l'incident.
SECU014.QKC	MÀJ SUR L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant: Auteur du rapport et son titre, Date / Heure ainsi que le texte narratif
SECU031.QKC	ANALYSE D'URINE Incluant: Date / Heure de la demande, Unité opérationnel, Raison pour le test, Refus du délinquant s'il y a lieu, Date de la collecte, Nom du collecteur, Date du test au laboratoire, Résultats et Commentaire, Action prise, Produits présents dans l'échantillon s'il y a lieu.

L'écran suivant relatif aux transfèrements sera accessible au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
CMGT216.QKC	MANDAT DE TRANSFÈREMENT Incluant : Numéro du mandat, Type de mandat, Numéro de la décision, Date de décision, Autorité décisionnelle, Motif du transfèrement, Établissements de départ et d'arrivée, Destinations intérimaires, Mandat signé par, Date, Décision en vigueur le, Statut du mandat (annulé, émis, exécuté, expiré, retiré), Date et les Observations.

Pour pouvoir consulter les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles, les utilisateurs accèderont aux écrans suivants:

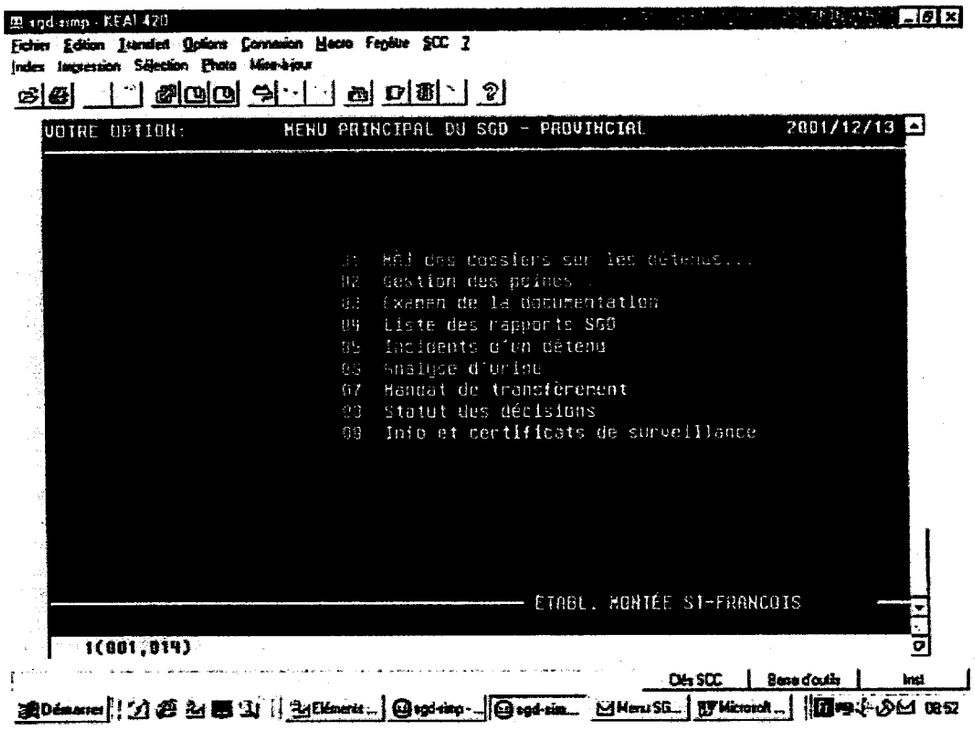
Numéro d'écran	Nom de l'écran
NPB004.QKC	STATUT DES DÉCISIONS - HISTOIRE Incluant: une liste complète des décisions prises par la CNLC : Numéro de la décision, Statut de la décision, Type de décision, Prise en audience ou sur dossier, Date, Total des décisions prises.

Pour l'impression des documents, les utilisateurs auront besoin d'utiliser les écrans suivants (en mode d'écriture et de lecture) :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
RPTS040.QKC	GESTION DES FORMULAIRES
RPTS020.QKC	LISTE DES RAPPORTS SGD
RPTS009.QKC	ÉCRAN IMPRESSION DES RAPPORTS
CMGT185.QKC	IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
RPTS010.QKC	PARAMÈTRES POUR IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
UTIL037.QKC	GESTION DES TEXTES LIBRES
CMGT204.QKC	IMPRIMER LE CERTIFICAT de libération
RPTS036.QKC	INTERACTIF/EN LOT

ATTRIBUTION DU CAS AU QUÉBEC PAR LE SCC

Dans un premier temps, l'utilisateur du Québec pourra vérifier si la base de données du Service Correctionnel du Canada possède de l'information sur le délinquant visé et ce en utilisant l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Cette vérification ne permettra pas l'ouverture du dit dossier électronique. Le Québec pourra accéder au dossier requis lorsqu'une attribution de cas sera faite par un employé du SCC suite à l'envoi d'une demande d'accès au dossier informatisé.



Annexe B

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU CANADA

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du Canada, prévoit un accès au système DACOR en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ces panoramas ou les panoramas qui les remplacent touchent les aspects de repérage d'un contrevenant, de consultation du dossier d'un contrevenant, de la feuille de route, de repérage des causes ainsi que du repérage et de la consultation des manquements à la discipline en milieu carcéral.

Cette annexe donne le contenu des champs disponibles pour le SCC.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous forme électronique et qui sont nécessaires au SCC pour administrer ou appliquer ses lois et règlements sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0093 PROBATION	REPÉRER UN DOSSIER Nom, Prénom, N° de dossier, Date de naissance, Prénom de la mère, (archivé informatiquement)
DAAG0082 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° de dossier, Date de naissance, Sexe, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Adresse, N° téléphone, Nom et prénom de la mère, Décédée (O/N), Nom et prénom du père, Décédé (O/N), Alias (nom, prénom, date de naissance, prénom de la mère)
DAAG0103 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° dossier, Date d'inscription, État civil (célibataire, marié, séparé, divorcé, veuf, union de fait), Groupe ethnique, Nation autochtone, Citoyenneté autre que canadienne ; Code de langue (français, anglais, français et anglais, autre) ; Scolarité (sait lire (O/N), sait écrire (O/N), Nombre d'années, Niveau : nil, primaire, secondaire, collégial, universitaire, scolarité complétée O/N) ; Emploi (actuel, habituel, au délit, nom de l'employeur, téléphone, adresse), Source de revenu (emploi, SR, assurance-chômage, nil, autre, revenu net mensuel au dernier emploi)
DAAG0104 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT Dossier (juvénile O/N), judiciaire O/N), Dossiers existants (correctionnels, communautaires) ; Personne ressource (nom, prénom, adresse, code postal, n° téléphone, lien : père, mère, frère, sœur, ami, conjoint, autre) ; Nombre de personnes à charge, N° téléphone des parents ; Complexité du cas (faible, moyen, élevé) ; Disponibilité du contrevenant (jour, soir, fin de semaine) ; Commentaires
DAAG0075 FEUILLE DE ROUTE	SITUATION PRÉSENTE DU CONTREVENANT Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° de dossier, Date de naissance, Bureau en milieu ouvert (intervenant, début, fin prévue, état particulier, EV, IN, PS, centre alco-frein, date de manquement), Établissement de détention (date d'entrée, libération probable, exp. Légale, statut, motif d'inscription, état particulier, absence temporaire : début, fin, lieu de séjour, exécution/ suspension : date, CQLC, localisation, admissibilité, audience).
DAAG0076 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE CORRECTIONNEL N° dossier, Nom, Prénom, Date Service : détention, probation CQLC : endroit, motif (demande, libération, audience, fermeture, inscription, décision, transfert), raison, numéro, statut.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0077 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE DES SENTENCES N° dossier, Début de la sentence, Libellé loi et article, N^{os} cause et chefs, Nombre de chefs, Amende ($), Sursis (jr), Prob. (MS), TC (heures), Dét. (jr)
DAAG0027 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS GÉNÉRALES N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° assurance sociale, N° assurance maladie, Service dactyloscopique (FPS), Sexe, État civil, Profession, Citoyenneté, Langue, Religion, Ethnie, Taille, Yeux, Cheveux, Teint, Codes de repérage connus, Signes distinctifs.
DAAG0020 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS MÉDICALES N° dossier, Maladie :diabétique, cardiaque, épileptique, autre, médication, Avait un emploi O/N, Emploi habituel, Dernier classement :catégorie (transit, juvénile, détention, résidence, réclusion, infirmerie, première peine, courte peine, récidiviste pénitencier, récidiviste, prison commune), Motif : psychiatrie : (pyromane, dépressif, narcomane, risque suic. antc. suic., autres, motif), social : (transsexuel, autres), sécuritaire : (assaut, évasion, violence, traitement, particulier, tentative de suicide, tentative d'évasion, autres).
DAAD0142 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES CAUSES ET DES CHEFS D'ACCUSATION N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, États de chef, Causes, N° cause greffe, N° cause municipale, N° chef, état du chef, Date du début de la peine.
DAD0143 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES MANQUEMENTS À LA DISCIPLINE N° de dossier, Date de naissance, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Date/heure manquement, Avis/rapport., Établissement, Nature du manquement (art. 35), Date/heure, Décision, Date/heure révision
DAAD0181 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Cellule, Libération probable, Statut, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Infractions en vertu de l'art. 35 (usage de violence physique, langue, geste injur. menac., bris de biens, refus de participer, entrave à la bonne marche, objets interdits, don. ou échange d'objets prohibés, commet des actes obscènes, non-conformité aux règlements, détail) ; Lieu (établissement, transfert, retour à l'établissement, extérieur, comparution, sortie sous escorte), Implique qui :(fonctionnaire, personne incarcérée, autre : si autre spécifiez)
DAAD0182 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Renseignements sur le manquement (quoi, où, quand, comment, pourquoi, noms des témoins)
DAAD0183 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, art. 38 ; Mesures temporaires prises par le supérieur immédiat : (perte de bénéfice, confinement, réclusion) : Date et heure du rapport ou de l'avis ; Établissement origine, Témoins du manquement : nom, prénom ; Auteur du rapport/avis : nom, prénom ; Supérieur immédiat : nom, prénom
DAAD0184 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Mère, Cellule, Statut, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article) ; Mesures temporaires prises; Sentence globale (début de la peine, sentence globale, libération conditionnelle, bon temps accumulable, libération probable, sentence complétée, date de report de décision, plainte déposée à la cour O/N)

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAD0185 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Date et heure de l'audition, Résumé de l'audition, Personnes entendues lors de l'audition : (contrevenant, auteur du rapport, avocat, témoins)
DAAD0186 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Y a-t-il eu manquement ; Date et heure de la décision, Renvoi au directeur, Sanctions : (réprimande, perte bénéfice(jr), déchéance(jr), confinement(jr), réclusion(jr), sanctions suspendues exécutoire le, délai de révision ; Comité : président (nom, prénom), membre (nom, prénom)
DAAD0187 DÉTENTION	CONSULTER UNE DEMANDE DE RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écrou, Date de naissance, Prénom de la mère, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article), Date et heure de décision du comité; Sanctions ; Date, heure et motifs de la demande de révision
DAAD0188 DÉTENTION	CONSULTER UNE DÉCISION SUR RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement ; Décision de l'administrateur (sanctions maintenues, sanctions modifiées, sanctions annulées, réprimande, perte bénéfice (jr), déchéance (jr), confinement (jr) réclusion (jr), sanctions suspendues jusqu'au); Administrateur : nom, prénom

Annexe C

Mesures de protection administratives, matérielles et techniques

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives, matérielles et techniques que le Québec doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les délinquants contenus dans les systèmes informatiques du Service correctionnel du Canada (SCC).

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujetti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES ADMINISTRATIVES

Responsable technique

Le Québec désigne un responsable technique qui aura pour responsabilités :

- de voir à ce que la configuration soit conforme aux normes de connexion du Québec;
- de maintenir la connexion au réseau virtuel privé tout au long de l'application de la présente entente;
- de participer aux essais de réception de la connexion;
- de coordonner les essais de réception des utilisateurs autorisés du Québec.

Agent de sécurité des systèmes informatiques

Le Québec désigne un agent de sécurité des systèmes informatiques (ASSI) qui aura pour fonctions :

- de recevoir les avis de sécurité pertinents à la connexion au SGD;
- de signaler les incidents de sécurité au directeur de la sécurité des TI du SCC;
- de demander l'ouverture, la suppression et la modification de comptes et de certificats de l'ICP pour les utilisateurs autorisés qui ont besoin de disposer de tels accès;
- de s'assurer que seuls ces utilisateurs utilisent le poste du SGD sur une base individuelle et que les mots de passe ou que les jetons d'accès demeurent confidentiels;
- de renseigner ces utilisateurs sur les mesures de sécurité à respecter prévues dans la trousse de connectivité;
- de s'assurer que les mesures de protection mises en place sont opérationnelles et fonctionnelles;
- de remettre les informations relatives à la vérification de sécurité des employés (si nécessaire);
- de fournir ses coordonnées au SCC.

Gestion des incidents

En cas d'incident de sécurité informatique, le Québec convient de procéder à une vérification et d'en transmettre les résultats à l'administrateur régional, Systèmes de gestion de l'information, SCC.

477

Interruption de service

Le Québec accepte que le SCC se réserve le droit d'interrompre les services si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

Administration des comptes

Seuls les employés du gouvernement du Québec peuvent être désignés comme utilisateurs autorisés et posséder un compte d'accès au SGD. Les bénévoles et les contractuels n'y ont donc pas droit. Dès qu'un utilisateur autorisé quitte son emploi, le Québec doit immédiatement en aviser le SCC. De plus, le Québec doit s'assurer que les délinquants n'ont accès à aucun poste du SGD.

SÉCURITÉ MATÉRIELLE

- Chaque poste d'accès au SGD doit être situé dans une aire d'accès restreint.

- Seuls les employés autorisés et les visiteurs sous escorte peuvent y pénétrer. De plus, cette aire doit faire l'objet d'une surveillance périodique et être isolée, de préférence, par une aire de réception.

- Cette aire de réception est utilisée pour accueillir les visiteurs, pour offrir des services, pour échanger de l'information et pour contrôler l'accès à certaines zones. En général, ce qui se passe à la réception est surveillé par ceux qui y travaillent, par le personnel de la sécurité ou par d'autres employés. Les heures de visite sont restreintes et seuls les visiteurs autorisés pourront y entrer.

- Dans une zone de travail à aire ouverte, le périmètre de la réception est visiblement délimité, par exemple, par une entrée de porte, par l'arrangement du mobilier ou par des cloisons.

Entretien

Les préposés à l'entretien qui ont accès au poste du SGD doivent être surveillés pour préserver l'intégrité des renseignements qu'il contient et empêcher qu'aucun dommage ne lui soit causé. Si le disque dur du poste de travail devient inaccessible, il devra être effacé au moyen de l'utilitaire DMX de la GRC. Mais, si le contenu ne peut être effacé, on devra l'envoyer à l'administration régionale du SCC où il sera démagnétisé, puis envoyé à l'administration centrale. Le coût du disque dur défectueux ne sera pas remboursé.

SÉCURITÉ TECHNIQUE

Configuration

Le poste de travail est configuré par le Québec en conformité avec ses normes de connexion.

Disponibilité

Tous les efforts sont déployés afin de permettre l'accès au SGD, mais la disponibilité du système n'est pas garantie.

Modalités de reprise des opérations en cas de sinistre

En cas de sinistre et s'il juge que l'accès au SGD est essentiel aux activités de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique, le Québec doit intégrer le lien formé par le poste de travail du SGD à ses procédures de reprise des opérations.

Annexe D

Mesures de protection administratives et de sécurité

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives et de sécurité que le Service correctionnel du Canada (SCC) doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les contrevenants inscrits dans le système DACOR de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujetti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES DE PROTECTION ADMINISTRATIVES

- Le SCC reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par la DGSC.

- Le SCC s'engage à appliquer les mesures conventionnelles de protection de la nature confidentielle des renseignements communiqués soit, le rangement après les heures de travail des documents imprimés, la protection contre les indiscrétions lors de la circulation des documents et la destruction confidentielle des documents imprimés.

- Chaque poste de travail donnant accès à ces données doit être situé dans un endroit discret non accessible au public.

- L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'annexe B est limité par un code d'identification permanent, attribué spécifiquement à l'utilisateur autorisé assigné au poste de travail dédié au système DACOR, et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chacun voit à modifier à chaque 90 jours.

- Les utilisateurs autorisés à consulter le système DACOR sont ceux identifiés par le SCC et dont les noms ont été transmis au pilote, responsable de la sécurité. La DGSC est en charge de la gestion des codes d'identification pour l'accès au système DACOR. Cet accès est limité à la consultation et au repérage des panoramas présentés à l'annexe B.

- Le SCC accepte que le ministère de la Sécurité publique du Québec se réserve le droit d'interrompre les services informatiques si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

MESURES DE SÉCURITÉ

- Les mesures de sécurité en vigueur au sein du ministère de la Sécurité publique du Québec doivent être appliquées afin d'assurer la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués, notamment en limitant l'accès aux employés pour qui ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

- Le SCC s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ces employés.

- Le SCC doit communiquer le plus rapidement possible au pilote du système DACOR le nom de toute personne qui ne doit plus accéder à ce système à la suite d'un changement de responsabilité ou de son départ du SCC.

- En cas d'incident informatique, le SCC s'engage à en informer le pilote du système DACOR et à procéder à une vérification de sécurité pour éventuellement prendre les mesures correctives et les dispositions appropriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

85. Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 85 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

Catégorie d'emplois	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2010-2011
	ETC au plan d'effectifs*	Personnes	En dollars
Cadres	20,6	21	2 257 014
Professionnels	37,8	57	3 680 807
Fonctionnaires	80,4	187	6 371 216
Ouvriers	17,9	32	1 078 446
Policiers en prêt de service	18,0	18	1 839 521
Personnes-ressources	0,0	119	2 239 921
	174,7	434	17 466 925

* Le plan d'effectifs autorisé de l'École est de 174,7 ETC auquel s'ajoute un équivalent de 70 ETC occasionnels pour les besoins des différents cours et activités.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

86. La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 86 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues.

		Rémunération	Prochaine augmentation prévue
Marie Gagnon	Directrice générale	153 424 $ *	Conformément aux orientations gouvernementales

* La rémunération inclut des avantages sociaux à un taux de 17,5 %.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

87. La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec
ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 87 : La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec ainsi que la liste des cours en évaluation ou en préparation qui ne sont pas encore offerts.

Pour connaître les cours offerts par l'École nationale de police du Québec, veuillez vous référer à la rubrique *Annuaire* de la page d'accueil du site internet de l'École, à l'adresse suivante : http://www.enpq.qc.ca/Annuaire/table_matieres.html

Voici les cours nouveaux et en préparation :

Programmes de formation initiale

Gestion policière

Programme de formation initiale en gestion policière

- Superviseur de patrouille (*nouveauté*)

Programmes de perfectionnement professionnel

Patrouille-gendarmerie

Appareils de mesure du taux d'alcool

- Technicien qualifié en alcootest – DataMaster DMT-C (*nouveauté*)
- Technicien qualifié en alcootest – DataMaster DMT-C – notions spécifiques (nouveauté)
- Technicien qualifié en alcootest – DataMaster DMT-C - Requalification (*nouveauté*)

Enquête de collision

- Reconstitutionniste (*nouveauté*)

Intervention tactique

Le moniteur

- Intervention tactique 1 – Capacité d'endiguement – Le moniteur (*nouveauté*)
- Intervention tactique 1 – Capacité d'endiguement – Le moniteur– Requalification (*nouveauté*)
- Intervention tactique 2 – Les poursuites policières et les techniques d'immobilisation provoquée – Le moniteur (en préparation)

Enquête policière

- Agent de renseignements criminels (*nouveauté)*
- Méthodes et techniques avancées d'enquête (*nouveauté)*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

88. La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 88 : Liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.

Pour connaître la liste des **conditions d'admission** fixées par l'École nationale de police du Québec,
veuillez vous référer à la rubrique *Guide d'admission*, à l'adresse suivante :
http://www.enpq.qc.ca/patgen_proforini_guiadm.html#conditionsadmission

Pour connaître la liste des **tests requis pour être admis** à l'École nationale de police du Québec,
veuillez vous référer à la rubrique *Demande d'admission*, à l'adresse suivante :
http://www.enpq.qc.ca/patgen_proforini_guiadm.html#demandeadmission

Pour connaître les **conditions pour graduer** à l'École nationale de police du Québec,
veuillez vous référer aux articles 11 à 14 inclusivement du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*, à l'adresse suivante :
http://www.enpq.qc.ca/pdf/ReglRegimeEtudesVFR_20101216.pdf

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

89. Détails des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : École nationale de police du Québec

QUESTION 89 : Détail des coupes budgétaires imposées à l'École nationale de police du Québec.

Les mesures de réduction budgétaires concernant les traitements sont les suivantes :

- Effectuer une réduction annuelle récurrente de 1 % de la masse salariale basée sur les traitements apparaissant aux états financiers du 30 juin 2009 pour les exercices 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 (1 % de 16 641 351 $), la cible de réduction totale demandée dans le plan d'action étant de 665 656 $, soit 4 années de 166 414 $, et ce, aux conditions suivantes :
  - ✓ Non-remplacement des postes laissés vacants lors de départs à la retraite, lesquels sont soumis à l'évaluation de la Direction générale;
  - ✓ Réduction de la masse salariale allouée aux emplois occasionnels, laquelle est soumise à l'évaluation de la Direction des ressources humaines.
- Ne verser aucun boni forfaitaire au rendement au personnel de direction et aux cadres pour les exercices débutant en 2010 et en 2011.

Les mesures de réduction budgétaires concernant les dépenses sont les suivantes :

- Effectuer, à compter de l'exercice 2010-2011, une réduction des dépenses de fonctionnement de nature administrative qui atteindra 10 % en 2013-2014, et ce, aux conditions suivantes :
  - ✓ Dès 2010-2011, réduire les dépenses du plus élevé des deux montants suivants :
    - ✓ 25 % des dépenses de publicité, de formation et de déplacement;
    - ✓ 4 % des dépenses de fonctionnement de nature administrative.
  - ✓ Atteindre les cibles de réduction cumulatives suivantes : 7 % en 2011-2012, 9 % en 2012-2013 et 10 % en 2013-2014, en faisant notamment une réduction budgétaire relative aux articles promotionnels, annonces de recrutement, papeterie, honoraires professionnels et la promotion de la visioconférence;
  - ✓ La réduction totale fixée par l'École de 2010-2011 à 2013-2014 atteindra 108 300 $.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

90. Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 90 : Les effectifs de la RACJ par catégorie d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2010-2011.

	2010-2011	
	Nombre	**Masse salariale ($)**
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 973 200
Cadres	7	680 000
Cadres juridiques	2	253 200
Avocats, notaires	21	1 685 600
Professionnels	16	1 117 800
Techniciens	62	2 791 400
Personnel de bureau	49	1 803 700
Sous-total	174	10 304 900
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie souterraine dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 209020 du 2010-06-08 et CT 209216 2010-08-03	24	1 518 000
Contractuels à l'emploi de la Régie dans les secteurs des courses de chevaux et des sports de combat pratiqués par des professionnels (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	64	593 700
Total	**262**	**12 416 600**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

91. La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 91 : La liste des dirigeants et des régisseurs de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations prévues. Préciser pour chacun la date d'entrée en fonction et la date d'échéance du contrat d'embauche.

	NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION	DATE D'ENTRÉE EN FONCTION	DATE D'ÉCHÉANCE	AUGMENTATION PRÉVUE *
DIRIGEANTS :						
	Ellefsen, Christine	Présidente	139 142	2010-09-22	2013-09-21	0,75%
	Lord, Daniel Y.	Vice-président à la fonction juridictionnelle	130 716	2007-09-04	2012-09-03	0,75%
RÉGISSEURS :						
	Boileau, André	Régisseur	90 672	2009-11-02	2014-11-01	0,75%
	Boivin, Bernard	Régisseur	106 326	2009-06-01	2014-05-31	0,75%
	Cadieux, Pierre H	Régisseur	118 704	2008-05-05	2013-05-04	0,75%
	Caron, Jocelyne	Régisseure	118 704	2008-08-04	2013-08-03	0,75%
	Chrétien, André J.	Régisseur	118 704	2000-01-05	2011-09-18	0,75%
	Couture, Guy	Régisseur surnuméraire	87 931	2009-02-02	2012-02-01	0,75%
	Dostie, Liane	Régisseure	115 572	2007-01-15	2012-01-14	0,75%
	Elmir, Saifo	Régisseur surnuméraire	70 950	2009-02-16	2012-02-15	0,75%
	Fortin, Andrée	Régisseure	118 704	2006-09-05	2011-09-04	0,75%
	Fréchette, Carole	Régisseure	118 704	2005-10-24	2015-10-23	0,75%
	Gougeon, Michel	Régisseur	97 646	2006-08-14	2011-08-13	0,75%
	Karibian, Aïda	Régisseure	113 104	2005-08-15	2013-08-14	0,75%
	Provencher, Jean	Régisseur	118 704	2001-09-24	2012-01-29	0,75%
	Robert, Jean	Régisseur	109 478	2006-08-14	2011-08-13	0,75%
	Savard, Marc	Régisseur	118 704	2007-10-29	2012-10-28	0,75%

* Conformément aux orientations gouvernementales

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

92. Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 92 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011

Régie des alcools, des courses et des jeux

Alcools	190
Appareils d'amusement	504
Appareils de loterie vidéo	519
Bingos	20
Concours publicitaires	2
Courses	1
Fabricants	90
Sports de combat	27
Tirages	0
Transmis à un corps policier	139
Total :	**1 492**

Par les corps de police mandatés « ACCES-Alcools »

SPVM	1 698
Sûretés municipales	2 562
SQ	2 271
Total :	**6 531**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

93. Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 93 : Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de permis d'alcool accordés :	- nouveaux	515	
	- modifications	2 880	
	Total :	**3 395**	
Nombre de permis d'alcool suspendus :		**508**	
Nombre de permis d'alcool révoqués :	- volontairement	181	- à la demande des détenteurs
	- avec saisie des boissons alcooliques	1 190	- pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs
	- autres	118	- pour non-paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs mais sans saisie des boissons alcooliques
	Total :	**1 489**	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

94. Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 94 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2010-2011, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

Nombre de licences d'exploitant de site renouvelées pour lesquelles des appareils sont en fonction :	2 272
Nombre de licences d'exploitant de site suspendues :	143
Nombre de licences d'exploitant de site révoquées :	35

Motif de suspension

– Suspensions à la suite d'une convocation à la Régie :	**143**

Motifs de révocation

– Révocations volontaires :	2
– Révocations pour non-paiement des droits de permis d'alcool :	12
– Révocations à la suite d'une convocation à la Régie :	21
Total :	**35**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

95. Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 95 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2010-2011.

Nombre d'événements de bingo

La notion « événements de bingo » a disparu à la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles règles sur le bingo le 1er juin 2008.

Nombre de licences de bingo

Catégorie de licences	Nombre de licences
Bingo en salle	856
Bingo-média	72
Bingo récréatif	806
Gestionnaire de salle	46
Fournisseur en bingo	3
Bingo de foire ou d'exposition	9
Bingo de concession agricole	4
Bingo dans un lieu d'amusement public	7
Total des licences :	**1 803**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

96. Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 96 : Nombre de salles de bingo ayant fermé leurs portes en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

	2008-2009*	2009-2010	2010-2011
Gestionnaires de salles**	–	7	7
Bingo en salles	–	30	28

* Données non disponibles en raison de l'entrée en vigueur des nouvelles règles sur le bingo le 1er juin 2008.

** Les organismes qui jouaient dans ces salles ont été relocalisés en majorité chez d'autres gestionnaires de salle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

97. Budget alloué par la Société des bingos du Québec pour la création du Kinzo en 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 97 : Budget alloué par la Société des bingos du Québec pour la création du Kinzo en 2010-2011.

La Société des bingos du Québec ne relève pas de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

98. La liste des voyages effectués par le directeur général de la Société des bingos du Québec en 2010-2011, en incluant les coûts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 98 : Liste des voyages effectuée par le directeur général de la Société des bingos du Québec en 2010-2011, en incluant les coûts.

La Société des bingos du Québec ne relève pas de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

99. Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 99 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2010-2011.

Nombre de licences de courses : (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	1 344
Nombre de licences de pistes de course :	14
Nombre de licences de salles de paris :	0
Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité :	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

100. Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011 ainsi que le résultat de la décision.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 100 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activité pour la période 2010-2011 ainsi que le résultat de la décision.

Permis d'alcool		Licences de loterie vidéo		Licences de tirage		Licences de bingo		Licences d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**	**Type de décision**	**Nombre**
Autorisation	9 907	Autorisation	2 272	Autorisation	1058	Autorisation	1 861	Autorisation	876	Avis de tenue	7 595
Refus	587	Refus	1	Refus	12	Refus	16	Refus	0	Refus	0
Conditionnelle	9	Désistement	2	Libération de cautionnement	260	Désistement	14			Avis d'opposition	2
Désistement	317	Révocation	35			Révocation	47			Plainte rejetée	3
Nul effet	44	Suspension	143			Suspension	13				
Révocation volontaire	181					Révision décision	0				
Révocation avec saisie des boissons alcooliques	1 190					Modification	1				
Révocation - autres	118										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	213										
Suspension	508										

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

101. Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 101 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2010-2011.

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

		2010-2011
Gestion des licences		1 700 000
– Analyser l'environnement social et physique du site;		
– Visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de changement de lieu d'exploitation d'une licence;		
– Mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'information avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).		
Contrôle et impacts		1 300 000
– Contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de cinq ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);		
– Réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la Régie.		
	Total	**3 000 000**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

102. Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans des bars ou clubs en 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 102 : Nombre de plaintes en relation avec des concours sexuels dégradants pour la gent féminine dans les bars ou clubs en 2010-2011.

Aucune plainte

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

103. Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2009-2010 et en 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 103 : Le nombre et le montant des fraudes électroniques en 2009-2010 et en 2010-2011.

Événements criminels liés aux fraudes électroniques, Québec, 2009 et 2010

Code d'événement	Année	Nombre de dossiers	Somme des pertes	Valeur maximum	Valeur minimum
Fraudes par ordinateur (21613)	2009	430	979 271 (226)	261 191$	1 $
	2010	Informations non disponibles pour le moment*			
Clonage de cartes de service (21614)	2009	265	341 835 (123)	22 143 $	1 $
	2010	Informations non disponibles pour le moment*			

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

Dans le tableau ci-contre, le chiffre entre parenthèses indique le nombre de dossiers pour lesquels des pertes ont été enregistrées. Par exemple, des 430 dossiers de fraude par ordinateur répertoriés en 2009, on retrouve une indication relative aux pertes encourues par le plaignant dans seulement 226 dossiers.

Par ailleurs, le nombre de fraudes électroniques présentées dans le tableau ne représente pas la totalité des fraudes commises au Québec, mais seulement celles qui ont été déclarées aux corps policiers.

** L'extraction des données de 2010 sera effectuée que le 1er avril 2011 soit postérieurement à la présente réponse à la question.*
Les statistiques sur la criminalité seront diffusées annuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

104. Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 104 : Le nombre et la nature des crimes reliés aux gangs de rue et leur répartition géographique en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et en 2010-2011.

Événements criminels liés à une bande de rue et soupçonnés d'être liés à une bande de rue, par corps policiers, Québec, 2007 à 2010

Nom du corps policier	2007	2008 (mars à décembre)	2009	2010
Service de police de la Ville De Montréal	ND	78	566	ND
Service de la protection des citoyens de Laval	ND	116	88	ND
Service de police de la Ville de Gatineau	ND	47	29	ND
Service de police de Longueuil	ND		13	ND
Service de police de la Ville de Sherbrooke	ND	12	7	ND
Service de police de Terrebonne	ND		5	ND
Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu	ND		4	ND
Sécurité publique de Repentigny	ND		3	ND
Service de police de Lévis	ND		2	ND
Service de police de Saint-Jérôme	ND		2	ND
SÛRETÉ DU QUÉBEC MRC De Drummond	ND	5	1	ND
SÛRETÉ DU QUÉBEC MRC De Vaudreuil Soulanges	ND	1	1	ND
SÛRETÉ DU QUÉBEC MRC De Montcalm	ND		1	ND
SÛRETÉ DU QUÉBEC MRC De Portneuf	ND		1	ND
Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	ND		1	ND
Service de sécurité publique de Saguenay	ND		1	ND
Total	ND	**259**	**725**	ND

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et certains corps et services de police autochtones.

Note : Les données de 2008 doivent être interprétées avec une grande prudence. En effet, l'indicateur « bande de rue » est disponible dans le Programme DUC 2.2 uniquement depuis le 1er mars 2008. Ainsi, les données présentées pour l'année 2008 couvrent que la période du 1er mars au 31 décembre. Également, il y a lieu de préciser que ces données peuvent sous-estimer le nombre réel d'événements criminels liés aux gangs de rue en 2008 notamment, la nouvelle possibilité d'accoler un indice de bande de rue aux événements criminels n'a pas nécessairement été intégrée par toutes les organisations policières du Québec dès le début de la mise en place de l'indicateur « bande de rue ».

L'extraction des données 2010 ne sera effectuée que le 1er avril 2011 soit postérieurement à la présente réponse à la question.
Les statistiques sur la criminalité seront diffusées annuellement sur le site du ministère de la Sécurité publique lorsqu'elles seront officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

105. Le nombre de pistolets Taser par corps policier et par région en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 105 : Le nombre de pistolets Taser ventilé par corps policier et par région en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Nombre d'armes à impulsions électriques dont disposent les organisations policières[1]						
Corps de police	**2005[2]**	**2006[2]**	**2007[2]**	**2008[2]**	**2009[2]**	**2010[2]**
Service de police de Gatineau	4	4	4	8	8	8
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	0	1	2	2	2	2
Service de protection des citoyens de Laval	3	3	4	4	5	5
Service de police de Longueuil	0	4	4	3	5	5
Sûreté du Québec	9	17	24	22	21	20
Service de police de la Ville de Montréal	14	40	41	41	42	42
Service de police de la Ville de Québec	15	14	15	15	15	16
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	2	2	2	2	2
Service de police de Mirabel	1	1	0	1	1	1
Total	**48**	**86**	**96**	**98**	**101**	**101**

1. Il s'agit du nombre total de dispositifs à impulsion dans les organisations policières et non du nombre déployé, c'est-à-dire susceptible d'être utilisé.
2. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

106. Le nombre d'interventions policières incluant l'usage de pistolet Taser en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 par corps policier et région.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 106 : Le nombre d'interventions incluant l'usage de pistolet Taser 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011, par corps policier et région.

	Nombre d'événements[1]					
Corps de police	**2005**	**2006**	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**
Service de police de Gatineau	0	2	2	0	0	1
Sécurité publique de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais	0	1	0	0	0	0
Service de protection des citoyens de Laval	0	0	0	3	1	3
Service de police de Longueuil	0	0	3	0	0	1
Sûreté du Québec	2	0	2	2	1	3
Service de police de la Ville de Montréal	28	28	32	14	17	29
Service de police de la Ville de Québec	12	26	15	13	9	8
Service de police de la Ville de Sherbrooke	2	0	1	1	0	6
Total	**44**	**57**	**55**	**33**	**28**	**51**

1. Données issues du Questionnaire sur l'administration des activités policières complété annuellement par chacune des organisations policières municipales et par la Sûreté du Québec..

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

107. Le nombre de pistolets Taser par corps policier autochtone en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 107 : Le nombre d'armes à impulsions électriques « Taser » par corps policier autochtone en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2007-2008	NOMBRE DE TASER 2008-2009	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011
Akwesasne	9	8	6	6
Betsiamites (Pessamit)	N/D	N/D	N/D	0
Chisasibi	18	20	18	18
Eagle Village	N/D	N/D	N/D	0
Eastmain	3	2	2	2
Essipit	N/D	N/D	N/D	0
Gesgapegiag	1	1	1	0
Kahnawake	N/D	N/D	N/D	0
Kativik	N/D	N/D	N/D	0
Kawawachikamach	1	1	1	1
Kitigan Zibi	4	4	4	2
Lac-Barrière	2	0	0	0 (poste fermé)
Lac Simon	N/D	N/D	N/D	0
Listuguj	12	13	12	0
Manawan	7	9	9	9
Mashteuiatsh	2	2	1	1

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

COMMUNAUTÉS	NOMBRE DE TASER 2007-2008	NOMBRE DE TASER 2008-2009	NOMBRE DE TASER 2009-2010	NOMBRE DE TASER 2010-2011
Mistissini	4	4	7	5
Nemiscau	2	2	2	2
Opiticiwan	4	4	4	0
Odanak/Wôlinak	2	2	2	2
Oujé-Bougoumou	3	4	2	2
Pakua Shipi	N/D	N/D	N/D	0
Pikogan	N/D	N/D	N/D	0
Timiskaming	N/D	N/D	N/D	0
Uashat-Maliotenam	N/D	N/D	N/D	0
Waskaganish	3	3	3	0
Waswanipi	4	4	1	0
Wemindji	5	5	5	2
Wemotaci	4	4	4	0
Wendake	N/D	N/D	N/D	0
Whapmagoostui	2	2	2	0
Winneway	2	2	2 (SQ)	0 (poste fermé)
TOTAL	94	96	88	52

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

108. Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage de pistolet Taser en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 108 : Le nombre d'interventions des policiers autochtones incluant l'usage des armes à impulsions électriques (AIE) « Taser » en 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

- En 2010-2011, cinq (5) interventions ont été faites dans la communauté d'Akwesasne.
- En 2009-2010, deux (2) interventions ont été faites dans la communauté de Listiguj.
- Les données antérieures ne sont pas disponibles.

Une expertise obligatoire est exigée annuellement de la part du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) du ministère pour toutes les armes à impulsions électriques (AIE) utilisées par les corps de police (municipaux, autochtones et Sûreté du Québec).

De plus, à la suite des expertises des AIE en 2010, une directive du ministère a été expédiée le 11 novembre 2010 à tous les directeurs de corps de police, afin que soient retirées des opérations policières, toutes les AIE de marque TASER de modèle M26 et qu'elles soient transmises au LSJML pour destruction immédiate.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

109. Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 109 : Le nombre et la valeur des saisies du tabac de contrebande, et ce, pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

	2005-2006		2006-2007		2007-2008		2008-2009		2009-2010 *		2010-2011*[1] (11 mois)	
	Nombre	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**	**Nombre**	**Valeur**
Cartouches	22 744	1 364 640 $	5 525	331 500 $	17 227	1 033 620 $	24 934	1 496 040 $	20 833	1 249 980 $	4 531	271 860 $
Sac de type *Ziploc*	96 525	5 791 500 $	90 031	5 401 860 $	132 941	7 976 460 $	201 522	12 091 320 $	256 062	15 363 720 $	237 504	14 250 240 $
Tabac en vrac (sac) ** 200 grammes	69 938	2 797 520 $	4 417	176 680 $	3 244	129 760 $	2 493	99 720 $	800	32 000 $	1 188	47 520 $
Tabac en vrac (sac) kilos	26 479	1 112 118 $	26 079	1 095 318 $	13 865	582 330 $	20 645	867 090 $	58 227	2 445 534 $	80 086	3 363 612 $
Total	**-**	**11 065 778 $**	**-**	**7 005 358 $**	**-**	**9 722 170 $**	**-**	**14 554 170 $**	**-**	**19 091 234 $**	**-**	**17 933 232 $**

* Pour les exercices 2009-2010 et 2010-2011, nous avons ajouté les saisies des autres corps de police du Québec aux données de la Sûreté du Québec et du Service de police de la Ville de Montréal. Nous avons également inclus les saisies réalisées par la Service de la protection des citoyens de Laval dans le cadre du projet VITAL financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

** Les quantités de sacs de tabac en vrac de 200 grammes saisis ont chuté au cours des dernières années en raison de la très grande popularité des sacs de type Ziploc de 200 cigarettes, qui désormais représentent plus de 90 % du marché des cigarettes illégales. Le bas prix des sacs Ziploc incite les acheteurs à se procurer des cigarettes toutes faites plutôt que rouler leurs cigarettes avec le tabac contenu dans les sacs de 200 grammes.

---

[1] Les quantités et les valeurs pour l'exercice 2010-2011 sont calculées pour la période du 1er avril 2010 au 28 février 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

110. Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires et permanentes) et des roulottes dans les établissements de détention pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012. Ventiler par établissement de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 110 : Le nombre et le coût des installations modulaires (temporaires et permanentes) dans les établissements de détention pour 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012. Ventiler par établissement de détention.

2008-2009

Établissement de détention	Nombre de places	Coût
Amos	36	3 563 950 $
Québec	96	5 299 167 $
Sherbrooke	96	4 942 481 $
Trois-Rivières	96	4 796 400 $
	324	18 601 998 $

2009-2010 Aucun bâtiment modulaire n'a été installé au cours de cet exercice.

2010-2011 Aucun bâtiment modulaire n'a été installé au cours de cet exercice.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

111. Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES ET DE MÉDECINE LÉGALE

QUESTION 111 : Budget du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale depuis 2003-2004, par année.

Année	Crédits votés	Revenus autonomes	Total
2003-2004	6 484 700 $	2 357 087 $	8 841 787 $
2004-2005	6 484 700 $	2 845 780 $	9 330 480 $
2005-2006	6 257 400 $	3 296 069 $	9 553 469 $
2006-2007	6 142 700 $	3 245 336 $	9 388 036 $
2007-2008	6 119 400 $	3 365 523 $	9 484 923 $
2008-2009	6 119 400 $	3 320 745 $	9 440 145 $
2009-2010	6 151 900 $	3 467 935 $	9 619 835 $
2010-2011	5 867 500 $	4 664 000 $	10 531 500 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

Nouvelles demandes de renseignements du 2e groupe d'opposition.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

4. Liste de tous les CT réceptions du cabinet du ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

(NON APPLICABLE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2010-2011 en comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

(RÉFÉRER AUX QUESTIONS 7 ET 8 DE L'OPPOSITION OFFICIELLE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2010-2011.
Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

(LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits par le ministère et chacun de ses organismes.
Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 8 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits par le ministère et chacun de ses organismes. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Liste des contrats octroyés[1]	Nom des firmes retenues	Coût
Traduction d'une allocution concernant le projet de loi C-391	Atalla, Nora (Écritout)	1 112 $
Services de traduction pour le tableau des processus du Plan d'action gouvernemental 2010-2013 sur la réinsertion sociale des personnes contrevenantes	Atalla, Nora (Écritout)	1 352 $
Traduction d'un interrogatoire	Ben Kirane, Mostafa	1 988
Traduction de 3 documents – allocution et programmes d'aide financière	Atalla, Nora (Écritout)	4 660
Traduction	Traduction Amérique	3 754
Traduction français/anglais de rapports d'investigation du coroner	Traduction Alain Gélinas	11 481
Traduction - Séance d'information sur les interventions dynamiques	École nationale de police du Québec	1 932

1 Excluant les contrats inférieurs à 1 000 $.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

9. Fournir pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la Présidence ou de la Haute direction, les montants ventilés pour l'année 2010-2011 concernant les frais de déplacement, les frais de représentation, les frais de repas, les frais de voyage, les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

(NON APPLICABLE)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

10. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 10 : Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2010-2011.

Adresses	Nature de la demande	Date de la demande
Gatineau, 75, Saint-François	Analyser le réaménagement d'un secteur d'hébergement	2010-08-20
Gatineau, 75, Saint-François	Analyser le remplacement de l'autoclave	2010-05-18
L'Île-du-Hâvre-Aubert, 405, chemin d'En Haut	Réaménagement du quartier cellulaire	2010-12-16
Mont-Laurier, 645, de la Madone	Aménager un local pour la Direction de la sécurité dans les palais de justice DSPJ	2010-10-13
Québec, 500, de la Faune	Analyser la possibilité d'agrandir la sécurigare	2010-04-15
Québec, 300, Jean-Lesage	Ajouter des contrôles d'accès aux locaux	2010-11-19
Région de Montréal	Faire la recherche d'un nouveau local	2011-03-04
Saint-Jean-sur-Richelieu, 109, St-Charles	Aménager un local pour la DSPJ	2010-09-02
Sept-Îles, 425, Laure	Aménager un local pour la DSPJ	2010-05-26
Sherbrooke, 375, King Ouest	Aménager un local pour la DSPJ	2011-01-26
Trois-Rivières, 7600, boul. Parent Nord	Analyser la possibilité d'un achat de terrain	2010-10-01
Trois-Rivières, 850, Hart	Aménager un local pour la DSPJ	2011-02-10

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

11. Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets :

a) la date des rénovations;
b) la liste des rénovations;
c) le coût des rénovations;
d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 11 : Pour chacun des emplacements utilisés par le ministère, incluant les cabinets :

a) la date des rénovations;
b) la liste des rénovations;
c) le coût des rénovations;
d) le nom de la firme ou de la compagnie qui a effectué les travaux.

Adresses	Nature des travaux	Date de fin des travaux	Indemnisation
Alma, 725, Harvey Ouest	Agrandissement de la DSPJ	2010-10-29	8 843 $
Amos, 851, 3e Rue Ouest	Fourniture et installation d'une génératrice	2011-02-01	185 443 $
Baie-Comeau, 71, avenue Mance	Remplacement du vitrage extérieur	2010-10-25	23 973 $
Kuujjuaq, 578, Siuralituuk Street	Agrandissement du quartier cellulaire	2010-04-01	1 486 274 $
La Malbaie, 30, de la Vallée	Agrandissement de la DSPC	2010-05-14	5 287 $
Gatineau, 75, Saint-François	Réaménager le pavillon 2	2010-11-30	311 599 $
Montréal, 555, Henri-Bourassa Ouest	Réaménagement de l'aile A et du pavillon D	2010-04-01	2 099 938 $
Montréal, 800, boul. Gouin Ouest	Réaménagement de la cafétéria	2011-03-17	317 561 $
Montréal, 800, boul. Gouin Ouest	Réfection de l'aile A et nouveaux pavillons	2010-12-17	50 575 000 $
Montréal, 11900, Armand-Chaput	Aménagement d'une sortie d'urgence	2010-11-30	66 551 $
Montréal, 11900, Armand-Chaput	Réfection du contrôle central	2010-11-18	2 612 249 $
Montréal, 5199, Sherbrooke Est	Remplacement du couvre-plancher	2010-05-31	2 102 $
New Carlisle, 87, Gérard-D.-Lévesque	Réaménagement des services de soins de santé	2010-09-27	586 725 $
Percé, 1, Principale	Réaménagement de l'établissement de détention	2010-04-15	11 300 000 $
Québec, 500, de la Faune	Agrandissement de la sécurigare	2011-02-11	308 100 $
Québec, 500, de la Faune	Réfection des services alimentaires	2010-05-11	196 400 $
Québec, 500, de la Faune	Divers travaux, BMT	2011-03-01	27 817 $
Québec, 500, de la Faune	Remplacement d'équipement pour les services alimentaires	2010-07-12	187 546 $
Québec, 1665, boul. Wilfrid-Hamel Ouest	Entrepôt DGSCSI - Travaux mineurs	2010-04-15	1 689 $
Québec, 2525, boul. Laurier	Réfection des couvre-planchers	2011-02-01	547 042 $
Québec, 2525, boul. Laurier	Travaux mineurs au Cabinet	2010-11-11	1 463 $
Québec, 2525, boul. Laurier	Aménagement de locaux	2010-04-29	258 046 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

Québec, 2525, boul. Laurier	Génératrice et divers travaux	2011-02-01	269 104 $
Québec, 2525, boul. Laurier	Réaménagement du siège social	2011-02-01	3 033 230 $
Québec, 2525, boul. Laurier	Réfection du 5e étage	2011-02-01	155 677 $
Québec, 300, boul. Jean-Lesage	Remplacement du couvre-plancher et peinture	2010-04-25	120 052 $
Roberval, 750, Saint-Joseph	Nouveau local DSPJ	2010-04-30	5 428 $
Rouyn-Noranda, 2, du Palais	Nouveau local pour la DSPJ	2010-02-25	75 257 $
Rouyn-Noranda, 170, Principale	Agrandissement de la DRSCSI	2010-10-22	416 154 $
Saint-Jérôme, 2, de La Salette	Réfection du pavillon F	2011-03-16	1 273 413 $
Sherbrooke, 1055, rue Talbot	Réfection du service d'accueil	2010-04-16	238 156 $
Sherbrooke, 1055, rue Talbot	Réfection de la salle tactique	2010-04-16	54 012 $
Sherbrooke, 1055, rue Talbot	Réfection de l'éclairage extérieur	2010-09-30	24 117 $
Trois-Rivières, 7600, boul. Parent Nord	Grillage sécuritaire (P-3)	2010-08-20	29 278 $
Val-d'Or, 900, 7e Rue	Agrandissement de la DSPJ	2010-08-18	20 671 $
Différents locaux au Québec	Implantation de la téléphonie IP	2011-03-31	50 215 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

12. Liste détaillée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par le ministère et tout organisme qui relève du ministère en 2010-2011 en indiquant : nom du professionnel ou de la firme; noms de tous les sous-traitants; mandat et résultat; coût; échéancier; dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

(AUCUN COÛT DE COVÉRIFICATION)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

13. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 :
la liste de tous les concours et tirages effectués;
les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion – 01.01

QUESTION 13: Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2010-2011 :

a) la liste de tous les concours et tirages effectués;

b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;

c) l'objectif visé par chacun de ces concours.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA SÉCURITÉ INCENDIE

A- Liste des concours et tirages effectués	B- Prix remis aux gagnants	C- Objectif visé
Concours de dessin « Viens jouer avec Sécuro! » s'adressant aux élèves de la maternelle à la 2e année	Trois consoles de jeu Wii et un lecteur MP3 à l'effigie de Sécuro offerts par le BAC. Chaque élève, dont le dessin était gagnant, recevait la console Wii. Tous les élèves de sa classe recevaient un MP3 à l'effigie de Sécuro, y compris le gagnant de la console. (total : 3 élèves ont reçu une console Wii et 46 élèves un lecteur MP3)	Initier les jeunes aux notions de base en sécurité civile et les aider à développer de bons réflexes pour leur sécurité et celle de leurs proches
Promotion du Concours 72 heures Gagnez une trousse d'urgence avec le BAC sur Internet	50 trousses d'urgence de la Croix-Rouge offertes par le BAC	Sensibiliser la population sur la préparation en cas de sinistre

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

14. Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) le coût de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par la campagne.

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 14 : Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) le coût de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par la campagne.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES POLICIÈRES

2009-2010

a) Campagne de communication – **Portail d'information « Choisis ton gang »**

b) 85 000$

c) Cossette

d) De novembre 2009 à janvier 2010

e) Faire connaître le portail d'information « Choisis ton gang » auprès de trois principales clientèles, soit les jeunes, les parents et les intervenants sociaux et communautaires. Ce portail est un outil interactif qui offre un ensemble de renseignements segmentés par clientèles. Il représente une fenêtre d'accès unique à une information cohérente, crédible et actuelle véhiculée, en plus de fournir des ressources et des moyens concrets afin de prévenir le phénomène de gangs de rue.

2010-2011

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 14 : Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) le coût de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par la campagne.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES CORRECTIONNELS

2009-2010

1.

a) Campagne de communication interne – **Grippe A (H1N1)**
b) 1500 $
c) Aucune
d) Juin 2009 à février 2010
e) Sensibiliser le personnel et les personnes contrevenantes aux mesures à prendre pour éviter la contamination de la grippe A (H1N1).

2.

a) Campagne de communication interne – **Prévention du suicide en milieu carcéral**
b) 2215 $
c) MIG Concept
d) Septembre 2009
e) Sensibiliser les personnes incarcérées à la présence de conseillers en prévention du suicide dans les établissements de détention.

2010-2011

Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 14 : Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) le coût de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par la campagne.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA SÉCURITÉ INCENDIE

2009-2010

1.

a) Campagne de communication - **Semaine de la sécurité civile 2009**
b) 23 226 $ $
c) Conception graphique par DUSO Communication et impression par JB Deschamps et MONO LINO
d) Du 3 au 9 mai 2009
e) Les objectifs de la campagne 2009 : Sous le thème *En situation d'urgence, savez-vous quoi faire?*, la campagne vise à renforcer la culture de sécurité civile au Québec, à promouvoir les comportements à adopter lors d'un sinistre et à réduire les vulnérabilités face aux risques en favorisant la prévention, la préparation et l'information aux citoyens.

2.

a) Campagne de communication - **Semaine de la prévention des incendies 2009**
b) Ministère de la Sécurité publique : 64 215,97 $ (incluant les frais de préparation de colis et d'expédition du matériel)
La Capitale assurances générales : 70 000 $ (Partenaire financier)
c) La campagne s'est limitée à une conférence de presse, la production d'outils promotionnels pour les services incendies et des affiches routières et murales.
   - Les outils promotionnels : Ré impression d'outils déjà existants et production d'un accroche porte par Transcontinental
   - Affiches routières et murales : Les coûts de conception et de production ont été entièrement assumés par La Capitale assurances générales, notre partenaire.
d) La majorité des outils sont distribués durant la Semaine, du 4 au 10 octobre 2009. Les affiches routières restent le long des routes à l'année.
e) Les objectifs de la campagne 2009 : Sous le thème *Chauffez sans y passer*, la campagne vise à sensibiliser l'ensemble de la population québécoise à l'importance de développer les bons réflexes de sécurité en prévention des incendies. Le thème retenu concerne les appareils de chauffage comme déclencheurs d'incendies, notamment le chauffage au bois et les risques liés à son utilisation imprudente et à la négligence face à l'entretien. Nous visons donc à :
   - Sensibiliser la population aux dangers liés aux appareils de chauffage;
   - Inciter la population à la prudence et à la prévention en développant les bons réflexes, notamment s'assurer de posséder un avertisseur de fumée en bon état de fonctionnement;
   - Outiller les services de sécurité incendie afin de les aider à faire de la prévention sur le terrain.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Question 14 : Pour le ministère et tous les organismes (directions ministérielles, agences, entreprises d'État, commissions, régies, sociétés, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, comités expert, conseils, instituts, secrétariats relevant d'un ministère) concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011 :

a) le nom de toutes les campagnes;
b) le coût de ces campagnes;
c) le nom de la firme ou de professionnel retenu pour la réaliser;
d) les dates de diffusion de la campagne;
e) les objectifs visés par la campagne.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET DE LA SÉCURITÉ INCENDIE (SUITE)

2010-2011

1.

a) Campagne de communication - **Semaine de la sécurité civile 2010**
b) 50 116 $
c) Conception graphique réalisée à l'interne et impression par Transcontinental Québec
d) Du 2 au 8 mai 2010
e) Les objectifs de la campagne 2010 : sous le thème *72 heures, votre famille est-elle prête?*, la campagne vise renforcer la culture de sécurité civile au Québec, à promouvoir les comportements à adopter lors d'un sinistre et à réduire les vulnérabilités face aux risques en favorisant la prévention, la préparation et l'information aux citoyens.

2.

a) Campagne de communication - **Semaine de la prévention des incendies 2010**
b) Ministère de la Sécurité publique : 33 885,55$ (incluant les frais de préparation de colis et d'expédition du matériel)
La Capitale assurances générales : 70 000$ (Partenaire financier)
c) La campagne s'est limitée à une conférence de presse, la production d'outils promotionnels pour les services incendies et des affiches routières et murales.
f) Les outils promotionnels : Réimpression d'outils déjà existants, conception d'un macaron aimanté (La Capitale assurances) et impression de celui-ci (Transcontinental),
g) Affiches routières et murales : Les coûts de conception et de production ont été entièrement assumés par La Capitale assurances générales, notre partenaire.
d) Les majorités des outils sont distribués durant la Semaine, du 3 au 9 octobre 2010. Les affiches routières restent le long des routes à l'année.
e) Les objectifs de la campagne 2010 : Sous le thème *Le feu brûle, la fumée tue*, la campagne vise à sensibiliser l'ensemble de la population québécoise à l'importance de développer les bons comportements afin de prévenir les incendies au Québec et d'assurer la sécurité et la survie des personnes lors d'un sinistre. Le thème retenu vise à informer la population que le bon fonctionnement d'un système de détection améliore considérablement les chances de survie lors d'un incendie. En effet, il y a deux fois plus de risque de mourir dans l'incendie d'une résidence, en l'absence d'un système fiable de détection de la fumée ou de son mauvais fonctionnement. Nous visons donc à :
   - Sensibiliser la population aux causes réelles des décès suite à un incendie : faire valoir les recommandations qui émanent des rapports du coroner aux autorités concernées à la suite des nombreux décès provoqués par l'intoxication par la fumée et par le monoxyde de carbone;
   - Inciter la population à se procurer un système de détection adéquat suffisamment récent et fiable en tout temps (remplacement des avertisseurs selon la norme 10/7 (NFPA)).
   - Outiller les services de sécurité incendie afin de les aider à faire des activités de prévention et faciliter leurs interventions pour viser les citoyens sur leur territoire;
   - Convaincre les publics cibles qu'il est essentiel de passer à l'action en terme de prévention et de demeurer alerte et conscient des dangers d'incendie.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

18. Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2010-2011 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 18 : Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2010-2011 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2011-2012.

Sommes versées	2006-2007	2007-2008	2008-2009[3]	2009-2010	2010-2011[1]
ERM Gangs de rue Québec / Rive-Sud	[redacted]	–	–	1 252 047	1 168 358
Ville de Québec		100 000	680 768	–	–
Lévis		–	80 289	–	–
ERM Gangs de rue Montérégie / Couronne-sud		–	–	1 139 447	1 142 482
Longueuil		90 000	106 664	–	–
Châteauguay		–	41 011	–	–
Rousillon		–	37 375	–	–
Richelieu		–	45 674	–	–
ERM Gangs de rue Laval / Couronne-Nord		–	–	1 659 215	1 886 737
Laval		150 000	411 769	–	–
Repentigny		–	35 961	–	–
Terrebonne		–	40 999	–	–
Saint-Jérôme		–	44 311	–	–
Thérèse-De Blainville		–	43 564	–	–

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 18 : Le total et le détail des sommes dépensées pour la lutte aux gangs de rues pour 2010-2011 et au cours des trois années financières précédentes, ventilé par région et par corps de police. Prévisions pour 2011-2012.

Sommes versées	[redacted]	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011[1]
ERM Gangs de rue Outaouais		–	–	688 326	889 607
Gatineau		90 000	0	–	–
ERM Gangs de rue Estrie		–	–	782 012	337 372
Sherbrooke		70 000	328 093	–	–
Granby		–	49 771	–	–
Régie de police de Memphrémagog		–	29 516	–	–
		–	–	–	–
Service de police de la Ville de Montréal		2 000 000	9 520 000[2]	8 097 423	8 420 000
SQ coordination					68 011
Total	**2 000 000**	**2 550 000**	**11 495 766**	**13 618 470**	**13 912 567**

Mis à jour 04-03-2011

1. Données définitives non disponibles
2. 2 000 000$ Plan d'intervention sur les gangs de rue 2007-2010 (CT 204174)
3. Montant réajusté en fonction de la reddition de comptes 2008-2009

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

19. Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PARLE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 19 : Le nombre d'effectifs impliqués dans la lutte aux gangs de rues, divisés par postes, et leur rémunération pour la période 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.

	2010-2011[1]	2011-2012[2] (Prévisions)
ERM Gangs de rue Québec	10	10
ERM Gangs de rue Laval / Couronne-nord	12	14
ERM Gangs de rue Estrie	6	-
ERM Gangs de rue Outaouais	7	9
ERM Gangs de rue Montérégie	8	9
Montréal (Groupe Éclipse)	66	66
Montréal (Plan d'action Montréal-Nord)	9	9
Coordination SQ		3
TOTAL	118	120

N.B. : Le nombre de policiers inscrit inclut les effectifs de la Sûreté du Québec affectés au sein des différentes ERM Gangs de rue

1. Selon les rapports partiels fournis par les ERM gangs de rue en date du 31 décembre 2010
2. Selon les projets déposés au 31 janvier 2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

23. Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2010-2011.
Prévisions pour 2011-2012.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 23 : Le total et le détail des sommes dépensées dans le cadre du projet Nocturne pour la sécurité dans les bars pour 2010-2011. Prévisions pour 2011-2012.

La ventilation des dépenses est la suivante :

Sommes dépensées programme Nocturne année	2009-2010	2010-2011
Professionnel – coordination du programme (25 % de la tâche)	19 653 $	20 130 $
Agent de bureau – saisie des fiches signalétiques (25 % de la tâche)	11 363 $	11 090 $
Matériel promotionnel	271 $	0 $
Sous-total	31 287 $	31 220 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

26. Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2003 :

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des condamnations criminelles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2ÈME GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection – 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2003 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.

a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police

Catégories d'infractions	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre							
Agressions sexuelles graves	61	52	56	44	22	22	25
Agressions sexuelles armées	74	89	85	89	71	79	56
Agressions sexuelles simples	4 008	3 988	4 606	4 774	3 999	4 126	4 131
Total des agressions sexuelles	*4 143*	*4 129*	*4 747*	*4 907*	*4 092*	*4 227*	*4 212*
Autres infractions d'ordre sexuel [1]	974	983	1 020	936	961	1 028	1 081
Total	**5 117**	**5 112**	**5 767**	**5 843**	**5 053**	**5 255**	**5 293**

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2

[1]- *Les autres infractions d'ordre sexuel regroupent les infractions suivantes : les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste, les relations sexuelles anales non consentantes ou entre personnes de moins de 18 ans, la bestialité et, depuis 2008, la corruption d'enfant, le leurre d'un enfant au moyen d'un ordinateur et le voyeurisme.*

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2ÈME GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection – 01.04

QUESTION 26 : Concernant les crimes à caractère sexuel, fournir pour chaque année, depuis 2003 :
a) le nombre de plaintes et/ou dénonciations enregistrées par les forces de police;
b) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des mises en accusation;
c) le nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles.

b) le nombre et le pourcentage d'infractions qui ont abouti à des mises en accusation

Type de classement	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
				Nombre			
Classées par mise en accusation	2 032	1 982	2 187	2 186	1 862	1 809	1 293
Classées sans mise en accusation	1 714	1 713	1 966	1 891	1 641	1 592	1 105
Infractions classées	*3 746*	*3 695*	*4 153*	*4 077*	*3 503*	*3 401*	*2 398*
Infractions non classées	1 371	1 417	1 614	1 766	1 550	1 854	2 895
Total	**5 117**	**5 112**	**5 767**	**5 843**	**5 033**	**5 255**	**5 293**

Type de classement	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009*
				Pourcentage			
Classées par mise en accusation	39,7	38,8	37,9	37,4	37,0	34,4	24,4
Classées sans mise en accusation	33,5	33,5	34,1	32,4	32,6	30,3	20,9
Infractions classées	*73,2*	*72,3*	*72,0*	*69,8*	*69,6*	*64,7*	*45,3*
Infractions non classées	26,8	27,7	28,0	30,2	30,8	35,3	54,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

* Données provisoires.

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2.

c) **Nombre et le pourcentage de ces plaintes et/ou dénonciations qui ont abouti à des accusations criminelles**

Les données Programme DUC 2 ne permettent pas de fournir ces données. Cette question relèverait davantage du ministère de la Justice.

2011-03-04

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

27. Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir

a) la description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciations reçus sur la ligne téléphonique sans frais.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

Question 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir

a) la description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Secrétariat à la condition féminine) et le ministère de la Justice du Québec sont conjointement responsables d'assurer la réalisation de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles en collaboration avec, notamment, des représentants du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle (MCCCF, MJQ et MSSS) au sein duquel la Direction générale des services correctionnels est représentée.

La Campage de sensibilisation correspond à l'engagement 8 du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Voici les principales réalisations la Direction générale des services correctionnels relativement à ses engagements dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle qui concernent :

Engagement 42 – Information aux victimes : En vertu de la Loi sur le système correctionnel du Québec (par la suite nommée « la Loi »), les Services correctionnels du ministère de la Sécurité publique et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC) doivent fournir systématiquement aux victimes de tout délit de nature sexuelle certains renseignements concernant leur agresseur incarcéré. Parmi ces renseignements se trouvent notamment la date d'admissibilité à une mesure d'élargissement de l'établissement de détention, la date d'octroi et les conditions qui s'y rapportent (incluant la destination de la personne contrevenante), la date de sa libération définitive, le fait qu'elle se soit évadée ou qu'elle soit en liberté illégale ainsi que les décisions de la CQLC.

Engagement 49 – Représentations écrites des victimes : La Loi prévoit notamment que les victimes peuvent faire des représentations écrites dans le cadre des mesures d'élargissement dont pourrait bénéficier leur agresseur incarcéré. Ces représentations sont prises en compte par les Services correctionnels et par la CQLC, le cas échéant (en fonction de leurs responsabilités respectives), lors du processus d'évaluation de la personne contrevenante et du processus décisionnel en vue d'une mesure d'élargissement. Entre le 1er avril 2011 au 31 mars 2011, 320 victimes se sont prévalues de leurs droits d'effectuer des représentations écrites.

Engagements 42 et 49 (ci-dessus) : Un point de chute provincial pour recevoir les demandes et représentations écrites des victimes a été mis en place à la Direction générale adjointe des programmes et de la sécurité (DGA-PS). De plus, des répondants du réseau correctionnel ont été désignés pour l'information aux victimes, et ce, dans tous les établissements de détention et dans toutes les directions des services professionnels. Des personnes ont aussi été nommées à la CQLC pour transmettre de l'information aux victimes. Enfin, il importe de souligner que la majorité des mesures du présent plan d'action constituent aussi des obligations en vertu de la Loi, ce qui en assure la pérennité.

Engagement 50 – Programme INFOVAC-PLUS : La Loi prévoit des obligations particulières à l'égard des victimes. Dans cette foulée, une brochure ainsi que des formulaires ont été élaborés à l'intention de ces dernières. La distribution de la brochure et des formulaires destinés aux victimes par le programme INFOVAC-PLUS n'a pu être mise en place. Toutefois, la brochure et les formulaires sont disponibles dans les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) et sur le site Internet du ministère de la Sécurité publique.

Engagement 51 – Ligne téléphonique sans frais : Une ligne téléphonique sans frais, administrée par la Direction générale aux programmes et à la sécurité (DGA-PS), est dorénavant disponible à l'intention de toute victime qui souhaite obtenir de l'information concernant la personne contrevenante incarcérée dans un établissement de détention provincial. Entre le 1er avril 2010 et le 31 mars 2011, 113 appels de victimes ont été reçus. Il est à noter que la ligne sans frais mise sur pied dans le cadre de la Campagne gouvernementale de sensibilisation sur les agressions sexuelles est sous la responsabilité du ministère de la Justice.

Engagement 62 – Éclairage à la cour : À la demande du tribunal au stade présentenciel, les intervenants correctionnels fournissent un éclairage concernant la personne contrevenante.

Engagement 63 – Référence à des ressources spécialisées : Dans le cadre de leurs fonctions, les intervenants correctionnels réfèrent les personnes contrevenantes à des ressources spécialisées pouvant leur venir en aide.

Engagement 64 – Cohérence des conditions imposées à la personne contrevenante : Les Services correctionnels vérifient la cohérence de conditions imposées à la personne contrevenante aux étapes du processus judiciaire et correctionnel et soumettent toute incohérence à l'attention du tribunal (intégré aux pratiques des intervenants). De plus, la CQLC assure la cohérence des conditions qu'elle impose au regard de celles déterminées par le tribunal.

Engagement 65 – Évaluation des personnes contrevenantes : Les Services correctionnels évaluent les personnes contrevenantes qui se trouvent sous leur responsabilité. Cet engagement constitue d'ailleurs une obligation en vertu de la Loi. Afin de se doter d'outils d'évaluation standardisés et spécifiquement conçus pour cette clientèle particulière, les Services correctionnels participent, depuis 2003, à un projet-pilote pancanadien sur l'utilisation de ces outils. Au printemps 2009, quatre-vingt-dix professionnels ont reçu une formation générale portant sur la problématique de la délinquance sexuelle ainsi qu'une formation spécifique sur les outils d'évaluation de cette clientèle.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

Question 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir

a) la description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.

Nom de la ressource	Région	Montant
Arc-en-soi	Bas St-Laurent	12 780,00 $
Unité Domrémy de Baie-Comeau pour Baie-Comeau	Côte Nord	10 225,00 $
Unité Domrémy de Baie-Comeau pour 7-Îles		15 300,00 $
CIVAS Estrie	Estrie	33 660,00 $
C.I.D.S.	Laval	23 595,00 $
Centre d'entraide et traitement des agressions sexuelles		25 500,00 $
Centre d'entraide et traitement des agressions sexuelles		20 400,00 $
Maison Waseskun		15 000,00 $
Maison Radisson	Mauricie	30 700,00 $
C.I.D.S.	Montérégie	20 400,00 $
CIVAS Montérégie		20 400,00 $
C.I.D.S.	Montréal	29 380,00 $
Groupe Amorce - milieu ouvert		34 275,00 $
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	Outaouais	40 600,00 $
Centre Ex-Equo	Québec	47 665,00 $
Association canadienne pour la santé mentale – Section Saguenay	Saguenay / Lac-St-Jean	17 330,00 $
		397 210, 00 $

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 27 : Bilan de l'ensemble des actions posées dans le cadre de la Campagne de sensibilisation gouvernementale sur les agressions sexuelles. Fournir

a) la description des actions posées, pour chaque phase;
b) les coûts engendrés, pour chaque phase;
c) le nombre d'appels et de dénonciation reçus sur la ligne téléphonique sans frais.

Voici les principales réalisations des mesures du plan d'action qui concernent la Direction générale des affaires policières :

27 Favoriser l'harmonisation du processus de filtrage : Après avoir suspendu ses travaux pendant deux ans, une première rencontre du Comité provincial sur le filtrage a eu lieu en novembre 2010. Les membres du comité, composé des représentants des organisations policières de tous les niveaux de service, du ministère de la Sécurité publique (MSP), du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de l'Association des directeurs de police du Québec, ainsi que les représentants invités des ministères de la Santé et des Services sociaux et de la Famille et des Aînés ont pris connaissance des engagements inscrits au Plan d'action et ont discuté de leurs besoins en matière de filtrage ainsi que des situations problématiques qu'ils rencontrent. Le représentant du MSP assure également le lien avec les organisations policières, ce qui permet de faire un meilleur suivi.

29 Développer et rendre accessibles des initiatives destinées à prévenir ou à réduire les occasions associées aux activités de recrutement d'adolescents et d'adolescentes aux fins d'exploitation sexuelle : À l'occasion du Programme de financement en prévention du recrutement des jeunes aux fins d'exploitation sexuelle dans un contexte de gangs de rue, le MSP a financé **19** projets soumis par des organismes sans but lucratif en **2010-2011** pour une enveloppe totale de **1 483 002 $$** telle qu'elle est détaillée à l'annexe 1.

40 Assurer la cohérence de la pratique policière en matière d'agression sexuelle avec les orientations gouvernementales et la modifier pour tenir compte de la cybercriminalité et des réalités autochtones : La pratique policière concernant les agressions sexuelles est conforme aux orientations gouvernementales en cette matière. Une prochaine mise à jour de cette pratique tiendra compte de la cybercriminalité.

41 Sensibiliser les services de police autochtones à l'importance de communiquer avec une procureure ou un procureur aux poursuites criminelles et pénales avant d'autoriser une remise en liberté dans les cas d'agression sexuelle : Lors des comités de liaison prévus à l'égard des ententes tripartites sur la prestation des services policiers avec les communautés autochtones, les représentants de la Direction des affaires autochtones et de la DGAP rappelleront aux autorités policières l'importance de se conformer au Guide de pratiques policières en matière d'agression sexuelle.

75 (2) (3) Consolider la concertation intersectorielle régionale en matière d'agression sexuelle en participant aux diverses instances de concertation en matière d'agression sexuelle et en clarifiant les rôles et les responsabilités des divers partenaires, ainsi que la nature de leurs liens : Lorsque de tels forums existent, les corps policiers délèguent une personne responsable et possédant une expertise au niveau des actions à volet social et psychosocial afin d'assurer une présence à ces diverses instances. Les rôles et les liens des partenaires sont clairement définis.

88 Assurer la cohérence des programmes de formation de l'École nationale de police du Québec (ENPQ) et des collèges avec les orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle :
La formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'ENPQ est présentement en révision, les éléments de formation en matière d'agression sexuelle seront revus et actualisés. Afin d'assurer la cohérence les éléments de la formation collégiale avec ceux du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie, des rencontres du Comité d'harmonisation et liaison collèges-ENPQ auront lieu régulièrement.

91 Produire et diffuser un rapport annuel sur les statistiques policières en matière d'agression sexuelle : Le rapport Statistique 2009 sur les agressions sexuelles au Québec est complété et sera prochainement diffusé sur le site Internet du MSP. Par ailleurs, le bulletin d'information sur la criminalité au Québec de 2009 est disponible depuis août 2010 sur le site Internet du MSP et présente quelques tendances en matière de crime sexuel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

Programme de financement en prévention du recrutement des jeunes aux fins d'exploitation sexuelle dans un contexte de gangs de rue
Projets approuvés 2010-2011

Numéro projet	Organisme	Titre du projet	Ville	Montant recommandé
ES10-16R	Action Jeunesse St-Pie X de Longueuil inc. (Maison de jeunes Kekpart)	Sans P ni E (Sans Proxénète ni Escorte)	Longueuil	**134 627 $**
ES10-05R	C.A.L.A.C.S. La Chrysalide (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)	Le chaînon de la prévention, ensemble nous y arrivons!	Terrebonne	**105 110 $**
ES10-10R	Centre d'aide aux familles latino américaines - CAFLA	L'art d'être une fille !	Montréal	**69 332 $**
ES10-03R	Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	Partenariat de prévention et d'intervention en matière de prostitution juvénile à Québec	Québec	**79 645 $**
ES10-13R	Coalition sherbrookoise pour le travail de rue	En parler...pour agir!	Sherbrooke	**84 032 $**
ES10-04R	L'Autre Avenue, organisme de justice alternative	La prévention du recrutement des jeunes aux fins d'exploitation sexuelle dans un contexte de gangs	Québec	**64 263 $**
ES10-08R	Le Refuge la Piaule du Centre du Québec inc.	Attention les filles...votre attention les filles...	Drummondville	**102 969 $**
ES10-14R	Maison des jeunes de Saint-Laurent	Jeunes, mais pas à vendre	Montréal	**45 000 $**
ES10-19R	Projet Intervention Prostitution de Québec (P.I.P.Q.)	Prévenir le recrutement aux fins d'exploitation sexuelle	Québec	**127 494 $**
ES10-20R	Squat Basse-ville	Adolescentes en danger: quand la séduction rime avec exploitation	Québec	**72 518 $**
ES10-12R	Unité d'intervention mobile l'Anonyme	Basta !	Montréal	**84 747 $**
ES10-15R	Y des femmes de Montréal / Women's Y of Montréal	S'outiller pour mieux agir	Montréal	**99 880 $**
ES10-06R	Centre des femmes de Montréal-Est/Pointe-aux-Trembles	Ma sexualité m'appartient!	Montréal	**42 150 $**
ES10-02R	Fondation Filles d'action	Travaillons ensemble : pour la prévention de l'exploitation sexuelle des filles	Montréal	**94 120 $**
ES10-11R	Maisons de transition de Montréal	Formation sur le rôle des filles dans les gangs de rue au Québec	Montréal	**45 000 $**
ES10-09	Club garçons et filles de Lasalle	Avenir jeunesse	Montréal	**56 970 $**
ES10-21	Équipe RDP	Travail de milieu auprès des jeunes filles à risque	Montréal	**93 675 $**
ES10-01	Maison des jeunes de Bordeaux-Cartierville	L'Authentik projet	Montréal	**30 000 $**
ES10-07	Prévention Sud-Ouest	Mes amis, je les choisis	Montréal	**51 470 $**
			Total	**1 483 002 $**

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

31. La liste des dirigeants de la Sûreté du Québec (SQ), la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2010-2011 ainsi que les augmentations ou bonis reçus. Préciser le nombre de policiers retraités embauchés sous contrat pour la même période et le détail de leur rémunération.
34. Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2011.
35. L'investissement pour la période 2010-2011 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2011-2012.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

37. Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2010-2011 et prévisions pour 2011-2012.

ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE
DE SERVICES DE POLICE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
SUR LE TERRITOIRE DE LA M.R.C.

ENTRE

La Municipalité régionale de comté de _____

représentée par _____, préfet

et _____, directeur(rice) général(e)

dûment autorisés aux fins des présentes

Ci-après appelée ***« la M.R.C. »***

ET

Le ministre de la Sécurité publique,

_____

Ci-après appelé ***« le ministre »***

ET L'INTERVENANTE

La Sûreté du Québec,

représentée par _____

dûment autorisé aux fins des présentes,

Ci-après appelée ***« la Sûreté »***

653

ATTENDU QU'en vertu de l'article 70 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le territoire de toute municipalité locale doit relever de la compétence d'un corps de police;

ATTENDU QUE la Sûreté du Québec, police nationale, concourt, sur l'ensemble du territoire québécois, au maintien de la paix et de l'ordre public, à la préservation de la vie, de la sécurité et des droits fondamentaux des personnes ainsi qu'à la protection de leurs biens. La Sûreté du Québec soutient aussi la communauté policière, coordonne des opérations policières d'envergure, contribue à l'intégrité des institutions étatiques et assure la sécurité des réseaux de transport qui relèvent du Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 72 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale, qui ne fait partie ni d'une communauté métropolitaine, ni d'une région métropolitaine de recensement et dont la population est de moins de 50 000 habitants, est desservie par la Sûreté du Québec, à moins qu'elle ait décidé, en application de l'article 353.1 d'être desservie par un corps de police municipal;

ATTENDU QU'une telle municipalité locale dont la population passera le seuil du 50 000 habitants sera tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipal à moins que cette situation ne résulte d'un regroupement municipal;

ATTENDU QU'une telle municipalité locale issue d'un regroupement municipal comprenant une population de 50 000 habitants ou plus pourra être autorisée par le ministre de la Sécurité publique, aux conditions qu'il détermine, à être desservie par la Sûreté du Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 71 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une municipalité locale faisant partie d'une communauté métropolitaine ou d'une région métropolitaine de recensement peut obtenir une autorisation du ministre de la Sécurité publique à l'effet d'être desservie par la Sûreté du Québec selon les conditions qu'il détermine; (FACULTATIF, SI APPLICABLE)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 77 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, le coût des services de police fournis par la Sûreté du Québec est établi suivant les règles de calcul et les tarifs prévus au *Règlement* approuvé par le gouvernement et qu'il est à la charge de la ou des municipalités locales concernées;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 76 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*, une entente est requise afin que la Sûreté du Québec desserve les municipalités locales et le ou les territoires non organisés de la M.R.C. énumérés ci-dessous :

- _____
- _____
- _____
- _____
- _____
- _____

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Définitions et dispositions générales

Le préambule et les annexes de la présente entente font partie intégrante de celle-ci. En cas de conflit entre les annexes et la présente entente, cette dernière prévaudra.

2. Objet de l'entente

La présente entente a pour objet l'organisation, la fourniture et l'administration des services de police sur le territoire de la M.R.C. fournis par la Sûreté du Québec.

3. Territoire desservi

3.1 Le territoire visé est le territoire de l'ensemble des municipalités locales visées par la présente entente, dont la description et les limites sont définies en annexe.

3.2 Une municipalité locale visée par le point 3.1 et qui ferait éventuellement l'objet d'un regroupement municipal avec une autre municipalité qui dispose déjà de son corps de police ne peut plus être partie à la présente entente. Un tel changement doit faire l'objet d'une entente modifiant la présente entente ou d'une nouvelle entente. (FACULTATIF, SI ÉVENTUELLEMENT APPLICABLE)

3.3 Une municipalité locale visée par le point 3.1 et atteignant le seuil de 50 000 habitants ou plus ne peut plus être partie à la présente entente puisqu'elle est tenue d'assujettir son territoire à la compétence d'un corps de police municipal, sauf si elle est issue d'un regroupement municipal et qu'elle y est dûment autorisée par le ministre. Un tel changement doit faire l'objet d'une entente modifiant la présente entente ou d'une nouvelle entente.

3.4 Toute autre municipalité locale de la M.R.C., desservie actuellement par un corps de police municipal, pourrait être desservie par la Sûreté, après avoir obtenu les autorisations nécessaires du ministre. Un tel changement doit faire l'objet d'une entente modifiant la présente entente ou d'une nouvelle entente. (FACULTATIF, SI ÉVENTUELLEMENT APPLICABLE)

4. Nature et étendue des services de police

4.1 La Sûreté fournit l'ensemble des services policiers décrits au *Règlement sur les services policiers que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence*, (2008) 140 *G.O.* II, 4002 [c. P-13.1, r.6]; (FACULTATIF, LORSQU' APPLICABLE sous réserve que le territoire desservi soit situé au nord du 51e parallèle) conformément à ses valeurs de service, d'intégrité, de respect et de professionnalisme.

4.2 La Sûreté voit aussi à l'application de la réglementation municipale découlant de sa mission et relative au maintien de la paix, l'ordre et la sécurité publique. Les règlements ainsi visés sont énumérés en annexe du plan d'organisation des ressources policières.

4.3 Les parties conviennent qu'une municipalité locale ou régionale peut, en tout temps, faire une demande à la Sûreté du Québec et obtenir, pour une durée déterminée, des services partiels, supplémentaires ou rendus lors d'événements spéciaux sur le territoire de la municipalité. Les coûts sont alors déterminés conformément à la section afférente du *Règlement sur la somme payable par les municipalités pour les services de la Sûreté du Québec*, (2002) 134 *G.O.* II, 2924 [c. P-13.1, r.7], sauf pour les mesures d'urgence exceptionnelles.

4.4 Aux fins de la présente entente, les services policiers dont il est question au point 4.3 sont des services qui s'écartent des services normalement dispensés en vertu de la présente entente, en raison notamment de leur nature ou de la quantité d'effectifs policiers qu'ils requièrent.

5. Modalités relatives à la prestation et à l'évaluation des services policiers

Les modalités relatives à la prestation et à l'évaluation des services policiers sont définies d'une part, dans le plan d'organisation des ressources policières approuvé par le Comité de sécurité publique et, d'autre part, dans le plan d'action semestriel auquel le comité est appelé à participer et, enfin, des critères d'évaluation de la performance élaborés par ce même comité à l'aide, notamment, d'un guide réalisé par la Sûreté du Québec en collaboration avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités. Ces modalités s'inscrivent dans le cadre des articles 76 et 78 de la *Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1)*.

Le plan d'organisation des ressources policières traite notamment des sujets suivants :

- Description du territoire et de la population
- Criminalité et autres problématiques régionales
- Organisation des ressources en fonction des besoins
- Ressources humaines
- Ressources matérielles
- Formation
- Prévention
- Répartition des effectifs policiers et civils du poste de la M.R.C. par secteur d'activités

Le plan d'action semestriel de la Sûreté comprend notamment des sujets suivants :

- Les problématiques de sécurité publique, les priorités, et les objectifs recherchés
- Les activités et moyens que la direction locale de la Sûreté entend mettre en œuvre à ces fins
- Les résultats obtenus

6. Nombre de policiers

6.1 Les parties conviennent que le nombre de policiers assignés à la M.R.C. sera de _____. Ce nombre de policiers sera réparti dans le plan d'organisation des ressources policières par secteur d'activités tel que gendarmerie, enquête, administration ou, selon le cas, par secteur de patrouille, et par parrainage des municipalités.

6.2 Toute modification du nombre de policiers assignés à la M.R.C. doit faire l'objet d'une entente modifiant la présente entente ou d'une nouvelle entente. Une telle modification est conditionnelle, soit à un changement du territoire desservi tel que prévu à l'article 3 de la présente entente, soit à une variation significative de la population, de la superficie et des caractéristiques dudit territoire ainsi que de la criminalité, ces critères pouvant nécessiter une modification du plan d'organisation des ressources policières prévu au point précédent de la présente entente.

6.3 Toute modification à la répartition des policiers à l'intérieur du territoire desservi nécessite une modification au plan d'organisation des ressources policières, mais ne change en rien le libellé de la présente entente. Une telle modification est approuvée par le Comité de sécurité publique.

7. Rôles et responsabilités de la Sûreté

Les rôles et responsabilités de la Sûreté sont les suivants :

a) voir à l'organisation, à la fourniture et à l'administration des services de police, notamment la prestation de services basée sur le modèle de police de proximité;

b) procéder à l'achat et à l'entretien des véhicules, des équipements et du matériel nécessaires à l'organisation et aux opérations policières;

c) engager et gérer le personnel civil et policier affecté à la desserte de l'ensemble des municipalités locales visées;

d) désigner un responsable pour recevoir les plaintes des citoyens relatives à la prestation de services sur le territoire des municipalités locales visées de la M.R.C.;

e) proposer des solutions aux demandes provenant du Comité de sécurité publique dans la mesure des moyens disponibles;

f) participer à la mise en œuvre de l'entente par son implication dans les activités du Comité de sécurité publique;

g) fournir à la M.R.C. le nom de ses représentants, dont le directeur de poste, au Comité de sécurité publique. Toute modification doit être indiquée dans un délai de 30 jours;

h) rendre compte du suivi et de la mise en œuvre des modalités relatives à la prestation et à l'évaluation des services policiers et informer au préalable le Comité de sécurité publique de toute intervention susceptible d'avoir un effet sur les ressources assignées à la M.R.C.;

i) consulter les membres du Comité de sécurité publique, selon un processus de consultation convenu avec ceux-ci, quant à la désignation du directeur de poste. Celle-ci doit être communiquée au comité au moins 30 jours à l'avance;

j) s'engager à maintenir, d'une part, l'effectif minimal requis pour assurer une présence policière régulière telle qu'établie dans le plan d'organisation des ressources policières et, d'autre part, le même niveau de qualité de service sans égard aux absences prolongées de son personnel.

8. Rôles et responsabilités de la M.R.C.

Les rôles et responsabilités de la M.R.C. sont les suivants :

a) choisir parmi les membres des conseils des municipalités locales visées, les membres du Comité de sécurité publique et en informer la Sûreté. Toute modification doit être indiquée dans un délai de 30 jours;

b) participer à la mise en œuvre de l'entente par son implication dans les activités du Comité de sécurité publique et dans celles relatives au modèle de police de proximité;

c) transmettre au Comité de sécurité publique toute information pertinente à la mise en œuvre de la présente entente;

d) coordonner et assurer le maintien des mécanismes mis en place relativement au traitement par un tribunal des dossiers d'infractions commises sur son territoire;

e) s'assurer de l'uniformisation de la réglementation municipale, relative à la paix, au bon ordre et à la sécurité publique, des municipalités locales visées, dans la mesure où leurs réalités locales le permettent.

9. Rôles et responsabilités du Comité de sécurité publique

Se réunissant au moins une fois tous les deux mois sur convocation du président, le Comité de sécurité publique exerce les rôles et responsabilités suivants :

a) assurer le suivi de l'entente;

b) participer à l'élaboration du plan d'action semestriel de la Sûreté sur le territoire visé par l'entente, en fonction des priorités d'action déterminées annuellement et en faire l'évaluation;

c) informer les parties du résultat de ses travaux et leur faire rapport au moins une fois l'an;

d) approuver le plan d'organisation des ressources policières;

e) participer au choix de l'emplacement du ou des postes de police, en fonction des exigences de sécurité publique et d'efficacité des services policiers ainsi que de la politique gouvernementale en matière de location ou d'acquisition de bâtiments;

f) élaborer des critères d'évaluation de la performance de la Sûreté dans le cadre de l'entente et, dans les cas où il le juge approprié, informer le directeur du poste de l'appréciation des citoyens sur les services policiers qu'ils reçoivent;

g) être consulté pour la désignation du directeur de poste;

h) donner son évaluation du rendement du directeur de poste;

i) choisir parmi ses membres un président;

j) requérir auprès de la communauté le support nécessaire à la concrétisation de l'approche stratégique en résolution de problèmes.

Le comité peut, en outre, faire à la Sûreté toute recommandation qu'il juge utile et donner au ministre des avis sur l'organisation du travail ou les besoins en formation des policiers, ainsi que sur toute autre question relative aux services de police prévus par l'entente.

10. Emplacement du ou des postes de police

Les parties conviennent, à la suite de l'application de l'article 9(e) de la présente entente, que : (prévoir tous les types de poste à caractère permanent).

11. Poursuites

11.1 Les municipalités visées peuvent autoriser les membres de la Sûreté à délivrer des constats d'infraction :

a) pour toute infraction au *Code de la sécurité routière* et à *la Loi sur les véhicules hors route* survenue sur toutes routes, rues, chemins et terrains dont l'entretien est sous la responsabilité desdites municipalités, à l'exclusion des autoroutes et des routes entretenues par ou pour le ministère des Transports. Les routes exclues sont décrites à l'annexe 1 de cette entente et pourront faire l'objet de modifications suite à une entente entre le gouvernement et les municipalités;

b) pour toute infraction à un règlement municipal relatif à la paix, au bon ordre et à la sécurité publique dont la liste est annexée au plan d'organisation des ressources policières selon les termes de l'article 4.2 de la présente entente.

11.2 Les constats délivrés au nom d'une municipalité poursuivante sont transmis à la cour municipale desservant celle-ci. En l'absence d'une telle cour, ces constats sont remis à la municipalité poursuivante pour traitement judiciaire en conformité avec les lois applicables.

11.3 Les constats délivrés au nom du Procureur général par la Sûreté du Québec sur les routes entretenues par ou pour le ministère des Transports sont déposés et traités devant la cour municipale qui a compétence sur le territoire où ces routes sont situées, sous réserve des conditions suivantes :

a) qu'une " Entente relative à la poursuite de certaines infractions pénales devant la cour municipale" ait été signée entre le Procureur général et la municipalité qui a la charge et l'administration de cette cour municipale;

b) qu'une copie de cette entente ait été dûment transmise aux autorités responsables de l'entente sur les services policiers au ministère de la Sécurité publique;

c) que la présente entente de services policiers demeure en vigueur.

12. Échange d'information

Les parties conviennent de se transmettre l'information suivante :

a) la Sûreté fournira les renseignements demandés par le Comité de sécurité publique aux fins d'assurer le suivi de la présente entente, du plan d'organisation des ressources policières et du plan d'action semestriel;

b) les municipalités locales par l'intermédiaire du Comité de sécurité publique informent la Sûreté de tout événement ou situation risquant d'avoir un impact sur la fourniture des services de police;

c) la Sûreté informera le Comité de sécurité publique de toute situation comportant l'affectation de ressources à des tâches qui ne concernent pas le territoire desservi pour une période significative.

13. Règlement des différends

13.1 Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente devra être soumis au Comité de sécurité publique par l'une ou l'autre des parties. Ce dernier doit tenter d'apporter une solution au différend dans les trente (30) jours de la réception d'un écrit énonçant le différend.

13.2 S'il ne peut trouver de solution dans les délais impartis à l'article 13.1, le différend est soumis au préfet de la M.R.C. et au commandant de district qui devront se communiquer toute l'information pertinente et tenter d'en arriver à proposer une solution acceptable dans les dix (10) jours.

13.3 Dans la mesure où le différend persiste, celui-ci est soumis aux signataires de l'entente qui devront se communiquer toute l'information pertinente et tenter d'en arriver à proposer une solution acceptable dans les dix (10) jours.

13.4 Les parties s'engagent à utiliser les processus prévus aux articles précédents avant d'utiliser les recours déjà prévus dans d'autres législations.

14. Durée de l'entente

14.1 La durée de la présente entente est (d'au moins dix ans) à compter de sa signature par les parties. Par la suite, elle se renouvelle automatiquement par périodes successives de dix ans, à moins que l'une des parties n'informe, par courrier recommandé, l'autre partie de son intention d'y mettre fin. Cet avis doit être donné au moins douze (12) mois avant l'expiration du terme initial ou de toute période de renouvellement.

14.2 À la fin de la présente entente, l'actif et le passif découlant de son application seront partagés de la façon suivante :

a) le gouvernement gardera la propriété des biens meubles (véhicules, équipements et matériel);

b) la M.R.C. gardera les biens meubles et les immeubles qu'elle aura mis à la disposition de la Sûreté.

14.3 À la fin de la présente entente, le ministre convient que les policiers en poste sur le territoire de l'ensemble des municipalités locales visées demeurent sous sa responsabilité, de même que le personnel civil, le cas échéant et ce, sous réserve de l'application de l'article 353.8 de la *Loi sur la police*.

15. La grille tarifaire pour les services de la Sûreté du Québec

Les taux de la grille tarifaire du règlement approuvé par le gouvernement, le 1er mai 2002 telle qu'annexée à la présente, sont établis jusqu'au 1er mai 2012.

16. Urgence

Dans certaines situations d'urgence et de façon exceptionnelle, le ministre ou son représentant, soit le directeur général de la Sûreté du Québec ou l'un de ses directeurs généraux adjoints, pourra affecter à d'autres tâches les membres de la Sûreté désignés pour l'exécution des présentes. Une situation d'urgence signifie un événement majeur qui nécessite qu'on affecte immédiatement des ressources policières afin d'assurer la protection de la santé ou de la sécurité ou le maintien de l'ordre.

Dans un tel cas, sous la coordination de ses supérieurs, le directeur de poste avisera le préfet de la M.R.C. et le président du Comité de sécurité publique de la durée prévisible de la situation d'urgence et des mesures qu'il entend prendre pour le maintien des services.

En foi de quoi, les parties ont signé :

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

ENTENTES PAR DISTRICT

Identification de la MRC/Ville/Municipalité		Entente	Terme	Échéance	ETC
District 01					
010	Les Iles-de-la-Madeleine	2007-06-21	10 ans	2017-06-20	14
020	Le Rocher-Percé	2004-12-31	10 ans	2014-12-30	30
030	La Côte-de-Gaspé	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	32
040	La Haute-Gaspésie	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	21
050/060	Bonaventure/Avignon	2007-01-11	10 ans	2017-01-10	50
070	La Matapédia	2005-09-27	10 ans	2015-09-26	23
080	Matane	2004-12-19	10 ans	2014-12-18	30
090	La Mitis	2007-01-11	10 ans	2017-01-10	27
100	Rimouski-Neigette	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	64
110	Les Basques	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	14
120	Rivière-du-Loup	2004-05-07	10 ans	2014-05-06	19
130	Témiscouata	2004-07-11	10 ans	2014-07-10	27
140	Kamouraska	2004-08-28	10 ans	2014-08-27	28
District 02					
910	Le Domaine-du-Roy	2007-06-22	10 ans	2017-06-21	51
920	Maria-Chapdelaine	2005-06-22	10 ans	2015-06-21	43
930	Lac-Saint-Jean-Est	2006-09-08	10 ans	2016-09-07	73
940	Le Fjord-du-Saguenay	2004-11-26	10 ans	2014-11-25	33
991	Chapais-Chibougamau	2007-05-31	10 ans	2017-05-30	25
District 03					
150	Charlevoix-Est	2007-06-21	10 ans	2017-06-20	26
160	Charlevoix	2007-04-05	10 ans	2017-04-04	16
170	L'Islet	2005-09-27	10 ans	2015-09-26	23
180	Montmagny	2006-04-26	10 ans	2016-04-25	31
190	Bellechasse	2005-12-08	10 ans	2015-12-07	35
200	L'Ile-d'Orléans	2004-07-11	10 ans	2014-07-10	15
210	La Côte-de-Beaupré	2007-09-13	10 ans	2017-09-12	31
220	La Jacques-Cartier	2004-06-22	10 ans	2014-06-21	32
260	La Nouvelle-Beauce	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	20
270	Robert-Cliche	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	21
280	Les Etchemins	2004-07-17	10 ans	2014-07-16	18
290	Beauce-Sartigan	2004-06-22	10 ans	2014-06-21	24
310	Des Appalaches	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	23
330	Lotbinière	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	29
340	Portneuf	2006-08-08	10 ans	2016-08-07	55

ENTENTES PAR DISTRICT

Identification de la MRC/Ville/Municipalité	Entente	Terme	Échéance	ETC
District 04				
320 L'Érable	2005-09-27	10 ans	2015-09-26	34
350 Mékinac	2005-09-27	10 ans	2015-09-26	18
360 Shawinigan	2006-04-12	10 ans	2016-04-11	76
372 Les Chenaux	2004-06-17	10 ans	2014-06-16	16
380 Bécancour	2008-05-05	10 ans	2018-05-04	24
390 Arthabaska	2004-07-11	10 ans	2014-07-10	79
490 Drummond	2004-07-11	10 ans	2014-07-10	103
500 Nicolet-Yamaska	2007-04-02	10 ans	2017-04-01	29
510 Maskinongé	2004-06-22	10 ans	2014-06-21	43
900 La Tuque	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	26
District 05				
300 Le Granit	2008-04-28	10 ans	2018-04-27	28
400 Les Sources	2004-07-17	10 ans	2014-07-16	23
410 Le Haut-Saint-François	2010-02-15	10 ans	2020-02-14	28
420 Val-Saint-François	2009-12-23	10 ans	2019-12-23	37
440 Coaticook	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	26
450 Memphrémagog	2007-04-05	10 ans	2017-04-04	20
460 Brome-Missisquoi	2007-11-07	10 ans	2017-11-06	65
470 La Haute-Yamaska	2010-05-18	10 ans	2020-05-17	28
District 06				
520 D'Autray	2008-09-05	10 ans	2018-09-04	52
610 Joliette	2008-10-01	10 ans	2018-09-30	71
620 Matawinie	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	63
600/630 Montcalm (a été resignée avec l'Assomption)	2009-02-03	10 ans	2019-02-02	64
720 Deux-Montagnes	2005-12-08	10 ans	2015-12-07	15
750 La Rivière-du-Nord (à resigner)**	2007-04-05	10 ans	2017-04-04	45
760 Argenteuil	2009-02-11	10 ans	2019-02-10	49
770 Les Pays-d'en-Haut (à resigner)**	2009-03-30	10 ans	2019-03-29	58
780 Les Laurentides	2009-08-07	10 ans	2019-08-06	45
District 07				
790 Antoine-Labelle	2004-07-11	10 ans	2014-07-10	46
800 Papineau	2008-10-03	10 ans	2018-10-02	33
830 La Vallée-de-la-Gatineau	2008-12-16	10 ans	2018-12-15	38
840 Pontiac	2004-09-13	10 ans	2014-09-12	26

ENTENTES PAR DISTRICT

Identification de la MRC/Ville/Municipalité		Entente	Terme	Échéance	ETC
District 08					
850	Témiscamingue	2006-09-08	10 ans	2016-09-07	32
860	Rouyn-Noranda	2005-09-27	10 ans	2015-09-26	60
870	Abitibi-Ouest	2007-01-12	10 ans	2017-01-11	30
880	Abitibi	2004-04-23	10 ans	2014-04-22	39
890	Vallée-de-l'Or	2004-04-23	10 ans	2014-04-22	70
991	Baie-James - Matagami - Lebel-sur-Quévillon	2004-10-21	10 ans	2014-10-20	32
District 09					
950	La Haute-Côte-Nord	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	28
960	Manicouagan	2005-06-22	10 ans	2015-06-21	49
971	Sept-Rivières	2007-11-07	10 ans	2017-11-06	58
972	Caniapiscau				17
981	Minganie	2005-11-16	10 ans	2015-11-15	14
982	Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent	2006-09-08	10 ans	2016-09-07	4
District 10					
480	Acton	2009-02-11	10 ans	2019-02-10	22
530	Pierre-De Saurel	2008-01-30	10 ans	2018-01-29	68
540	Les Maskoutains	2009-02-11	10 ans	2019-02-10	94
550	Rouville	2007-08-02	10 ans	2017-08-01	30
560	Le Haut-Richelieu	2009-12-23	10 ans	2019-12-23	29
570	La Vallée-du-Richelieu	2009-08-07	10 ans	2019-08-06	16
680	Les Jardins-de-Napierville	2008-12-16	10 ans	2018-12-15	31
690	Le Haut-Saint-Laurent	2008-02-18	10 ans	2018-02-17	27
700	Beauharnois-Salaberry	2008-12-16	10 ans	2018-12-15	71
710	Vaudreuil-Soulanges	2008-02-04	10 ans	2018-02-03	131
86					3263

85 Ententes conclues
1 Ententes à conclure (MRC Caniapiscau)

**2 ententes sont à resigner suite à l'intégration de la Régie intermunicipale de Rivière-du-Nord (MRC Pays-d'en-Haut et MRC Rivière-du-Nord)

663

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

40. Au 31 mars 2011, ventilation par postes des effectifs des Escouades régionales mixtes et des Escouades spéciales d'enquête que le budget annuel accordé. Comparer avec les trois années financières précédentes.
42. La répartition par poste des nouveaux officiers et agents de la SQ embauchés pour l'année 2010-2011 avec leur profil de formation. Comparer et ventiler avec les trois années financières précédentes. Prévisions pour 2011-2012.
47. Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total à la SQ pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

48. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis. Préciser le nombre d'effectifs pour chaque corps de police, ainsi que les effectifs par relève affectés à la Surveillance du territoire.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 48: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis (le nombre d'effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire).

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2010)

A - Services de police municipaux à desserte unique

Services de police	Population du décret 1069-2010		Niveau de service	Nombre de policiers (surveillance)
Blainville	52 525		2	49
Bromont	7 396		1	15
Gatineau	260 920		3	210
Granby	62 559		1	57
Laval	399 400		3	209
Lévis	137 394		2	110
Mascouche	40 063		2	46
Rivière-du-Loup	19 011		1	20
Sainte-Adèle	11 709		1	14
Sainte-Marie	12 319		1	10
Saint-Eustache	43 653		2	38
Saint-Georges	30 779		1	20
Saint-Jean-sur-Richelieu	92 348		1	78
Saint-Jérôme	68 097		1	76
Sherbrooke	154 793		2	135
Thetford Mines	25 411		1	23
Trois-Rivières	130 407		2	122

Nombre de SPM : 17

Population totale : 1 548 784

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 48: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis (le nombre d'effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire).

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2010)

B - Service de police municipaux à desserte multiple

Services de police	Population du décret 1069-2010	Niveau de service	Municipalités desservies	Population du décret 1069-2010
Châteauguay	74 263	2	Beauharnois	12 227
			Châteauguay	45 648
			Léry	2 357
			Mercier	11 430
			Saint-Isidore (paroisse)	2 601
L'Assomption	22 678	2	L'Assomption	19 366
			Saint-Sulpice	3 312
Longueuil	402 953	3	Boucherville	41 179
			Brossard	78 666
			Longueuil	235 310
			Saint-Bruno-de-Montarville	25 804
			Saint-Lambert (ville)	21 994
Memphrémagog (régie)	32 832	1	Austin	1 641
			Magog	25 433
			Orford	3 250
			Sainte-Catherine de Hatley	2 508
Mirabel	52 805	2	Mirabel	40 083
			Saint-Colomban	12 722
Montréal	1 916 864	5	Baie D'Urfé	3 881
			Beaconsfield	19 816
			Côte-Saint-Luc	32 703
			Dollard-des-Ormeaux	49 902
			Dorval	18 615
			Hampstead	7 311
			Kirkland	20 787
			L'Île-Dorval	0
			Montréal	1 677 012
			Montréal-Est	3 876
			Montréal-Ouest	5 256
			Mont-Royal	19 423
			Pointe-Claire	31 125
			Sainte-Anne-de-Bellevue	5 335
			Senneville	995
			Westmount	20 827
Mont-Tremblant	9 453	1	Lac-Tremblant-Nord	24
			Mont-Tremblant	9 429
MRC Les Colline-de-l'Outaouais	46 041	2	Cantley	9 424
			Chealsea	7 036
			L'Ange-Gardien (82005)	4 743
			La Pêche	7 975
			Notre-Dame-de-la-Salette	800
			Pontiac	5 691
			Val-des-Monts	10 372

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 48: La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis (le nombre d'effectifs par relève affectés à la surveillance du territoire).

LISTE DES SERVICES DE POLICE MUNICIPAUX (31 décembre 2010)

Québec	547 153	4	L'Ancienne-Lorette	16 695
			Notre-Dame-des-Anges	427
			Québec	511 919
			Saint-Augustin-Desmaures	18 112
Région de Deux-Montagnes	44 555	2	Deux-Montagnes	17 693
			Pointe-Calumet	7 055
			Sainte-Marthe-sur-le-Lac	14 315
			Saint-Joseph-du-Lac	5 492
Roussillon (régie)	99 459	2	Candiac	19 113
			Delson	7 659
			La Prairie	23 617
			Saint-Constant	24 749
			Sainte-Catherine	16 764
			Saint-Mathieu	1 953
			Saint-Philippe	5 604
Repentigny	87 119	2	Charlemagne	5 820
			Repentigny	81 299
Richelieu / Saint-Laurent (régie)	190 036	2	Beloeil	20 277
			Calixa-Lavallée	520
			Carignan	8 084
			Chambly	24 996
			Contrecoeur	6 131
			McMasterville	5 658
			Mont-Saint-Hilaire	17 414
			Otterburn Park	8 543
			Richelieu	5 491
			Saint-Amable	10 337
			Saint-Basile-le-Grand	16 590
			Sainte-Julie	29 318
			Saint-Jean-Baptiste	3 139
			Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 568
			Saint-Mathieu-de-Beloeil	2 562
			Varennes	20 889
			Verchères	5 519
Saguenay	145 452	2	Larouche	1 310
			Saguenay	144 142
Terrebonne	128 261	2	Bois-des-Filion	9 540
			Sainte-Anne-des-Plaines	13 700
			Terrebonne	105 021
Thérèse-De Blainville (régie)	76 970	2	Boisbriand	26 794
			Lorraine	9 600
			Rosemère	14 288
			Sainte-Thérèse	26 288

Nombre de SPM : [redacted] **Population totale :** [redacted]
Nombre de municipalités desservies : [redacted]

Nombre de SPM total : [redacted]
Population globale : [redacted]

8 mars 2011

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

49. Le nombre d'effectifs (policiers et civils) au 31 mars 2011, répartis par corps de police municipal.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

QUESTION 49 : Le nombre d'effectifs autorisé (policiers/civils) au 31 mars 2011, répartis par corps de police municipal.

Corps de police	Au 31 décembre 2010		
	Total policiers	Total civils	Total policiers et civils
Blainville	65	21	**86**
Bromont	19	4	**23**
Châteauguay	93	9	**102**
Gatineau	360	115	**475**
Granby	76	23	**99**
L'Assomption	41	11	**52**
Laval	525	149	**674**
Lévis	146	46	**192**
Longueuil	546	194	**740**
Mascouche	51	9	**60**
Memphrémagog (régie)	41	10	**51**
Mirabel	41	14	**55**
Montréal	4407	1093	**5 500**
Mont-Tremblant	28	15	**43**
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	50	10	**60**
Québec	720	177	**897**
Région de Deux-Montagnes	50	12	**62**
Région de Roussillon (régie)	114	31	**145**
Repentigny	82	21	**103**
Richelieu - Saint-Laurent	233	41	**274**
Rivière-du-Loup	27	3	**30**
Saguenay	179	39	**218**
Sainte-Adèle	22	8	**30**
Sainte-Marie	14	1	**15**
Saint-Eustache	60	16	**76**
Saint-Georges	28	7	**35**
Saint-Jean-sur-Richelieu	109	27	**136**
Saint-Jérôme	104	21	**125**
Sherbrooke	199	53	**252**
Terrebonne	146	33	**179**
Thérèse-De Blainville	98	35	**133**
Thetford Mines	29	8	**37**
Trois-Rivières	164	39	**203**
Total - CPM	**8 867**	**2 295**	**11 162**
Sûreté du Québec	5 527	1 727	7 254
Grand total	**14 394**	**4 022**	**18 416**

Source : Ministère de la Sécurité publique. Questionnaire sur l'administration des activités policières, année 2010.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

55. La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 55 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque établissement de détention au 31 mars 2011[1].

La répartition des condamnations à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal et du dernier établissement - année 2010-2011 (10 mois - d'avril à janvier)

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOR	CDF	CDQ	CHI	EDP[2]	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY[3]	Total
Infractions contre l'État	6	1	50	2	28	2			37	3	24	2	2	4	20	26	3	16	15		241
Homicides											1										1
Homicides involontaires			1	1	1																3
Tentatives de meurtre															1						1
Infractions sexuelles	3		36		16	3	11		5	3	3	7	4	2	2	25	4	1	8		133
Voies de fait	56	24	371	16	167	29			84	22	60	43	19	17	94	151	29	83	57	6	1 328
Vols qualifiés	1		168		28	3			18	2	13	2	2	1	25	32	4	24	16		339
Autres infractions contre la personne	21	9	128	3	62	18	6		24	14	18	23	7	6	30	47	14	19	30	4	483
Introductions par effraction	20	9	220	8	115	22			77	11	18	25	15	7	79	68	29	25	41	2	791
Extorsions	1		8	1	7				3	2	1	2			3	3	1	1	2		35
Vols simples	19	8	531	30	119	17			73	7	92	12	3	3	61	274	58	98	42	16	1 463
Méfaits, incendies, dommages	14	6	141	4	48	7			27	9	21	11	3	4	26	22	6	17	14	2	382
recels	1	1	35	2	14	2			9	1	11		7	3	12	16	5	13	4	1	137
Autres infractions contre la propriété			24		6	2			2		1	1		1	2	4	1	1	5		50
Armes à feu	2	1	34		12	1			3		5	2			8	10	3	1	2		84
Fraudes, corruptions, escroqueries	2		21	4	11	1		1	7		3	2	1	1	6	11	3	10	2		86
Paris, prostitutions, moeurs	8		38		17	7	10		6	3	3	3		1	13	25	11	8	9	1	163
Outrages			1																		1
Complots, complicités, tentatives	2	2	102	4	22	1			9	4	13	5	2		14	13	1	14	16		224
Omissions d'engagement, libertés illégales, évasions	45	6	229	8	111	17			62	4	287	11	16	21	75	124	62	68	76	3	1 225
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	38	16	240	27	227	30		1	97	50	9	44	28	7	154	120	69	74	105	4	1 340
Autres délits au Code criminel	32	10	404	11	119	30			93	12	123	23	21	10	96	125	29	161	76	6	1 381
Stupéfiants	29	12	470	12	197	20	2		116	15	127	30	15	4	129	152	37	88	144	3	1 602
Aliments et drogues						5															5
Immigration			2								1				1		1	1			6
Assurance-chômage									1						2			1	1		5
Loi sur les Indiens			2	1	3				1						3	1	1	1	1	1	15
Autres infractions aux statuts fédéraux	1		3		5				2		1	1			5	1			1		20
Chasse et pêche															1						1
Conservation de la faune	1				3	1			4	1						2	1				13
Transport			2						1						2						5
Main-d'oeuvre			18	1	7				4		1				1	6	1		1		40
Infractions provinciales (Boisson et circulation)	4		13	2	5								1		2	9		5	3		44
Autres infractions aux lois québécoises	6	1	82	3	14	6			12		1	6	1		9	16	4	7	8		176
Infractions municipales (Circulation)	2		4	1									2		13		1	7	1		31
Autres infractions aux règlements municipaux	10	2	73	13	58	6			108		5	6	35	2	45	56	18	23	12	2	474
Total	**324**	**108**	**3 451**	**154**	**1 422**	**230**	**29**	**2**	**885**	**163**	**842**	**261**	**184**	**94**	**934**	**1 339**	**396**	**767**	**692**	**51**	**12 328**

[1] Données au 31 janvier 2011
[2] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels
[3] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

64. Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 64 : Nombre d'agents de probation en fonction, ventilé selon le type d'activité ou de fonction et par région, pour les périodes 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Régions correctionnelles	Nombre d'agents de probation		
	2008-2009[1]	2009-2010[2]	2010-2011[3]
Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec	19	21	21
Bas-St-Laurent	15	12	12
Côte-Nord	12	10	9
Estrie	24	20	21
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	8	11
Laval-Lanaudière-Laurentides	42	40	41
Mauricie	18	17	18
Montérégie	47	42	43
Montréal	82	72	72
Outaouais	23	25	22
Québec-Chaudières-Appalaches	50	46	49
Saguenay-Lac-St-Jean	15	12	12
TOTAL	**355**	**325**	**331**

[1]Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111) en milieu ouvert (inclus la Loi SCQ) pour l'exercice 2008-2009 données du 12 mars 2009.
[2]Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111) en milieu ouvert pour l'exercice 2009-2010 données du 2 mars 2010.
[3]Nombre d'agents de probation (corps d'emploi=111) en milieu ouvert pour l'exercice 2010-2011 données du 1 février 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

65. Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 65 : Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Répartition des libertés illégales par établissement de détention et catégorie - année 2010-2011[5]

Établissement de détention	Évasion d'un établissement[1]			Évasion d'une garde légale[2]			Absence illégale[3]		
	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]
Amos	1	1	100%	-	-	-	2	1	50%
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	1	1	100%
Chicoutimi	-	-	-	-	-	-	19	18	95%
Hull	-	-	-	-	-	-	44	37	84%
Montréal	-	-	-	-	-	-	785	673	86%
New-Carlisle	-	-	-	-	-	-	3	3	100%
Québec (Femmes)	-	-	-	-	-	-	17	15	88%
Québec (Hommes)	-	-	-	-	-	-	253	204	81%
Rimouski	-	-	-	-	-	-	23	19	83%
Rivière-des-Prairies	-	-	-	-	-	-	3	3	100%
Roberval	-	-	-	-	-	-	2	2	100%
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	1	1	100%
Sherbrooke	-	-	-	1	1	100%	269	240	89%
Sorel	-	-	-	-	-	-	55	44	80%
St-Jérôme	1	1	100%	1	-	0%	108	84	78%
Tanguay	-	-	-	-	-	-	63	49	78%
Trois-Rivières	-	-	-	-	-	-	26	25	96%
Valleyfield	-	-	-	-	-	-	13	11	85%
Total	2	2	100%	2	1	50%	1 687	1 430	85%

[1] Évasion d'un établissement: Action de sortir ou de s'échapper, par effraction ou non, d'une cellule, ou d'un autre endroit de l'établissement de détention où une personne est détenue.

[2] Évasion d'une garde légale: Action de s'échapper volontairement de celui qui est chargé de la garde légale d'une personne.

[3] Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

[4] Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

[5] Les données de 2010-2011 sont pour 10 mois (1er avril 2010 au 31 janvier 2011).
Note: Voir l'évolution de la situation au 31 janvier 2011des années antérieures, à la question 38.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 65 : Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Répartition des libertés illégales par établissement et catégorie - année 2009-2010[5]

Établissement	Évasion d'un établissement[1]			Évasion d'une garde légale[2]			Absence illégale[3]		
	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]
Amos	1	1	100%	-	-	-	-	-	-
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	4	2	50%
Chicoutimi	-	-	-	2	2	100%	5	5	100%
Hull	-	-	-	-	-	-	39	26	67%
Montréal	-	-	-	-	-	-	656	528	80%
New-Carlisle	-	-	-	-	-	-	1	-	0%
Québec (Femmes)	-	-	-	-	-	-	29	21	72%
Québec (Hommes)	-	-	-	-	-	-	221	166	75%
Rimouski	-	-	-	-	-	-	16	14	88%
Rivière-des-Prairies	-	-	-	-	-	-	4	3	75%
Roberval	-	-	-	-	-	-	3	3	100%
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	16	15	94%
Sherbrooke	-	-	-	-	-	-	227	177	78%
Sorel	-	-	-	-	-	-	65	49	75%
St-Jérôme	-	-	-	-	-	-	118	88	75%
Tanguay	1	1	100%	-	-	-	54	42	78%
Trois-Rivières	-	-	-	-	-	-	41	35	85%
Valleyfield	-	-	-	-	-	-	94	80	85%
Total	2	2	100%	2	2	100%	1 593	1 254	79%

[1] Évasion d'un établissement: Action de sortir ou de s'échapper, par effraction ou non, d'une cellule, ou d'un autre endroit de l'établissement de détention où une personne est détenue.

[2] Évasion d'une garde légale: Action de s'échapper volontairement de celui qui est chargé de la garde légale d'une personne.

[3] Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

[4] Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

[5] Les données de 2009-2010 sont pour 12 mois (1er avril 2009 au 31 mars 2010).

Note: Voir l'évolution de la situation au 31 janvier 2011des années antérieures, à la question 38.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 65 : Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Répartition des libertés illégales par établissement et catégorie - année 2008-2009[5]

Établissement	Évasion d'un établissement[1]			Évasion d'une garde légale[2]			Absence illégale[3]		
	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]
Amos	1	1	100%	-	-	-	-	-	-
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	3	3	100%
Chicoutimi	1	1	100%	1	1	100%	13	13	100%
Hull	-	-	-	-	-	-	33	32	97%
Montréal	-	-	-	-	-	-	549	519	95%
New-Carlisle	-	-	-	1	1	100%	6	6	100%
Québec (Femmes)	-	-	-	-	-	-	8	7	88%
Québec (Hommes)	-	-	-	1	1	100%	243	232	95%
Rimouski	-	-	-	-	-	-	11	11	100%
Rivière-des-Prairies	-	-	-	-	-	-	3	3	100%
Roberval	-	-	-	-	-	-	7	7	100%
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	11	11	100%
Sherbrooke	-	-	-	-	-	-	178	168	94%
Sorel	-	-	-	-	-	-	81	74	91%
St-Jérôme	-	-	-	1	1	100%	142	121	85%
Tanguay	2	2	100%	1	1	100%	57	52	91%
Trois-Rivières	-	-	-	1	1	100%	3	3	100%
Valleyfield	-	-	-	-	-	-	113	109	96%
Total	4	4	100%	6	6	100%	1 461	1 371	94%

[1] Évasion d'un établissement: Action de sortir ou de s'échapper, par effraction ou non, d'une cellule, ou d'un autre endroit de l'établissement de détention où une personne est détenue.

[2] Évasion d'une garde légale: Action de s'échapper volontairement de celui qui est chargé de la garde légale d'une personne.

[3] Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

[4] Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

[5] Les données de 2008-2009 sont pour 12 mois (1er avril 2008 au 31 mars 2009).

Note: Voir l'évolution de la situation au 31 janvier 2011des années antérieures, à la question 38.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 65 : Nombre de dossiers concernant des criminels évadés ou en liberté illégale. Fournir le nombre et le pourcentage de ces dossiers et/ou criminels résolus pour les périodes 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Répartition des libertés illégales par établissement et catégorie - année 2007-2008[5]

Établissement	Évasion d'un établissement[1]			Évasion d'une garde légale[2]			Absence illégale[3]		
	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]	Nb	Repris[4]	Taux repris[4]
Amos	1	1	100%	-	-	-	3	3	100%
Baie-Comeau	-	-	-	-	-	-	6	6	100%
Chicoutimi	-	-	-	-	-	-	5	4	80%
Hull	-	-	-	-	-	-	17	16	94%
Montréal	3	3	100%	-	-	-	417	399	96%
New-Carlisle	-	-	-	-	-	-	2	2	100%
Québec (Femmes)	-	-	-	-	-	-	2	2	100%
Québec (Hommes)	1	1	100%	-	-	-	254	249	98%
Rimouski	-	-	-	-	-	-	60	59	98%
Rivière-des-Prairies	-	-	-	-	-	-	1	1	100%
Roberval	-	-	-	-	-	-	4	4	100%
Sept-Îles	-	-	-	-	-	-	31	31	100%
Sherbrooke	2	2	100%	-	-	-	40	35	88%
Sorel	-	-	-	1	-	0%	54	51	94%
St-Jérôme	1	1	100%	1	1	100%	79	73	92%
Tanguay	-	-	-	-	-	-	48	44	92%
Trois-Rivières	2	2	100%	-	-	-	3	3	100%
Valleyfield	-	-	-	-	-	-	93	91	98%
Total	10	10	100%	2	1	50%	1 119	1 073	96%

[1] Évasion d'un établissement: Action de sortir ou de s'échapper, par effraction ou non, d'une cellule, ou d'un autre endroit de l'établissement de détention où une personne est détenue.

[2] Évasion d'une garde légale: Action de s'échapper volontairement de celui qui est chargé de la garde légale d'une personne.

[3] Absence illégale: Fait de se retrouver en liberté sans excuse avant la fin d'une période d'emprisonnement. Il s'agit dans tous les cas de peines d'emprisonnement discontinues ou du non-respect de conditions de permissions de sortir.

[4] Les **taux de repris** représentent les personnes évadées ou en absence illégale qui ont été réincarcérées dans un établissement de détention. Pour les non-repris, celles-ci sont sous mandat d'amener ou d'arrestation et seront considérées comme reprises lorsqu'elles seront réinscrites dans un établissement. Certains cas ne seront pas réinscrits notamment en raison d'un décès ou d'une migration vers un autre pays.

[5] Les données de 2007-2008 sont pour 12 mois (1er avril 2007 au 31 mars 2008).
Note: Voir l'évolution de la situation au 31 janvier 2011des années antérieures, à la question 38.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

68. Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention. Préciser pour chaque établissement de détention les dépenses requises et les revenus engendrés par celles-ci et les salaires donnés aux détenus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 68 : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention. Préciser pour chaque établissement les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus.

Fonds de soutien à la réinsertion sociale	Amos	Baie-Comeau	Chicoutimi	Hull	Tanguay	Montréal	New Carlisle	Québec F	Québec H
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	91 688 $	67 277 $	66 801 $	308 605 $	146 006 $	1 122 968 $	133 563 $	101 752 $	1 787 703 $
Rémunération des personnes incarcérées	24 425 $	16 328 $	19 535 $	82 881 $	102 132 $	372 600 $	38 484 $	23 519 $	500 181 $
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées financées par le fonds	49 734 $	44 356 $	30 990 $	134 244 $	53 610 $	438 789 $	24 977 $	25 547 $	308 854 $

Fonds de soutien à la réinsertion sociale	Rimouski	R.D.P.	Roberval	St-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières	Valleyfield	RÉSEAU
Excédent des revenus sur les dépenses avant la rémunération des personnes incarcérées et avant les déboursés pour les autres activités de réinsertion sociale	166 454 $	184 865 $	72 777 $	687 927 $	19 335 $	222 765 $	58 585 $	350 233 $	68 365 $	5 657 669 $
Rémunération des personnes incarcérées	48 809 $	1 015 $	24 933 $	226 156 $	5 525 $	95 434 $	15 600 $	100 052 $	11 942 $	1 709 631 $
Autres activités de réinsertion sociale qui s'adressent aux personnes incarcérées financées par le fonds	42 704 $	110 578 $	22 911 $	264 447 $	4 622 $	103 588 $	30 942 $	81 946 $	26 584 $	1 799 423 $

Les données proviennent des états financiers vérifiés de l'exercice 2009 des fonds des établissements de détention.. Les données de l'exercice 2010-2011 ne seront disponibles qu'à la fin du mois de juin 2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 68 : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention. Préciser pour chaque établissement les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus à même le fonds.

Programmes et services offerts en 2009	Amos	Baie Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New-Carlisle	Québec PF	Québec SM	Rimouski	Rivières-des-prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières	Total
Problématiques																		
Violence conjugale						√				√			√		√			4
Violence générale	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	√	√	16
Déviance sexuelle		√		√		√	√				√		√	√	√			8
Victimes d'abus sexuels							√	√										2
Alcoolisme	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Toxicomanie		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		√	√	√	√	√	14
Dépendance affective		√				√	√		√		√		√			√	√	8
Jeu compulsif		√					√							√				3
Développement de soi																		
Connaissance et estime de soi		√	√	√		√	√	√	√	√	√		√	√		√	√	13
Résolution de problèmes		√		√						√	√		√	√		√	√	8
Habiletés sociales et parentales		√	√	√	√		√	√	√	√	√		√			√	√	12
Relations interpersonnelles		√	√			√		√	√	√				√		√	√	9
Motivation		√											√					2
Santé																		
Physique	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Mentale	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
ITSS	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Loisir																		
Activités socioculturelles et de loisir	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Activités sportives	√	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	16
Arts				√	√	√	√	√		√	√		√		√			9
Éducation																		
Formation académique	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Employabilité																		
Santé et sécurité au travail		√		√		√	√		√	√	√		√		√	√	√	11
Service d'un CMO	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Intégration																		

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 68 : Détail des activités de réinsertion pour chacun des établissements de détention. Préciser pour chaque établissement les revenus engendrés par ceux-ci et les salaires donnés aux détenus à même le fonds.

Programmes et services offerts en 2009	Amos	Baie Comeau	Chicoutimi	Hull	Maison Tanguay	Montréal	New-Carlisle	Québec		Rimouski	Rivières-des-prairies	Roberval	Saint-Jérôme	Sept-Îles	Sherbrooke	Sorel	Trois-Rivières	Total
socioprofessionnelle		√		√	√	√	√		√	√	√		√	√	√		√	12
Postes de travail	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Autres formations	√	√	√	√			√	√	√	√				√		√	√	11
Divers																		
Accueil				√	√	√	√	√	√		√		√		√		√	10
Autochtones	√	√		√	√		√									√		6
Itinérance					√										√	√		3
Parcours	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Prévention du suicide	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	17
Programme préparatoire à la sortie		√		√	√	√	√	√	√				√			√	√	10
Pastorale	√		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	16
Autres		√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√	√		15
Total	15	27	18	26	22	25	28	F 23 M 24		23	24	14	27	22	22	25	24	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

69. Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents correctionnels pour la période 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 69 : Le nombre d'heures et le taux d'absentéisme par poste et au total des agents de services correctionnels pour la période 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011.

Établissement	2006-2007 (10 MOIS)		2007-2008 (10 MOIS)		2008-2009 (10 MOIS)		2009-2010 (10 MOIS)		2010-2011 (10 MOIS)	
	Absentéisme[1]		Absentéisme[1]		Absentéisme[1]		Absentéisme[1]		Absentéisme[1]	
	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme[2]	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme[2]	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme[2]	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme[2]	Nombre d'heures d'absence	taux d'absentéisme[2]
Amos	7 756	10,0%	3 421	4,0%	7 561	8,3%	9 004	8,6%	**8 802**	**7,9%**
Baie-Comeau	5 655	11,6%	9 493	20,6%	4 356	8,7%	6 497	13,3%	**7 333**	**13,6%**
Chicoutimi	3 128	5,6%	4 450	7,4%	3 848	5,2%	5 999	8,0%	**7 909**	**10,5%**
Hull	8 257	6,6%	6 630	5,0%	11 379	7,9%	11 533	8,1%	**11 846**	**8,0%**
Maison Tanguay	6 454	6,6%	6 528	6,4%	8 932	8,6%	4 627	4,4%	**7 272**	**6,2%**
Montréal	54 825	9,2%	52 407	9,0%	64 851	11,0%	54 593	8,4%	**40 016**	**5,4%**
New Carlisle et Havre-Aubert	10 098	18,8%	5 934	10,2%	5 390	9,0%	4 058	6,5%	**5 485**	**8,2%**
Percé	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	**773**	**2,0%**
Québec	38 878	9,3%	44 914	10,5%	40 035	9,3%	29 409	6,6%	**35 490**	**7,8%**
Rimouski	5 279	8,2%	3 762	5,1%	5 754	7,6%	4 832	6,0%	**6 069**	**7,1%**
Rivière-des-Prairies	47 585	10,1%	49 861	10,3%	60 735	13,0%	51 171	11,1%	**43 384**	**9,0%**
Roberval	4 910	12,1%	2 852	6,3%	2 062	3,8%	1 287	2,0%	**5 231**	**9,0%**
Sept-Iles	1 204	3,8%	3 015	10,7%	2 534	8,8%	1 602	5,5%	**2 705**	**8,6%**
Sherbrooke	12 540	10,1%	9 873	7,3%	8 248	5,8%	9 934	6,2%	**11 292**	**7,0%**
Sorel	1 807	2,4%	1 844	2,3%	4 004	5,1%	4 007	4,8%	**5 106**	**5,7%**
St-Jérôme	20 766	8,3%	19 287	7,7%	23 100	8,7%	20 422	7,7%	**24 807**	**9,2%**
Trois-Rivières	10 934	9,6%	10 650	8,2%	7 345	5,0%	10 332	6,6%	**10 239**	**6,6%**
Valleyfield	1 941	5,0%	4 427	11,0%	3 573	9,3%	2 519	5,4%	**0**	**0,0%**
TOTAL	242 017	9,0%	239 348	8,7%	263 707	9,3%	231 826	7,8%	**233 759**	**7,4%**

[1] L'absentéisme comprend les motifs : maladie, accidents du travail et assurance-salaire

[2] Le taux d'absentéisme correspond au nombre d'heures d'absence par rapport aux heures travaillées des ASC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

70. Le nombre et les coûts des transferts de détenus entre les établissements de détention pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 70 : Le nombre et les coûts des transferts des détenus entre les établissements de détention pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.

Établissements de détention	Nombre de personnes transférées			Dépense des transferts[1]		
	2008-2009 (10 mois)	2009-2010 (10 mois)	2010-2011 (10 mois)	2008-2009[2] (10 mois)	2009-2010[2] (10 mois)	2010-2011 (10 mois)
Amos	734	689	1 112	36 966 $	43 365 $	85 225 $
Baie-Comeau	661	353	382	82 105 $	83 315 $	82 414 $
Chicoutimi	356	403	518	14 576 $	22 795 $	21 855 $
Tanguay[3]	586	784	759			
Montréal[3]	1 830	2 095	2 196	569 530 $	506 005 $	547 870 $
Rivière-des-Prairies[3]	4 751	5 308	4 897			
Québec (femmes)	205	188	226	573 081 $	628 918 $	617 074 $
Québec (hommes)	1 966	2 596	2 570			
Hull	557	659	712	41 962 $	43 410 $	37 244 $
New Carlisle	189	164	163	36 567 $	30 467 $	26 730 $
Havre-Aubert	32	23	27			
Percé[4]			25	- $	- $	4 716 $
Rimouski	417	402	362	25 933 $	20 608 $	21 389 $
Roberval	239	240	305	45 499 $	54 120 $	59 292 $
Sept-Îles	477	131	115	23 426 $	9 009 $	6 896 $
Sherbrooke	786	859	924	161 651 $	194 878 $	208 952 $
Sorel	908	819	744	33 147 $	32 311 $	42 221 $
St-Jérôme	2 369	2 757	3 204	436 200 $	456 408 $	471 494 $
Trois-Rivières	774	903	831	59 844 $	62 856 $	70 922 $
Valleyfield[5]	523	631	304	36 890 $	58 531 $	3 823 $
TOTAL	**18 360**	**20 004**	**20 376**	**2 177 378 $**	**2 246 995 $**	**2 308 118 $**

[1] La dépense pour les années 2009-2010 et 2010-2011 tient compte des heures faites en temps régulier et supplémentaire.
[2] La dépense est basée sur les données inscrites dans les systèmes SAGIP et GEFCOR après 22 paies (10 mois).
[3] Les transferts de Montréal et Tanguay sont effectués par Rivière-des-Prairies, dans la majorité des cas.
[4] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels.
[5] Au 1er juillet 2010, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

71. Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2E GROUPE D'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 71 : Le nombre et les coûts des transferts de détenus et de prévenus entre les établissements de détention et les palais de Justice pour la période 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. Ventilation par établissement de détention.

Établissements de détention	Nombre de transferts 2008-2009 (10 mois)	Nombre de transferts 2009-2010 (10 mois)	Nombre de transferts 2010-2011 (10 mois)	Coût des transferts 2008-2009 (10 mois)	Coût des transferts 2009-2010 (10 mois)	Coût des transferts 2010-2011 (10 mois)
Amos	1 799	1 844	2 604	455 750 $	577 735 $	613 162 $
Baie-Comeau	406	265	346	60 731 $	61 004 $	61 939 $
Chicoutimi	1 870	1 966	2 186	210 691 $	245 042 $	250 040 $
Tanguay[1]	2 524	2 620	2 564	834 865 $	925 076 $	738 591 $
Montréal[1]	6 485	6 254	9 355			
Rivière-des-Prairies[1]	14 683	15 658	13 947			
Québec (femmes)	735	700	673	1 290 926 $	1 353 906 $	1 126 504 $
Québec (hommes)	8 877	7 527	7 727			
Hull	4 537	5 096	4 530	516 243 $	580 141 $	626 796 $
New Carlisle	725	702	814	107 003 $	169 656 $	144 385 $
Havre-Aubert	13	7	4			
Percé[2]			1	- $		901 $
Rimouski	1 262	1 152	1 157	310 152 $	310 167 $	301 161 $
Roberval	749	962	987	60 990 $	62 516 $	76 885 $
Sept-Îles	671	504	519	105 083 $	104 076 $	101 302 $
Sherbrooke	5 047	4 793	5 301	567 263 $	627 618 $	698 038 $
Sorel	1 921	1 814	1 683	526 431 $	480 395 $	496 856 $
St-Jérôme	9 292	10 297	9 372	1 489 068 $	1 631 156 $	1 733 864 $
Trois-Rivières	3 396	3 532	3 781	712 231 $	878 603 $	806 417 $
Valleyfield[3]	1 733	2 349	782	95 629 $	121 156 $	93 113 $
TOTAL	**66 725**	**68 042**	**68 333**	**7 343 056 $**	**8 128 247 $**	**7 869 953 $**

La méthode de calcul fut modifiée en 2010-2011 afin de comptabiliser seulement une sortie par jour par contrevenant. Cette nouvelle méthode a été appliquée également à l'année 2009-2010. Anciennement les transferts pour comparution étaient comptabilisés par nombre de causes,actuellement, nous comptons le nombre de déplacements vers le palais de justice.

[1] Les comparutions de Montréal et Tanguay sont effectuées par Rivière-des-Prairies, dans la majorité des cas.

[2] En mai 2010, ouverture d'un nouvel établissement de détention pour les déliquants sexuels.

[3] Au 1er juillet, fermeture de l'établissement de détention de Valleyfield.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2011-2012

73. Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programmes, par événement et par type de bénéficiaire (citoyens, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
1997-12-01A	1998-04-01	Inondations décembre 1997, hiver et printemps 1998	2058	9 409	74 319	62 312	0	0	0	19 410 995
2002-03-21A	2002-06-26	Inondations printemps 2002, CR 4629	396	57 347	15 807	20 412	0	0	Fermé 09-10	2 401 732
2003-08-04A	2003-08-11	Pluies abondantes du 4 et 11 août 2003, CR 4630	487	538 734	15 341	8 134	0	0	0	8 274 890
2003-10-29G	2004-02-18	Pluies abondantes Ville de Port-Cartier	1	13 190		170 000	0	82 363	Fermé 09-10	265 553
2003-12-21G	2003-12-21	Inondations décembre 2003, CR 4631	588	682 736	93 658	133 319	11 226	0	Fermé 09-10	4 273 205
2004-05-03G	2004-05-06	Inondations du mois de mai 2004	187	218 011	12 317	3 241	780	576	0	730 957
2004-12-11G	2004-12-16	Inondations du 11 décembre 2004	26	161 883	12 471	0	0	50 695	0	225 049
2005-03-01G	2009-02-11	Tempête de neige survenue le 1er mars 2005, Montmagny	1					658	Fermé 09-10	658
2005-04-04G	2005-04-04	Inondations du mois d'avril 2005	581	3 690 400	792 500	319 254	23 229	196 017	0	5 021 400
2005-06-10G	2005-06-14	Inondations du 10 juin 2005	126	585 609	446 359	25 899	204 522	0	32 844	1 295 233
2005-07-01G	2005-07-07	Pluies abondantes du 1er juillet 2005	31	226 541	207 459	5 467	112 256	53 159	71 888	676 770
2005-08-31G	2005-09-01	Pluies abondantes du 31 août 2005	156	952 809	854 702	189 855	1 977	90 910	13 289	2 103 542
2005-09-26G	2005-09-27	Pluies abondantes du 25 et 26 septembre 2005	338	1 587 372	1 155 969	168 764	263 171	209	541 184	3 716 669
2005-10-15G	2006-01-12	Inondations du 15 et du 16 octobre 2005	1				0	0	Fermé 09-10	0
2005-10-18G	2005-10-18	Pluies abondantes du 15 et 16 octobre 2005	220	629 583	635 186	58 806	3 961	0	Fermé 09-10	1 327 536
2005-12-02G	2006-01-12	Inondations du 2, 3 et 4 décembre 2005	13		20 320	6 207	0	0	131 925	158 452
2005-12-09M	2005-12-09	Imminence mouvement de sol Sept-Îles	4	47 063	51 257	0	0	0	0	98 320
2005-12-26G	2009-02-11	Tempête de neige survenue le 26 et 27 décembre 2005, Montmagny	1					2 651	Fermé 09-10	2 651
2006-02-17G	2009-02-11	Tempête de neige survenue le 17 février 2006, Montmagny	1					579	Fermé 09-10	579
2006-05-08G	2006-05-09	Risque de coulée argileuse Ville de Nicolet	8		126 251	1 012 261	18 596	0	Fermé 09-10	1 157 108
2006-05-20G	2006-05-21	Inondations du 20 mai 2006	166		426 878	234 964	54 372	2 081	0	718 296
2006-05-31G	2006-05-31	Pluies abondantes du 31 mai 2006, La Tuque	18		693 167	45 543	449 523	0	Fermé 09-10	1 188 233
2006-07-03G	2006-07-12	Pluies abondantes du 3 et 4 juillet 2006	13		48 015	65 943	2 293	242	Fermé 09-10	116 492
2006-07-17G	2006-08-06	Orages et vents violents, du 17 juillet 2006	23		95 213	48 287	15 649	0	0	159 149
2006-08-01G	2006-08-31	Orages et vents violents, du 1er et 3 août 2006	53		243 567	226 493	2 786	0	0	472 846
2006-08-19G	2006-09-08	Glissement de terrain, Ste-Anne-des-Plaines	3		0	0	0	5 866	Fermé 09-10	5 866
2006-09-08G	2006-09-08	Dommages causés à la 1re Rue, Richelieu	1			300 000	0	288 495	7 140	595 635
2006-10-20G	2006-10-23	Pluies abondantes du 20 et 21 octobre 2006, CR 4632	666		2 210 249	1 562 949	489 269	364 919	75 686	4 703 072
2006-10-24G	2006-12-06	Glissement de terrain, Saint-Eustache	1				137 995	0	Fermé 09-10	137 995
2006-10-28G	2006-12-06	Glissement de terrain, Forestville	1				0	0	Fermé 09-10	0
2006-11-30G	2007-09-13	Inondations, nov. 2006 au chemin du Lac-Daigle	1			1 646	0	448	Fermé 09-10	2 094
2007-01-02G	2007-01-30	Inondations du2 janvier 2007, Trois-Rives	1			7 764	7 464	0	Fermé 09-10	15 228
2007-01-12M	2007-01-12	Mouvement de sol, Portneuf-sur-Mer	3		23 092	55 721	0	29 954	Fermé 09-10	108 767
2007-01-30G	2007-01-30	Glissement de terrain, mun. de Saint-Paul	1				0	287 945	Fermé 09-10	287 945
2007-02-16M	2007-02-16	Mouvement sol, rue Marco, Saguenay	2				168 180	0	Fermé 09-10	168 180
2007-03-02G	2009-02-11	Tempête de neige survenue le 2 mars 2007, Montmagny	1					596	Fermé 09-10	596
2007-03-27G	2007-03-27	Bris couvert glace et inondations janv. à mars 2007	50			294 933	37 262	6 356	0	338 551
2007-04-01G	2007-08-02	Glissement de terrain à Saint-Jean-sur-Richelieu	1				0	24 085	0	24 085
2007-04-02G	2007-08-02	Pénurie d'eau potable à Saint-Henri-de-Taillon	1		0	0	0	26 793	Fermé 09-10	26 793
2007-05-02G	2007-05-25	Glissement terrain Haute-Rivière, Châteauguay	2			6 359	0	133 646	Fermé 09-10	140 005
2007-05-25G	2007-05-25	Risque de coulée argileuse Ville d'Alma	0				0	0	Fermé 09-10	0
2007-06-16G	2007-08-02	Glissement de terrain dans le canton Roxton	1				22 775	0	Fermé 09-10	22 775
2007-07-12G	2007-09-13	Pluies abondantes du 11 et 12 juillet 2007	4			29 085	0	498	Fermé 09-10	29 583
2007-08-03G	2007-08-28	Pluies abondantes du 3 août 2007, Canton de Potton	2				180 915	0	Fermé 09-10	180 915
2007-08-09S	2007-08-08	Pluies abondantes du 8 et 9 août 2007 (CR 4633)	374			10 917 506	11 146 668	3 564 386	3 255 045	28 883 605

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
2007-09-13M	2007-09-13	Mouv. sol, route Harwood, Vaudreuil-Dorion	2			64 850	0	0	0	64 850
2007-09-17M	2007-12-03	Mouv. sol, rue Duval, Ville de Trois-Pistoles	3			4 180	100 566	3 401	Fermé 09-10	108 147
2007-10-01P	2007-12-03	1ère nécessité, évacuation appartements à Nouvelle	13			27 880	0	0	Fermé 09-10	27 880
2007-11-04G	2007-11-04	Pluies abondantes du 4 novembre 2007	61			132 209	147 494	47 610	17 175	344 488
2007-11-09M	2007-12-03	Mouv. sol,boul. Grande-Grève, Gaspé	2			3 600	54 087	35 722	Fermé 09-10	93 410
2007-11-13G	2007-12-03	Glissement de terrain, chemin Mailloux, La Malbaie	1				0	0	0	0
2007-11-16G	2007-11-16	Pluies abondantes du 16 et 17 novembre 2007	182			539 402	563 898	128 274	98 486	1 330 059
2007-12-03G	2007-12-03	Glissement, de la Haute-Rivière, Châteauguay	1			5 951	0	0	Fermé 09-10	5 951
2007-12-11G	2007-12-11	Pluies abondantes du 27 juin 2007, Ville de Clermont	1		0	0	0	51 119	77 116	128 235
2007-12-16G	2007-12-19	Inondations et vents violents, du 16 et 17 dec, Matane	3		0	6 831	12 206	8 049	0	27 086
2008-01-07G	2008-01-07	Bris couvert glace et inondations du 7 au 9 janv. 2008	61		0	33 342	764 840	864 469	102 999	1 765 650
2008-02-01G	2008-05-22	Travaux de bris de couvert de glace février et mars 2008	6				50 632	28 558	0	79 190
2008-03-08G	2008-10-02	Tempête de neige du 8 et 9 mars 2008, Varennes	1				112	19 347	0	19 459
2008-03-12M	2008-03-12	Mouv. sol, boul. du Saguenay, Saguenay	2				180 242	0	Fermé 09-10	180 242
2008-03-21G	2008-10-31	Tempête de neige du 21 et 22 mars 2008, Rivière-du-Loup	1				0	12 604	Fermé 09-10	12 604
2008-04-01G	2008-04-28	Inondations du 1er au 23 avril 2008	557				2 340 353	1 562 315	602 601	4 505 270
2008-04-06G	2008-05-22	Glissement de terrain 6 avril 2008, rand St-Esprit, L'Épiphanie	1				0	195 381	68 450	263 830
2008-04-17G	2008-05-22	Glissement de terrain dans le 5e rang, à St-Étienne-des-Grès	3				95 195	686	Fermé 09-10	95 881
2008-04-19M	2008-04-19	Mouv. sol, rue Lafrance, Gatineau	9				346 685	109 913	0	456 599
2008-04-19P	2008-04-19	1ère nécessité, rue Lafrance, Gatineau	2				5 310	0	Fermé 09-10	5 310
2008-04-20G	2008-05-22	Glissement de terrain 20 avril 2008, Beaudry-Leman à Shawinigan	1				0	0	10 749	10 749
2008-04-21G	2008-06-12	Glissement de terrain, route Édouard VII, à St-Philippe, 21 avril 2008	1				0	0	0	0
2008-04-22G	2008-10-17	Glissement de terrain, 27e Av. Shawinigan	1				0	120 000	126 289	246 289
2008-04-22M	2008-05-22	Mouv. sol, 5e Rang, Saint-Étienne-des-Grès	2				94 474	3 440	Fermé 09-10	97 914
2008-04-27G	2008-10-17	Mouvements de sol, rue de la Falaise, Beaupré	1				0	0	0	0
2008-04-28G	2008-05-22	Glissement de terrain 28,29,30 avril 2008 municipalités du Québec	2				7 266	30 451	Fermé 09-10	37 718
2008-04-29M	2008-07-31	Érosion de berges, Route 232 à Cabano.	1				74 413	19 146	Fermé 09-10	93 559
2008-04-30M	2008-05-22	Mouv. sol, av. Royale à Ste-Anne-de-Beaupré	3				69 812	0	5 000	74 812
2008-05-01M	2008-05-22	Mouv. sol, 54e rue nord à St-Georges	1				51 300	50 000	0	101 300
2008-05-03G	2008-06-06	Glissement de terrain 3 mai 2008 à St-Fulgence	1				47 448	0	Fermé 09-10	47 448
2008-05-07M	2008-05-22	Glissement de terrain, rue St-Hubert à Saguenay	5				25 730	55 338	Fermé 09-10	81 068
2008-05-08P	2008-05-22	Évacuation d'un triplex et duplex, 107e rue à Shawinigan	5				10 840	0	0	10 840
2008-05-08S	2008-11-05	Mouv. Sol, 107e rue et 5e rue, Shawinigan	3				114 512	192 799	0	307 311
2008-05-12M	2008-06-03	Glissement terrain, rue Soucy à Dégelis	3				55 186	51 304	Fermé 09-10	106 490
2008-05-16G	2008-06-06	Glissement de terrain le 16 mai 2008, 107e Rue, Shawinigan	4				8 206	1 160	Fermé 09-10	9 366
2008-05-22M	2008-05-22	Mouv. sol, rue du Domaine-Pauzé, Saint-Liguori	1				99 852	0	Fermé 09-10	99 852
2008-06-02G	2008-07-24	Tempête de grêlons le 2 juin 2008, municipalité d'Oka	2				0	0	0	0
2008-06-12G	2008-06-12	Glissement de terrain, rue Jalbert à Gaspé	3				0	29 904	25 268	55 173
2008-06-12M	2008-06-12	Glissement de terrain, rue Jeanne-Mance, Saguenay	2				0	35 363	Fermé 09-10	35 363
2008-06-13M	2008-07-08	Mouv. sol, ch. de la Vallée-Missisquoi, Sutton	1				99 455	3 129	1 195	103 779
2008-06-14G	2008-07-08	Pluies abondantes les 14 et 17 juin 2008	6				44 770	11 941	41 314	98 026
2008-06-16M	2008-07-08	Mouv. sol, route du Pont, dans la Ville de Lévis	2				97 524	0	Fermé 09-10	97 524
2008-06-19G	2008-07-27	Pluies abondantes les 19 et 20 juin à Saint-Gédéon et Saint-Urbain	3				28 330	1 616	6 976	36 923
2008-06-22G	2008-08-20	Pluies abondantes du 22 et 23 juin 2008	3				5 368	16 279	Fermé 09-10	21 648
2008-06-26G	2008-08-20	Pluies abondantes du 26 juin 2008	6				8 288	108 655	0	116 943

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
2008-06-29G	2008-08-20	Pluies abondantes des 29 et 30 juin 2008	6				55 555	57 476	1 530	114 561
2008-07-01G	2008-08-04	Pluies du 1 au 3 juillet 2008, Saint-Eugène-de-Guigues	2				72 306	119 354	0	191 660
2008-07-01M	2008-08-20	Glissement de terrain, rue du Bateau à Sainte-Croix	3				192 008	56 253	Fermé 09-10	248 261
2008-07-21G	2008-08-05	Pluies survenues le 21 juillet 2008, Ville de Percé	1				1 828	363	0	2 191
2008-07-22M	2008-08-20	Glissement de terrain, 2e Avenue Belleville à Sainte-Mélanie	1				100 000	0	Fermé 09-10	100 000
2008-07-23G	2008-07-24	Pluies abondantes les 22 et 23 juillet 2008	33				252 382	248 751	273 798	774 931
2008-07-24G	2008-10-31	Pluies abondantes du 24 juillet 2008	1				0	8 109	Fermé 09-10	8 109
2008-07-31G	2008-07-31	Pluies abondantes survenues entre le 31 juillet et le 3 août 2008	161				1 481 126	1 526 495	161 661	3 169 282
2008-07-31M	2008-07-31	Érosion des berges, route 195 à Matane	2				37 149	0	Fermé 09-10	37 149
2008-08-01M	2008-10-02	Mouv. sol, rang St-Nicolas, Saint-Ferréol-des-Neiges	3				34 819	91 043	Fermé 09-10	125 862
2008-08-03G	2009-02-11	Fuite d'ammoniac survenue les 3 et 4 août 2008, dans la municipalité d'Upton	2					11 261	Fermé 09-10	11 261
2008-08-03M	2008-08-20	Glissement de terrain, rue de l'Église à Pohénégamook	2				56 484	721	Fermé 09-10	57 204
2008-08-04M	2008-09-22	Érosion de berges, route Beaulieu à Carleton-sur-Mer	2				47 102	49 381	0	96 484
2008-08-05G	2008-08-08	Pluies abondantes survenues les 5 et 6 août 2008	27				230 443	202 283	91 729	524 454
2008-08-07M	2008-08-20	Glissement de terrain, route 348 à Saint-Didace	1				28 487	41 171	Fermé 09-10	69 658
2008-08-12M	2008-09-22	Glissement blocs rocheux, rue de la Montagne, Carleton-sur-Mer	1				5 712	44 288	47 253	97 253
2008-08-18M	2008-09-22	Glissement de terrain, rte 341 à L'Épiphanie	1				106 500	2 575	0	109 075
2008-09-22M	2008-09-22	Glissement de terrain, rte 341 à L'Épiphanie	1				100 503	2 575	0	103 078
2008-10-01G	2008-10-31	Glissement de terrain, rang de la Rivière Sud-Ouest, Maskinongé	3				0	154 379	99 361	253 740
2008-10-17M	2008-10-17	Mouv. sol, rue St-Jean-Baptiste et rue Morin, Baie-St-Paul	2				0	0	Fermé 09-10	0
2008-10-21M	2008-12-12	Mouv. sol, rue Laval, Saguenay	3				0	161 887	Fermé 09-10	161 887
2008-10-28G	2008-10-31	Pluies abondantes du 28 octobre 2008	7				39 550	147 073	7 061	193 684
2008-10-29G	2009-02-11	Vents violents survenus les 28 et 29 octobre 2008, municipalités du Québec	3					11 373	0	11 373
2008-10-31M	2008-10-31	Mouvement de sol, rue Laval, Saguenay	1				80 000	4 315	0	84 315
2008-12-01G	2009-03-09	Travaux de bris de couvert de glace mois de décembre 2008, Armagh	21					289 010	0	289 010
2008-12-09G	2009-02-11	Inondations survenues entre les 9 et 14 décembre 2008, municipalités du Qc	1					336	Fermé 09-10	336
2008-12-22G	2009-01-23	Inondations du 22 décembre 2008, municipalités du Québec	24				22 240	372 658	69 404	464 302
2008-12-28G	2009-03-09	Inondations survenues entre les 28 et 31 décembre 2008, municipalités du Québec	3					118	3 381	3 499
2009-02-12G	2009-03-30	Inondations survenues les 12 et 13 février 2009, municipalités du Québec	0					0	0	0
2009-02-18M	2009-04-08	Mouv. sol, rue Principale, Petite-Rivière-Saint-François	3					0	0	0
2009-02-23M	2009-04-08	Mouv. de sol, rang des Éboulements-Centre, rue Félix-Antoine-Savard et chemin de l'Anse, Éboulements	4					0	0	0
2009-02-27G	2009-04-06	Inondations survenues les 27 et 28 février 2009, Ville de Québec	8					35 396	9 309	44 704
2009-04-03G	2009-04-06	Inondations survenues entre le 3 et le 6 avril 2009, municipalités du Québec	157					729 775	360 492	1 090 267
2009-04-04G	2009-05-20	Mouv. de sol, rang Castle-D'Autray, Saint-Félix-de-Valois, entre le 4 et le 8 avril 2009	1					1 861	0	1 861
2009-04-04S	2009-12-02	Mouv. de sol, rang Castle-D'Autray, Saint-Félix-de-Valois	1					46 503	0	46 503
2009-04-08M	2009-05-06	Mouv. de sol, route 138, Longue-Rive	3					51 510	4 434	55 944
2009-04-26M	2009-04-02	Mouv. de sol, chemin Saint-Thomas Sud, l'Anse-Saint-Jean	2					43 421	4 455	47 876
2009-04-27M	2009-05-20	Mouv. de sol, rue du Patrimoine, Cacouna	3					3 228	2 019	5 247
2009-04-28M	2009-05-20	Mouv. de sol, 1re Avenue, L'Anse-Saint-Jean	1					0	43 718	43 718
2009-05-01G	2010-01-20	Glissement de terrain survenu en mai 2009, Mun. de la Pêche	1					0	0	0
2009-05-02G	2009-07-09	Inondations le 2 et le 29 mai 2009, municipalités du Québec	13					97 282	14 576	111 859
2009-05-10G	2009-06-11	Inondation le 10 mai 2009, dans la municipalité de Longue-Rive.	4					3 315	2 981	6 296
2009-05-28G	2009-07-09	Pluies abondantes du 28 et le 29 mai 2009, municipalités du Québec	2					90 669	0	90 669
2009-05-29M	2009-07-09	Mouv. de sol, chemin Beauséjour, Crabtree	2					40 605	0	40 605
2009-06-02S	2009-12-02	Mouv. de sol, boulevard Cap-des-Rosiers, Gaspé	0					0	0	0

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
2009-06-04M	2009-07-09	Mouv. de sol, rue des Hérons, Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1					21 968	0	21 968
2009-06-16G	2009-08-28	Glissement de terrain survenu le 16 juin 2009, L'Assomption	1					0	0	0
2009-06-17G	2009-08-28	Inondations survenues le 17 juin 2009, municipalités du Québec	1					0	168 280	168 280
2009-07-01G	2009-07-09	Pluies abondantes du 1er juillet 2009, municipalités du Québec	58					406 670	404 304	810 974
2009-07-11G	2009-08-28	Orages et vents violents survenus le 11 juillet 2009, municipalutés du Québec	7					44 698	116 633	161 331
2009-07-13G	2009-09-17	Pluies abondantes du 3 et 14 juillet 2009, Saint-Adrien-d'Irlande	1					325	0	325
2009-07-15M	2009-08-12	Mouv. de sol, rue du Chalet, Val-Morin	1					0	0	0
2009-07-19G	2009-09-17	Inondations survenues le 19 juillet 2009, dans la paroisse de La Doré	1					0	0	0
2009-07-22M	2009-08-12	Mouv. de sol, route 199, Îles-de-la-Madeleine.	0					0	0	0
2009-07-24G	2009-08-12	Pluies abondantes du 24 au 31 juillet 2009, municipalités du Québec	7					69 895	351 017	420 912
2009-08-04G	2009-08-07	Orages et vents violents, 4 août 2009	3					2 671	30 897	33 568
2009-08-04M	2009-08-28	Mouv. de sol, rue Naples, dans la Ville de Mascouche	1					0	0	0
2009-08-04S	2009-12-02	Mouv. de sol, chemin Sainte-Marie, Mascouche	1					0	0	0
2009-08-06G	2009-08-28	Inondations survenues les 6 et le 8 août 2009, municipalités du Québec	0					0	0	0
2009-08-11G	2009-08-12	Vents violents survenus le 11 août 2009, Ville de Lac-Brome	1					53 178	0	53 178
2009-08-14G	2009-09-17	Vents violents du 14 août 2009, municipalité de Saint-Stanislas	0					0	0	0
2009-08-18M	2009-09-17	Mouv. sol, rue Dagenais, dans la municipalité de Saint-Paul	1					44 000	38 686	82 686
2009-08-21G	2009-08-28	Pluies abondantes survenues les 21 et 22 août 2009, municipalités du Québec	15					156 787	61 392	218 180
2009-09-04G	2009-12-03	Pluies abondantes survenues le 4 septembre 2009, Saint-Calixte	1					0	9 218	9 218
2009-10-06M	2009-11-04	Mouv. Sol, rang du Haut-de-la-Rivière Sud, Saint-Césaire	0					0	0	0
2009-10-14G	2009-10-26	Fuite de Benzène survenue le 14 octobre 2009, Québec	42					1 430	33 612	35 042
2009-10-30G	2009-11-04	Mouv. sol le 30 juin 2009, rte de Pointe-Platon, Sainte-Croix	1					0	0	0
2009-12-03G	2009-12-10	Inondations survenues le 3 décembre 2009, municipalités du Québec	2					100 000	185 538	285 538
2010-01-03G	2010-02-23	Inondations survenues le 3 janvier 2010, dans la ville de Château-Richer	4					0	99 410	99 410
2010-01-25G	2010-01-27	Inondations survenues les 25 et 26 janvier 2010, municipalités du Québec	12					9 407	32 486	41 893
2010-04-04G	2010-04-20	Inondations survenues les 4 et 5 avril 2010, municipalité d'East-Broughton.	6						181 568	181 568
2010-02-26G	2010-04-21	Tempête de neige des 26 et 27 février 2010, mun. Du Québec	3						16 464	16 464
2010-03-23G	2010-04-21	Tempête de neige des 23 et 24 mars 2010, municipalités du Québec	2						3 316	3 316
2010-03-19G	2010-05-05	Inondations du 19 mars 2010, paroisse de Sainte-Geneviève-de-Berthier	1						45 664	45 664
2010-04-03G	2010-05-05	Inondations survenues le 3 avril 2010, municipalité de L'Anse-Saint-Jean	0						0	0
2010-01-01G	2010-05-05	Travaux de bris de couvert de glace réalisés du 1er janvier au 15 avril 2010, municipalités du Québec	12						124 511	124 511
2010-04-27G	2010-05-05	Inondations survenues le 27 avril 2010, dans la municipalité de Larouche	1						0	0
2010-05-02G	2010-05-05	Pluies abondantes du 2 au 4 mai 2010, municipalités du Québec	8						3 946	3 946
2010-05-10G	2010-05-11	Glissement de terrain du 10 mai 2010, dans la municipalité de Saint-Jude	2						330 005	330 005
2010-04-10G	2010-05-18	Inondations survenues le 10 avril 2010, dans la Ville de Cap-Chat	0						0	0
2010-05-12M	2010-05-26	Éboulement rocheux du 12 mai 2010 dans le talus d'une résidence principale, Saint-Maxime-du-Mont-Louis	2						74 695	74 695
2010-05-01G	2010-05-28	Incendies de forêt survenus en mai 2010, dans la Ville de La Tuque	1						650	650
2010-05-19M	2010-06-08	Mouvement de sol, rue du Domaine, Saint-François-du-Lac	2						82 131	82 131
2010-05-25G	2010-06-30	Incendie de forêt du 25 mai au 10 juin 2010, réserves indiennes de Manawan, d'Obedjiwan et de Wemotaci	0						0	0
2010-06-23G	2010-06-30	Tremblement de terre survenu le 23 juin 2010, municipalités du Québec	214						839 210	839 210
2010-05-23G	2010-06-30	Incendie de tourbière et de forêt survenu du 23 au 25 mai 2010, L'Isle-aux-Coudres	0						0	0
2010-06-02M	2010-06-30	Mouv. sol des résidences principales sises au 1902, au 1922, au 1942, au 1962 et au 1982, rue des Bouleaux, Ville de Saguenay	11						303 007	303 007

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
2010-03-24G	2010-06-30	Inondations survenues les 23 et 24 mars 2010, dans la municipalité des Îles-de-la-Madeleine	0						0	0
2010-07-21P	2010-07-21	Évacuation des résidences principales, route Guérin, dans la paroisse de Saint-Justin	2						1 760	1 760
2010-07-22G	2010-08-13	Inondations survenues 22 juillet 2010, municipalités du Québec	1						7 361	7 361
2010-06-27G	2010-07-09	Pluies abondantes survenues les 27 et 28 juin 2010, dans la Ville de Cookshire-Eaton	5						16 745	16 745
2010-06-01G	2010-08-20	Pénurie d'eau potable survenue du 1er juin au 15 août 2010, municipalités du Québec	3						26 938	26 938
2010-08-03G	2010-08-30	Pluies abondantes survenues du 3 au 6 août 2010, municpalités du Québec	3						0	0
2010-07-09G	2010-08-31	Pluies abondantes survenues le 9 juillet 2010, municpalités du Québec	7						26 055	26 055
2010-04-01G	2010-08-31	Dommages causés au chemin Montcerf, municipalité de Montcerf-Lytton, en raison d'un glissement de terrain survenu en avril 2010	1						0	0
2010-04-02G	2010-09-03	Dommages causés au chemin de Gaspé, dans la municipalité de Bromont, en raison d'un mouvement de sol survenu en mai 2010	1						0	0
2010-09-30G	2010-10-04	Pluies abondantes survenues les 30 septembre et 1er octobre 2010	130						555 133	555 133
2009-08-01G	2010-09-23	Inondation survenue le 31 août 2009, dans la municipalité de Denholm	0						0	0
2010-10-08M	2010-10-21	Imminence de mouvement de sol, route 341 dans la paroisse de l'Épiphanie	4						165 197	165 197
2010-08-15G	2010-10-04	Pluies abondantes survenues le 15 août 2010, dans des municipalités du Québec	1						0	0
2010-09-14G	2010-10-04	Pluies abondantes survenues le 14 septembre 2010, dans la municipalité de L'Ange-Gardien	1						0	0
2010-09-24M	2010-10-05	Imminence de mouvement de sol, route 199, municipalités des Îles-de-la-Madeleine, secteur Havre-aux-Maisons	1						36 504	36 504
2010-09-04G	2010-10-07	Pluies abondantes survenues les 4 et 5 septembre 2010, dans le territoire non organisé du Lac-Walker	1						5 655	5 655
2010-02-18G	2010-10-21	Dommages causés au chemin de la Rivière Nord, Ville de Saint-Eustache, en raison d'un glissement de terrain survenu le 18 février 2010	1						0	0
2010-10-21G	2010-10-21	Inondations survenues le 27 juin 2010, dans la municipalité de La Pêche	1						0	0
2010-07-01M	2010-11-04	Imminence de mouvement de sol au bénéfice de la paroisse de Saint-Justin	1						0	0
2010-11-10M	2010-11-18	Imminence de mouvement de sol, rang du Bas-de-l'Achigan, L'Épiphanie et au bénéfice de la Paroisse de L'Épiphanie	2						89 496	89 496
2010-12-05M	2010-12-07	Imminence de mouvement de sol, rue des Campeurs, dans la Ville de Sept-Iles.	2						100 900	100 900
2010-12-07M	2010-12-10	Imminence de mouvement de sol, rue des Campeurs, dans la Ville de Sept-Iles.	1						0	0
2010-12-06G	2010-12-07	Inondations survenues du 5 au 7 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	417 dossiers dont 360 transférés au 2010-12-06S						700 441	700 441
2010-12-13G	2010-12-15	Pluies abondantes survenues du 13 au 15 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	233 Dossiers transférés 2010-12-06S						204 772	204 772
2010-08-22G	2010-12-07	Imminence d'inondation, dans la Ville de Rivière-du-Loup	0						0	0
2010-12-01G	2010-12-07	Pluies abondantes survenues les 1er et 2 décembre 2010, dans des municipalités du Québec	11						35 869	35 869
2010-12-22M	2010-12-22	Imminence de mouvement de sol au bénéfice de propriétaires de résidences principales sises dans des municipalités du Québec	1						0	0
2010-12-16M	2010-12-22	Imminence de mouvement de sol, 154e Avenue, dans la paroisse de Saint-Côme	1						4 470	4 470
2010-12-04G	2011-01-07	Glissement de terrain survenu le 4 décembre 2010 à Saint-Pie	0						0	0

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2011-2012
Renseignements particuliers requis par le 2e groupe d'Opposition

Titre et Programme: Sécurité civile et Sécurité incendie - 01.05

QUESTION 73 : Ventilation de l'aide financière octroyée par le ministère lors de sinistre, par région, par programme, par événement et par type de bénéficiaire (citoyen, municipalités, organismes, entreprises) pour l'année 2010-2011.

NUM. DE L'ARRÊTÉ	DATE DE L'ARRÊTÉ	PROGRAMMES	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS ($) JUSQU' AU 1er AVRIL 2011						
				2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
2011-01-27M	2011-01-27	Imminence de mouvement de sol, route Jacques-Cartier, Port-Cartier, secteur Rivière-Pentecôte.	0						0	0
2010-12-14G	2011-02-02	Inondations survenues du 13 au 20 décembre 2010, dans la municipalité de Notre-Dame-de-Montauban	0						0	0
2011-02-02M	2011-02-02	Imminence de mouvements de sol au bénéfices des propriétaires de résidences principales sises dans des municipalités du Québec	0						0	0
2010-12-12G	2011-02-02	Tempête de neige et de verglas survenue les 12 et 13 décembre 2010, dans la municipalité de Saint-Siméon	0						0	0
2010-12-20G	2011-01-19	Inondations survenues du 20 au 28 décembre 2010, municipalités du Québec	2						0	0
2010-12-21M	2011-02-03	Imminence de mouvement de sol au bénéfice des propriétaires de la résidence principale, route 195, dans la Ville de Matane	0						0	0
2010-12-06S	2011-02-16	Programme spécifique relatif aux sinistres de décembre 2010, Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord	593						866 140	866 140
772-2007	2007-09-12	Risque d'éboulements rocheux, St-Maxime-du-Mont-Louis	2			33 400	30 997	0	437	64 834
992-2005	2005-10-26	Risque de coulée argileuse Ville de Nicolet	1	1 345 000	468 990	0	41 779	0	Fermé 09-10	1 855 769
			9 318	**10 745 687**	**8 723 087**	**16 832 769**	**21 976 235**	**14 669 941**	**12 890 294**	**117 802 436**
1996-07-19A	1998-05-13	Pluies diluviennes du Saguenay		207 602	17 122	10 000	17 850	0	0	139 100 973
1998-01-05A	1998-01-11	Tempête de verglas du 5 janvier au 9 janvier 1998		0	828 079	0	0	377 640	Fermé 09-10	256 800 722
		TOTAUX		**10 953 289**	**9 568 288**	**16 842 769**	**21 994 085**	**15 047 581**	**12 890 294**	**513 704 131**